

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16507 - 7,50 F

SAMEDI 21 FÉVRIER 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Régions : le Nord-Pas-de-Calais

Le Nord-Pas-de-Calais construit l'avenir en cessant de s'apitoyer sur la reconversion des gueules noires ou de pleurer ses filatures. p. 10

Le PCF en campagne

Le Parti communiste aborde les régionales sur des listes communes avec le PS et espère gagner plusieurs dizaines de sièges supplémentaires. p. 6

Tensions au Caucase

Prises d'otages, tentatives d'assassinat, démissions politiques : la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont secoués par des incidents dont certains attribuent la responsabilité à la Russie. p. 4

Crise indonésienne

Le FMI menace de couper les crédits au gouvernement de Djakarta s'il ne renonce pas à lier la roupie au dollar. Lire aussi notre enquête sur la communauté chinoise indonésienne, bouc émissaire d'une population exaspérée par la flambée des prix. p. 3 et 11

Le bon combiné



La France a obtenu une septième médaille olympique (en bronze), vendredi 20 février aux Jeux de Nagano, grâce à la troisième place arrachée par l'équipe de combiné nordique. p. 20 et 21

Le centre du rire

Des chercheurs californiens croient avoir localisé la zone du cerveau impliquée dans l'hilarité. p. 23

La Résistance au procès Papon

Quatre résistants ont évoqué, jeudi 19 février, les services que l'ex-secrétaire général de la préfecture de Gironde aurait rendus à partir de 1943. p. 9

France-Ecosse

Pour le deuxième match de l'équipe de France de rugby dans le Tournoi des cinq nations, les sélectionneurs misent sur l'esprit de corps. p. 22

Abonnement : 3 DM ; Autriche-Guyane, 8 F ; Belgique, 5 F ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Chine-Hongrie, 250 F CFA ; Danemark, 18 DKK ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 Dr ; Irlande, 400 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 100 Kč ; Suède, 100 F ; Suisse, 2,50 CHF ; Tunisie, 1,2 Din ; USA, DM 1,25 ; USA (continental), 2,50 \$.

M 0147-221-750 F

Le service d'ordre musclé du Front national

- « Le Monde » a enquêté sur le Département protection sécurité du parti d'extrême droite
- Fort de 1 700 membres, ses responsables sont souvent d'anciens militaires ou policiers
- M. Le Pen est poursuivi pour violences à Versailles • M. Mégret constitue sa propre garde rapprochée

JEAN-MARIE LE PEN comparait, depuis jeudi 19 février, devant le tribunal correctionnel de Versailles pour répondre de « violences volontaires en réunion » et « injures publiques ». Il lui est reproché d'avoir violemment pris à partie la candidate socialiste, Annette Peuvast-Bergeal, lors des affrontements survenus à l'occasion de son déplacement à Mantes-la-Jolie (Yvelines), le 30 mai 1997, dans le cadre de la campagne des élections législatives. Jeudi, M. Le Pen a nié en bloc toute agression physique, mais revendiqué « une violence verbale mille fois justifiée ». A ses côtés, comparait également Bernard Courcelle, chef, depuis 1994, du Département protection sécurité (DPS), le service d'ordre du parti d'extrême droite. Certains de ses membres sont soupçonnés d'avoir participé aux violences de Mantes-la-Jolie.

Sous la conduite de M. Courcelle, ce service d'ordre, fort d'environ 1 700 membres, a été structuré sur l'ensemble du territoire. Le FN s'est efforcé, dans un premier temps, de



le rendre plus « respectable », en éloignant des militants par trop violents. « J'ai vu des tas de cons incontrôlables, tous les sirs, les néo-

naux qui venaient du FNIE », a assuré au Monde M. Courcelle. Il a d'autre part favorisé le recrutement de « professionnels » de la sécurité.

Dix-huit des responsables départementaux actuels du service d'ordre seraient d'anciens militaires, gendarmes ou policiers. Dix autres viendraient de la sécurité privée.

Cette organisation n'empêche pas les dérapages, tandis que Bruno Mégret, numéro deux du FN, constitue son propre service d'ordre avec d'anciens membres du GUD. Des membres du DPS sont soupçonnés d'organiser des entraînements paramilitaires et, en Alsace, il est dirigé par un ancien gardien de la paix qui fut adhérent d'une association néonazie dissoute en 1993. Aux côtés du DPS, d'autres groupuscules, skinheads ou militants du FNJ, assurent des tâches de maintien de l'ordre.

Seize députés de la majorité, appuyés par un syndicat de police et plusieurs associations, demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les agissements du service d'ordre du FN.

Lire page 8

La crise irakienne

■ Bill Clinton et Jacques Chirac soutiennent la mission de Kofi Annan

■ A Paris, la « majorité plurielle » sur la même ligne

■ A Bagdad, l'attente d'un envoyé très spécial

■ Comment Hollywood a devancé l'actualité

Lire pages 2 et 27
le point de vue page 12
et notre éditorial page 13

De méchantes bactéries privent le Royaume-Uni de son bon lait cru

IL FAUT en faire son deuil : les belles bouteilles de lait ne seront plus déposées, avant l'aube, à la porte des demeures anglaises. Du moins tant qu'elles seront remplies d'un liquide qui résiste aux lois de la pasteurisation. Telle sera, inévitablement, la conséquence d'une enquête bactériologique à bien des égards inquiétante. Il ne s'agit nullement d'une mise en garde émanant des milieux écologistes ou consommateurs, traumatisés par l'affaire de la « vache folle », mais bien d'un travail officiel signé de John de Louvois et d'Anita Rampling, deux responsables du très sérieux Laboratoire de santé publique de Londres. Les résultats détaillés de cette étude sont publiés dans le prochain numéro (daté du 21 février) du *British Medical Journal*, l'hébdomadaire de l'association des médecins britanniques.

Ces deux spécialistes expliquent avoir minutieusement analysé près de 1 100 échantillons de lait non pasteurisé achetés dans 242 points de vente en Angleterre et au pays de Galles entre les mois de mai 1996 et de juillet 1997. En vertu d'une réglementation datant de 1995, ces laits doivent, lorsqu'ils

sont proposés à la consommation humaine, être vierges de tout micro-organisme, du moins de ceux dont la présence serait nuisible à la santé des consommateurs. Cette réglementation fixe par exemple à moins de 500 par millilitre le niveau maximum des germes coliformes, la bactérie *Escherichia coli* étant quant à elle totalement prohibée.

Les enquêteurs londoniens révèlent tout d'abord avoir isolé des bactéries potentiellement pathogènes dans 41 échantillons provenant de 28 points de vente. Il s'agissait, selon les cas, de différents types de salmonelles, de *Campylobacters*, ainsi que de la très dangereuse bactérie *Escherichia coli*, responsable d'intoxications alimentaires aux conséquences parfois mortelles, comme ce fut le cas il y a peu de temps en Ecosse. Les trois commerces impliqués dans la vente de ces laits hautement dangereux ont été rapidement invités à cesser tout négoce de lait cru. Plus généralement, les enquêteurs londoniens ont observé que le cinquième des échantillons analysés était contaminé à des

taux « inacceptables ».

La situation sanitaire est d'autant plus in-

quiétante que ces laits crus peuvent apparaître satisfaisants en termes de nombre de germes par millilitre alors même que les germes les plus dangereux pour l'homme sont bel et bien présents. En d'autres termes, on déclare propre à la commercialisation une boisson qui devrait être, en toute logique sanitaire, considérée comme impropre à la consommation.

Pour les experts anglais, ces données doivent être rapprochées des intoxications alimentaires déjà observées en Grande-Bretagne à partir de la consommation de lait cru. Selon eux, l'affaire est entendue : proposer aujourd'hui de tels laits non pasteurisés constitue un risque inacceptable au regard de la santé publique. Il convient, selon eux, sur cette file, de respecter les règles d'hygiène préconisées il y a plus d'un siècle sur le continent par Louis Pasteur. Reste à savoir si Londres, soutenu pour une fois par Bruxelles, ne trouvera pas ici des arguments pour relancer la croisade contre les fromages français au lait cru.

Jean-Yves Nau

La querelle Giacometti

L'HÉRITAGE d'un des plus grands sculpteurs du siècle, Alberto Giacometti, est au cœur d'une querelle qui oppose les membres de l'association Giacometti aux « héritiers de sang » de l'artiste et à l'exécuteur testamentaire de sa veuve, Roland Dumas. Les premiers reprochent à l'actuel président du Conseil constitutionnel d'avoir freiné la constitution de la Fondation voulue par Annette Giacometti depuis 1986. Au centre du débat, la vente, en 1994, par le commissaire-priseur Jacques Tajan de 14 bronzes et 4 peintures de Giacometti, pour 41,6 millions de francs. Dans un entretien au Monde, M. Dumas répond à ses détracteurs qui s'étonnent de n'avoir pas eu accès à l'inventaire des œuvres du sculpteur.

Lire page 25

Nouvelle donne pour la succession du pape

NUL NE SAIT si le septième consistoire de cardinaux que le pape va présider, les 21 et 22 février à Rome, sera ou non le dernier du pontificat. Mais la « création » de dix-neuf nouveaux cardinaux de moins de quarante-cinq ans (*Le Monde* du 20 janvier) renouvelle sensiblement la composition du collège qui, le jour venu, sera appelé à élire le successeur de Jean Paul II. Cent vingt-deux cardinaux sont donc à ce jour virtuellement éligibles - dans un scrutin unique au monde, sans candidat, sans campagne, sans programme. Cent huit sont des créations de Jean Paul II. Parmi les cardinaux nommés par Paul VI avant 1978, seuls quatorze ont encore le droit de vote.

De ce collège modelé par le pape actuel, faut-il déduire que la « continuité » dans le gouvernement de l'Eglise catholique est d'ores et déjà assurée ? Rien n'est moins sûr. D'abord, parce que Jean Paul II est loin d'avoir fini son œuvre. Il met la dernière main à une encyclique sur les rapports entre la foi et la raison moderne que certains commentateurs critiques présentent déjà comme un nouveau *Syllabus*, la réaction anti-

moderniste de Pie IX (1864).

En outre, pour des raisons à la fois géopolitiques et culturelles, voire pastorales, jamais le collège des cardinaux n'aura paru aussi éclaté. Sans contribuer à une spéculation indécente du vivant du pape, on peut donc avancer que la plupart des pronostics qui agitent la presse à chaque accident de santé de Jean Paul II sont vains.

Seule certitude : le paramètre principal ne sera probablement plus l'origine nationale du futur élu. Le choix d'un pape polonais, en 1978, avait mis fin à quatre siècles et demi d'hégémonie italienne. Ce « verrou » ayant sauté, rien n'interdit de penser que les électeurs ne reviendront pas demain à une solution italienne, mais toutes les « origines » pourront être théoriquement envisagées. Cinquante-cinq pays sont actuellement représentés dans le collège des électeurs : ils n'étaient que vingt-trois au moment de la désignation, en 1958, de Jean XXIII, quarante-neuf lors de celle de Paul VI, cinquante et un lors des conclaves de 1978.

Henri Tincq

Lire la suite page 13

Le défi du Club Med



PHILIPPE BOURGUIGNON

LE CLUB MÉDITERRANÉE vient de lever avec succès des fonds pour financer son redressement. Son PDG, Philippe Bourguignon, à la tête de l'entreprise depuis un an, expose au Monde sa stratégie. Tout en défendant le concept du village de vacances, il veut valoriser la marque du Club en lançant son image et clarifiant la gamme de prix.

Lire page 14

International	2	Canet	19
France	6	Aujourd'hui	20
Société	8	Météorologie-Jour	24
Néologie	10	Culture	25
Horizons	11	Guide culturel	27
Entreprises	14	Monnaie	28
Communication	16	Abonnements	28
Finances-Marchés	17	Radio-Télévision	29

150 000 000

150

2

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 21 FÉVRIER 1998

CRISE Fort du soutien public-
ment réitéré, jeudi 19 février, des
Etats-Unis et de la France, le secré-
taire général de l'ONU, Kofi Annan,
devait quitter Paris, vendredi, à bord

du Mystère 900 présidentiel que
Jacques Chirac a mis à sa disposition
pour se rendre à Bagdad. M. Annan
se dit porteur « d'idées » pour le ré-
glement diplomatique de la crise qui

oppose l'Irak à l'ONU à propos de
l'inspection des sites dits « présiden-
tiels ». ● M. CHIRAC a « appelé l'Irak
à accepter les propositions qui se-
ront faites par le secrétaire général

de l'ONU, car ce sont les proposi-
tions de la communauté internatio-
nale tout entière ». ● LE GOUVERNE-
MENT FRANÇAIS, malgré certaines
différences d'appréciation reflétant

la pluralité de ses membres, a appor-
té son soutien total à l'attitude
adoptée par la France dans la crise
entre l'Irak et les Nations unies (lire
aussi notre éditorial page 13).

M. Clinton et M. Chirac exhortent l'Irak à accepter les propositions de M. Annan

La mission que le secrétaire général devait entamer, vendredi, à Bagdad à l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies.
La réponse de Saddam Hussein déterminera les suites qui seront données à cette médiation de la dernière chance

APPUYÉ à la fois par Jacques
Chirac et Bill Clinton, le secrétaire
général de l'ONU, Kofi Annan, de-
vait quitter Paris, vendredi 20 fé-
vrier, pour Bagdad, à bord du
Mystère 900 présidentiel français
que le président de la République
a mis à sa disposition pour se
rendre en Irak. M. Annan fait ce
déplacement pour tenter de régler
pacifiquement la crise qui oppose

Le marché pétrolier réagit peu

Le dépiement de forces et la
montée des tensions dans le
Golfe laissent le prix du pétrole à
son niveau le plus bas depuis
près de quatre ans. Le marché est
aujourd'hui plus préoccupé par la
surabondance de l'offre, qu'une
opération militaire en Irak n'en-
tamerait pas, selon les experts. Le
prix du pétrole a commencé à
chuter en novembre 1997, lorsque
l'Arabie saoudite a annoncé une
hausse de 10 % des quotas de pro-
duction de l'OPEC au moment où
la demande des pays asiatiques
faiblissait. Le marché a dû faire
face en décembre à la reprise des
exportations de brut irakien et à
un hiver particulièrement doux.
« Si les Etats-Unis attaquent, le
prix du pétrole va remonter un peu,
mais un peu seulement », estiment
les experts, pour qui seule une ré-
duction de la production renver-
serait la tendance. L'engagement,
jeudi, du Venezuela, qui dépasse
régulièrement ses quotas, à ré-
duire ses capacités si ses parté-
naires en faisaient autant a per-
mis au baril de franchir la barre
des 15 dollars.

l'Irak aux Nations unies. L'initia-
tive du chef de l'Etat vise à sou-
lever le plein appui qu'il accorde
à cette mission et à signifier aux
Irakiens que la France tient à son
succès.

C'est une manière d'accorder le
geste à la parole. A l'issue de l'en-
tretien que MM. Annan et Chirac
ont eu, jeudi soir à l'Elysée, le pré-
sident de la République a réaffir-
mé « tout le soutien de la France,
de même que [celui] du monde en-
tier » à la mission du secrétaire
général. « J'espère », a ajouté
M. Chirac, que, grâce à lui, la sa-
gesse et la raison l'emporteront.
« J'appelle l'Irak », a insisté
M. Chirac, à accepter les proposi-
tions que lui fera M. Annan, car ce
sont les propositions de la commu-
nauté internationale tout entière.
De quels atouts dispose le se-

crétaire général pour réussir à
Bagdad et éviter à l'Irak des
frappes militaires que les Etats-
Unis et la Grande-Bretagne, avec
l'aide de certains de leurs alliés,
sont déjà prêts à porter à tout
moment ? Il bénéficie de la
confiance du Conseil de sécurité
de l'ONU, et plus particulièrement
de celle des cinq membres
permanents.

A cet égard, le président Bill
Clinton a semblé, mercredi, vou-
loir rectifier l'impression d'obscu-
rité que le secrétaire d'Etat, Made-
leine Albright, en affirmant que
Washington jugerait la mission du
secrétaire général à l'issue des
« intérêts nationaux des Etats-
Unis ». M. Annan a « le plein sou-
tien » des Etats-Unis, qui espèrent
que « sa mission réussira », a dé-
claré M. Clinton, qui avait eu, peu
auparavant, un entretien télépho-
nique avec M. Chirac.

Les deux présidents ont estimé,
d'après l'Elysée, qu'un accord
était « encore possible, même s'il
reste peu de temps ». M. Clinton a
lui-même déclaré que, pour Paris
et Washington, la mission de
M. Annan était « cruciale » pour
la paix. « Mais qu'il soit bien clair
que, si la diplomatie échoue, nous
devons être prêts, et nous sommes
prêts à agir », a-t-il ajouté.

Le secrétaire général de l'ONU,
qui dit être « porteur d'idées » qui
peuvent « nous tirer d'affaire »,
doit convaincre l'Irak de laisser
les experts en désarmement des
Nations unies travailler en toute
liberté sur l'ensemble de son ter-
ritoire, y compris dans les sites
dits « présidentiels », quitte à ce

que des dispositions particulières
soient prises pour ménager la di-
gnité et la souveraineté irakiennes
pour ce qui est des « palais » pré-
sidentiels proprement dits. Ces
modalités concernent la manière
de travailler des membres de la
commission chargée de désarmer
l'Irak (Unscm), seule habilitée à
mener cette tâche à bien.

Avant son départ de New York,
M. Annan a eu une conversation
téléphonique avec Tarek Aziz, le
vice-premier ministre irakien. Cet
entretien l'aurait confirmé dans
son espoir de pouvoir parvenir à
une solution avec l'Irak.

M. Annan, qui a déclaré qu'il
n'était pas porteur d'un « ultima-
tum » à l'Irak, semblait, jeudi soir,
particulièrement motivé, patient
et calme, et relativement opti-
miste, indique-t-on de source

française. Il a prévenu les autori-
tés irakiennes qu'il passerait deux
jours à Bagdad, mais il est disposé
à rester vingt-quatre heures de
plus si nécessaire. A son retour à
New York, il doit rendre compte
de sa mission au Conseil de sé-
curité, qui devrait se prononcer
sur les résultats de la visite.

Un consensus ne pourra se des-
siner au sein du Conseil que si
M. Annan revient avec des enga-
gements irakiens précis - enga-
gements que les Etats-Unis vou-
draient voir consignés par écrit. Si
les résultats obtenus par M. An-
nan sont mi-figures, mi-raisons, alors
le risque est grand - voire certain
- que les Etats-Unis « agissent »,
pour reprendre une expression de
M. Clinton.

Mouna Naïm

Un diplomate qui joue la partie la plus difficile de sa carrière

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL des Nations
unies, Kofi Annan, aurait sans doute préféré
ne pas avoir à mener si tôt une mission aussi
« périlleuse » que celle qui le conduit au-
jourd'hui à Bagdad. A peine plus d'un an
après sa prise de fonctions, pressé de trouver
une solution diplomatique à la crise qui
oppose les Nations unies à l'Irak, M. Annan a
franchi le pas d'une mission dont il dit lui-
même qu'il « elle ne sera pas facile ».

Il risque d'essuyer un échec cuisant, sem-
blable à celui infligé par l'Irak à son pré-
décesseur Javier Perez de Cuellar, en janvier
1991. Mais sa démarche obéit vraisemblable-
ment aux mêmes critères que celle qui
l'avait conduit à dépecher à Bagdad, en no-
vembre 1997, une équipe de trois diplo-
mates, pour essayer de régler pacifiquement
une première crise avec l'Irak. « Le

recours à la force aurait divisé le Conseil de
sécurité de manière peut-être irréparable » et
aurait suscité des protestations au Proche-
Orient, avait-il alors confié à Newsweek.
Mais la raison principale, avait-il ajouté, en
est qu'un bombardement aurait entraîné
« la fin des inspections » menées en Irak par
les experts en désarmement de l'ONU.

« PAR NATURE CONCILIANT »

Tys sources de ménager les Etats-Unis,
qui n'étaient pas d'accord avec son initia-
tive de novembre, M. Annan n'a cette fois-ci
décidé de se rendre à Bagdad qu'après
avoir obtenu le feu vert de Washington, au
terme de trois réunions consécutives avec
les cinq membres permanents du Conseil de
sécurité, dont trois, la France, la Russie et la
Chine, faisaient pression pour un déplace-
ment du secrétaire général. Certains lui

avaient déjà fait le reproche d'être trop at-
tentif aux desiderata de Washington à pro-
pos de la République démocratique du
Congo (RDC, l'ex-Zaïre).

C'est parce que les Etats-Unis ne le sou-
haitaient pas, disent les mêmes, que le se-
crétaire général de l'ONU a manqué de fer-
meté vis-à-vis de Laurent-Désiré Kabila, le
président de la RDC, qui a empêché une
commission d'enquête des Nations unies de
mener des investigations sur les massacres
de réfugiés dont ses hommes se sont rendus
coupables.

M. Annan connaît les Irakiens. En 1990,
après l'invasion du Koweït par l'Irak, il avait
négocié le rapatriement de neuf cents
fonctionnaires internationaux et la libéra-
tion d'otages occidentaux. En 1991, il avait
convaincu le gouvernement irakien d'enga-
ger des négociations avec l'ONU pour un

accord de type « pétrole contre nourri-
ture ». Mais ces pourparlers avaient alors
tourné court.

La gentillesse quasi légendaire de ce haut
fonctionnaire ghanéen, qui a fait toute sa
carrière au sein des structures de l'ONU, est
à double tranchant. Synonyme de faiblesse
pour les uns, elle est au contraire jugée
comme une qualité par d'autres, notam-
ment ses collaborateurs.

Aux uns et aux autres, le secrétaire gé-
néral a indirectement répondu dans un récent
entretien à la BBC : « Je suis par nature
conciliant, mais je peux être ferme quand
c'est nécessaire (...). Et je ne suis pas de ceux
qui croient qu'il est nécessaire de taper du
poing sur la table ou d'élever la voix » pour se
faire entendre.

M. N.

Le gouvernement de Lionel Jospin réaffirme son unité

TOUS les ministres de Lionel
Jospin étaient réunis, jeudi 19 fé-
vrier à Matignon, pour leur réu-
nion bi-mensuelle. A l'ordre du
jour : un exposé de Claude Allègre
sur les réformes dans l'éducation
nationale, un point sur les projets
de limitation de cumul des man-
dats, un tour d'horizon sur les
élections régionales. Mais c'est le
débat sur la crise irakienne, intro-
duit par Lionel Jospin, qui a ravi la
vedette. Le ministre des affaires
étrangères, Hubert Védrine, a ex-
posé les derniers développements,
en insistant sur la mission du se-
crétaire général de l'ONU, Kofi
Annan, à Bagdad. Le premier mi-
nistre a félicité M. Védrine, et le
débat qui s'est engagé, « plus poli-
tique que géostratégique » selon un
participant, a pris le tour d'un

« concert d'approbations » sur la
position de la France, exprimée
tant par Jacques Chirac que par le
gouvernement.

Dominique Voynet, ministre de
l'environnement et de l'aménage-
ment du territoire, et Jean-Claude
Gayssot, ministre de l'équipe-
ment, des transports et du loge-
ment, l'un et l'autre très critiques
vis-à-vis des Etats-Unis, ont rélé-
té, en exprimant les sensibilités
écologiste et communiste, les dif-
férences de « ton » au sein de la
majorité plurielle. Jean-Pierre
Chevenement, qui a donné le sen-
timent d'être sceptique sur les
marges de manœuvre de M. An-
nan par rapport aux Etats-Unis, a
réaffirmé ses positions exprimées
la veille en conseil des ministres.

Pour le ministre de l'intérieur,
l'évolution de la crise justifie les
positions qui l'avaient conduit, en
janvier 1991, à démissionner de
son poste de ministre de la dé-
fense, en pleine guerre du Golfe. Il

a redit qu'il ne fallait « pas cau-
tionner la volonté de guerre de la
diplomatie américaine ». Mais
M. Chevenement a, comme tous
ses collègues, apporté son total
appui à la position de la France.
Sur la même longueur d'onde,
Marie-George Buffet, ministre
(communiste) de la jeunesse et
des sports, a lancé, en arrivant à
Matignon : « Je ne pense pas que le
recours à la force soit la bonne solu-
tion ».

Le débat a ainsi montré qu'il n'y
a pas de vrai clivage au sein du
gouvernement sur la crise irakienne,
même si certains mi-
nistres, comme Alain Richard, mi-
nistre de la défense, Elisabeth
Guigou, ministre de la justice, ou
Pierre Moscovici, ministre délégué
aux affaires européennes, insis-
tent davantage sur les respon-
sabilités de Saddam Hussein dans
l'actuelle montée de tensions.

« Nous ne voulons que l'issue diplo-
matique », a souligné M. Jospin. Elle
peut et elle doit réussir. Il a aussi
insisté sur le fait que le président
irakien devait respecter les résolu-
tions des Nations unies et les pro-
positions de M. Annan, qui sont
celles de l'ensemble de la commu-
nauté internationale.

Les Français hostiles à une intervention

Une nette majorité de Fran-
çais est hostile à une interven-
tion militaire américaine contre
l'Irak, selon un sondage réalisé
par CSA, les 13 et 14 février, au-
près d'un échantillon national
de 1 001 personnes et publié par
Le Parisien (daté 20 février). Cin-
quante-sept pour cent des per-
sonnes interrogées sont oppo-
sées à une telle intervention,
23 % y sont favorables et 20 % ne
se prononcent pas.

Il y a sept ans, à la veille de
l'opération « Tempête du désert », l'opinion française était
partagée pour moitié entre par-
tisans et adversaires d'une in-
tervention. Quant à la participa-
tion de l'armée française à des
opérations militaires contre
l'Irak, elle est rejetée par les
deux tiers des personnes inter-
rogées (65 %), contre 18 % seule-
ment de favorables.

Michel Noblecourt

Bagdad, dans l'attente d'un envoyé très spécial

BAGDAD
de notre envoyé spécial
Pour atterrir sur la base militaire
de Habbaniya, les pilotes ukrai-
niens n'avaient comme guide que
les phares des dix voitures onu-
siennes. L'atterrissage, le soir, n'est
pas le seul événement exception-
nel du jour pour ces pilotes. Ce
jeudi 19 février, les passagers de
l'Antonov ne sont pas comme d'habitude
des inspecteurs de l'Unscm mais des journalistes
- une trentaine - venus en Irak
pour couvrir « la mission de paix
de M. Kofi Annan ». C'est la pre-
mière fois depuis l'imposition de
sanctions à l'Irak en août 1990,
après l'invasion du Koweït, que
des journalistes sont autorisés par
le gouvernement irakien et le
Comité des sanctions de l'ONU à
se rendre en avion à Bagdad.

« INSPECTION SPECIALE »

Attendu à 18 h30 (heure locale)
vendredi 20 février dans la capi-
tale irakienne, M. Annan devait
être accueilli par le vice-premier
ministre Tarek Aziz et le ministre
des affaires étrangères Mohamed
Said El Sahaf. Un dîner « informel »
était prévu entre le se-
crétaire général et le président ira-
kien, Saddam Hussein, n'a tou-
jours pas été annoncé.

A Bagdad, la tension est pal-
pable. La population civile, ex-
plique un diplomate résidant en
Irak, est « ambivalente » face à la
mission de M. Annan. Les Irakiens
savent qu'un éventuel échec sera
forcément suivi de bombardements
américains, mais en même
temps certains osent espérer que
de telles frappes entraîneront la
chute du régime. « C'est la pre-
mière fois que l'on entend des gens
parler de cette éventualité », ex-
plique un diplomate qui a passé
beaucoup de temps en Irak. « Ils
sont inquiets à titre personnel quant

aux conséquences des bombarde-
ments pour eux et leur famille.
Mais, en même temps, ils sont pour
la première fois prêts à prendre le
risque, avec l'espoir murmuré que
cela aboutisse à un changement de
régime ».

Les Irakiens sont en tout cas ra-

visés de voir arriver la presse étran-
gère. Marchant sur le portrait de
l'ancien président George Bush
« croqué » sur le marbre à l'entrée
de l'hôtel El Rachid, quelque
200 journalistes arrivés d'Amman
ont été chaleureusement accueillis.
« Qu'est-ce qui se passera ? »,
leur demandent les Irakiens. « Sa-
rons-nous bombardés ? »

Pour les quelques responsables
de l'ONU en Irak depuis trois jours
pour préparer la visite de M. An-
nan, l'avenir immédiat demeure
une « énigme ». M. Annan est sa-
tisfait de ses entretiens avec les
responsables irakiens, « mais
ici, à Bagdad, il est très difficile de
deviner la réaction officielle à ses
propositions ». L'Irak est « récep-
tif », se borne à dire l'un d'eux.

La crise actuelle entre l'Irak et
les Nations unies porte sur les huit
sites dits « présidentiels », dont
l'inspection par les experts en dé-
sarmement de l'ONU est refusée
par Bagdad. Le secrétaire général
des Nations unies devrait propo-
ser un régime « d'inspection spé-
ciale », dit « inspection en gants
blancs » pour les résidences prési-
dentielles proprement dites. Cela
signifie que les inspecteurs de
l'ONU seraient accompagnés d'un
diplomate à l'intérieur de ces ré-
sidences. L'ancien ministre des af-
faires étrangères algérien, Lakhdar

Des fonctionnaires de l'ONU quittent le pays

Une trentaine de membres de l'ONU ont quitté Bagdad, vendredi
20 février, quelques heures avant l'arrivée du secrétaire général de
l'ONU, Kofi Annan. Ces départs portent à soixante le nombre des fon-
ctionnaires de l'ONU qui ont quitté Bagdad depuis jeudi, dans la per-
spective d'une frappe américaine contre l'Irak. « Les départs vont inces-
samment s'arrêter, et il n'y aura pas de mouvement hors du pays dans les
quelques jours à venir », a précisé le coordonnateur des activités huma-
nitaires de l'ONU en Irak, Denis Halliday. « C'est une mesure, tempo-
raire et de courte durée, qui n'affectera pas la distribution de vivres et
autres produits de première nécessité », a précisé M. Halliday, selon le-
quel ces départs ne signifient pas qu'une frappe militaire est désor-
mais inévitable. Il reste à Bagdad cent huit membres des agences hu-
manitaires de l'ONU et cent vingt membres de la commission chargée
de désarmer l'Irak. Cent soixante-quatre autres personnes travaillent
pour l'ONU se trouvent dans les provinces kurdes du Nord. (AFP)

Brahimi, qui accompagne M. An-
nan dans sa mission à Bagdad,
pourrait être le diplomate désigné.
Trois de ces huit sites se
trouvent à Bagdad même. Avec
leurs murs de plusieurs kilomètres
en brique beige, au centre-ville, il
est impossible de ne pas les voir.
Bien qu'évidents, ces sites et ce
qu'ils peuvent contenir restent un
sujet tabou. Aucun Irakien n'est
prêt à entamer une conversation à
ce sujet.

En revanche, à la télévision ira-
nienne, que l'on peut capter sans
difficulté à Bagdad, un respon-
sable religieux iranien com-
mentait, jeudi 19 février, la crise
entre l'Irak et l'ONU. Les Etats-
unis et l'Irak ont « besoin de cette
crise chacun pour ses raisons
propres, estimait l'ayatollah Roha-
ni. Les Américains pour justifier leur
présence militaire dans la région et
le régime de Bagdad pour se jus-
tifier auprès de la population ira-
kienne ».

Afsané Bassir Pour

Le Monde
SUR INTERNET
<http://www.lemonde.fr>
Le journal du jour
à 17 heures
En accès gratuit, l'immé-
diate de la « une », une
présentation de chaque
rubrique et les titres de
tous les articles. Le journal
complet est vendu 5 F.
Les dossiers
En accès gratuit, des
dossiers thématiques
d'actualité : Images d'Af-
rique, Mondial 98, proche
Papou, etc.
Nos forums
Un lieu de débats ouvert à
tous
Les services
Toutes les offres d'em-
ploi de 19 journaux,
sélection d'expositions,
de livres...
Le multimédia
Les pages multimédias
et leurs archives depuis
18 mois.

Le FMI et Djakarta cherchent un compromis sur la mise en place d'un conseil monétaire

La parité fixe entre la roupie et le dollar pourrait être retardée

Le Fonds monétaire a menacé le président Suharto de ne pas verser, en mars, les 3 milliards de dollars prévus dans le plan de sauvetage, s'il

persistait à vouloir lier la roupie au dollar. L'Institut estime « prématurée » la mise en place d'un tel système, qui risquerait de provoquer

une hausse vertigineuse des taux d'intérêt. Elle demande à Djakarta d'engager au préalable les réformes déclinées en janvier.

BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

Pour aider l'Indonésie à sortir de la crise, le président Suharto n'aurait pas renoncé à son projet de conseil monétaire chargé de gérer une parité fixe entre la roupie et le dollar. Toutefois, les pressions internationales pourraient en reporter l'échéance après l'application des mesures imposées à Djakarta le 15 janvier par le FMI : un compromis qui pourrait être l'issue des dures négociations en cours.

Comme le FMI tient les cordons de la bourse, avec la gestion de 43 milliards de crédits internationaux, dont une nouvelle tranche de 3 milliards est prévue pour mars, le ton a changé à Djakarta. L'économiste américain Steve Hanke, en charge de la préparation d'un conseil monétaire, a estimé qu'il n'y avait « pas de conflit » entre le plan du FMI et son propre projet de parité fixe qu'il soumettra « bientôt » à Suharto. Il a déclaré, jeudi, que Suharto lui avait demandé de poursuivre les négociations avec R.R. Narvekar, délégué du FMI auprès du gouvernement indonésien.

Appuyé par Washington et Bruxelles, le FMI demande à Djakarta d'engager, au préalable, les réformes déclinées en janvier : restructuration du système bancaire,

réduction d'une dette extérieure privée évaluée à 74 milliards de dollars, démantèlement des monopoles contrôlés par l'élite dirigeante. Son opposition à une parité fixe entre la roupie et le dollar n'est pas une affaire « de principe », mais tient à son inadaptation aux « circonstances », a répété Michel Camdessus. En d'autres

Manifestation d'étudiants contre le régime

Pour la première fois depuis le début de la crise, le campus de l'université d'Indonésie a été le théâtre, jeudi 19 février, d'une manifestation antigouvernementale et pacifique d'environ six cents étudiants. Dans un manifeste, les organisateurs ont réclamé la fin de l'Ordre nouveau, le régime mis en place par Suharto en 1966. Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues.

Entre-temps, l'armée a tiré des balles en caoutchouc pour disperser des manifestants, en majorité des étudiants et des écoliers, dans le centre de Kendari, chef-lieu de la province de Sulawesi (Célèbes). Plusieurs commerces, tenus par des Indonésiens comme par des Chinois, ont été pillés ou incendiés. Enfin, des Chinois, principale cible des émeutiers, ont commencé à organiser, y compris à Djakarta, des distributions gratuites de produits de base. (Corresp.)

termes, on pourra en repayer une fois les réformes du Fonds engagées.

L'opposition à une parité fixe s'appuie sur plusieurs arguments. Le système impose que la masse monétaire soit l'exacte contrepartie des devises que le pays détient. Les 17 milliards de réserves en dol-

guère réaliste quand la monnaie indonésienne se négocie entre 8 000 et 9 000 roupies pour 1 dollar.

Le président Suharto, cependant, souhaite une stabilisation rapide de la roupie. L'austérité préconisée par le FMI n'est guère populaire dans son entourage, au-

quel de sérieux sacrifices sont imposés. C'est ainsi que le projet de parité fixe a vu le jour, en dépit des réticences des conseillers économiques du président et de la communauté internationale. Le FMI a même menacé de couper son aide à Djakarta en cas d'échec à la mise en place d'un conseil monétaire.

Entre-temps, Suharto a complété, en quelque sorte, l'équipe avec laquelle il entend entamer, en mars, un septième mandat présidentiel auquel il est candidat unique. Une nouvelle direction des forces armées est en place. R.J. Habibie, le controversé ministre de la science et de la technologie, reste seul candidat officiel et légal à la vice-présidence depuis que l'armée lui a apporté, le 18 février, son soutien.

Tout en calculant que la communauté internationale ne peut se permettre de l'abandonner, Suharto doit tenir compte des mises en garde. Il a donc le choix entre l'adoption rapide d'une parité fixe ou le report, sans trop le dire, de son projet de lien entre la roupie et le dollar. Dans cette deuxième hypothèse, il s'agit, pour lui, de gagner du temps et, pour le FMI, d'éviter une rupture jugée très dangereuse.

Jean-Claude Pomont

La CIA sud-coréenne impliquée dans l'enlèvement de Kim Dae-jung, en 1973

TOKYO

de notre correspondant

La publication, jeudi 19 février, par le quotidien sud-coréen *Dong-A Ilbo*, des extraits d'un rapport secret sur l'enlèvement en août 1973 à Tokyo du président élu Kim Dae-jung, qui assumera officiellement ses fonctions à partir de la semaine prochaine, pourrait ouvrir un dossier épineux des relations entre la Corée et le Japon et avoir des conséquences politiques à Séoul.

Bien que l'on ait toujours soupçonné les services secrets (KCIA) du régime de Park Chung-hee d'avoir organisé l'enlèvement de M. Kim Dae-jung dans un hôtel du centre de Tokyo le 8 août 1973, les autorités sud-coréennes ont systématiquement démenti une telle implication. M. Kim devait être retrouvé six jours plus tard devant sa maison à Séoul. C'est grâce à la pression de Washington que M. Kim avait eu la vie sauve.

Principal adversaire politique de Park, M. Kim menait alors une campagne aux États-Unis et au Japon, qui irritait le dictateur sud-coréen.

C'est la première fois qu'une preuve tangible implique directement la KCIA dans cet enlèvement. En 1975, l'affaire avait fait l'objet d'un règlement entre le gouvernement coréen et celui du Japon, embarrassé par une opération qui avait eu lieu sur son territoire. Dans un entretien avec l'*Asahi Shimbun*, le 22 janvier, le président Kim avait déclaré ne pas vouloir gêner le Japon, mais estimait nécessaire que cette affaire soit éclaircie.

Le dossier publié par le *Dong-A Ilbo*, intitulé « Rapport sur l'action de nos agents dans l'affaire KT », daté du 10 mars 1979, porte mention selon laquelle il a été soumis au président Park. Selon ce rapport, quarante-six agents de la KCIA ont participé à l'opération.

De sa chambre d'hôtel, M. Kim a été transporté par la route jusqu'à une « planque » à Osaka puis embarqué sur un bateau vers Pusan, au sud de la péninsule coréenne.

Drogué, M. Kim n'a jamais su ce qu'il lui était arrivé pendant deux jours : selon le rapport, il fut détenu dans un lieu non précisé avant d'être relâché devant son domicile à Séoul.

MANŒUVRE POLITIQUE

En novembre 1973, Séoul admit que le premier secrétaire de son ambassade à Tokyo (qui entre-temps avait regagné la Corée) était impliqué dans l'enlèvement et présenta ses excuses au Japon. L'enquête s'arrêta à la responsabilité du diplomate pour s'enliser par la suite. Les autorités nippones étaient peu pressées de faire la lumière : le régime Park disposait d'un solide lobby dans l'archipel ; ses propres services secrets semblaient avoir été infor-

més ; enfin, la pègre nipponne d'origine coréenne était impliquée. Les révélations sur l'enlèvement pourraient avoir des implications politiques en Corée même. Le premier ministre de l'époque, Kim Jong-pil, l'un des officiers auteurs du putsch de 1961 avec Park Chung-hee, fondateur de la KCIA, aurait pu être impliqué dans l'enlèvement. Aujourd'hui président d'une petite formation conservatrice (Union libérale démocrate), M. Kim Jong-pil est devenu l'allié du président Kim Dae-jung qui, sans son appui, n'aurait pas remporté les élections.

Conformément à l'accord préélectoral entre les deux Kim, M. Kim Jong-pil doit d'ailleurs devenir le premier ministre du nouveau gouvernement. On peut dès lors se demander s'il n'y a pas une manœuvre politique derrière la réouverture soudaine d'un dossier vieux de vingt-cinq ans.

Philippe Pons

■ CORÉE DU NORD : Pyongyang a proposé à Séoul, jeudi 19 février, de relancer le dialogue entre les deux pays, affirmant qu'elle était prête à discuter « avec tout le monde » en Corée du Sud. Cette annonce a été faite moins d'une semaine avant l'installation du nouveau président Kim Dae-jung, partisan de l'amélioration des relations avec Pyongyang. (AFR)

Pérou : « En enfer, au moins, il fait chaud... »

LIMA

de notre correspondant

Don Apolinario travaille comme un forçat, à 5 400 mètres d'altitude, dans le département de Puno, dans le sud du Pérou. Depuis l'aube jusqu'au coucher du soleil, dans les veines de la montagne aurifère d'Ananea, il charge sur son dos les blocs de roches et d'autres objets découverts dans les étroits boyaux de la mine. Les températures oscillent entre +5 et -26 degrés : « En enfer, au moins il fait chaud », soupire-t-il.

Il ne perçoit aucun salaire, mais en échange de son travail son patron l'autorise à exploiter le gisement pour son propre compte, quelques jours par mois. Alors il rêve, comme tous les autres, de tomber un jour sur un bon filon. En attendant, sa seule chance est d'avoir échappé à trois accidents ; il remercie les dieux pour cette grande fortune. Don Apolinario est un ancien paysan des Andes : il n'a que trente-cinq ans, mais il en paraît quinze de plus, comme tous ceux qui n'ont pas d'autre issue que de survivre dans ce système d'exploitation médiéval, le *cachorro*.

A Ananea, ils sont plus de huit mille mineurs à défrayer, chaque jour, les avalanches, les éboulements des galeries précaires creusées sous le glacier. Ils oublient le froid, la faim, la fatigue, en machant des feuilles de coca tout au long de la journée. Quatre cents adolescents aident leurs pères : ils remontent la roche aurifère dans les boyaux les plus étroits, ils trient les pierres sous des meules avec du mercure, ou encore ils cherchent les paillettes précieuses dans les eaux résiduelles. Ils ne connaissent ni l'école, ni les jeux. Le dernier-né attaché dans le dos, six cents femmes prospectent aussi, à grands coups de masse, les terrils.

Aux conditions infernales du travail s'ajoutent celles, désespérantes, de leur habitat. Les vingt-huit mille habitants de La Rinconada, une ville près de la mine, vivent dans des gourdils de tôle ondulée sans toilettes, ni électricité, ni eau, ni assainissement, ni ramassage d'ordures. Sur le brasier est

brûlé l'amalgame d'or et de mercure : les vapeurs intoxicant toute la famille, dont les membres souffrent d'une manière chronique de violentes maux de tête et de nausées. La pauvre alimentation, à base de pommes de terre gelées et parfois de viande séchée de lamas, s'ajoute au reste et explique que les cas de tuberculose soient aussi nombreux.

L'Etat est totalement absent alors que la capitale du département, Puno, n'est distante que de 200 kilomètres. Il n'y a aucune antenne sanitaire, aucun médecin. En revanche, des centaines de gargotes prospèrent : patrons, mineurs et commerçants boivent, au goulot, la bière ou le mauvais alcool ; tout se paie en paillettes.

« EN PROFITANT DE LA NÉCESSITÉ... »

« Des milliers de compatriotes vivent dans la boue, la neige, la pluie, le froid polaire, les ordures, les miasmes pestilentiels, la pauvreté, la pollution de l'environnement par le mercure et l'oubli de l'Etat... », dénonce Daniel Estrada, un parlementaire de l'Union pour le Pérou, qui a effectué une visite de la région, en décembre dernier. « Non seulement, écrit-il dans son rapport, ces personnes doivent supporter les effets de la nature, mais elles doivent vaincre la misère humaine et l'adversité car elles ne veulent tomber ni dans la délinquance ni dans la prostitution. »

Le parlementaire a présenté un projet de loi au Congrès, la semaine dernière, pour constituer une commission interministérielle destinée à venir en aide à la population d'Ananea.

« Il faut condamner, dit-il, la société et l'Etat qui autorisent cette situation abominable. C'est une honte pour l'humanité qu'il faut proscrire immédiatement. On ne peut faire jouer librement les lois du marché du travail en profitant de la nécessité de survie des plus démunis. Celles-ci violent la Constitution, les droits de l'homme ; elles sont une offense à la civilisation en cette fin du XX^e siècle. »

Nicole Bonnet

La Sierra Leone à l'heure de l'économie de guerre, de la spéculation et des trafics

Dans Freetown patrouillée par l'armée nigérienne

FREETOWN

de notre envoyé spécial

Ce fut un miracle économique instantané. En vingt-quatre heures, le Leone, la monnaie sierra-léonaise,

REPORTAGE

Le Leone flambe, l'essence est coupée d'eau et les salariés sans salaire

a plus que doublé de valeur au marché noir des rues de la capitale, Freetown.

Les troupes nigériennes n'avaient pas encore fini de nettoyer la ville des soldats putschistes et des guérilleros du Front révolutionnaire uni (RUF), que de 2 800 leones pour un dollar on était passé à 1 100. Abdu, un changeur de rue, explique : « Les dollars vont arriver. Il faut changer maintenant. Demain on sera revenu au cours d'avant le putsch. » A la veille du renversement du président élu, Ahmad Tejan Kabbah, le 25 mai 1997, il fallait environ 800 leones pour acheter un dollar. Quelques commerçants libanais avaient rouvert leurs boutiques, et l'on s'arrachait les bedingots de gin industriel dont l'emballage promet « une joie instantanée ».

Parallèlement, sur les marchés, les prix avaient baissé. Depuis presque neuf mois, Freetown vivait en état de siège. Officiellement, la jungle était soumise à un embargo sur les armes et le carburant. Dans les faits, les troupes nigériennes interdisaient le passage de toutes les marchandises. L'essence, les produits d'importation n'arrivaient plus qu'au compte-gouttes, en contrebande, toujours en provenance de Guinée, par une mauvaise piste permettant aux camions de contourner les barrières nigériennes ou par la mer.

Susan's Bay est une anse au pied d'un quartier populaire. Le long de la jetée, de grandes pirogues multicolores d'une dizaine de mètres débarquent tous les jours jerrycans d'essence, sacs d'oignons de Hollande, arachides de Guinée, riz de Thaïlande. Susan's Bay, destination traditionnelle du commerce informel en provenance de Conakry, la capitale de la Guinée voisine, a été

l'un des points de perfusion de Freetown pendant l'embargo. Dans une cahute, Julius Asgill, le chef du poste de douane, énumère les droits exorbitants auxquels sont soumises les denrées : 20 % pour les légumes, plus 20 % de taxe sur le prix de vente, plus 4 % de frais techniques. Il affirme que, tout au long de la crise, il a continué de percevoir ses impôts, religieusement déposés à la banque centrale. En revanche, les militaires avaient décidé d'exempter les carburants de toute taxe.

Une semaine après le départ de la junte, les anticipations des changeurs de rue ont été déçues. Les commerçants libanais ne sont pas revenus en masse. Freetown reste coupée du pays, où la guerre civile continue de faire rage, ce qui prolonge la pénurie de viande, de légumes et de fruits frais.

UNE AIDE PEU PRISEE

Du coup, le dollar remonte. Ce 19 février, il cotait 1 600 leones. Et le prix du carburant s'est envolé à plus de deux dollars le litre, souvent coupé d'eau additionnée de *kool aid*, un sirop dont la couleur se confond avec celle de l'essence. Pour Duke, un chauffeur de taxi, les vendeurs de carburant « s'attendent à l'arrivée d'un pétrolier d'un jour à l'autre. Alors ils essaient de faire un maximum de profit avant que les cours ne chutent ».

Ce jeudi, un bateau du Programme alimentaire mondial a enfin accosté à Freetown. Il transporte du blé concassé et du CSB, un mélange de maïs et de soja. Des denrées impeccables d'un point de vue diététique mais peu prisées par les populations d'Afrique de l'Ouest, qui préfèrent le riz.

Le cours de ce dernier restera donc hors d'atteinte pour une population de chômeurs, de salariés qui n'ont pas été payés depuis des mois et de déplacés chassés des provinces par la guerre. Et les petits spéculateurs des rues de Freetown devront mettre au point de nouvelles stratégies de prix et de commercialisation, toujours mises en échec par un même facteur : l'absence de consommateurs.

Thomas Sotinel

La France participe à un exercice de maintien de la paix en Afrique

BAPTISÉ « Guidimakha-98 », du nom d'une ancienne province d'Adoua, un premier exercice militaire interafricain, qui rassemble des unités du continent et occidentales pour les entraîner à une mission de caractère humanitaire, devait commencer, vendredi 20 février, dans une zone frontalière du Sénégal, du Mali et de la Mauritanie. Jusqu'au début mars, 3 500 hommes des armées sénégalaise, mauritanienne et malienne vont s'apprêter

sur le dispositif français, pré-positionné au Sénégal, et sur un soutien logistique américain et britannique. Avec pour ambition de renforcer la capacité des Etats africains à conduire des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix.

Le ministre français de la Défense, Alain Richard, se rendra sur les lieux le 28 février et le chef d'état-major des armées, le général Jean-Philippe Douin, devrait y passer trois jours en fin de mois. Lors de cet exercice, auquel seront associés la Guinée, la Guinée-Bissau, le Ghana, la Gambie et le Cap-Vert, sera testé le nouveau concept Recamp (renforcement des capacités pour le maintien de la paix en Afrique), conçu par la France pour permettre aux Africains de participer à des actions de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Ce qui nécessite de mettre sur pied des bataillons, puis une brigade, africains aptes à des opérations multinationales. Le concept Recamp disposera en 1998 d'un budget de 180 millions de francs, fourni par Washington, Paris et Londres.

La France a envoyé à Dakar du matériel - automitrailleuses légères, blindés, camions, transmissions, équipements sanitaires - qui restera sur place en vue d'une éventuelle, et réelle, opération. Le projet Recamp, souligne-t-on de source française, s'inspire du modèle jugé « réussi » de la Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui (MISAB), avec des contingents africains et l'appui de la France en Centrafrique.

Jacques Isnard

APPEL

Les communautés arménienne, chypriote et hellénique de France suivent avec attention la prise de position française à l'égard de la Turquie, et déplorent le soutien apporté par le gouvernement français à la demande d'adhésion de ce pays à l'Union Européenne. Elles considèrent que la politique de la France envers la Turquie est injustifiée et contraire à ses principes fondamentaux de défense des Droits de l'Homme et de la liberté des peuples.

Nous demandons que la France, comme les autres pays européens, exige de la Turquie l'application de certaines conditions préalables intangibles à une entrée de ce pays dans l'Union Européenne, et en particulier :

- 1) le respect des Droits de l'Homme et des minorités ethniques de ce pays,
- 2) la reconnaissance du génocide arménien et sa réparation,
- 3) le retrait de l'armée turque du nord de l'île de Chypre, occupé militairement depuis 1974,
- 4) le respect des frontières avec les pays voisins.

Fédération des Communautés Helléniques de France

9, Rue Mesnil - 75016 Paris

Communauté Chypriote de France

9, Rue Mesnil - 75016 Paris

Comité Arménien du 24 avril

34, Avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris

Moscou est accusé de vouloir aggraver les tensions dans plusieurs pays du Caucase

La « piste russe » est évoquée après une série d'attentats

Une prise d'otages de représentants de l'ONU en Géorgie, jeudi 19 février, a rallongé la liste des événements qui secouent depuis trois se-

maines la Transcaucasie, une région stratégique pour l'exportation vers l'ouest des immenses réserves de pétrole de la mer Caspienne. Les expli-

cations divergent, mais ces remous relancent la théorie d'une « déstabilisation » du Caucase menée par la Russie dans son « étranger proche ».

MOSCOU

de notre correspondant

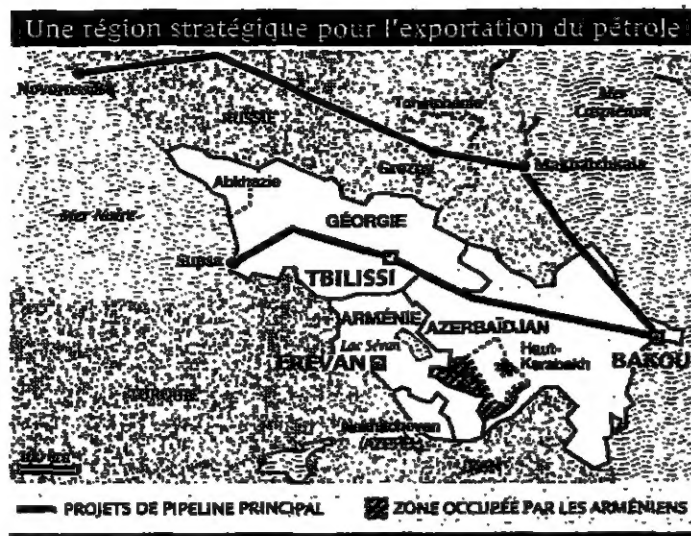
Plusieurs événements secouent depuis trois semaines les trois États de Transcaucasie : la démission du président arménien, Levon Ter-Petrosian, le 3 février ; l'attentat manqué contre le président géorgien, Eduard Chevardnadze, le 9 février ; et l'enlèvement, jeudi 19 février, de quatre représentants de l'ONU en Abkhazie, pour obtenir la libération de onze Géorgiens arrêtés à la suite de cet attentat.

Un autre attentat aurait échoué fin janvier. Les services de sécurité du président azerbaïdjanais, Gueidar Aliyev, ont annoncé avoir désamorcé une bombe dans un stade où il était attendu. Le régime autoritaire de M. Aliyev a connu depuis cinq ans bien d'autres informations du même type, et la dernière en date aurait pu passer inaperçue si elle n'avait pas été suivie de soubresauts spectaculaires chez ses deux voisins.

Les amateurs d'explications simples croient alors que tout était lié par un même fil. Celui de la Russie, qui continuerait à jouer en sous-main sa partition ancienne, faite de manipulations et de provocations sanglantes. Ce sont les seuls freins, dit-on, qu'elle sache utiliser contre un repli que lui impose sa propre faiblesse et la montée en puissance des sociétés pétrolières occidentales sur les rives de la Caspienne.

En Géorgie, c'est M. Chevardnadze lui-même qui a laissé se développer les soupçons contre Moscou. A peine réchappé de l'attentat, il a évoqué la « piste du pétrole » - affirmant qu'elle explique aussi les multiples complots ayant visé son collègue azerbaïdjanais. Sa mort aurait sans doute replongé son pays dans un chaos suffisant pour différer, s'il n'est compromettre, le projet de faire transférer par la Géorgie le plus gros du pétrole brut qui doit être extrait au large de Bakou. La solution de rechange, le petit oléoduc passant au nord par la Russie, qui fonctionne depuis cet hiver, aurait alors été privilégiée, comme le souhaite Moscou.

Mais les arrestations qui suivirent l'attentat visèrent des « Zviadistes », partisans de l'ex-président Zviad Gamsakhourdia, nationalistes radicaux qui dénoncent la politique « pro-russe » de M. Chevardnadze. Les preneurs d'otages, qui exigent le départ des troupes russes stationnées en Géorgie, démentent que leur groupe ait mené l'attentat contre le président. Mais la théorie voulant qu'il fut commandité en Russie pour ruiner les plans pétro-



PROJETS DE PIPELINE PRINCIPAL

ZONE OCCUPÉE PAR LES ARMÉNIENS

liers américains s'inscrit assez mal dans l'histoire. D'autant moins qu'une revendication lancée par le commandant tchéchène, Salman Radouev - lui aussi un « radical » de la lutte de libération de tous les peuples du Caucase - qui a pris l'habitude de... revendiquer tous les attentats commis en Russie, ne semble plus mise au seul compte de ses « problèmes psychiques ».

ENEMIS CACHÉS

Le chef de l'Etat géorgien refuse pourtant d'exclure la « piste russe », affirmant que ses opposants « zviadistes », avides de pouvoir et d'argent, sont devenus l'instrument d'ennemis dont les traces se perdent en Russie. Comme à son habitude, M. Chevardnadze évite d'accuser le pouvoir russe, suggérant que ce sont des ennemis cachés de l'amitié russo-géorgienne qui mènent leur propre jeu. En protégeant par exemple un ancien chef de la sécurité géorgienne accusé d'avoir organisé, en 1995, un autre attentat manqué contre M. Chevardnadze, avant de se réfugier en Russie. Mais le Kremlin ne fait aucun effort pour l'extrader, au grand mécontentement du président géorgien.

Le président tchéchène, Aslan Maskhadov, adopte une attitude voisine, en affirmant que le commandant Radouev, par ses déclarations intempestives, « joue le jeu du général Koulikov », le ministre russe de l'intérieur qui continue de vouloir bombarder les « terroristes tchéchènes ».

L'implication jamais avouée des militaires russes dans tous les conflits qui ont ravagé la Transcaucasie, avant même leur guerre

contre les Tchéchènes, reste un souvenir cuisant. Y compris pour certains Arméniens, conscients que l'armée russe, tout en leur permettant de gagner la guerre contre l'Azerbaïdjan, a profité avant tout elle-même d'un conflit qu'elle a entretenu. Certains pensent même qu'elle voudrait le voir ressurgir.

Ce serait une autre façon de bio-

Quatre représentants de l'ONU enlevés en Géorgie

Des partisans de l'ancien président géorgien Zviad Gamsakhourdia ont enlevé quatre représentants des Nations unies, jeudi 19 février, dans l'ouest de la Géorgie, à quelques kilomètres de la région séparatiste d'Abkhazie. Les preneurs d'otages menacent d'exécuter leurs prisonniers - un Uruguayen, un Tchèque, un Suédois et un chauffeur géorgien - si les onze suspects arrêtés après la tentative d'assassinat, la semaine dernière, contre le chef d'Etat Eduard Chevardnadze, ne sont pas libérés.

M. Chevardnadze a succédé à la tête de l'Etat à M. Gamsakhourdia, renversé en 1992 et tué en 1993 lors de la guerre civile en Géorgie. Le récent attentat à la grenade contre M. Chevardnadze dans le centre de Tbilissi, la capitale, a fait deux morts. Une centaine d'observateurs militaires de l'ONU sont basés en Abkhazie depuis le conflit de 1992-93. Une « force de maintien de la paix » russe est aussi stationnée dans cette région. - (Reuters, AFP)

quer le projet d'oléoduc transcaucasien : son tracé longe l'ancienne enclave arménienne du Haut-Karabakh, détachée de fait de l'Azerbaïdjan au prix d'une vingtaine de milliers de morts. Le président Ter-Petrosian croyait à tort pouvoir convaincre ses compatriotes d'accepter le compromis proposé par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), plutôt favorable à Bakou, qui a le vent en poupe avec son pétrole.

L'échec de M. Ter-Petrosian peut

s'expliquer par ses propres erreurs ou par des pressions trop fortes de ses amis occidentaux. Mais il pourrait aussi avoir été « lâché » par la Russie, dont les larges cercles « patriotes » sont plus proches des nationalistes d'Arménie que de son ex-président « pro-occidental », Boris Eltsine, en déplorant son départ, a souligné que la Russie devait avant tout continuer à soutenir l'Arménie, un « Etat chrétien qui fait partie de sa sphère stratégique », même si ses nouveaux dirigeants sont « plus durs » vis-à-vis de Bakou.

AZERBAÏDJANAISE PRESSE

L'élection présidentielle arménienne du 16 mars sera gagnée par un homme qui demandera à revoir les termes des négociations avec l'Azerbaïdjan. Le processus pourrait être bloqué après le scrutin. Ce qui serait fâcheux pour toute la région, comme pour l'homme fort azerbaïdjanais Gueidar Aliyev, qui veut se faire réélire en octobre et écarter au plus vite son brut sur les marchés nationaux. Mais, contrairement aux Occidentaux, les Russes ne semblent guère affectés par ce contretemps. Ils laissent de même pourrir la situation en Tchétchénie, en refusant à cette république le

droit à l'indépendance après l'avoir détruite.

« Même si sa volonté de jouer les médiateurs sur ses flancs sud était sincère, la Russie reste pieds et poings liés par ce qu'elle a fait ces dernières années », estime un analyste occidental. Les Caucasiens, comme tous les ex-soviétiques, sont peut-être trop enclins aux « théories du complot ». Mais les mauvaises habitudes russes, hors de ses frontières, sont décidément tenaces.

Sophie Stihab

Le FMI prolonge d'un an son programme d'aide à la Russie

MOSCOU

de notre correspondant

La Russie, fragilisée par le choc asiatique, ne l'est pas au point d'avoir besoin des prêts supplémentaires prévus ad hoc par le Fonds monétaire international (FMI), a indiqué à Moscou, jeudi 19 février, son directeur, Michel Camdessus. En revanche, elle bénéficiera, a-t-il annoncé, d'une prolongation d'un an, jusqu'en mars 2000, du programme lancé en 1996, prévoyant un crédit de 10,7 milliards de dollars sur trois ans.

L'aide financière en 1999, d'un montant qui sera défini ultérieurement, viendra « dans le cadre de ce programme », précise un communiqué signé par M. Camdessus et le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, après une rencontre avec Boris Eltsine. Le président russe avait souhaité la veille, dans son discours annuel - reformulé in extremis dans un sens apprécié du FMI - que « ce programme soit le dernier » auquel ait recouru la Russie. M. Eltsine promettait en même temps la poursuite d'une « coopération constructive » avec le FMI et la Banque mondiale.

Selon des médias russes, une telle présentation des choses vise à éviter tout affolement sur les marchés, qu'aurait pu provoquer une négociation autour d'un nouveau prêt visant explicitement à soutenir le rouble. La Russie avait dû re-

lever brusquement ses taux en novembre, décembre et janvier pour défendre sa monnaie. Mais la tendance semble s'être inversée début février : la banque centrale a baissé son taux de 42 à 39 % et espère arriver à la fin de l'année à 15 %, niveau qui fut atteint juste avant le choc venu d'Asie. Le FMI affirme que « si le programme d'action fixé avec la Russie pour 1998 est respecté, elle n'aura pas besoin de fonds supplémentaires ».

EXAMEN TRIMESTRIEL

Les tranches trimestrielles de crédits à la Russie, actuellement de quelque 700 millions de dollars, sont versées après examen de la conformité de sa politique à un programme fixé en commun chaque année. Celui pour 1998 « vient d'être défini et sera signé dans deux semaines », a déclaré M. Camdessus, se félicitant de ce que, « pour la première fois, Moscou a accepté qu'il soit ensuite rendu public ». De toute façon, les fuites dans les médias russes sur les négociations avec le Fonds sont devenues la règle. Un hebdomadaire du groupe Kommersant vient ainsi de publier ce qu'il présente comme étant ce programme 1998. Ses points concrets, écrit-il, sont désormais proposés par la partie russe, « car le FMI s'est depuis longtemps embrouillé dans le budget et les impôts russes, se contentant d'une critique molle » sur des aspects généraux.

M. Camdessus a indirectement convenu, en indiquant que les « 42 points » qui posaient problème dans le programme 1998 « ne sont pas l'aspect central » des discussions, mais servent surtout à « mettre des choses précises sur des concepts ». Le directeur du FMI a cité trois principes à l'ordre du jour : le « réalisme », mieux vaut par exemple un déficit plus grand qu'un budget insaisissable ; la « consolidation » de la stabilisation financière ; et la « transparence » du budget comme des grandes entreprises. Celles-ci souffrent en Russie des mêmes tares (liens avec le pouvoir et opacité de la gestion) que les conglomerats asiatiques, à l'origine des nouvelles crises. Le directeur du FMI a donc appelé la Russie à « profiter du choc asiatique pour renforcer ses défenses », soulignant que nul ne connaît l'avenir et ne peut affirmer avoir « totalement compris ce qui s'est passé ».

VINGT MINISTRES POUR UN CHIFFRE

Quant à comprendre ce qui se passe en Russie, M. Camdessus a reconnu qu'il « faut parfois appeler vingt ministres pour avoir un chiffre, sur le commerce extérieur, par exemple ». Néanmoins, le FMI demandait, notamment, une baisse à 20 % des taxes maximum à l'importation qui sont théoriquement de 30 % (mais en pratique, tout est question de « savoir-faire »), un changement du mode de taxation des industriels pétroliers pour limi-

ter le favoritisme et l'annulation des exemptions douanières accordées à l'italien Fiat, par décret présidentiel, pour son projet de production à Nijni-Novgorod. Le but étant que les députés adoptent en fin de cette année un code fiscal, qui mettrait tous les investisseurs à égalité, et un code budgétaire, pour éviter une situation comme celle d'aujourd'hui, où le projet de budget 1998 n'est toujours pas adopté.

De plus, le programme du FMI pour 1998, qui doit rapporter à la Russie près de 3 milliards de dollars, est « fondé sur les chiffres du projet de budget 1998 incluant les amendements du gouvernement », précise le communiqué commun ; or ces douze amendements, visant à resserrer les dépenses, sont encore contestés par les députés à qui ils ont été proposés, mardi seulement, le jour de l'arrivée de M. Camdessus à Moscou.

Autre coïncidence : la veille du départ de M. Camdessus, un des proches conseillers de Boris Eltsine réunissait la presse pour affirmer que la corruption fait perdre à la Russie « 10 à 20 milliards de dollars par an ». « Dans des secteurs tels que le pétrole et le gaz, les structures criminelles consacrent jusqu'à 50 % de leurs revenus réels, infiniment supérieurs à ceux déclarés, à corrompre les hauts fonctionnaires », a ajouté Gueorgui Satarov.

Sophie Stihab

Elections législatives au Danemark le 11 mars

COPENHAGUE. Le premier ministre social-démocrate danois, Poul Nyrup Rasmussen, a convoqué les élections législatives pour le 11 mars. Il a justifié, jeudi 19 février, sa décision surprise par la nécessité de créer « une atmosphère de stabilité politique » avant le référendum sur le traité d'Amsterdam, prévu le 28 mai. Nombreux étaient ceux qui croyaient que M. Rasmussen attendrait cette échéance avant d'appeler les Danois aux urnes, le scrutin ayant pu, en principe, se tenir jusqu'au 21 septembre, quatre ans après les dernières législatives. Le gouvernement minoritaire (social-démocrates et radicaux) peut se prévaloir d'une situation économique florissante et d'une baisse du chômage. Selon les sondages, l'opposition de droite est en perte de vitesse, en raison de dissensions internes et de la montée du Parti du peuple danois (extrême droite). Celui-ci peut attirer des électeurs sociaux-démocrates avec son discours anti-réfugiés et anti-européen. L'immigration et l'Europe constitueront, avec l'avenir de la société de bien-être, les grands thèmes de la campagne électorale. - (Corresp.)

Le prince Ranariddh sera jugé le 4 mars au Cambodge

PHNOM PENH. L'ouverture du procès du prince Norodom Ranariddh, limogé de ses fonctions de premier ministre par un coup de force de Hun Sen le 5 juillet 1997, aura lieu le 4 mars à Phnom Penh. En l'absence du prince, exilé à Bangkok, le tribunal doit se prononcer sur au moins une inculpation d'importation illégale d'armes, que Ranariddh a catégoriquement niée. Selon un plan proposé par Tokyo et accepté par Hun Sen, deuxième premier ministre, le prince, s'il est condamné, sera gracié par son père, le roi Norodom Sihanouk, à la requête d'un parent proche. Il pourra alors, comme il le souhaite, se présenter aux élections prévues le 26 juillet. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **AFGHANISTAN** : les premiers largages de matériel de secours par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont pu avoir lieu, jeudi 19 février, sur le nord de l'Afghanistan et la région de Rostak (nord), deux semaines après le séisme qui a fait quelque 4 500 morts et des milliers de sans-abri. - (AFP)

■ **JAPON** : un député du parti au pouvoir s'est pendu, jeudi 19 février, dans une chambre d'hôtel de Tokyo alors qu'il était sur le point d'être arrêté dans le cadre d'un scandale boursier. Shoket Arai est la quatrième personne à se suicider après les révélations sur une affaire de corruption qui éclabousse les secteurs bancaires et l'élite du ministère des finances. - (Reuters)

■ **CUBA** : 299 prisonniers, dont un nombre indéterminé de détenus politiques, ont été libérés, à la suite de l'appel lancé par Jean Paul II lors de sa visite dans l'île, ont annoncé les autorités, jeudi 19 février. Les libérations ont eu lieu les 13 et 14, selon les milieux officiels. Des dissidents cubains ont déclaré ne pouvoir confirmer que 136 libérations. - (Reuters)

■ **AUSTRALIE** : le missile air-air franco-britannique à courte portée Asraam a été choisi, de préférence à un concurrent américain, par l'armée de l'air australienne, qui en armiera ses avions F/A-18. Le contrat entre Canberra et le groupe franco-britannique Matra BAe Dynamics portera sur plusieurs centaines de millions de livres britanniques.

■ **CONGO-KINSHASA** : un Français et un Belge en détention depuis septembre 1997 ont été libérés, jeudi 19 février, par les autorités de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre). Jean-Marie Bergesio, ressortissant français de 49 ans, et Antoine Declercq, ressortissant belge de 67 ans, ont été placés en liberté provisoire à l'issue d'une audience judiciaire à Kinshasa. M. Bergesio était, selon des diplomates, accusé d'avoir photographié des sites de massacres présumés. - (Reuters)

■ **ROUMANIE** : vingt-cinq personnes sont mortes de malnutrition dans un hôpital psychiatrique en Roumanie en 1995, selon un rapport du Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe (CPT) publié jeudi 19 février à Strasbourg. Le CPT dénonce les conditions « inhumaines » et « désastreuses » d'internement dans l'hôpital de Poiana Mare (sud). - (AFP)

■ **FRANCE-ALLEMAGNE-POLONIE** : le président Jacques Chirac, son homologue polonais, Aleksander Kwasniewski et le chancelier Helmut Kohl doivent se rencontrer, samedi 21 février à Poznan (ouest de la Pologne) pour le premier sommet du « triangle de Weimar » (France, Pologne, Allemagne) consacré notamment à l'élargissement de l'Union européenne.

L'Union européenne se dote de son premier comité d'éthique

BRUXELLES. Jacques Santer, président de la Commission européenne, a officiellement constitué, jeudi 19 février, à Bruxelles, le premier comité d'éthique de l'Union. Le « Groupe européen d'éthique, des sciences et des nouvelles technologies » (GEE) comprendra douze membres spécialistes du droit, de biologie, de génétique et de philosophie, et sera présidé par Noëlle Lenoir, par ailleurs membre du Conseil constitutionnel français et déjà présidente du Comité international de bioéthique de l'Unesco. Parmi les grands dossiers que le GEE aura à traiter, on peut citer les banques d'organes ou de tissus humains, la protection des citoyens européens face à la circulation des données informatiques ou encore les dérives du système Internet. - (Corresp.)

CORRESPONDANCE

Une lettre de Gabor Rittersporn

A la suite de la publication de notre article « Une tunique révisionniste » à Berlin » (Le Monde du 13 février), nous avons reçu de Gabor Tamas Rittersporn la mise au point suivante :

1. Je n'ai jamais nié et je ne nie aucunement l'existence des chambres à gaz et, plus généralement, l'entreprise industrielle d'extermination des juifs d'Europe menée par les nazis. Je condamne les thèses « négationnistes » et « révisionnistes ».

2. Par un jugement en référé, le tribunal du Land de Berlin, que j'ai saisi, a interdit dorénavant que votre confrère allemand, auteur de cet article calomnieux, ou la Berliner Zeitung, ne répète ces allégations. Je porte plainte pour diffamation afin que la justice allemande se prononce sur le fond.

3. Si j'ai effectivement participé, en 1980, à une démarche judiciaire, ainsi qu'il est au comité de patronage d'un ouvrage qui sert, depuis, de fondement à la défense du « négationnisme », je croyais défendre l'expression de toute opinion, quelle qu'elle soit, même aussi absurde que celle de Robert Faurisson. J'ai vite compris l'erreur que j'ai faite alors et regrette cette prise de position ait contribué à accréditer les idées « négationnistes ».

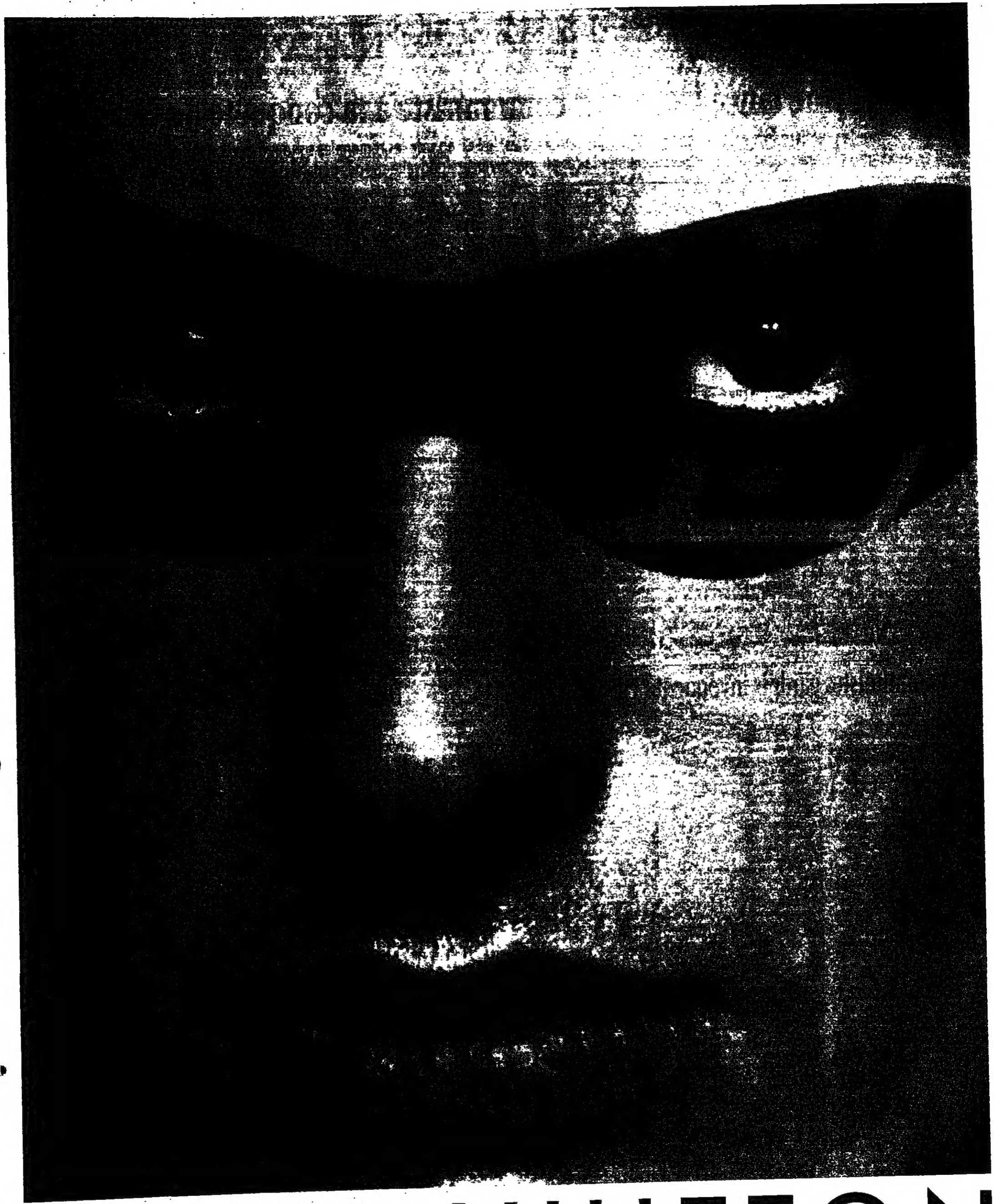
Je n'ai donc, bien entendu, jamais tenu les propos que le journaliste berlinois me prête, et je m'en remets à la justice allemande. Tout cela fait, en outre, le jeu des « négationnistes » en propagant leurs thèses et en prétendant confirmer l'implication d'historiens dans leurs absurdités.

Sophie Stihab

هكذا من الامم

(Publicité)

OUVERTURE 20 FÉVRIER



LOUIS VUITTON

101, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
PRÊT-À-PORTER. SACS. BAGAGES. MALLES. ÉCRITURE

législatives
emark le 11 mars

Ranariddh sera jugé
au Cambodge

l'union européenne
son premier

Une lettre de

GAUCHE Les élections régionales offrent pour le Parti communiste français, qui a opté pour l'alliance avec le Parti socialiste et les autres composantes de la gauche « plu-

rielle », l'occasion de remédier aux lacunes de son implantation, en fort recul depuis vingt ans. Il en escompte entre 30 et 65 sièges s'ajoutant aux 117 qu'il détient aujourd'hui. ● L'EN-

GAGEMENT de l'appareil du parti dans ces élections - la moitié des chefs de file communistes sont premiers secrétaires fédéraux - permet à Robert Hue de renforcer son

contrôle et de résoudre le problème financier posé par les permanents. ● **DANS LE GARD**, les communistes, sous l'impulsion de Pierre Blotin, se mettent en position de négocier la

présidence du conseil régional Languedoc-Roussillon, briguée par le socialiste Georges Frêche en cas de victoire de la gauche, contre des postes dans d'autres exécutifs.

Robert Hue lance l'appareil communiste à la conquête du territoire

Pour la première fois à des élections autres que municipales, le PCF aborde les régionales sur des listes communes avec le PS. Il en escompte plusieurs dizaines de sièges supplémentaires et une ouverture nouvelle sur des départements où il avait pratiquement disparu

CETTE FOIS - ce sera la première - on ne saluera pas les résultats à Saint-Denis, au siège de l'Humanité, mais à Paris, place du Colonel-Fabien. On s'abîmera le champagne, pour fêter, à tout coup, quelques dizaines de nouveaux conseillers régionaux. On n'aura pas cette mortelle hésitation qui avait tant gâché la fête, en juin 1997, lorsque le PCF, malgré ses nouveaux députés, avait buté sur le seuil symbolique des 10 % de voix, entachant ainsi la stratégie de redressement du parti entamée par Robert Hue, après des années de déclin. Le 15 mars 1997, on ne comptera que les élus. La soirée électorale sera belle.

Les élections régionales de 1986 avaient traduit territorialement l'effondrement électoral du PCF, avec 10,2 % des suffrages. En 1992, il tombe à 8 % des voix. Pis : trente-deux départements ne comptent pas de conseillers régionaux communistes. Cette fois, si la gauche conserve l'avantage que lui donnent les sondages, le PCF, qui compte 117 conseillers, pourrait gagner entre 30 et 65 sièges. Pour la première fois depuis les élections municipales de 1965, lorsque, préparant l'union de la gauche, ils avaient présenté des listes communes avec les socialistes, notamment à Paris, les communistes renouent à concourir sous leurs propres couleurs dans un scrutin de liste. Cette révolution culturelle a été imposée par la direction, dès la victoire de la gauche aux élections législatives, à des troupes souvent récalcitrantes.



L'idée fait son chemin dès le mois de juillet, alors que les partis de gauche sont réunis autour d'une table pour discuter d'une modification du mode de scrutin. Le numéro deux du parti, Pierre Blotin, plaide pour la proportionnelle, « mais intégrale, et à toutes les élections ». Au passage, il laisse entendre à ses partenaires ébaubis que le PCF envisagerait des « alliances pour gagner un ou deux exécutifs ». Le 6 septembre, réuni en comité national, le PCF est la première des formations de la gauche gouvernementale à dévoiler sa stratégie pour le futur scrutin régional. L'exemple des élections lé-

gislatives, où il avait été pris de vitesse par l'accord Verts-PS, en janvier 1997, a été une leçon.

Les résistances sont vives. Les refondateurs sont vent debout. De grosses fédérations comme le Pas-de-Calais ou le Nord, parce que « ce n'est pas là la meilleure façon de combattre le Front national », expliquent que ce sera sans elles. Robert Hue, Pierre Blotin et Jean-Claude Magon, secrétaire national chargé des élections, qui vient de succéder à un André Lajoinie méfiant, mènent les négociations. A l'automne, un dîner réunit les deux premiers avec François Hollande et Jean-Christophe Camba-

délis. A cette époque, les communistes demandent - on fonce mine de réclamer - la présidence du Languedoc-Roussillon.

Le 12 janvier, lorsque M. Magon présente son rapport sur les élections devant le comité national, les résistances semblent volatilisées. C'est que l'on est en plein mouvement des chômeurs. M. Magon dénonce une « choquante intervention policière ». Devant la presse, M. Hue réchérche. Les négociations, de toute façon, sont quasiment bouclées. Le 11 février, le secrétaire national signe avec M. Hollande l'accord qui entérine la constitution de listes communes avec le PS dans 84 départements, devenus depuis, avec le Calvados et la Marne, 86. Et, même si le sujet est tabou, on convoque une présidence en Picardie ou en Auvergne.

PARTIS DE MARCHÉ

L'accord est plus qu'honorable : 13 têtes de listes « plurielles », dont six « prises » aux socialistes. Rompu aux négociations de ce type, le PCF s'est bien débrouillé : « Il s'est mis en rapport direct avec le PS, selon ses vieilles habitudes », peste un responsable du Mouvement des citoyens. De fait, la Place du Colonel-Fabien n'a pas répondu aux demandes de rencontres des Verts, qui souhaitaient rompre avec les forces non socialistes la logique de négociations « bilatérale » du PS. Si une déclaration commune est venue, le 22 janvier, donner un ciment à la campagne, le PCF a d'abord raisonné en parts

de marché : en finir avec les années de déconfiture électorale de Georges Marchais et valider du même coup, auprès des militants, la « ligne » de participation gouvernementale du secrétaire national.

Le risque existe : la stratégie d'alliance lie davantage le parti au PS et prouve que le PCF ne peut se redresser que dans une stratégie

sace, dans les Pays de Loire, en Franche-Comté, dans le Maine-et-Loire, des candidats communistes, souvent en position-charnière sur les listes « plurielles », pourraient entrer dans l'exécutif régional et corriger la tendance.

Les listes d'union possèdent enfin l'avantage de ne pas obliger à se compter. Même si la direction s'en défend, la stratégie consiste à

Picard, mais mauvais apôtre

En juin 1997, il ferrait contre la participation au gouvernement, refusait de voter la confiance à Lionel Jospin, défilait avec la droite contre le plafonnement des allocations familiales. En janvier, il vante les 35 heures devant le comité national, vote « pour » à l'Assemblée, affiche une sereine tranquillité. Maxime Gremetz, pourtant, ne sera pas président du conseil régional de Picardie.

Le député de Somme n'a pas vu venir le coup, mené dans les règles de l'art. Alors que, l'automne 1997, la direction du PCF évitait d'évoquer la Picardie devant les socialistes, il s'en étonne. Place du Colonel-Fabien : c'est la seule région qui a connu, pendant quelques années, un exécutif communiste. « Vas-y, très bonne idée ! », lui répond-on. Le 11 décembre, François Hollande prévient Robert Hue : une région dirigée par quelqu'un qui n'a pas voté la confiance ? Impossible. La direction prend son temps pour transmettre à l'intéressé. M. Gremetz se tait : protester, ce serait montrer qu'il s'est fait avoir.

d'alliance. Mais les avantages sont nombreux, dont celui d'équilibrer par des positions acquises à la proportionnelle, donc sous contrôle de la direction, une assise essentiellement municipale, qui fait la part belle aux maires. L'élection de 36 députés PCF et apparentés, contre 24 sortants, en juin 1997, n'avait pu effacer les grands déserts blancs de la carte électorale communiste. Le 15 mars, en Al-

« tenir » jusqu'à l'élection présidentielle, en 2002. Reste, bien sûr, le test des élections cantonales, où le PCF part seul au combat. En 1992, il avait remporté 9,64 % des voix ; cette fois, si les communistes conquièrent le conseil général de l'Ailier (Le Monde du 19 février), le seul à sa portée, M. Hue saura tourner l'affaire à son avantage.

Ariane Chemin

Les communistes gardois invoquent l'édit de Nantes

NÎMES de notre envoyée spéciale La liste se dit plurielle, sans plus de précision. « Polychrome », s'amuse le maire communiste de

REPORTAGE La liste « polychrome » d'Alain Clary a le goût du fruit défendu

Nîmes, Alain Clary, qui la conduit. Avec ses radicaux de gauche, ses Citoyens, ses écologistes, son Chasseur, son gaulliste de gauche, son exclu du PCF - Sédol Colombini, ancien maire d'Aigues-Mortes, a quitté le parti au terme d'une bataille avec la fédération - c'est une sorte de rassemblement insaisissable et presque futuriste de contenus. Sur le sol gardois, les querelles entre les deux familles de la gauche ont toujours été vives. Ici, comme dans le Pas-de-Calais, l'ennemi est socialiste. Et, comme dans l'Hérault tout proche, il s'appelle Georges Frêche.

Le jovial maire de Nîmes, qui annonce à l'avance qu'il ne siégera pas au conseil régional, a laissé la langue de bois « marchaisienne » - ou « huiste » - au vestiaire de l'hôtel de ville. Sa liste a seulement le goût du fruit défendu, le luxe du pied de nez et de l'insolence. L'autoritaire maire de Montpellier souhaite briguer seul la présidence du Languedoc-Roussillon ? Alain Clary fabriquera, face aux « fréchistes », sa liste unitaire de gauche. Comble de l'élégance, ses amis et lui se permettent même de refuser, « par principe et morale politiques », le « débouchage » des candidatures de la Gauche socialiste, mais aussi d'autres responsables départementaux du PS qui, jurent-ils, les ont sollicités.

« Ce qui est bon, nécessaire et indispensable à Paris me semble bon, nécessaire et indispensable dans le département », explique Gilbert Millet, conseiller régional (PCF), dans un discours tempéré et légitimiste, diament estampillé. Car, bien sûr, la sécession est trop habile pour être sauvage, l'opération trop dé-

roûtante pour ne pas être organi-

sée en haut lieu. Pierre Blotin, expert officiel en union de la gauche, est en effet, dès la fin de l'été, le grand ordonnateur de cette désunion. Entre le président sortant, Jacques Blanc (UDF), et le maire de Montpellier, qui veut prendre la région et lorgne sur l'Hérault, le numéro deux du PCF veut faire exister son parti, qui tient dans le Languedoc deux de ses plus grandes villes, Nîmes et Sète, et a gagné quatre députés aux élections législatives.

A Eric Macia, premier secrétaire de la fédération de l'Hérault, qui s'était présenté à la presse, en avril 1997, comme la tête de liste du PCF aux élections régionales, on annonce sans ménagement, à l'autonomie, que tout est remis en chantier : adjoint au maire de Montpellier, ce communiste orthodoxe et fervent antimarchaisien, qui trouve « ridicule la demande d'une présidence communiste pour le Languedoc-Roussillon », est accusé d'avoir succubé aux tentations « fréchistes ».

L'OFFRE FAITE À PIERRE BLOTIN Quelques mois plus tard, il doit lâcher la « fédé ». Le patron de celle du Gard, Jean-Paul Boré, promu au bureau national du PCF en décembre 1996, n'est pas hostile, en revanche, à l'idée d'accueillir un « dirigeant national branché sur la ligne de Robert Hue ». Après une série de mystères et de rumeurs, tous soigneusement orchestrés depuis Paris, il tend la main à M. Blotin, « qui a beaucoup travaillé pour la mutation de notre parti » et qui est alors annoncé comme candidat à la présidence du conseil régional.

L'ancien secrétaire fédéral du Val-d'Oise a-t-il reçu, pour cette manœuvre de diversion, le soutien de quelques hauts responsables du PS ? Certains socialistes gardois et montpelliérains le soupçonnent. Au bureau national du PS, M. Frêche lance ainsi Jean-Christophe Cambadélis : « Je n'accepte pas qu'on vende le PS comme un plat de lentilles ! Je n'ai pas peur de l'épée de bois du PC ! » « Une épée de bois peut blesser », répond le négociateur socialiste. Dernière manœuvre ? Au tournant de l'année, M. Blotin fait savoir que, face à la

résistance de M. Frêche, il maintient sa liste, mais cède la première place à M. Clary.

L'essentiel est accompli. M. Blotin, qui joue un appartement « en plein centre-ville, avec un bail de longue durée », suit la campagne six jours sur sept, pas à pas. « En ce quatre centième anniversaire de l'édit de Nantes, les communistes ne veulent pas seulement être tolérés, ils veulent être reconnus, respectés », clame le maire de Nîmes, sillonnant les terres protestantes du Gard après avoir pesté contre l'hégémonie du PS. Le Languedoc-Roussillon est entré dans le panier de ces régions qui, si elles basculent à gauche le 15 mars, permettront, pour une vice-présidence ici contre une présidence là, quelques ultimes marchandages et dernières pressions face aux ambitions socialistes.

Le jeu, déjà, a commencé. « Nous sommes prêts à laisser à Pierre Blotin une très belle place dans l'exécutif régional », prévient Alain Fabre-Pujol, premier adjoint au maire de Nîmes et patron de la fédération socialiste du Gard.

Ar. Ch.

Des ressources pour les permanents

C'EST un patient travail de fourmi, un long ballet de profils et de générations, un méticuleux jeu de dames. En prenant la tête du PCF, en janvier 1994, Robert Hue a compris que la résistance de l'appareil à sa « mutation » passait aussi, ou d'abord, par ses cadres fédéraux. Lentement, prudemment, le secrétaire national du PCF s'est appliqué à le renouveler. En 1998, le maire de Montigny-les-Cornelles, ancien président de l'Association nationale des élus communistes et républicains (Anecr), s'est aussi attaché à en faire des têtes de liste ou des candidats éligibles aux élections locales, régionales ou cantonales : une rupture avec la tradition.

« L'évolution est certaine », dit Jean-Paul Magon, responsable des élections Place du Colonel-Fabien. Combiner des mandats d'élus et des responsabilités fédérales, c'est une manière de s'ouvrir davantage, comme nous le souhaitons, vers la société. C'est aussi un moyen d'impliquer un « marais » hésitant dans la ligne unitaire choisie par le parti : « après consultation et sur recommandation du conseil national », 93 des 96 fédérations communistes ont choisi de faire alliance pour les élections régionales. C'est, enfin, un moyen de faire vivre des permanents dont la charge, pour un parti privé de ses anciens appuis internationaux, est devenue très lourde.

La plupart des changements sont intervenus « autour du 29 congrès », en décembre 1996, admet Denis Duvot, adjoint au collectif « élections ». Dans les grosses fédérations, les renouvellements sautent aux yeux. En Seine-Saint-Denis, Michel Laurent, fils de Paul Laurent, a remplacé, en septembre 1997, Bernard Birsinger, en place depuis juin 1991 : il est l'ancien directeur de la rédaction du mensuel Regards, le plus in-

tellectuel et « huiste » organe de la presse communiste. Dans les Hauts-de-Seine, Patrice Leclerc, trente-quatre ans, étudiant au moment de la loi Devaquet, a remplacé, en décembre 1997, Michel Duffour, en place depuis 1982, devenu sénateur.

LA NOTABILISATION DES CADRES

Signe d'un déficit de cadres, dont Pierre Blotin ne cherche pas à nier la « réalité », ces successions ne mettent souvent de promouvoir des responsables fédéraux Place du Colonel-Fabien. Dans le Val-d'Oise, Bernard Calabrig, bien connu de MM. Hue et Blotin, succède, en mars 1996, à Denis Duvot. Dans le Rhône, Marie-France Vieux remplace Roland Jacquet, nommé trésorier du parti. A la faveur du 29 congrès, M. Vieux fait du même coup son entrée au bureau national du PCF, comme Dominique Grador (Corrèze), Jean-Paul Boré (Gard) ou Amick Mattighello (Nord). Le parti joue alors la carte de la secrétaire fédérale nordiste contre le député Alain Bocquet, jugé trop critique et pas assez unitaire.

Six mois plus tard, c'est au tour de Michel Laurent, de Michel Duffour, de Jean-Marc Coppola, nouveau patron de la fédération des Bouches-du-Rhône, mais aussi de Nicolas Marchand, proche de Georges Marchais, d'accéder à ce bureau. Il s'agit de « notabiliser » les cadres, de leur donner des responsabilités, pour souder le PCF dans l'attente d'un gouvernement. Le choix des candidatures pour les élections régionales et cantonales prolonge cette politique. Sur les 82 chefs de file PCF sur les listes régionales, près de la moitié - 39 - sont des premiers secrétaires fédéraux.

Ar. Ch.

Renouvellement en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne

DANS les deux départements gérés par le Parti communiste français, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, les élections cantonales sont l'occasion d'un large renouvellement des élus départementaux. Si l'âge de certains sortants ou la volonté d'éviter le cumul des mandats l'expliquent en grande partie, ce renouvellement procède aussi de la volonté de la direction du PCF de consolider ses positions dans des départements dont sont issues quelques dissidences. Le Val-de-Marne, ancien fief de Georges Marchais, a opposé une certaine résistance à la mutation du PCF telle que l'entend Robert Hue, son secrétaire national.

En Seine-Saint-Denis, sur vingt cantons renouvelables, le PCF, qui en détient huit, présente quatorze

nouveaux candidats, avec l'espoir d'en gagner deux sur la droite. A Montreuil-Ouest, Marc Gaulin (RPR) ne se représente pas, et la candidate communiste, Catherine Puig, adjointe au maire de la ville, espère tirer parti des divisions de la droite. Sa candidature a été acceptée sans difficulté à la fois par la fédération et par le maire, Jean-Pierre Brard.

A Pantin, le maire communiste, Jacques Isabet, espère succéder à Jacques Oudot (RPR), maire de Sevran. En revanche, le PCF est fragile à Sevran, ville qu'il a perdue en 1995 et où le sortant, l'ancien maire Bernard Vergnaud, ne se représente pas.

La fédération est aussi parvenue à accorder les violons communistes à Saint-Denis-Nord : poussée par le maire (refondateur) Pa-

trick Braouezec, soutenue par la LCR et les Verts, Claudie Gillo-Dumontier, issue du milieu associatif et adjointe au maire, a obtenu l'aval fédéral pour succéder à Michèle Mitolo.

SUCCESSIONS EN DOUCEUR

La « synthèse » s'est aussi faite à Aubervilliers-Est, où Madeleine Cathalaud ne se représente pas : Jack Ralite (refondateur), maire de la ville, et Jean-Jacques Karman, son adjoint, principal animateur de la Gauche communiste (la tendance léniniste du PCF), sont tombés d'accord sur Nathalie Buisson, qui ne détient aucun mandat élec-

teur. Dans le Val-de-Marne, sur vingt-cinq cantons renouvelables, le PCF, qui compte dix-sept élus, remet onze sièges en jeu, y compris celui de Marcel Trigon, qui continue de siéger au groupe communiste bien qu'il ait quitté le parti. Six conseillers sortants, piliers du département, ne se représentent pas : Louis Bayeure, Pierre-Yves Cosnier, Bernard Yvonne et Maurice Lamy passent la main, ainsi que les deux élus d'Ivry-sur-Seine, Roger Grevot, premier vice-président, et Annie Canacos. Michel Germa, président du conseil général et tête de la liste de gauche aux régionales, dont le canton de Vitry n'est pas renouvelable, sera en revanche candidat à sa succession. Beaucoup de vice-présidents quittent la scène départementale, la fédération tient à garder une certaine stabilité à la tête de l'exécutif.

Pascal Sauvage

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 21 FÉVRIER 1998 / 7

M^{me} Join-Lambert s'apprête à remettre son rapport sur les minima sociaux

Les chômeurs poursuivent leurs actions

PRÉSIDÉ par le premier ministre, la huitième séance du conseil d'analyse économique a abordé, mercredi 19 février, les questions de l'exclusion et de la pauvreté. Quatre experts y ont présenté des synthèses tirées de leurs travaux, mettant notamment en évidence les incidences de l'évolution du chômage sur celle de la pauvreté. Même si le sujet n'a pas été explicitement évoqué, cette réunion avait lieu à un moment stratégique, alors que le gouvernement met la dernière main à son projet de loi de lutte contre les exclusions.

Le calendrier de ce texte a été officiellement précisé : une communication en conseil des ministres sur le programme d'action est prévue le mercredi 4 mars. Puis le projet de loi proprement dit devrait être présenté en conseil des ministres à la fin du mois. Cette accélération doit conduire Marie-Thérèse Join-Lambert à rendre plus tôt que prévu, sans doute dès la fin février, le rapport que lui avait commandé le premier ministre sur l'articulation entre l'indemnisation du chômage et les minima sociaux.

En attendant la manifestation nationale du 7 mars, préparée par les quatre associations de défense des chômeurs (ACI, Apels, comité CGT et MNCP), des actions ponctuelles continuent d'être menées localement par des militants anti-chômage. En Bretagne, une trentaine de chômeurs ont bloqué, jeudi 19 février, pendant une heure, un TGV Quimper-Paris. Dans le centre-ville de Versailles, une cinquantaine de chômeurs et sympathisants ont manifesté, jeudi, à l'appel du « comité de lutte des privés d'emploi » de six municipalités des Yvelines. Le même jour, des chômeurs ont occupé les locaux de la Ddass de Créteil, pour protester contre « la lenteur des démarches effectuées par les plus démunis ».

« LETTRES DE MENACE »

A ATTAS, des manifestants, à l'appel d'ACI et de la CGT, ont investi les locaux de la Ddass, pour protester contre l'envoi de « lettres de menace » à des bénéficiaires du RMI, enjoignant, selon Jean-Marie Honoré, responsable régional d'ACI, de présenter des justificatifs de recherche d'emploi sous peine de perdre leur aide. A Saint-André, dans la banlieue de Lille, une quarantaine de chômeurs ont déposé des candidatures à la direction du centre hospitalier spécialisé de Lommelet, et organisé une manifestation avec l'ADEC et la CGT. Mercredi 17 février, une cinquantaine de chômeurs français et allemands avaient symboliquement bloqué, pendant une demi-heure, le pont du Rhin, à Strasbourg.

Alain Beuve-Méry et Jérôme Fenoglio

La justice poursuit Lucette Michaux-Chevry en pleine campagne régionale en Guadeloupe

L'ancienne ministre (RPR) tente de rassurer ses électeurs

Les ennuis judiciaires de Lucette Michaux-Chevry, sénateur et présidente (RPR) du conseil régional de Guadeloupe, se multiplient. Faute de

répondre aux convocations de la justice, elle pourrait faire l'objet d'une demande de levée de son immunité parlementaire. L'ancienne mi-

nistre de M. Chirac et de M. Balladur, candidate à un nouveau mandat, accuse ses adversaires de l'« union de la gauche » de vouloir l'« abattre ».

POINTE-À-PITRE

de notre correspondant

Une course-poursuite s'est engagée, en Guadeloupe, à l'occasion des élections régionales : non pas entre la droite, sortante, et la gauche, élue, mais Lucette Michaux-Chevry, sénateur (RPR), qui préside le conseil régional, court le risque d'être rattrapée par les « affaires » d'ici à la fin du mois de mars. La juge d'instruction parisien, Edith Boizette, qui l'avait mise en examen, en janvier, pour usage de faux, pourrait être conduite à demander la levée de l'immunité parlementaire de M^{me} Michaux-Chevry, si celle-ci persistait à ne pas se rendre aux convocations qui lui sont adressées.

La présidente du conseil régional a vivement réagi, jeudi 19 février, à l'évocation d'une telle éventualité. « Le programme de l'union de la gauche, on le connaît : c'est d'abattre Lucette Michaux-Chevry, a-t-elle affirmé dans un communiqué. Je n'ai rien à me reprocher : je n'ai fait ni faux, ni fausses factures.

ni détourné de fonds (...). Je veux rassurer la population de la Guadeloupe : ne vous laissez pas effrayer, la levée de mon immunité parlementaire n'est pas pour demain ; aucun mandat d'arrêt ne peut être délivré contre moi ».

L'immunité que M^{me} Michaux-Chevry, avocate de profession, voue aux magistrats depuis son arrivée aux affaires s'est, il est vrai, considérablement accrue depuis ce jour de novembre 1997 où, pour la première fois, elle a été mise en examen par un juge d'instruction de Basse-Terre sous l'incrimination d'« escroquerie », de « faux et usage de faux en écritures publiques ». A la suite d'une plainte de l'ancien directeur des services financiers de la région, David Janly, un avenant au contrat de travail supprimant la clause de tacite reconduction avait été découvert, que l'intéressé n'avait jamais signé. Depuis, le conseil d'Etat a ordonné la réintégration de M. Janly, sous astreinte de 1500 francs par jour de retard.

M^{me} Michaux-Chevry a aussi reçu une lettre d'observations défini-

tives de la chambre régionale des comptes de la Guadeloupe sur sa gestion passée du comité des œuvres sociales (COS) de la commune de Gourbeyre, dont elle était maire jusqu'en 1995. Les investigations des magistrats de la chambre dans les comptes de Gourbeyre et de son COS établissent une gestion de fait portant sur une somme qui, en l'état actuel du dossier, s'élève à quelque 1165 000 francs.

Ces péripéties judiciaires ne semblent pas, cependant, affecter outre mesure l'ancienne ministre. Agée de soixante-huit ans, M^{me} Michaux-Chevry n'entend pas quitter l'arène politique avant d'avoir reçu, une nouvelle fois, l'onction incontestable du suffrage universel. Elle a ainsi multiplié, tout au long de la mandature écoulée, mais plus encore ces derniers mois, une gestion qualifiée de « saupoudrage politique » par ses adversaires politiques, lesquels redoutent actuellement que 30 % du budget de la région ait déjà été dépensé durant les deux premiers mois de

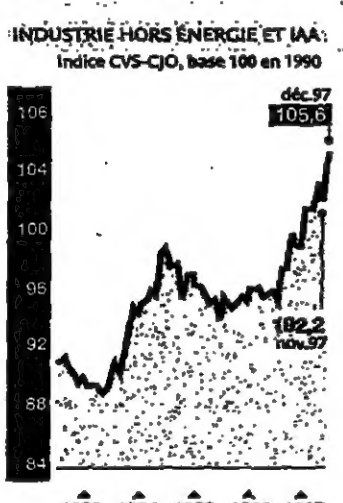
cette année : ainsi, en janvier, 307 millions de francs, sur un budget primitif régional qui s'élève au total à 1,4 milliard de francs, avaient déjà été affectés, tandis que, lors de sa seule réunion du 10 février, la commission permanente du conseil régional a réparti 175 millions de francs entre 528 attributaires (communes, associations, particuliers ou entreprises).

Il est vrai que M^{me} Michaux-Chevry avait hérité, lors de son accession à la présidence de la région, en 1992, d'un déficit de 723 millions de francs résultant de la gestion de l'ancienne majorité PS-PCG élue en 1986. Aujourd'hui, elle peut se targuer de l'avoir résorbé, tout en ayant mené à leur terme la plupart des grands chantiers alors laissés en l'état. Eludant soigneusement les critiques se rapportant à sa gestion, elle leur oppose systématiquement les « caisses vides du département », gérées par la gauche, dont le déficit, à la fin de 1996, s'élevait à 550 millions de francs.

Eddy Nedeljkovic

La production industrielle a progressé de 8,4 % en 1997

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE a atteint un nouveau sommet, en décembre 1997, progressant de 3,3 % par rapport à novembre, selon l'indice publié vendredi 20 février par l'Insee. Sur l'ensemble de l'année, la hausse a donc été spectaculaire : 8,4 %. La forte demande étrangère adressée à la France, puis, en cours d'année, le regain de la demande intérieure expliquent ce résultat. Après l'annonce, par l'Institut, d'une forte révision à la hausse de ses prévisions pour l'investissement industriel (Le Monde du 20 février) et d'un redémarrage de l'emploi (Le Monde du 14 février), ce nouvel indicateur confirme que la reprise économique s'accélère.



L'UDF suspend 57 dissidents

APRÈS LE RPR, mardi, l'UDF a sanctionné à son tour, jeudi 19 février, 57 de ses adhérents qui se présentent hors des listes officielles aux élections régionales du 15 mars, parmi lesquels deux sénateurs, Nicolas About (FD, Yvelines) et Georges Berchet (rad., Haute-Marne). La commission nationale d'arbitrage et de contrôle a confirmé les 26 suspensions décidées par le président de l'UDF, François Léotard, selon la procédure d'urgence, majoritairement en Ile-de-France (Paris, Hauts-de-Seine et Yvelines) et dans les Alpes-Maritimes. Elle a prononcé 31 autres suspensions, notamment en Vendée (8), dans le Tarn (8), en Haute-Vienne (4) et en Seine-Saint-Denis (4). Pour devenir des exclusions, ces suspensions doivent être validées par le bureau politique. En revanche, pas de sanctions dans le Nord, où l'UDF se partage entre les listes de Colette Codacci-Pignardi (RPR) et de Jean-Louis Bodo (UDF-FD), et en Loire-Atlantique, où l'UDF n'a investi ni la liste du RPR Michel Ranaivosoa ni celle de Gisèle Gaudier (ex-UDF-PPDF).

DÉPÊCHE

■ RPR : Philippe Séguin a complété la nouvelle direction du RPR, en nommant, jeudi 19 février, trente et un délégués généraux chargés d'animer des groupes de travail thématiques. Toutes les sensibilités du mouvement sont représentées.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean-Paul Baret

Dans un article publié dans nos éditions du 4 février, sous le titre « Le doyen des députés se faisait offrir ses bureaux par la mairie de Nice », nous avons écrit que Jean-Paul Baret avait, en 1992, rédigé un bail et fixé le loyer du local occupé par Charles Ehrmann, député UDF. M. Baret nous a adressé la lettre suivante :

J'ai rempli les fonctions de maire du 8 novembre 1993 à juin 1995 : je

n'ai donc pu signer un bail et fixer un loyer en 1992. Ce bail doit dater du 10 août 1992 et être donc signé par mon prédécesseur. Que s'est-il passé pendant ma mandature de maire ? M. Ehrmann n'a bénéficié ni de prise en compte de communications téléphoniques ni de mises à disposition de personnel. Nous étions en l'état d'un bail signé par mon prédécesseur. Je ne lui ai donc consenti aucun cadeau.

La Communauté française de Belgique se donne de l'espace...

Pour que l'expression artistique se développe, pour qu'elle s'envole et prenne de la hauteur, il lui faut un espace à sa mesure.

L'espace culturel doit être pensé, il doit être le fruit d'une réflexion et d'une volonté.

La Communauté française investit dans la construction de cet espace.

LA CULTURE À BRUXELLES ET EN WALLONIE :
EUROPE CAPITALE DE L'AN 2000...
En l'an 2000, Bruxelles sera capitale européenne de la culture. Le thème central de cet événement d'envergure sera la ville : la ville de l'architecture et de l'urbanisme, celle de l'artiste et du philosophe, mais aussi et surtout celle de l'habitant. Car Bruxelles est et doit rester une ville vivante, celle de ses habitants qui créent leur culture, la vivent et jouent un rôle déterminant dans les relations sociales et dans l'imaginaire culturel.

Cette philosophie de la ville vivante, du patrimoine qui vit, recrée et renait, s'étend à l'ensemble du territoire de la Communauté française. La Wallonie comme Bruxelles la conçoit et la défend de manière dynamique. Ainsi, la Communauté française rénove d'anciens bâtiments dont la vocation n'était pas nécessairement culturelle (les serres du Botanique, les Halles de Schaeffer, le château de Senefelt, le Grand Hôtel...) et les engage, à l'aube de nouveau millénaire, vers une nouvelle modernité, une nouvelle vie, animée par l'art et par les artistes, pour le public.

LE BOTANIQUE
Prestigieux témoin du patrimoine architectural et historique bruxellois, le Botanique est consacré, depuis 1984, à l'expression de la création artistique contemporaine. Les serres du bâtiment et ses huit salles constituent une série de lieux vus, aussi bien au théâtre qu'à la musique, à la chanson, au cabaret, aux concerts classiques, au cinéma, aux expositions et aux conférences.

Le Botanique, Centre culturel de la Communauté française de Belgique
236 rue Royale — 1000 Bruxelles
Téléphone : 0032/2/219.66.60

LES HALLES DE SCHAEFFER
Centre culturel européen de la Communauté française destiné à la coproduction et à l'accueil de grands événements artistiques et culturels contemporains. Les Halles offrent une infrastructure performante grâce à une multiplicité d'espaces adaptés au cœur d'anciennes halles entièrement rénovées.

22 rue de la Constitution
1000 Bruxelles
Téléphone : 0032/2/218.21.07

LE CHÂTEAU DE SENEFFET ET SON MUSÉE DE L'ORFÈVRE
La Communauté française a voulu rénover et inscrire ce château du XVIII^e siècle dans une nouvelle modernité. L'orfèvrerie civile européenne des XVIII^e et XIX^e siècles, collection du Ministère de la Communauté française, y est présentée, comme un bijou dans un écrin de beauté.

6 rue Plémarie — 7180 Senefelt
Téléphone : 064/55.89.92

LE MUSÉE ROYAL DE MARIE-MONT
Premier établissement scientifique muséal de la Communauté française de Belgique, le Musée royal de Marie-Mont porte à la fois témoignage du passé et du présent. Le musée offre un magistral aperçu du monde de l'art et de l'histoire des sociétés tout en proposant un vaste ensemble de publications aux illustrations et analyses de grande qualité.

106 ch. de Marie-Mont
7140 Marcinelle
Téléphone : 0032/64/21.21.93

LE MUSÉE DE LA PHOTOGRAPHIE
Situé à Charleroi dans un ancien couvent néogothique du fin de XIX^e siècle, le musée présente des photographies anciennes et contemporaines, ainsi que du matériel photographique.

11 rue Paul Pastur
6832 Mion-sur-Marchienne
Téléphone : 0032/71/43.58.10

LE MUSÉE INTERNATIONAL DU CARNIVAL ET DU MASQUE
A travers les masques, déguisements traditionnels et accessoires de danse du monde entier qui y sont présentés, c'est toute une réflexion sur les fonctions du masque, des mascarades et des carnivals dans les cultures européennes et non européennes qui y est associée.

16 rue Saint-Monster
7130 Blanche
Téléphone : 0032/64/33.57.41

La Communauté française de Belgique est une communauté de langue française qui inscrit Wallons et Bruxellois francophones dans une dynamique de créations, d'actions et de développements à vocation culturelle et artistique.

MINISTRE DE LA Communauté française de Belgique — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION — 44 BOULEVARD LÉOPOLD II — 1000 BRUXELLES — TÉLÉPHONE : 0032/2/413.33.31

27/2/1998

8

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 21 FÉVRIER 1998

JUSTICE Jean-Marie Le Pen comparait depuis jeudi 19 février devant le tribunal correctionnel de Versailles pour répondre de « violences volontaires en réunion » et « injures pu-

bliques », après les incidents survenus à Mantes-la-Jolie, en mai 1997. Niant toute agression physique, M. Le Pen a revendiqué « une violence verbale mille fois justifiée ». ● A SES CÔTÉS

comparaît Bernard Courcelle, chef du département protection sécurité (DPS), le service d'ordre du FN. Fortement structurée, cette organisation compte environ 1 700 membres. Des

députés demandent la création d'une commission d'enquête sur ses agissements. ● FACE AU DPS, souvent considéré comme l'agence de renseignement du président du FN, son rival

politique Bruno Mégret a entrepris de mettre en place son propre service d'ordre, principalement composé d'anciens membres du Groupe union défense (GUD).

Enquête sur le DPS, service d'ordre musclé du Front national

Depuis 1994, le parti d'extrême droite organise méthodiquement son département protection sécurité, fort d'environ 1 700 membres. A ses côtés, prospèrent des groupuscules de militants et des skinheads. Des députés de la majorité souhaitent la création d'une commission

FAUT-IL créer une commission d'enquête parlementaire sur le Département protection sécurité (DPS), le service d'ordre officiel du Front national (FN)? Une substantielle de députés, tous issus de la majorité, ont d'ores et déjà signé un texte, émanant du réseau Voltairien, qui s'est fait une spécialité de la lutte contre les mouvements d'extrême droite et leurs débordements. Le Syndicat général de la police (SGP), majoritaire dans la région parisienne chez les gardiens de la paix, s'est associé à cette demande.

Il s'agit de créer « une commission d'enquête de vingt-cinq membres pour faire toute la lumière sur les agissements et objets du groupement de fait dit "Département protection sécurité", et pour déterminer les protections et soutiens dont il a pu bénéficier ». Selon ses auteurs, l'initiative ne devrait toutefois pas aboutir avant les prochaines élections cantonales et régionales, les 15 et 22 mars.

Depuis l'arrivée officielle de Bernard Courcelle à sa tête, en mai 1994, le DPS a pourtant multiplié les efforts d'honorabilité. L'ancien parachutiste était celui qui allait mettre de l'ordre au sein du service

d'ordre. Il a fait circuler une note à destination des membres du DPS, 1 700 environ, exigeant qu'ils ne compromettent pas le FN par leurs agissements. Il s'est efforcé d'écarter les éléments troubles les plus voyants.

ANCIENS MILITAIRES OU POLICIERS

« J'ai vu des tas de cons incontrôlables, tous les skins, les néo-nazis qui venaient du PNFE [Parti nationaliste français et européen], revendique-t-il aujourd'hui. Il rappelle notamment que c'est grâce à son intervention que la police avait pu mettre la main sur les meurtriers de Ibrahim Bouraam, jeté dans la Seine, le 1^{er} mai 1995, par des skinheads après le passage de la traditionnelle manifestation du Front national célébrant Jeanne d'Arc.

Bernard Courcelle a d'autre part favorisé le recrutement de « professionnels » de la sécurité, de préférence aux militants sans formation, dans les six zones géographiques délimitées pour l'organisation du DPS. Selon une source policière, dix-huit des responsables départementaux actuels du service d'ordre sont d'anciens militaires, gendarmes ou policiers.

Dix autres viennent de la sécurité privée.

L'exemple du Maine-et-Loire illustre bien cette tendance. Le DPS y a été placé sous la responsabilité d'un lieutenant-colonel de gendarmerie en retraite, âgé de cinquante-neuf ans. Le 12 décembre 1997, c'est à lui que le Front national avait confié la direction du service d'ordre pour la venue de Carl Lang à Poitiers. L'ex-officier avait envoyé au préfet de la Vienne un fax détaillant son dispositif, et le prévenant qu'en cas d'agressions de contre-manifestants il ferait dégager par la force!

« La priorité, c'est la gestion de la foule, la sécurité des meetings et des lieux », affirme M. Courcelle. Ce n'est qu'après que vient celle de nos militants. Nous ne faisons pas de formation au tir ou aux sports de combat, même si certains ont pu s'y adonner à titre personnel. » Le patron du DPS réfute les témoignages qui contestent l'état d'esprit irréprochable de ses bénévoles qu'il oppose aux « mercenaires », utilisés par les autres partis. Il met aussi en cause les « infiltrations » des renseignements généraux, du PS, du PC, jusqu'au cœur de son service d'ordre.

Les exemples de dérapages, petits ou gros, sont pourtant nombreux, outre les graves incidents survenus à Strasbourg ou à Mantes-la-Jolie. Les membres du DPS ne sont pas toujours aussi respectueux de la loi que leur chef l'exige publiquement. Le 14 novembre 1997, plusieurs d'entre eux ont tenté de se soustraire à un contrôle d'identité, à Mende en Lozère. Un autre, connu pour être un ancien activiste néo-nazi, est soupçonné par la police d'organiser des entraînements au tir, officiellement interdits par Bernard Courcelle, dans une propriété familiale, en Ille-et-Vilaine.

Dans certaines régions, le DPS est toujours placé sous l'autorité d'individus qui ne sont pas que des spécialistes du service d'ordre. C'est par exemple le cas en Alsace, où il est dirigé par un ancien gardien de la paix, membre de la Fédération professionnelle indépendante de la police (syndicat d'extrême droite), âgé de quarante et un ans. Cet homme a, par ailleurs, été membre de l'Association (HVE-Helmatische Vereinigung Elsass), dissoute le 2 septembre 1993. HVE organisait des camps d'entraî-

nement paramilitaire. Elle fut interdite, notamment en raison, est-il noté au Journal officiel, de « sa participation à des cérémonies nazies célébrant les "combattants européens" sous l'uniforme allemand de la dernière guerre et à des rencontres avec d'anciens SS français ».

MILITANTS EN « CIVIL »

Avec leurs blazers, les membres du DPS - des bénévoles, souligne Bernard Courcelle - sont aisément reconnaissables. Ils ne sont pourtant pas les seuls à assurer le service d'ordre des grandes manifestations du Front national. Concurrence ou complémentarité, on y trouve aussi et toujours des gens moins « présentables », skinheads, militants du Front national de la jeunesse, ou encore Hell's Angels. Ces intervenants non officiels se chargent de faire, éventuellement, le « sale boulot ». Il y a aussi les Unités mobiles d'intervention (UMI), créées en 1992 dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Leur tenue et leur rôle les apparente à des agents de maintien de l'ordre.

Les hommes du DPS opèrent rarement seuls. Ils sont appuyés par

des militants en « civil », moins faciles à distinguer. Souvent, la confusion règne. Lors de l'échauffourée de Mantes-la-Jolie, pendant la campagne électorale pour les législatives, par exemple, plusieurs contre-manifestants ont signalé leur présence, au cours des interrogatoires de police. Pascal Echegui, à la fois plaignant et prévenu devant le tribunal correctionnel de Versailles, raconte l'intervention musclée d'hommes armés de matras et de coups de poing américains. « La plupart d'entre eux étaient en tenue, dit-il mais ils étaient accompagnés d'hommes en civil, que nous avions repérés pendant la campagne électorale ».

Malgré ses débordements judiciaires, le Département protection sécurité et son chef ne se sentent pas vraiment menacés d'interdiction. Devant cette perspective, Jean-Marie Le Pen avait eu, en avril 1997, cette menace à peine voilée : « Il appartenait alors à chaque citoyen mis en danger d'assurer sa légitime défense. » En dépit des zones d'ombre, les renseignements généraux n'ont pour l'instant jamais préconisé la dissolution du DPS.

Pascal Ceaux

Bruno Mégret met en place sa propre garde rapprochée

« LE DPS est le bras armé de Jean-Marie Le Pen. Il est l'élément de l'extrême droite, auteur du livre Le Front national, histoire et analyses, est catégorique. Le Département protection sécurité ne se limite pas à des tâches de service d'ordre. Il fait aussi du renseignement pour le compte d'un chef auquel il est personnellement dévoué, constituant au sein même du FN une sorte de police politique. A l'intérieur du groupe, ses membres traduisent parfois les trois lettres DPS par « Dépendre du président seulement ».

Cette vocation pour le renseignement est ancienne. Elle remonte à l'origine du DPS, à l'époque où il était dirigé par le capitaine Jean Fort, alias « colonel Jambart », un ancien membre de l'OAS (Organisation armée secrète). Malgré les dénégations répétées de Bernard Courcelle, le département protection sécurité a pris pour habitude de constituer des dossiers sur des adversaires présumés du Front national. Le Canard enchaîné a révélé qu'il avait même bénéficié, un moment, de l'aide d'un inspecteur des renseignements généraux qui l'alimentait en informations issues des archives de son service.

Sur fond de rivalité politique de plus en plus affirmée entre Bruno Mégret et le président du Front national, le DPS peut-il vraiment rester neutre? Bernard Courcelle, confirmé dans ses fonctions de

responsable du DPS par Jean-Marie Le Pen, après l'affaire de livraison d'armes aux Tchétchènes, à laquelle il avait été mêlé, ne parvient à toute accusation de partialité. « Nous n'avons pas vocation à travailler pour des chapelles, proclame-t-il aujourd'hui. Nous ne faisons pas de politique interne. Les gens du service d'ordre n'ont pas à subir les luttes de tendances ».

Cela n'empêche pas Bruno Mégret de constituer autour de sa personne un embryon de service d'ordre, bien distinct du SO officiel. Dans les grandes manifestations, ou les importants déplacements électoraux, ce sont encore les DPS de la région dans laquelle il fait étape qui s'activent, autour de l'officiel numéro deux du Front national. Mais lui-même a sa garde rapprochée. Elle rassemble principalement d'anciens membres du Groupe union défense (GUD), dont certains l'ont rejoint à la mairie de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), tel cet ancien activiste néo-nazi qui s'est récemment installé à l'hôtel de Ville, comme enquêteur social pour la municipalité. Plusieurs d'entre eux, dont Patrick Bunel, le responsable des services de sécurité de Vitrolles, ont d'ailleurs été mis en examen, après l'agression commise contre des routiers en grève dans la nuit du 4 novembre 1997.

P. Ce.

PROFIL

BERNARD COURCELLE, « M. SÉCURITÉ »

Bernard Courcelle, l'homme que Jean-Marie Le Pen a embauché en mars 1994 pour « professionnaliser » le DPS, aime se montrer courtisé avec la presse et cultive le mystère. Le secret est bien gardé sur le détail de ses relations au sein de certains services de l'armée, avec lesquels il a travaillé, avec les services de renseignements, où il a de nombreux contacts, avec les milieux de mercenaires et les Tchétchènes, parmi lesquels il comptait des amis - notamment le président Djokhar Douaïev, tué par un missile russe en avril 1996.

Né le 23 octobre 1956 à Ng'oundere (Cameroun), Bernard Courcelle est un ancien lieutenant du sixième régiment parachutiste d'infanterie de marine (Prima), où il officiait comme correspondant de la sécurité mili-

taire. Capitaine de réserve depuis octobre 1985, il a rapidement séduit le chef du parti d'extrême droite. Parmi ses références figurent un passage comme garde du corps d'Alain Juppé, pendant la campagne municipale de 1983, et de Simone Veil lors des élections européennes de 1989. Entre-temps, il a fait un séjour au Maroc où, laisse-t-il entendre, il a rendu quelques services à l'Etat français.

Bernard Courcelle a également été responsable de la sécurité à la société Luchaire, société d'armement qui, en 1987, a été mêlée à une affaire de ventes d'armes à l'Iran. De même il a à plusieurs reprises rendu « quelques services » à son frère Nicolas, directeur du Groupe Onze, société de sécurité.

Il était chef de la sécurité du Musée d'Orsay et membre du Comité de sécurité des musées de France quand il a appris par Charles Pelligrini, ancien responsable de la brigade de répression du banditisme, que Jean-Marie Le

Pen recrutait. Il s'est alors employé à structurer le DPS et à tenir à distance les skins à l'égard desquels il ne cache pas son antipathie. Cette attitude ne manquera pas de lui attirer quelque animosité au sein du Front national.

Bernard Courcelle, devenu la bête noire des skinheads, a essuyé deux coups de feu, le 23 septembre 1995, alors qu'il sortait en voiture du siège du FN. Sa collaboration avec la police lors de la campagne pour l'élection municipale partielle de Dreux, en novembre 1996, n'a pas été appréciée de tous au FN. Ses adversaires ont à nouveau trouvé des griefs à son encontre quand il a été récemment cité dans une affaire d'escroquerie de vente d'armes aux Tchétchènes. Peu intéressé par une carrière politique, Bernard Courcelle est, depuis 1995, conseiller municipal de Stains (Seine-Saint-Denis), où on ne l'a plus vu depuis juillet 1997.

Christiane Chombeau

Devant le tribunal, Jean-Marie Le Pen concède « une violence verbale mille fois justifiée »

APRÈS SEIZE longues heures de débats devant la cinquième chambre du tribunal correctionnel de Versailles, jeudi 19 février, la question reste toujours posée. Les incidents qui ont entraîné le déplacement de Jean-Marie Le Pen à Mantes-la-Jolie (Yvelines), le 30 mai 1997, lors de la campagne des élections législatives, se sont-ils bornés à de simples injures verbales, ou bien le président du Front national a-t-il agressé physiquement ses opposants?

Avec quatre membres de son service d'ordre, le leader du parti d'extrême droite est poursuivi pour « violences volontaires en réunion » et « injures publiques ». Il lui est notamment reproché d'avoir violemment pris à partie la candidate socialiste, Annette Peulvast-Bergeal. Douze autres per-

sonnes, qui participaient à ce moment-là à une contre-manifestation, ont été citées par M. Le Pen et sont poursuivies pour « injures publiques » et « entrave à la liberté de manifester ». Chacun des prévenus encourt une peine de trois ans d'emprisonnement et 300 000 francs d'amende.

DIFFICULTÉ CONTOURNÉE

Avant même que le tribunal, présidé par Françoise Martre, n'entame l'examen des faits, Jean-Marie Le Pen a dénoncé « la stratégie des adversaires du Front national de harcèlement démocratique visant à empêcher [ses] militants à entrer en contact avec le peuple ». Rappelé à l'ordre par la présidente, il consent finalement à s'expliquer.

Pour quelle raison la voiture dans laquelle il avait pris place s'est-elle arrêtée à hauteur des manifestants opposés à sa venue, alors que ses sympathisants l'attendaient à une cinquantaine de mètres de là? Cet arrêt était-il volontaire, comme l'avancent les contre-manifestants, ou un barrage humain interdisait-il à la voiture d'aller plus loin, comme le prétend M. Le Pen?

La réponse à la question détermine la responsabilité du début des échauffourées. Mais le président du FN contournait la difficulté. « Dans ces cas-là, je suis un

colis qu'on transporte, ironise-t-il. Je réfléchis, je lis, je ne vois pas ce qui se passe autour de moi. Quand le véhicule s'est immobilisé, je suis sorti. J'avais pour consigne de ne pas rester dans la voiture, cela pouvait être dangereux ».

Sur la suite des événements, les positions divergent encore. Les contre-manifestants affirment que M. Le Pen s'est volontairement dirigé vers eux, avec la ferme intention d'en découdre. Il aurait, à plusieurs reprises, porté des coups de pied ou de poing. Le leader du parti d'extrême droite nie vigoureusement. « Nos adversaires étaient agressifs, lançaient des slogans du type "Le Pen assassin". Ce sont des nerfs, ils ont un look qui ne trompe pas », lance-t-il au tribunal.

« On vous reproche aussi de vous en être pris à M^{me} Peulvast-Bergeal, suggère la présidente. Vous l'auriez

agrippée par le corsage, vous l'auriez secouée. Un certificat médical témoigne de griffures sur la poitrine. » Une fois de plus, M. Le Pen conteste cette version des faits. « Je suis passé une première fois à sa hauteur, je ne l'ai même pas vue. En revenant, elle m'a agrippé par la manche. Je me retourne et je lui dis "On en a marre de vous". Je lui crie mon indignation, mais je ne porte pas la main sur elle. C'est une femme gracieuse, j'étais dans l'impossibilité de lui faire mal. Tout ça me paraît désirable... »

Au bord des larmes lorsqu'elle s'approche de la barre, Annette Peulvast-Bergeal a un autre point de vue. « Tout s'est passé très vite, explique-t-elle. Il s'est approché de moi, j'ai tendu ma main pour protéger un manifestant qui venait de prendre un coup. M. Le Pen m'a agrippée. J'ai reçu des coups dans les jambes. Je me suis affaissée sur

moi-même. Ce que j'ai vécu là, c'est la violence à l'état pur... »

Mais, Jean-Marie Le Pen insiste : « Le vrai choc qu'elle a subi c'est la peur du verbe, pas la peur des coups. Il ne s'agissait que de violence verbale, mille fois justifiée par le traitement dont le Front national est l'objet. On me présente comme Hercule arrivant pour détruire la masse de mes adversaires. »

ARRÊT SUR IMAGE

La présidente du tribunal compte désormais sur le visionnage de cassettes vidéo, saisies auprès des équipes de télévision présentes pendant les incidents, pour préciser les faits et gestes de chacun. Pendant quarante-cinq minutes, les scènes d'affrontements passent et repassent, au ralenti ou en arrêt sur image. Françoise Martre n'hésite pas à revenir plusieurs fois sur le même plan pour tenter de vérifier qui donne les coups, pour essayer d'entendre des bribes de dialogues. M. Le Pen a-t-il crié « Allez, chargez! », et à qui? A-t-il directement porté des coups? Les membres du DPS (Département de protection sécurité), le service d'ordre du FN, sont-ils impliqués dans les violences physiques?

On distingue bien Jean-Marie Le Pen écumant, gesticulant, menaçant des manifestants. On devine des coups qui partent, mais il reste impossible de savoir avec

certitude qui les porte et s'ils atteignent leur cible. « On vous voit très nettement agripper M^{me} Peulvast », lance la présidente pendant le visionnage du reportage de France 2. « Cette image est totalement biaisée, se défend le leader du FN. Ma main est simplement posée. » Mais elle se résume? « Sur l'écharpe tricolore, M^{me} la présidente ».

L'avocat de Jean-Marie Le Pen, M^{re} Georges-Paul Wagner, demande que l'on diffuse enfin les images de France 3, censées le disculper. « On voit nettement M^{me} Peulvast-Bergeal agripper M. Le Pen », dit-il. « Oui, insiste son client, on voit bien que cette femme douce est en phase combative. »

L'audition des quatorze témoins n'apportera pas d'éléments suffisamment probants. Le commissaire de police de Mantes-la-Jolie, Christian Benastre, confirme que Jean-Marie Le Pen « avait perdu son sang-froid, gesticulait et vociférait ». Aussitôt, Thierry Vallat, officier de sécurité au Service de protection des hautes personnalités (SPHP), détaché auprès du FN, affirme que « la voiture a été bloquée par les manifestants ». Les quatorze demeurent. Le procès devait s'achever, vendredi 20 février, après les plaidoiries et le réquisitoire.

Acacio Pereira

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Reconnu par l'Etat pour ses services à la Défense
MATELAS & SOMMIERS
toutes dimensions - fixés ou réglables
SHIMSLER, TIGER, PEREA, SAKOVS
DUNLOPILLO, BULTEX, PIRELLI, ETC.
CANAPES SALONS CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Steiner - Goulon - Duvetier - Suren - Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
241 rue de la République 92100 Nanterre
01.42.08.71.00

15:50 من الالمان

LE PROCÈS PAPON

LE MONDE / SAMEDI 21 FÉVRIER 1998

Quatre résistants évoquent les services rendus par Maurice Papon

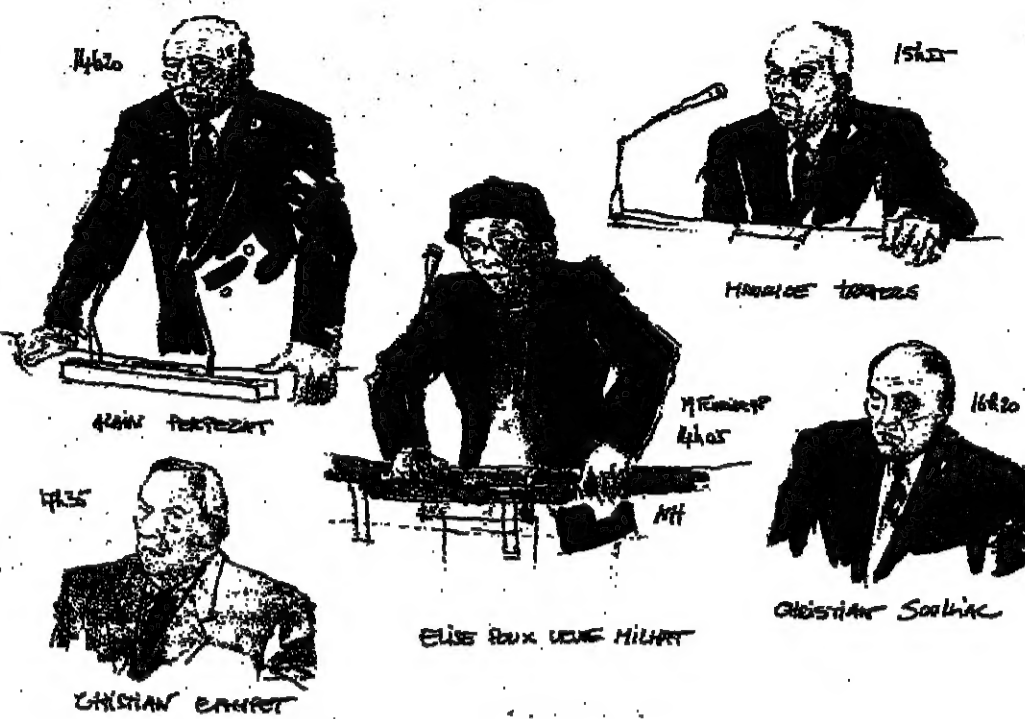
Très critiques envers l'acte d'accusation, ces anciens membres du réseau Jade-Amicol ont témoigné sur les renseignements et le soutien matériel que l'ex-secrétaire général de la préfecture de la Gironde aurait fournis à partir de 1943

BORDEAUX

de notre envoyé spécial
Ce sont quatre rocs. D'anciens résistants aux témoignages carrés, qui s'exposent, jeudi 19 février, à la barre. Le premier, Alain Perpezat, soixante-deux ans, est entré en Résistance à la première heure. « Puis-je parler en toute liberté ? J'ai reçu des menaces et des insultes », dit-il en préambule. Le président Castagnède rassure : « En principe, on fait tout en toute liberté dans le prétoire. » Comme nombre de ceux qui ont vécu cette époque et sont déjà venus témoigner, Alain Perpezat raconte tout d'abord la France de 1940, la défaite, les presque deux millions de prisonniers, les quatre-vingt-sept mille morts et disparus, les réfugiés qui affluaient, la « pagaille à Bordeaux ». Pour dire finalement, comme d'autres avant lui : « On ne peut pas comprendre aujourd'hui. »

Puis, il raconte la mise en place des premiers réseaux de renseignements en 1940, ses contacts avec un officier britannique, sa formation par les Alliés, son entrée comme agent de liaison au réseau Jade-Amicol. « En 1942, j'ai pris la responsabilité de la région de Bordeaux. Tout les mois, je mourais à Paris. On y faisait la synthèse des renseignements. En 1943, je m'aperçois que j'avais beaucoup de renseignements provenant de la préfecture de la Gironde, très précis, dans les domaines économiques et politiques. Souillac [NDLR : un des chefs de groupe du réseau à Bordeaux] m'a dit : "C'est Maurice Papon qui nous les a fournis". »

SANS PSEUDONYME
Alain Perpezat précise qu'il a entendu le nom de Maurice Papon « vers mars 1943 ». Il tient de Gustave Souillac que l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde, outre des renseignements, fournissait également des cartes d'identité, des vêtements pour les aviateurs américains dont les appareils étaient abattus par les Allemands. Ce que l'accusé a soutenu la veille (*Le Monde* du 20 février). Il raconte ensuite une anecdote précise, datée du 4 janvier 1944 au soir, où, alors qu'il venait de rapatrier un aviateur américain, devant lui, Gustave Souillac a justement téléphoné à Maurice Papon « pour obtenir une carte d'identité et de l'habillement ».



M. Boulanger intervient, s'indigne de savoir s'il est crédible d'avoir été résistant sans avoir eu de pseudonyme. M. Raymond Blet, pour l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, avait affirmé la veille que cela était impossible. « Des quantités de gens n'avaient pas de pseudo ! » s'exclame M. Perpezat. Moi, j'en avais un - XP 12 - ainsi qu'un code radio pour transmettre à Londres. Mais, souvent, seuls les permanents en avaient un. Et encore. Certains, comme le numéro deux du réseau, gardaient leur prénom. »

M. Boulanger pose alors quelques questions, manifestement perçues comme naïves et déconcertantes par le témoin : « Vous aviez une carte du groupe Collaboration... ? Oui. Et ça m'a même deux fois sauvé la vie ! J'avais aussi une carte d'inspecteur de police de Vichy, pour tout vous dire. Les Anglais me l'avaient donnée. On faisait la guerre ! » M. Boulanger insiste sur la carte frappée de la marque collaborationniste. « Vous n'avez rien compris !, cingle cette fois M. Perpezat. Je trouve ça déplacé. » Auparavant, celui-ci avait réglé son compte à l'un des ouvrages de M. Boulanger, muet : « A la page

171, 181, 183 : tout est faux. » Pour la défense, M. Francis Vuillemin fait préciser le nombre d'agents comptabilisés dans le réseau. « On ne connaît pas les chiffres précis. A la fin de la guerre, on n'a pu dresser qu'une liste de cent cinquante-trois noms. Mais nous devions être environ mille sept cents [NDLR : y compris les « occasionnels », parmi lesquels a été répertorié Maurice Papon]. Un officier britannique m'a dit un jour mille quatre cents. » M. Perpezat explique qu'il y a pu avoir des erreurs dans les listes et ne s'étonne pas que le nom de Papon ait pu être domicilié en 1943 à Lyon. « Parfois, on ne connaissait même pas les adresses, dit-il. Il faut s'imaginer le climat de l'époque. »

TIR GROUPE DE PROTESTATIONS
Juste avant M. Perpezat, Elise Poux-Millat, veuve de Jean Millat, un agent de liaison du réseau Jade-Amicol, a fait entendre la seule déposition défavorable à l'accusé. Elle a affirmé que son mari avait « toujours douté de l'appartenance de Maurice Papon à Jade-Amicol ». « Son nom n'a jamais été prononcé », a-t-elle ajouté. M. Vuillemin demande donc si cela est possible à M. Perpezat. Le témoin répond que le réseau était

effectivement cloisonné en plusieurs groupes. « Que se serait-il passé, selon vous, si des Allemands avaient découvert les activités de Maurice Papon ? » Il se retrouvait dans les sous-sols de Dohse [NDLR : chef gestapist à Bordeaux]. S'il survivait, il partait en Allemagne. Sinon, il était torturé à mort. Le seul fait de loger un aviateur, si vous étiez pris, on n'en parlait plus. Il suffisait d'une seule fois. »

Puis Maurice Travers, ancien officier de carrière, ancien adjoint du lieutenant-colonel Claude Arnould, dit Colonel Ollivier, commandant le réseau Jade-Amicol, vient témoigner de la manière dont ont été rédigées les attestations d'appartenance au réseau en octobre 1944 - celle de Maurice Papon fait état de services rendus à partir du 1^{er} janvier 1943. Son intervention met gravement en cause le conseiller instructeur, Annie Léotin, qui suspectait des certificats de complaisance. « Moi-même et un camarade avions la responsabilité de dresser ces listes à partir des renseignements que nous avions fournis les responsables locaux des réseaux, j'ignorais qui était M. Papon, je n'avais jamais mis les pieds à Bordeaux. »

A son tour, Christian Souillac,

soixante-deux ans, fils de Gustave Souillac, ajuste un tir groupé de protestations et de reproches contre la chambre d'accusation de Bordeaux, dont il qualifie ni plus ni moins l'arrêt qui renvoie l'accusé devant les assises de « lamentable ». Les magistrats de la chambre d'accusation, présidée par Claude Arighi, avaient estimé en septembre 1996 qu'« il ne ressortait de l'instruction aucune certitude quant à l'appartenance de Maurice Papon à la Résistance ».

Les accusations de Maurice Travers

Maurice Travers, ancien adjoint du lieutenant-colonel Claude Arnould, commandant le réseau de résistance Jade-Amicol, a mis en cause, jeudi 19 février, Annie Léotin, le conseiller qui avait été chargé de l'instruction de l'affaire Papon entre 1990 et 1995. « Le juge d'instruction souhaitait me faire avouer que le chef du réseau avait fait un certificat de complaisance pour [Maurice Papon], a déclaré l'ancien résistant dès le début de sa déposition. « Ce juge avait des idées préconçues. » Ces paroles ont provoqué un accrochage avec le procureur général Henri Desclaux, qui a demandé à ce que ces propos soit actés. Sans se démonter, M. Travers a maintenu ses affirmations, ajoutant qu'il avait été entendu par ce juge pendant plus de trois heures : « Trois heures d'audience pour essayer de me faire dire ce qu'elle voulait me faire dire. C'est anormal. Elle a repris trois fois, quatre fois, ses questions (...). Si je n'avais pas eu des magistrats dans ma famille, elle aurait pris la porte. »

Affirmant que l'acte d'accusation est truffé d'erreurs et de contradictions, M. Souillac rappelle le discours prononcé en mars 1945 par son père lors de la remise de la croix de guerre, dans lequel il remerciait Maurice Papon pour la fourniture d'habillements civils à des aviateurs américains et pour d'autres aides « en d'autres circonstances ». « Maurice Papon est photographié aux côtés du lieutenant-colonel Arnould », indique-t-

il. Plus précisément, Christian Souillac estime que la chambre d'accusation a commis une erreur en mélangeant deux procédures distinctes : les demandes d'inscription sur les listes du réseau, forcloses en 1950, et la demande d'attribution de la carte du combattant volontaire de la Résistance (CVR), dont l'obtention, à partir de lois et décrets de 1951, permettait de bénéficier d'avancements et d'avantages liés à la retraite.

Ainsi, selon lui, si le lieutenant-colonel Arnould a pu écrire dans une attestation de 1958 que son père ne lui avait signalé le cas de Maurice Papon qu'en 1954, c'est en référence à ce point précis de l'attribution de la carte de CVR, pour laquelle des délais étaient imposés, explique en substance M. Souillac, qui précise que son père était justement absent de France jusqu'en 1953. Or, rappelle-t-il lui aussi, une attestation d'appartenance au réseau a été délivrée à Maurice Papon par le lieutenant-colonel Arnould dès octobre 1944.

« GARANTIES »
Enfin, Christian Campet, soixante-deux ans, contrôleur général honoraire de la police nationale, vient faire une courte déposition. « 1. Je n'ai jamais eu de rapports avec Maurice Papon. 2. Mon père n'était pas juif. Il a été arrêté par Poincaré [NDLR : commissaire de police collaborationniste à Bordeaux], remis à la Gestapo, transféré au fort du Hâ, et déporté dans un camp, où il avait rendez-vous avec la mort. 3. Je viens défendre l'honneur et la mémoire de Gaston Cusin [NDLR : premier commissaire de la République de Bordeaux à la Libération]. »

En quelques mots, l'ancien résistant et policier explique que, dans les semaines qui ont précédé la Libération, il a eu un contact avec Gaston Cusin à Bordeaux. « Il avait rendez-vous à la préfecture avec un correspondant qu'il connaissait depuis longtemps, M. Papon. Je suis certain que si le représentant du général de Gaulle, un ami personnel de Jean Moulin, prenait le risque de ce contact, c'est qu'il avait toutes les garanties de patriotisme sur M. Papon. »

Jean-Michel Dumay
Dessin : Noëlle Herrenschildt

Gabriel Delaunay : « Nous ne voulions pas d'une promotion de Papon à la Libération »

BORDEAUX

de notre envoyé spécial
Un soufflé. Emacé, terriblement maigre, Gabriel Delaunay, quatre-vingt-onze ans, s'assoit

PORTRAIT
La colère de celui qui fut le président du Comité départemental de libération en 1944

difficilement et, d'une voix cassée, avertit d'emblée - mélange de fausse modestie et de vraie fatigue : « Mon avis est-il vraiment intéressant ? » Il l'est. Car Gabriel Delaunay est un des témoins essentiels de la libération de Bordeaux. Les parties civiles avaient souhaité son audition par la cour d'assises de la Gironde. Mais, vendredi 20 février, on estimait que son état de santé et sa faiblesse générale l'empêcheraient de venir témoigner.

Elu par ses pairs des MUR (Mouvements unis de la Résistance) président du Comité départemental de libération (CDL), Gabriel Delaunay s'est, à ce titre, opposé, à la fin de l'année 1944, à la promotion de Maurice Papon au sein de la préfecture de la Gironde. D'une main tremblante, il montre un seul document, « un texte qui m'a guidé totalement » : la loi du 6 juillet 1944, signée à Alger par le général de Gaulle et indiquant en substance qu'il n'était pas possible de laisser à un poste d'autorité une personne qui avait eu des responsabilités sous le régime de Vichy.

Et puis, le vieil homme raconte son histoire. Une belle histoire, mélange d'ambition et d'occasions ratées, ou qu'il juge ainsi. Né à Sainte-Christine, en Vendée, Gabriel Delaunay aide d'abord ses parents, des fermiers qui travaillent « pour un bourgeois ». En cet automne 1997, il se souvient « de ces 29 septembre, où il fallait payer le fermage, moment bien cruel de l'année ». Commence l'itinéraire d'un enfant pauvre, ambitieux et travailleur : école primaire de Fontenay-le-Comte, bourse, école supérieure de Fontenay-le-Comte, école normale d'instituteur, licence d'histoire et géographie, qu'il prépare tout seul, et puis l'agrégation, « sans avoir jamais suivi un seul cours ».

La guerre commence alors qu'il est professeur à Bordeaux. Lieutenant de réserve, il est affecté à Quimper, participe à la bataille des Ardennes puis à la retraite sur Bergerac. Il reçoit la Légion d'honneur des mains du général Weygand. Démobilisé, il retrouve un poste au lycée Montaigne de Bordeaux. « Très vite, raconte-t-il, j'ai choisi la Résistance. » « J'ai écouté la BBC, renchérit son épouse, à l'époque seule femme inspectrice de l'enseignement dans les Landes, et nous avons réussi à entendre l'appel de De Gaulle. Nous étions si désespérés, et cette voix était si portuse d'espoir ! »

Le 8 octobre 1940, Gabriel Delaunay et sept de ses amis se réunissent dans un café proche du lycée et fondent le groupe « Libération ». Chacun est chargé de recruter autour de lui. La pêche

est maigre. Ils se retrouvent le 8 février 1941 et sont de nouveau huit autour de la table. « Nous avions trouvé deux nouveaux membres, trône Delaunay, mais nous en avions perdu deux. »

« ET LE MESSAGE TOMBE »

Du fait de l'imprudence d'un jeune auxiliaire du lycée, Delaunay est arrêté par le commissaire de police Pierre-Napoléon Poincaré, pourchasseur acharné de résistants, qui sera condamné à mort et exécuté à la Libération. Interrogé pendant sept heures par le commissaire et un agent de la Gestapo, Delaunay sent qu'il va être interné au fort du Hâ, la prison de Bordeaux. « A un moment, ils ont changé d'attitude en apprenant que j'étais officier de réserve et que j'étais décoré de la Légion d'honneur. "Ce type-là, ont-ils dit, est forcément anti-allemand mais il n'est pas forcément communiste." Et ils m'ont relâché ! » Le 7 avril 1941, écrit René Terrisse [Bordeaux 1940-1944, Perrin, 1993], le docteur Marcade, maire de Pessac, est arrêté. Gabriel Delaunay part précipitamment dans les Landes.

« Merlin » - son nom de code - poursuit ses activités de résistance et son groupe est affilié à « Libération-Nord ». Il se souvient très précisément du message annonçant le débarquement : « Nous étions dans une école des Landes, et le message tombe : "Jupiter renverra Mercure et le déluge commencera." Nous étions quelques-uns à savoir de quoi il s'agissait, mais nous n'avons rien laissé percer de notre émotion. » L'essen-

tiel du travail du groupe est de retarder les Allemands : arbres coupés, panneaux enlevés, voies ferrées sabotées. Lorsque Georges Bonnac, directeur du bureau de solidarité de la ville et, selon René Terrisse, « un des grands animateurs de l'action clandestine », est arrêté - il sera déporté et exécuté - Gabriel Delaunay prend la tête des MUR de la région.

« Ce fut une période en même temps très dure et pleine d'espoirs », se souvient Gabriel Delaunay. Il fait appel à un ami des Landes, Daniel Argotte, « un courageux », pour le seconder à Bordeaux. « J'arrive demain », répond Daniel. Le soir même, il est arrêté et exécuté sur place. « Il fallait empêcher les gens de se battre entre eux, il y avait, par exemple, parmi les résistants, une haine terrible entre les militaires et les civils ! Même chez les communistes, qui avaient fait leur Résistance à part, il y avait des règlements de comptes », raconte Delaunay. Ce dernier organise les Comités départementaux de libération

(CDL). « Bien sûr, tout le monde voulait en être. »

A Bordeaux, on pense au sénateur Caillé pour diriger le Comité. « Cela n'a pas marché, il n'avait pas été très résistant », dit Gabriel Delaunay. En fait, le sénateur avait voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Gabriel Delaunay est élu président du Comité à l'unanimité des vingt-quatre personnes présentes. « Devant de tels loups », écrit René Terrisse, Gaston Cusin n'a pas de mal à passer pour le seul « épurateur » de la région bordelaise. Gaston Cusin est arrivé le 10 mai 1944 à Bordeaux, désigné par Michel Debré pour être le commissaire de la République de la région Aquitaine. Il prend contact avec Delaunay.

UNE PIÈTRE NOTE

Les rapports entre les deux hommes vont vite se tendre, notamment à propos de l'épuration administrative. « Les attaques du CDL, écrit Terrisse, vont surtout vi-

ser le secrétaire de la préfecture, Maurice Papon. » Le 30 novembre 1944, Gabriel Delaunay écrit : « La Résistance a cru épurer des administrations, elle a rencontré des gens plus forts qu'elle. »

Les hauts fonctionnaires ayant été notés de 0 à 5 (0 : à arrêter), 5 : à promouvoir), Maurice Papon reçoit un piétre « 1 ». « J'ai vu cette note, mais je ne sais pas qu'il l'avait rédigée », dit Delaunay aujourd'hui. Ce qui ne l'empêche pas de réaffirmer avec la force qui lui reste : « Nous ne voulions pas d'une promotion de Papon à la Libération, nous ne le voulions pas à la préfecture ! J'ai écrit de ma main, poursuit-il, au délégué de l'Assemblée constituante pour réaffirmer le souhait de voir promu un homme issu de nos rangs. Il n'était pas possible, poursuit-il, de laisser à un poste d'autorité quelqu'un qui avait eu des responsabilités sous Vichy. »

Mais Gaston Cusin aura le dernier mot : il choisit Maurice Papon comme directeur de cabinet et le nomme préfet des Landes. Gabriel Delaunay s'incendie. Lui-même sera nommé préfet à Biols puis à Clermont-Ferrand.

Lorsque de Gaulle revient au pouvoir, en 1958, il est directeur général de la Radiodiffusion Télévision française (RTF), poste qu'il quitte quelques mois plus tard. Gabriel Delaunay sera plus tard nommé à Bordeaux, comme préfet de la Gironde. Il le restera jusqu'en 1972. Une sorte de revanche tardive sur un Maurice Papon qui avait si bien su négocier le virage de la Libération.

José-Alain Fralon

L'AVENIR DES RÉGIONS

CENTRE

Le miroir de la France

A lire demain dans *Le Monde*

L'AVENIR DES RÉGIONS

NORD - PAS - DE - CALAIS

Un coup de jeune pour oublier la crise

Les années noires semblent révolues. Les villes ont un nouveau visage et les maisons ouvrières redeviennent coquettes. Pour valoriser le carrefour européen que constitue Lille, il reste à faire une place aux générations montantes, qui ne cachent pas leur impatience

LILLE
de notre correspondant régional
Le Nord a changé. Ses gens sont peut-être les seuls à le savoir mais ils voudraient bien que cela se voie. Et ils sont impatients, à l'image de la jeunesse qui trouve son costume trop étroit.

C'est entendu, ces gens-là sont accueillants et généreux. Ils le sont encore plus avec les populations qui viennent du Sud, comme si ceux-là avaient accompli un geste héroïque en osant s'installer chez eux. Ils les rassurent d'emblée : « Vous verrez, ici, il fait aussi beau qu'à Paris. Pas plus froid en tout cas. » Comme si la capitale était sur ce point la meilleure référence. Ils vous préviennent aussi : « Vous savez, les gens qui viennent ici, ils ne repartent jamais. Ils ne peuvent pas. Ils se plaisent trop. » Vous voilà prévenu. Le Nord est un lieu mythique, entre l'enfer et le paradis, quelque part entre Tahiti et Genève, mais un pays de cocagne tout de même.

On n'est pas du Nord comme on est breton, gascon ou auvergnat. Ici, chacun est de quelque part et personne ne vous dira que l'herbe est plus verte dans le pré du voisin. De Téthys ou de Grande-Synthe, personne n'accepterait d'être confondu avec un Dunkerquois. Quiconque sort du bassin minier n'a pas du tout le sentiment d'être un individu ordinaire. Les Lillois de Fives ou de Wazemmes revendiquent leur quartier avant leur appartenance à la métropole. Les béarnais de Roubaix se sentent tous un peu propriétaires d'un quartier, au point qu'ils le défendent parfois à coups de cailloux. C'est une des vertus de ce pays que de générer une sorte de chauvinisme de bon aloi.

La République leur a donné deux départements longs et plats, avec des préfectures complètement excentrées, loin d'un littoral qui pourrait se sentir abandonné. Elle a piétiné les vieilles provinces. Mais le Nord-Pas-de-Calais a gardé treize chambres de commerce, qui correspondent chacune à de vraies entités humaines et économiques. Elles sont jalouses de leurs prérogatives et de leurs spécialités, mais capables aussi de tirer dans le même sens quand c'est nécessaire.

Lens était sur les rangs, comme Valenciennes, pour la venue de Toyota. On n'a pas entendu l'ombre d'une réclamation ou d'un regret lorsque les Japonais ont choisi la capitale du Hainaut français. Chacun s'est seulement félicité d'un choix qui montre que le Nord, collectivement, a su préserver ses atouts, les amplifier, et est sur le point d'en toucher les dividendes. C'est peut-être là ce qu'il y a de plus frappant dans ce pays : une immense confiance en la collectivité et le sentiment, même si le chômage reste très fort, que le plus dur de la crise est passé et surtout que nombre de paris, décidés parfois contre la volonté de Paris, ont réussi.

Tout se passe comme si le Nordiste se réveillait tout à coup au milieu d'un paysage bouleversé, en prenait conscience et s'apercevait qu'il allait devoir changer quelques habitudes. Il paraît fini, le temps où il fallait s'apitoyer sur la difficile reconversion des gueules noires ou pleurer les orgueilleuses filatures. Fini aussi le temps où le Nordiste, salarié de père en fils, ne pouvait vivre ailleurs qu'à l'ombre de la fabrique au point de ne s'imaginer ni de faire des études ni de s'expatrier, comme si la grande industrie avait,

à la longue, reconstruit une sorte de servage. Ce qui a changé dans le paysage n'est pas seulement l'affaire de ménage dans des friches industrielles désolantes. Ce fut aussi une question de coquetterie, de dignité, pour des villes comme Valenciennes ou Roubaix. Si, quelque temps, elles ont pu tenir leur rang, elles ont su sauver les apparences, voire se refaire une beauté. La reconquête des bords de l'Escaut à Valenciennes, la reconversion des grandes citadelles industrielles de Roubaix ou de Lille, constituent autant de paris réussis, s'agissant de faire table rase pour une nouvelle donne.

Partout, le Nord paraît avoir la

ter au mieux cette situation nouvelle.

Entre les autoroutes, les TGV et le tunnel sous la Manche, le Nord-Pas-de-Calais tire plutôt bien son épingle du jeu. Les trois ports du littoral (Boulogne-sur-Mer, Calais, Dunkerque) sont tous reliés par l'autoroute et situés à un peu plus d'une heure de Lille. Si la métropole agace un peu, si on lui reproche de tirer trop volontiers la couverture à elle, il faut bien constater qu'elle n'a pas empêché un fort développement de la région d'Arauc, qui redécouvre elle aussi un rôle de grand carrefour. Pierre Mauroy, président de la communauté urbaine, a dû mener un véri-

dans un proche avenir, un rôle de tête de pont pour la grande distribution anglaise. Valenciennes a reconstruit son théâtre et se plait à réaffirmer qu'elle fut capitale culturelle avant d'être cité industrielle. Enfin, entre Peugeot, Citroën, Renault, Toyota et tous les équipementiers installés en ce pays de la faire, les Nordistes s'aperçoivent que leur aventure industrielle est loin d'être terminée. Ferroviaire, textile-habillage, chimie, il reste de la place sur cette page qu'ils ont un instant cru tournée.

Tout cela, les Nordistes le ressentent partout, sauf peut-être au cœur du bassin minier, qui est loin d'avoir fini sa reconversion, ou dans une ville comme Maubeuge, le seul centre industriel encore véritablement enclavé. Mais il ne faut pas croire que le Nord-Pas-de-Calais, présentant une embellie, s'apprête à se chauffer au soleil du travail retrouvé. Il plaie d'impatience.

Car il y a dans ce pays une chose que l'on ne rencontre pas ailleurs. Une jeunesse qui se bouscule aux portes des collèges et des lycées. Les deux départements du Nord-Pas-de-Calais comptent 4 millions d'habitants. Conséquence de la crise, la fécondité a chuté et le solde migratoire est devenu négatif. Et pourtant, 38 % des habitants ont moins de vingt-cinq ans, et cela ne peut pas ne pas se voir dans une région où 86 % de la population vit en ville. Prenez le métro de Lille à 18 heures, flânez à Valenciennes sur le coup de midi quand les portes des lycées s'ouvrent... D'un seul coup, la ville a dix-huit ans.

C'est sans doute à ce défi que le Nord devra d'abord répondre. Elle cherche sa place entre les vieilles entreprises mortes et celles, nouvelles, qu'on annonce, et à du mal à confier ses espoirs à une classe politique souvent enfermée dans des habitudes dépassées. Ce n'est pas un hasard si, pendant l'été 1997, les premiers cailloux contre les bus, les premières voitures brûlées, l'ont été à Maubeuge. La rentrée du lycée horticole de Lomme, dans la banlieue de Lille, a donné lieu à de graves incidents : plusieurs voitures ont été brûlées. Roubaix a pris le relais, puis Valenciennes, Dunkerque et surtout le bouillonnant quartier de Lille-sud.

Signes d'impatience de la jeunesse d'un pays où les problèmes se posent toujours à grande échelle, qu'il s'agisse de chômage, de drogue et de misère. D'un pays où il suffit souvent de changer de trottoir pour passer du camp des nantis à celui des exclus. Le Nord s'est fait à cette dangereuse proximité, mais il ne faudrait pas qu'elle dure trop longtemps.

Pierre Cherruau

Prochaine étape : CENTRE

TROIS QUESTIONS A

André Gamblin

1 En quoi consiste la transformation du Nord-Pas-de-Calais ?

Depuis une vingtaine d'années, le Nord-Pas-de-Calais est en mutation. On l'a cru condamné ; en fait, il change comme il l'a fait de nombreuses fois au cours de son histoire. Certes, toute mutation est douloureuse, elle entraîne des souffrances. Mais si le Nord a toujours vécu, c'est qu'il n'a pas arrêté de changer. C'est pourquoi je préfère ce mot de « mutation » à celui de « crise » : la mutation, c'est un signe de vitalité. Le Nord-Pas-de-Calais cesse donc d'avoir comme principale activité motrice l'industrie, et revient à sa vocation première et profonde qui est le commerce, les services et, essentiellement, la circulation. Cette transformation est assez générale en Europe occidentale, mais elle prend plus d'ampleur ici parce que l'industrie y fut très puissante : l'activité charbonnière, en particulier, est un épisode qui a placé l'industrie au premier plan. Cette mutation est donc un retour aux sources, aux racines.

2 La région a-t-elle des atouts pour réussir cette mutation ?

En plus des atouts humains, que Toyota vient d'apprécier, le Nord-Pas-de-Calais a des conditions naturelles favorables pour être un carrefour européen. Il y a un axe nord-sud entre les Pays-Bas et la France. Pendant toute l'histoire, cet axe a été remarquablement équipé : c'est l'un des axes essentiels de l'Europe du Nord-Ouest. D'autre part, la région se trouve sur un axe ouest-est (des îles Britanniques vers l'Allemagne et l'Europe centrale), mais qui, depuis le Moyen Âge, est infesté par le delta du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut. Or cet axe vient enfin d'être équipé grâce au bateau, au tunnel et au TGV. Lille devient une plaque tournante ferroviaire et autoroutière à l'échelle de l'Europe.

3 Quels équipements faut-il réaliser en priorité pour conforter cette position ?

Il faut renforcer ce carrefour et réaliser, enfin, les projets sur lesquels des retards ont été pris, notamment la grande plate-forme multimodale de Douvres (Pas-de-Calais), entre Lille et l'ancien bassin minier. De même il faut impérativement réaliser la liaison à grand gabarit par voie d'eau, le canal Seine-Nord, dont on parle depuis des décennies dans cette région.

★ André Gamblin est professeur de géographie émérite à l'université des sciences et technologies de Lille.

Avec les autoroutes, les TGV et le tunnel sous la Manche, les Nordistes savent qu'ils ont cessé d'être acculés à une frontière et sont bien décidés à exploiter au mieux cette situation nouvelle

conviction que cette nouvelle donne est imminente, que les années noires sont derrière et que le nouveau Nord est avancé. Cela avait commencé avec Eurallie et la candidature pour les Jeux olympiques. Il s'agissait d'affaires très lilloises, trop lilloises, vous dirait-on dans le Pas-de-Calais. Mais il y a beaucoup d'autres signes perceptibles dans l'ensemble de la région. On l'a vu avec Toyota par exemple : le Nord-Pas-de-Calais est la région préférée des investisseurs étrangers. Les Nordistes savent qu'ils ont cessé d'être acculés à une frontière et sont bien décidés à exploi-

table combat contre les commerçants et les notables de sa propre ville pour autoriser l'installation d'un magasin d'usine (Mac Arthur Glen) à Roubaix.

Dunkerque a retrouvé des industries lourdes. Calais, où est installé Alcatel, est la première ville moyenne de France à être reliée au réseau mondial du câble-opérateur Worldcom. Elle renoue ainsi avec une tradition ancienne, celle des câbles transatlantiques, mais peut surtout espérer devenir très attractive pour les grands consommateurs de communication. Elle se verrait bien par exemple jouer,

Calais préfère le duty-free au tunnel sous la Manche

CALAIS

de notre correspondant régional
Parlez du tunnel sous la Manche aux Calaisiens, ils auront invariablement cette réponse : « Ça a été un grand chantier. Mais il ne s'est rien passé de ce qu'on nous avait promis. Ce n'est pas grave : on n'y croyait pas. » Les responsables économiques précisent : « Finalement, le tunnel nous a amené des structures très complémentaires des infrastructures maritimes. On nous annonçait une rupture de charge, une régression du maritime. Ça a été le contraire, car le tunnel a supprimé la contrainte de l'attente obligatoire. La principale erreur a été cette ZAC ou débouché du tunnel. Un développement négatif pour Calais. Cela n'a servi qu'à déplacer 20 % des emplois du centre-ville vers le tunnel », constate Gérard Baron, l'un des directeurs de la chambre de commerce et d'industrie de Calais.

En fait, au lieu de décliner, le port a retrouvé dès 1996 le niveau de voyageurs d'avant l'ouverture du tunnel, en 1994. Avec 20 millions de passagers et 35,5 millions de tonnes de fret en 1997, il revendique aujourd'hui le quatrième rang des ports français. Tout irait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes s'il n'y

avait une vieille directive européenne sur l'harmonisation de la fiscalité intracommunautaire, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1999 : elle touche les taxes sur les alcools et les tabacs, mais prévoit aussi la suppression des commerces hors taxes.

LA MANNE DES « EXCURSIONNISTES »

A Calais, cette perspective est envisagée comme un véritable drame. Les Calaisiens savent ce qu'ils doivent au duty-free. Les 20 millions de voyageurs descendus des ferries en 1997 étaient pour 57 % des « excursionnistes », venus pour un ou deux jours. En vingt ans, le nombre de ces touristes intéressés par une bouffée d'air français et quelques courses sur le continent a été multiplié par dix. En 1997, le port a comptabilisé 81 jours avec plus de 70 000 passagers, 140 jours à plus de 60 000. La clientèle britannique représente de 15 % à 20 % du chiffre d'affaires du commerce local, entre 25 et 30 % de celui d'un des hypermarchés de la périphérie.

Les Calaisiens savent très bien que c'est grâce au hors-tax que les compagnies maritimes ont pu proposer des prix très bas. Elles se rattrapent sur l'argent dépensé à bord. Le

passage d'une voiture avec quatre personnes coûte environ 200 francs, mais les transporteurs estiment que chaque passager, grâce aux cigarettes et aux alcools détachés qu'il achète à bord, génère en moyenne 70 livres (700 francs) de chiffre d'affaires ; la dépense moyenne par voiture se situe donc autour de 300 livres (3 000 francs). La tarification deviendra dissuasive si le duty-free disparaît.

La menace est prise très au sérieux à Calais. On y voit une remise en cause des emplois maritimes et portuaires. Seafrance emploie 1 200 personnes à Calais ; la chambre de commerce et des compagnies maritimes plusieurs centaines de personnes. Plus de 2 000 emplois sont concernés dans l'hôtellerie et la distribution. « Au moment où l'on se bat pour créer quelques emplois dans une ville où il y a 20 % de chômeurs, ce serait dramatique, plaide Gérard Baron ; tout un système économique s'est construit autour du duty-free. Ce serait criminel de changer. » Dernier espoir : faire fléchir Bercy et la commission de Bruxelles, en faisant valoir que Douvres, ou les ports de la Baltique, seraient eux aussi sinistrés.

P. Ch.

Nord-Pas-de-Calais

Conseil régional sortant : 15 PC ; 2 MDC ; 23 PS ; 1 PRG ; 10 FN ; 7 Verts ; 2 EELV ; 2 CE ; 2 CPNT ; 1 UDF-R ; 6 UDF-FD ; 4 UDF-DL ; 3 UDF ; 12 RPR ; 18 Div ; 13 FN. Président : Marie-Christine Blandin, Verts.

La population

1995 (en milliers d'habitants) 3 994,4

PART DANS LA POPULATION METROPOLITAINE 7 %

TAUX D'EVOL. ANNUEL MOYEN (1990-1994) +0,17 %

DENSITE 1995 322 hab./km² (106,2 km²)

PART DES - 25 ANS 38,5 % (33,3 %)*

PART DES + 60 ANS 17,5 % (21,3 %)*

PROJECTIONS DE POPULATION EN 2010 (en milliers d'habitants) 3 952

URBANISATION (évol. 1982-1990) : superficie urbaine + 2,1 % ; population + 0,5 %

L'environnement

INSTALLATIONS INDUSTRIELLES A RISQUES 1994 (soumises à autorisation)

Total France 2 487

DÉCHETS INDUSTRIELS 1990 (en % du total France) 19,5 %

DÉCHETS MÉNAGERS 1995 (en % du total France) 8,4 %

NOMBRE DE SITES POLLUÉS 1994 109

La richesse régionale

AGRICULTURE, PÊCHE

BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE

SERVICES NON MARCHANDS

INDUSTRIE

SERVICES MARCHANDS ET COMMERCE

VALEUR AJOUTÉE BRUTE

373,5 milliards de francs

5,5 % du total national

Les indicateurs économiques et fiscaux

BUDGET RÉGIONAL 1997 5 258 millions de francs (7^e rang)

BUDGET RÉGIONAL/HAB. 1 316 francs (7^e rang)

REVENU DISPONIBLE BRUT/HAB. 1992 73 400 francs (51 118)*

PIB 1992 387,3 milliards de francs

Part dans le PIB national 5,5 %

Part d'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE prélevé par rapport au total France 1995 3,6 %

L'occupation des sols

SUPERFICIE DE LA RÉGION 12 449,8 km²

AGRICOLE (Vignes, vergers, prairies, cultures...)

ARTIFICIELLE (Bâti, non bâti, routes et parkings)

NATURELLE (Rochers et eaux, landes, marais, forêts...)

CHÔMAGE en % de la pop. active sept. 1997 (BIT)

16,4 %

12,5 %

BÉNÉFICIAIRES DU RMI en janv. 1996 80 400

Le chômage

nombre de salariés

5 000 et plus

2 000-4 999

1 000-1 999

500-999

50-499

● INDUSTRIE

● TRANSPORTS

○ SERVICES

Les 20 premières entreprises

1 - Verrerie cristalline d'Arques

2 - Régie Renault

3 - Française de mécanique

4 - Sollac

5 - Sté européenne véhicules légers du Nord

6 - Maubeuge construction automobile

7 - Roquette Frères

8 - Redoute France

9 - Usinor Sacyr

10 - Redoute France

11 - Eurotunnel services GIE

12 - Automobiles Peugeot

13 - Transpole

14 - Sté des verres de sécurité

15 - Bridgestone Firestone France SA

16 - ANF Industrie

17 - Sollac

18 - Stora Feldmuehle Corbehem

19 - GEC Alsthom transports SA

20 - La Voix du Nord

nombre de salariés

5 000 et plus

2 000-4 999

1 000-1 999

500-999

50-499

● INDUSTRIE

● TRANSPORTS

○ SERVICES

HORIZONS

ENQUÊTE



La grande peur des Chinois d'Indonésie

La minorité chinoise de l'archipel est, depuis le début de l'année, la cible des émeutiers. Cette communauté, qui contrôle les deux tiers de l'économie privée, sert de bouc émissaire à une population exaspérée par l'explosion du chômage et la flambée des prix.

ENTOURÉE de ses deux enfants, une Chinoise en pleurs regarde la mise à sac de son épicerie. Les gens se servent, d'autres saccagent. Elle n'y peut rien. Enfermée dans une pièce pendant deux heures en compagnie de ses enfants, elle n'a pu sortir qu'une fois la tornade passée. Des années d'économies et de labeur se sont envolées. Elle a peur de demeurer dans le bourg de Java où elle a vécu une bonne partie de sa vie. Elle va gagner une ville où elle pourra mieux se perdre dans la masse. Mais elle ignore encore laquelle.

Les éruptions de violence sont toujours brutales en Indonésie. Celles qui se produisent depuis le début de l'année, surtout à Java, n'échappent pas à la règle. Il suffit parfois d'une rumeur inventée sur une faible hausse du prix du riz ou du sucre pour que des pauvres en colère s'en prennent à ceux qu'ils croient responsables : les petits commerçants chinois que l'on retrouve, un peu partout, autour des places de marché. Ainsi, dans plusieurs localités de l'île surpeuplée, des dizaines de magasins ou d'échoppes ont été pillés, et parfois incendiés. « Les prix sont trop élevés », disent les émeutiers.

Les premiers incidents ont été rapportés, au début de l'année, dans l'est de Java. Puis, dans la deuxième semaine de février, les violences ont gagné le centre et même l'ouest d'une île où s'installent environ 120 millions de gens, soit les trois cinquièmes de la population du vaste archipel. L'agitation a franchi un nouveau pas avec le pillage ou la mise à feu de fabriques, d'hôtels, de centres commerciaux ou d'églises chrétiennes. Les troubles ont alors fait leurs premiers morts à Java et sur l'île de Lombok. Dans un cas au moins, les forces de l'ordre ont tiré pour disperser la foule. « Tout est trop cher », répètent les manifestants.

En juin 1997, à la veille de la crise monétaire, le dollar valait environ 2 500 roupies. A la mi-janvier, la monnaie indonésienne avait perdu six fois de sa valeur. Même si elle s'est redressée depuis, elle se négocie, à la mi-février, aux alentours de 10 000 roupies pour un dollar. Les faillites et banqueroutes engendrées par cet effondrement monétaire se sont traduites par des centaines de milliers de licenciements. Cette année, le sous-emploi franchira la barre des 50 % de la population active et la croissance sera, au mieux, nulle.

Entretiens, l'archipel a subi une très forte sécheresse qui a entraîné des incendies, lesquels ont empoisonné la région, et provoqué un sérieux déficit céréalier. Premier résultat d'une crise à la fois économique et alimentaire : les prix des produits de base ont flambé dans une fourchette de 20 % à 80 % alors que le chômage s'aggrave. A la suite de plusieurs années de solide croissance, moins de 20 % des quelque deux cents millions d'Indonésiens vivaient encore, en 1996, en dessous du seuil de pauvreté : ils seraient deux fois plus nombreux aujourd'hui. La chute du niveau de vie est brutale :

avec la récession, le revenu annuel per capita devrait tomber, fin 1998, de presque 7 000 francs à seulement 3 700 francs, selon des prévisions avancées, le 16 février, par le ministère d'Etat à la planification. Dans un premier temps, la vindicte populaire s'est donc retournée contre les Chinois, cible facile. Cette minorité ne représente sans doute que 3 % à 4 % de la population, et le double si l'on inclut les Sino-Indonésiens. Dans un pays où plus de 85 % de la population se réclame de l'islam, près de la moitié des Chinois, parfois présents depuis quelques générations, sont des chrétiens. D'autres sont bouddhistes et seule une faible minorité s'est convertie à l'islam.

Souvent liés au pouvoir, par le biais d'associations avec les enfants du président, leurs congénères ont figuré parmi les premiers bénéficiaires de deux décennies de développement. Si l'on s'en tient aux impôts sur le revenu payés en 1996, Soedjono Salim, Liem Sioe Long de son nom chinois, ami de jeunesse du président Suharto, arrivait alors en tête et son fils Anthony en cinquième position. Les six premiers contribuables étaient d'origine

chinoise. Au passage, trois des enfants du président occupaient les 8^e, 9^e et 19^e positions. Selon une évaluation générale, la communauté chinoise contrôlerait les deux tiers de l'économie privée.

La chute du niveau de vie est brutale : avec la récession, le revenu annuel « per capita » devrait tomber, fin 1998, de presque 7 000 francs à seulement 3 700 francs

L'histoire contemporaine de l'Indonésie est truffée d'explosions de violence dont les Chinois ont souvent pâti. Des centaines de milliers d'entre eux ont dû regagner la Chine dans les années 50. Ils ont également terriblement souffert en 1965-1966, lorsque l'armée, sous la direction

du général Suharto, a procédé à une sanglante répression anti-communiste. Accusé d'implication dans l'assassinat de six généraux, le PKI, parti communiste pro-chinois, a été interdit en 1966 et des centaines de milliers de ses partisans présumés ont été massacrés. Les Chinois d'Indonésie ont été les victimes de ces pogroms. Par la suite, tout en tenant le pays d'une main de fer pendant trente-deux ans, le président Suharto a dû faire face à plusieurs soulèvements.

Pour l'instant, les émeutiers s'en prennent aux plus vulnérables, qui sont les plus nombreux : propriétaires de petites fabriques, de commerces de détail ou de gros restaurants, hôteliers. La petite et moyenne bourgeoisie d'origine chinoise est à portée de main, surtout quand des forces de l'ordre réduites en nombre ne peuvent intervenir à temps ou, ce qui arrive parfois, baissent de magasin offre une protection toute relative. La manipulation ne peut pas, non plus, ex-

ne cherchant plus à comprendre : ils passent aux actes. Que les prix des denrées de base augmentent, notamment parce qu'elles sont importées - comme la farine de blé ou le sucre -, et ils s'en prennent aussitôt au « coupable » le plus visible, le détaillant chinois.

Plus récemment, en 1996 et début 1997, commerces chinois, églises chrétiennes et commissariats de police ont été brûlés ou saccagés, à Sumatra ou à Java, par des foules de jeunes musulmans qui les ont pris pour des symboles du pouvoir et de la richesse. A cette époque, donc, avant la crise économique, l'Indonésie bénéficiait encore d'un solide taux d'expansion. Mais les fruits de cet enrichissement étaient déjà fort mal partagés. En outre, à Kalimantan, des Dayaks ont massacré des migrants transférés de Madura dans le cadre de la politique officielle de transmission, qui tente, depuis de nombreuses années, de désengorger les îles les plus peuplées, ce qui est le cas de Madura comme de Java.

En janvier 1998, à Tangerang, lointaine banlieue industrielle de Jakarta frappée par le chômage, des habitants en colère avaient, avant l'intervention de la police et des pompiers, détruit ou incendié de petits restaurants en plein air soupçonnés d'être des repaires de prostituées et de joueurs. A plusieurs reprises, mais en vain, les résidents avaient demandé à la police de mettre fin à ces pratiques, qui tenaient à leurs yeux de la provocation en plein ramadan. Ce genre d'explosion n'est pas inhabituel, surtout en période de crise, quand les nerfs sont à fleur de peau.

Contraints de se serrer la ceinture, quand ils mangent encore à leur faim, les Indonésiens n'en sont que plus frustrés par l'absence d'état de droit et par l'impossibilité de se faire entendre des autorités. Les tempéraments s'échauffent alors vite et les gens

loin des principaux centres de troubles. Consolation à moitié rassurante : la communauté chinoise ne comptait encore aucune victime à la mi-février.

L'inquiétude, entretiens, a gagné les voisins de l'Indonésie, comme Singapour et la Malaisie, où le pire n'est pas exclu : l'implosion de l'Indonésie provoquerait une évacuation massive de Chinois ou d'autres Indonésiens fuyant les violences, surtout par voie maritime, à travers le détroit de Malacca. Le contrôle des côtes a été récemment renforcé. Même Pékin, qui entend protéger les communautés de Chinois d'outre-mer, ne pourrait demeurer indifférent à un reflux de Chinois d'Indonésie.

On n'en est, certes, pas encore là. Peut-être les émeutes du début de l'année s'éteindront-elles peu à peu. Mais les effets sociaux de la crise économique promettent de s'étendre avant l'annonce d'un redressement. L'avenir immédiat n'est guère brillant : banqueroutes, fermetures d'usines, menace de disettes, centaines de milliers de licenciements supplémentaires... Jakarta aura du mal à payer les importations de vivres. Les causes profondes des violences déjà enregistrées ne sont pas près de disparaître. Et les Chinois d'Indonésie n'ont pas fini de trembler.

Jean-Claude Pomonti
Dessin : Nicolas Vial

la police locale, sans moyens, laisse faire. La défense des Chinois n'est guère populaire. Que la protestation n'ait pas pris une tournure franchement anti-gouvernementale ne peut qu'arranger les autorités en place. Les Chinois sont payés pour le savoir et n'ont pas attendu que la situation se dégrade rapidement, à partir de décembre, pour prendre des dispositions, quand ils en avaient les moyens. Fin 1997, des centaines de millions de dollars ont ainsi été transférés dans la seule Australie, où les rangs des étudiants indonésiens d'origine chinoise se sont renforcés. La fuite de capitaux tous azimuts est nettement plus élevée, même si les dettes des Chinois représentent une bonne partie de la dette extérieure privée indonésienne, évaluée aujourd'hui à 74 milliards de dollars.

SUR place, ceux qui ont les moyens ont acheté leurs billets d'avion. Chez les riches, le calendrier des précautions est classique : une partie des capitaux, puis les femmes et les enfants, sont évacués vers l'étranger. Les chefs de famille ne suivent qu'au moment où ils jugent la situation intenable. Mais des millions de Chinois sont condamnés à demeurer chez eux ou, au mieux, à trouver un refuge

Contraints de se serrer la ceinture, les Indonésiens n'en sont que plus frustrés par l'absence d'état de droit et par l'impossibilité de se faire entendre des autorités

Le cinéma sanglant de Washington

par Christophe Gallaz

An nouveau, sept ans après la guerre du Golfe, l'opinion publique internationale se détermine presque exclusivement, à propos de l'Irak, en fonction de l'attitude de Washington. Il est temps de méditer sur ce règne du « modèle américain » que les Etats-Unis déploient aujourd'hui sur le reste du monde en y subjugant toutes les catégories sociales - des hommes d'affaires fascinés par les recettes économiques en vigueur de Los Angeles à Detroit jusqu'aux cinéastes qui la quinquillerie ballonnée du Titanic suffit à mettre en état d'exaltation collective.

Les Etats-Unis sont pourtant le lieu d'une incohérence prodigieuse, en tout cas dans les apparences. Leurs médias sont portés jusqu'au délire par la moindre histoire de petites culottes à la Maison Blanche, mais leurs habitants paraissent se réjouir, sinon jouir, de faire exécuter un nombre croissant de leurs prisonniers de droit commun, à l'instar, l'autre jour, de Karla Faye Tucker au Texas.

Pendant ce temps, leurs politiciens ne ratent pas une occasion de s'afficher comme les militants planétaires du Bien contre le Mal. Avant que cette confusion ne nous ait totalement gagnés, voyons deux choses. Un : les Etats-Unis ne sont plus guère qu'un énorme secteur tertiaire produit immanquablement, chez tous les individus qu'il aggrave, le double besoin du voyeurisme et de la violence.

Le secteur tertiaire n'est pas neutre. Ce n'est pas le champ lisse des « activités humaines non directement productrices de biens de consommation », comme le suggère le dictionnaire. C'est, au contraire, une zone de violence extrême. Elle plie les êtres à force de façonner leur existence en termes exclusifs de compétence commerciale et les pousse à recourir toute forme de transgression qui pourrait les engager dans une contestation de ce processus.

Autant dire que, aux Etats-Unis, plus personne n'est extérieur au secteur tertiaire. Le plus petit paysan en fait partie, comme la ménagère la plus encastrée dans ses tâches domestiques et comme le plus désespéré des chômeurs. Qu'ils y soient anecdotiques, archaïques ou marginaux, voire ex-

clus, n'a pas la moindre importance : ils y sont, voilà tout, parce que c'est en fonction de ses valeurs et de ses hiérarchies qu'ils se conçoivent, se définissent, se désignent, se mesurent, s'ordonnent, se constatent et se disent.

Cette situation détermine tout. Quand vous n'êtes plus qu'un carillonneur au sein de la société, vous rêvez d'en devenir, ou d'en redevenir, l'os ou les articulations. Quand vous n'êtes plus qu'un agent de transit dont la vocation consiste à faire circuler le plus vite et le plus sûrement possible les marchandises ou leur contre-valeur, vous devenez nécessairement si vide et si creux que seule la ruine du monde vous procure encore la sensation d'exister. Vous en devenez si dépolitisé que seul un président révéle dans sa chair et dans ses humeurs, particulièrement à l'occasion de ses aventures amoureuses et sexuelles, rayonne d'une vérité minimale. Et vous en devenez forcément si dépourvu de votre destin que seules des Karla Faye Tucker vous suggèrent encore, grâce à leur aura dispensée par le voisinage de la mort, que vivre est une splendeur.

C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, le secteur tertiaire, le voyeurisme et la violence sont intimement liés, en un mélange dont les médias sont devenus le miroir et l'aiguillon. Or cette circonstance est extraordinairement dissociante. Elle vous coupe en deux. Vous commettez les pires bassesses pour être un spectateur de la violence, mais vous affichez simultanément, pour dissimuler ces bassesses, les vertus les plus élevées. Vous êtes captivé par les ragots de Washington, mais vous vous prétendez libéral et respectueux de l'autre. Vous exécutez Karla Faye Tucker, mais vous faites la morale à l'Irak. Et pour peu que vous soyez à Davos l'année prochaine, vous y chanterez les bienfaits de l'économie globale et précipiterez du même coup des populations croissantes dans la mort économique, psychologique et peut-être biologique.

Tel est le comportement. Il consiste à produire un tel rideau d'illusions qu'il parvienne à dissimuler tout massacre du réel. C'est d'une terrible efficacité. C'est même enchanteur, et le moins frappant n'est pas d'observer que ce dispositif est exactement celui

du cinéma tel qu'il gagne nos sociétés actuelles et littéralement les aliène - en accablant si puissamment un enchaînement d'images aux yeux des spectateurs qu'ils finissent par glisser dans une indifférence croissante à leur propre regard, jusqu'au cynisme. Les Etats-Unis sont le cinéma par rapport au réel, ou l'écran de la salle obscure par rapport au monde extérieur, et plus personne n'échappe à ces prodigieux moyens d'enchantement.

Aux Etats-Unis, secteur tertiaire intégral, le voyeurisme et la violence sont intimement liés, en un mélange dont les médias sont devenus le miroir et l'aiguillon

Tenez, calez-vous dans votre fauteuil et regardez. Voici la petite stagiaire de la Maison Blanche. Son personnage vous évoque irrésistiblement une certaine Paula Jones aperçue dans une version antérieure de la même histoire, même si sa fonction semble ici légèrement décalée. Les critiques nous le confirmeront demain.

Voici Karla Faye Tucker qui commet son crime armée d'un pic à glace. Mais dont on pressent déjà, au vu de son visage imprégné d'angélisme, qu'elle s'inscrit dans la catégorie des comédiennes qualifiées de réversibles, capables de jouer aussi bien les méchants que les gentils. Voici les avocats de l'une et de l'autre. Voici le président des Etats-Unis en personne, un peu moins bon que Michael Douglas dans le même rôle, qui vient proposer une modification du scénario. Etait-ce bien Douglas ? Voici le gouverneur du Texas qui refuse la grâce de Karla Faye Tucker après avoir évalué ce qui soutiendra le mieux sa carrière politique. Brusque travelling :

nous basculons à Davos, « plus grand rassemblement mondial de décideurs », avec ses cortèges de limousines, d'escortes et de plaidoyers. Nous basculons en Irak : zoom sur les navires de guerre.

Que vous vous sentiez bien dans cette salle obscure ! Le film « démenage ». Les comédiens sont excellents, y compris cette débauchée, cette Monica Lewinsky, avec sa belle bouche. Et cette Karla Faye Tucker, elle aussi, émuante comme la Jeanne d'Arc à l'orée du bûcher, mais tellement plus authentique puisque CNN est là, qui couvre sa mort en direct, avec cette séquence inoubliable des journalistes qui viennent raconter l'événement dans tous ses détails à la foule massée devant la prison de Huntsville. Que c'est bien ficelé. Ces scénaristes : formidables. Cette formidable Lewinsky. Cette Tucker. Ce gouverneur. Ce président. Ces décideurs de Davos. Ces marins de l'US Navy. Et ce septième art, si utile et si précieux, qui nous donne à revisiter l'humanité frémissante, nous suggère quelles valeurs elle transporte.

Puis la séance s'achève, vous avez votre pop-corn ultime et vous quittez la salle de projection avant de gagner la rue. Il y règne une lumière suffisante pour vous y faire distinguer démons et figurants. Ils accomplissent des gestes. Un clochard vous demande un sou. Des Algériens se tranchent la gorge. Les océans sont jonchés de poissons crevés. Les chômeurs pleurent. Les enfants cambodgiens sautent sur des mines anti-personnel.

Vous vous en fichez. Ça ne vous regarde pas. Seul le cinéma vous regarde. Le traité multinational interdisant l'usage des mines anti-personnel, d'ailleurs, vous ne l'avez pas signé, à l'époque. Au fond, une seule préoccupation vous taraude depuis tout à l'heure : dans cette histoire, que va devenir Hillary Clinton ? Ob es passé le corps de Karla Tucker ? Quelle est la puissance de ces navires de guerre dans le Golfe, en chavirant ? Et Bill Gates, acteur le plus riche du monde : reviendra-t-il jouer l'année prochaine à Davos ?

Christophe Gallaz est écrivain et chroniqueur.

Pour un partenariat stratégique euro-japonais

par Pascal Boniface

DANS le triangle Etats-Unis-Europe-Japon, l'axe euro-japonais demeure atrophie. Les échanges et les contacts dans le domaine stratégique entre les Etats-Unis et l'Europe d'une part, et les Etats-Unis et le Japon de l'autre sont fréquents, soutenus et extrêmement développés. Ils sont quasi inexistantes entre l'Europe et le Japon : ces deux régions perçoivent leurs relations essentiellement à travers le prisme économique, d'ailleurs souvent réduit au prisme de l'équilibre - ou plutôt du déséquilibre - côté européen - de la balance commerciale.

Avant le sommet euro-japonais de juin 1997, les problèmes économiques ont été soulignés par la partie européenne, qui se plaignait d'une augmentation de 23 % de l'excédent commercial japonais. Les exportations japonaises en direction de l'Europe sont de 21 % alors que les importations ont diminué de 7 %. Le déficit total reste cependant relativement modeste : 1,8 milliard de dollars.

Le déséquilibre des échanges se retrouve en termes d'investissements. Les investissements japonais en Europe sont dix fois plus importants que les investissements européens au Japon. Les risques ne sont donc pas minces de voir se ramifier les tensions commerciales euro-japonaises. S'il ne faut pas nier la nécessité pour nos partenaires japonais de prendre en compte ces demandes européennes, il convient de dépasser ces différends pour établir ces relations dans un cadre plus large.

Les différences économiques ne sauraient empêcher l'émergence d'un véritable débat stratégique entre l'Europe et le Japon. Autrefois, c'était le Japon qui mettait l'accent sur l'économie et oubliait les aspects diplomatiques. Chacun se rappelle la phrase du général de Gaulle, après la visite du premier ministre japonais Ikeda : « J'ai voulu rencontrer un homme politique japonais, mais j'en ai reçu qu'un marchand de transistors ». Il conviendrait donc, au moment où le Japon commence à s'interroger

sur la définition de ses intérêts stratégiques, que les Européens n'inversent pas les rôles pour ne se préoccuper que d'intérêts économiques à court terme.

Le Japon et l'Europe n'ont, pour le moment, ni l'un ni l'autre l'autonomie stratégique. Pour des raisons différentes, mais toutes liées aux origines de la guerre froide, ils sont en situation de dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Dans les deux cas, la chute du mur de Berlin crée chez eux des frustrations : Européens et Japonais vivent mal l'impuissance et aspirent à une certaine multipolarité. Ils cherchent à redéfinir leur place et leur rôle dans le monde après la fin du clivage Est-Ouest.

Il est plus facile, par ailleurs, pour le Japon d'être un acteur mondial qu'un acteur régional du fait de ses difficultés relations avec les pays environnants, liées à l'héritage de la seconde guerre mondiale. Pour être cette puissance mondiale, le Japon doit établir des liens avec l'Europe. L'Europe, de son côté, peut aspirer à être une Europe-puissance et non une simple Europe-espace. C'est du moins le projet français. Elle doit donc aussi développer des liens avec le Japon pour dépasser le stade de simple puissance régionale dont l'implication dans les affaires mondiales dépend des liens légués par l'histoire. Consolider le troisième axe du triangle Etats-Unis-Europe-Japon, ne pas le cantonner aux seuls aspects commerciaux, est donc dans l'intérêt commun des deux partenaires.

Quelques avancées ont été réalisées depuis juillet 1991, date de la première déclaration commune Japon-Communauté européenne, signant une coopération politique, portant notamment sur les questions de sécurité. Des sommets annuels Europe-Japon ont été institués.

Le premier sommet ASEM (Asian Europe Meeting) s'est tenu à Bangkok en 1996 ; le second aura lieu en Grande-Bretagne en avril 1998, inscrivant le dialogue Europe-Japon dans un cadre euro-asiatique plus large. Quelques mesures concrètes de coopération ont même été mises en place. Le Japon participe au financement de la reconstruction en Bosnie, et l'Europe prend part au programme Kedo, qui contrôle l'activité nucléaire de la Corée du Nord. Le renforcement de cette coopération pourrait commencer par des sujets « soft » : protection de l'environnement, aide au développement, pour aboutir à des sujets plus sensibles, comme la réforme de l'ONU, la sécurité internationale ou la stabilité mondiale.

Le Japon est en quête de réassurance. Il a aujourd'hui le sentiment d'être isolé, tant par rapport à sa politique chinoise que vis-à-vis de son lien avec les Etats-Unis, de ne pas avoir de solution alternative. Il lui faut ne pas trop dérailler la Chine et accepter tel quel le partenariat avec les Américains. Cette situation est profondément déstabilisante. Les Japonais ont en mémoire le précédent de 1972 lorsque les Américains ont établi des relations avec la Chine sans même prévenir les Japonais. Il est donc de l'intérêt du Japon d'établir des relations multilatérales grâce à une forte relation avec l'Europe.

La montée en puissance de relations euro-japonaises doit s'inscrire pour les Européens dans la prise de conscience du poids de l'Asie non seulement en termes économiques, mais également en termes stratégiques et politiques. L'amélioration de la coopération politique, voire l'établissement d'un véritable dialogue stratégique entre l'Europe et le Japon, permettra de consolider ces deux pôles de puissance et aidera à une multipolarisation du monde. Cela leur permettra d'assurer leur position en tant qu'acteurs majeurs du système international, et améliorera leur donne respective face aux Etats-Unis.

Christian de Boissieu est professeur à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

Les leçons de la crise asiatique

par Christian de Boissieu

La crise asiatique et ses répercussions sur l'ensemble des zones relançant le débat sur le fonctionnement de l'économie mondiale et la libéralisation financière. Faut-il remettre en cause le processus engagé depuis près de vingt ans ? Le défi est-il principalement de nature institutionnelle ?

Comme d'habitude, la tentation est grande de confondre la cause - les ajustements structurels auxquels doivent faire face la plupart des pays d'Asie, mais pas seulement eux - et le catalyseur - la parfaite mobilité des capitaux résultant de la déréglementation et de la globalisation.

Freiner la mobilité des capitaux ? Il serait séduisant, par certains côtés, de rembobiner le film de la libéralisation financière et, pour chaque pays, de retrouver le sentiment (ou l'illusion) d'un destin national mieux maîtrisé. Mais cela impliquerait aussi de remettre en cause tous les avantages nés de la déréglementation. En outre, la question des modalités ne peut être éludée. Il est inconcevable de réintroduire quoi que ce soit qui s'apparente au contrôle des changes. Même le premier ministre de Malaisie, pourtant si tenté, a dû y renoncer, l'été dernier. Quant à la taxation de certaines opérations de change, destinée, sous une forme ou sous une autre, à décourager les allers et retours purement spéculatifs, l'idée est en théorie attractive mais peu applicable. Car elle mènerait à tenter de séparer l'ivraie (la pure spéculation, déclarée « excessive » à partir de quel critère ?) du bon grain (les autres opérations), et elle supposerait une coordination internationale allant bien au-delà de l'actuel G7, pour inclure le moindre paradis fiscal.

Créer de nouvelles institutions internationales ? Face à des causalités multiples et complexes et aux réactions brutales des marchés, la tentation d'une réponse institutionnelle reste vivace. Au mépris, parfois, des règles élémentaires visant à ne pas multiplier les dépenses nouvelles ni à exacerber une concurrence déjà naturelle entre les organismes internationaux. Le projet de création d'un Fonds monétaire asiatique (FMA) a capoté, au moins pour quelque temps, pour de bonnes raisons. On ne peut faire coexister les échelons mondiaux et régionaux d'intervention que s'il existe une coopération étroite entre les uns et les autres et

Pas de retour au contrôle des changes, pas de taxation des opérations de change, mais un contrôle prudentiel plus exigeant et plus effectif des établissements de crédit et des marchés financiers

si l'institution régionale ne tire pas trop argument de son information de « proximité » pour se montrer beaucoup moins exigeante que le FMI, la Banque mondiale, etc.

Conférer de nouveaux pouvoirs aux institutions internationales déjà en place ? C'est l'option la plus intéressante : elle limite à la fois les gaspillages et la fuite en avant, mais n'élimine pas pour autant d'éventuels conflits de compétence entre les différents organismes internationaux.

Le FMI revendique déjà de nouvelles prérogatives, fort de l'expérience de la crise mexicaine de la fin 1994 et du début 1995 ainsi que

du début d'élargissement de ses compétences à cette occasion. Il a obtenu, en octobre 1997, le principe d'une augmentation significative des quotas-parts des pays membres, donc de ses moyens d'intervention. Pour le reste, plutôt que d'étendre ses prérogatives, il lui faut exercer mieux celles qui lui sont actuellement confiées. La crise asiatique l'aura démontré amplement : on ne peut éviter une réflexion sur le contenu et l'horizon des programmes d'ajustement mis en place.

Compte tenu de la nature structurelle du choc asiatique, la Banque mondiale aurait dû prendre, dès le début, un rôle significatif dans la gestion de la

crise. Sans parler de l'Europe et de la Commission européenne, singulièrement absentes en tant que telles face à la tempête asiatique, et présentes seulement de manière indirecte (via le FMI) ou par les relations bilatérales entre chaque pays membre et les différents pays asiatiques. Autre leçon à méditer : le FMI a adopté, comme la crise elle-même, une démarche de dominos, le « cas par cas » débouchant rarement sur une vision d'ensemble, indispensable face à des turbulences potentiellement et même effectivement systématiques. Le FMI a joué en l'espèce un rôle nécessaire mais certaine-

ment pas suffisant. Ne lui confions pas de nouvelles compétences, mais donnons-lui les moyens de mieux exercer celles qui lui sont déjà attribuées.

Le choc asiatique justifie une certaine forme de « réréglementation » : pas de retour au contrôle des changes et aux procédures administratives, pas de taxation des opérations de change, mais un contrôle prudentiel plus exigeant et plus effectif des établissements de crédit et des marchés financiers. La leçon vaut, bien sûr, pour la plupart des pays d'Asie, dans lesquels les règles élémentaires ont souvent été bafouées, pour les autres pays émergents, mais aussi pour quelques pays développés trop peu attentifs à l'importance d'une bonne supervision et d'un contrôle prudentiel efficace.

Etant donné le renforcement des exigences prudentielles, la Banque des règlements internationaux (BRI), déjà très impliquée dans le domaine, doit se voir doter de nouvelles missions et de moyens supplémentaires.

En particulier, la BRI doit intensifier la coordination internationale des réglementations bancaires et financières nationales en étendant sa compétence, déjà acquise pour les institutions financières (comité de Bâle), aux règles prudentielles appliquées aux marchés des capitaux. Il existe déjà différentes instances de concertation des Bourses et des commissions nationales de régulation de ces Bourses. Il faut aller plus loin, en élargissant le champ des recommandations de la BRI et en évitant les doublons et la concurrence entre elle et d'autres instances plus informelles. La BRI ne disposant pas de la capacité de financement et donc de la conditionnalité du FMI ou de la Banque

mondiale, il faudra améliorer l'effectivité de ses recommandations et autres interventions.

Par-delà les neuf pays émergents (dont la Corée du Sud, Singapour, Hongkong et la Chine, la Russie...), ayant rejoint le « club » constitué par la BRI, il faut accélérer l'adhésion d'autres pays émergents. Pour tous les membres, anciens ou nouveaux, il faut s'assurer de l'application effective des réglementations bancaires et financières. Trop souvent, les mauvaises habitudes, le peu de transparence, le poids de la corruption, etc., créent un fossé dangereux entre les textes et une pratique très en retrait.

En parallèle, il faudra améliorer les systèmes de détection précoce des crises. Un rêve fou, par certains côtés, puisqu'il sera toujours difficile, par définition, de prévoir avec précision le calendrier exact d'une crise bancaire, d'un krach boursier ou immobilier. La BRI pourrait, en ce domaine, grâce aux informations collectées par elle, contribuer à l'effort indispensable d'amélioration des données économiques et financières. Mais il est clair que le défi posé concerne l'ensemble des intervenants : FMI, Banque mondiale, banques commerciales, agences de notation... A certains moments décisifs, l'information de première main, mais aussi l'indépendance et la crédibilité de telle ou telle institution (nationale ou internationale), sont indispensables pour rompre avec le zonron d'un consensus trompeur et sortir du piège de l'aveuglement mimétique. Voilà une autre leçon de la crise asiatique.

Le gouverne



Le gouvernement des chanteurs

LES VICTOIRES DE LA MUSIQUE ont pour habitude de voler au secours du succès. Pascal Obispo, qui vient de vendre un million d'exemplaires de son album *Superflu*, fut oublié l'an dernier. Il ne le sera pas cette année. Tout comme la soirée des Enfoirés, orchestrée avec un professionnalisme à l'américaine au bénéfice des Restos du cœur, et que 9,8 millions de téléspectateurs ont suivis, les Victoires, dont la treizième édition est retransmise vendredi 20 février sur France 2 depuis l'Olympia, honorent les chanteurs français déjà « au pouvoir » : Jean-Jacques Goldman en président en exercice, Obispo en ministre de la jeunesse et des sports, Johnny Hallyday, après son litige intellectuel, en ministre plénipotentiaire, Patricia Kaas, élue du peuple, au choix, auxquels s'ajoutent quelques sous-secrétaires d'Etat nouveaux venus, telle Lara Fabian. En voyage au début du mois, Florent Pagny (aux affaires étrangères) sera cette fois de la partie.

Le discours officiel de la chanson française en 1997 aura été celui de la bluette, un genre honorable qui donna en son temps *Capri*, c'est fini, Herbert Léonard et *L'Azica*. A travers ses tubes, la France se sera montrée lovée sous l'édredon, un tautinet passiste, préférant une libido bien cadrée à

l'analyse de ses forces et de ses maux. C'est en tout cas ce que laisse supposer le spectacle offert par le quatuor en or - Goldman, Pagny, Hallyday, Obispo - mis en avant par une industrie qui marie ce qui marche avec ce qui marche, et d'où les producteurs indépendants ont été balayés les uns après les autres. Sous le coup des concentrations, les données du jeu des victoires ont changé. Cette bluette organisée est une atteinte à la liberté de créer.

GOLDMAN 28 200 FOIS

Barbara est morte cet hiver. Les Victoires - il faut dire les Victoires et non les votants, tant le scrutin visant à élire les artistes de l'année fut distordu par le passé - l'avaient approchée en lui décernant le titre de meilleure interprète féminine en 1997. Elle ne parut point. L'exercice était assez ridicule, et la récompense, après cinquante ans de carrière, vaine. Il y eut aussi, en 1996, la dramatique Stephen, chanteuse inconnue et protégée, qui fit chuter les Victoires ancienne formule qu'organisait la société Tiscoscope Audiovisuel. Les « nouvelles » Victoires ont moralisé le vote, elles voulaient être cette fête de la chanson qu'elles n'ont jamais réussi à être. Pour cela, on a fait appel aux talents de casting artistique

d'Anne Marcassus, celle qui, justement, organise depuis six ans la soirée des Enfoirés, aux côtés de Jean-Jacques Goldman, de son frère et manager Robert, et de Véronique Colucci. Anne Marcassus fut jusqu'en 1995 directrice des variétés de TF1, elle est aujourd'hui un passage obligé du retour des stars sur les chaînes du service public.

Comment exister quand on n'est pas aux affaires ? A la radio, les FM « Jeunes » géantes privilégient les titres et les artistes formatés à leurs couleurs. Ainsi, le Bilan Radio-100 indique que Jean-Jacques Goldman fut diffusé 28 200 fois en 1997 sur les trente stations sondées, qui font 95 % de l'audience. La télévision est verrouillée. N'y rentrent que les nouveautés préfabriquées (Lara Fabian, belle voix), le gouvernement en place ci-dessus cité, ou les attractions *pro domo*. Les chaînes de télévision produisent aujourd'hui elles-mêmes disques et spectacles destinés à nourrir leurs programmes. TF1 s'installe dans cette filière monopolistique par le biais de l'Une Musique, réceptacle à tubes d'été et à compilations qui a vendu 7,2 millions de disques en 1997, ou encore de Glem Spectacles, dont le PDG, Gérard Louvin, est le directeur délégué chargé du divertissement, des variétés et

des jeux de la chaîne. Ces arrangements financiers ont donné des idées au service public, à France Télévision. Il faut s'en inquiéter.

Le ministère de la culture et de la communication fait profil bas. Une fronde, sage, certes, mais impatiente, de la frange la plus polissonne des para-institutionnels (IRMA, Studio des variétés, Hall de la chanson, FCM...) fit des remous par le biais d'une tribune libre publiée par *Libération* en juillet 1997. S'ouvraient alors les Francophonies de la Rochelle, dont le patron est Jean-Louis Foulquier, animateur sur France Inter, sorte de M. Chanson passe-muraille à qui le précédent ministre de la culture avait confié la gestion de Semaines de la chanson qui ne servaient jamais à rien, sinon à distribuer des labels onéreux à des spectacles déjà existants. A l'automne, la divulgation dans la presse de l'audit concernant les dysfonctionnements de l'Adami, organisme de gestion des droits des interprètes intimement lié au syndicat SFA-CGT, et longtemps couvert par les services ministériels, n'arrangea rien.

L'offensive prolongée des industriels du disque, qui reprochent au gouvernement son inaction en matière de prix plancher du disque et de baisse de la TVA, se double du talonnement incessant de Catherine Trautmann par Jack Lang. De fil en aiguille, la ministre en poste a été convoquée en novembre 1997 devant un groupe de professionnels de la culture réuni par la commission « culture » du PS, que préside Frédéric Bredin et qu'anime Jacques Renard, ancien directeur de cabinet de Jack Lang. M. Trautmann ne réussit pas l'examen de passage. Elle fut sommée de réfléchir et de se pencher sur le délicat dossier des musiques populaires. Pour faire patienter, le ministère de la culture a donc réuni début janvier cinquante-sept professionnels de l'industrie du spectacle au sein d'une Commission nationale des musiques actuelles. Présidée par Alex Dutilleul, directeur du Studio des variétés, elle fait suite aux réflexions sur la « filière industrielle » de la musique lancée par Jacques Toubon en son temps, et qui ne déboucha sur rien.

Pendant ce temps, le secteur alternatif, qui fait la vitalité de la musique anglo-saxonne, continue de ne point exister en France. Pris en sandwich entre le gouvernement des chanteurs-vedettes et l'état-providence, rares sont ceux qui parviennent à dessiner une nouvelle vague, une chanson d'auteur, une insolence, une drôlerie qui font aussi le plaisir de la musique de variétés, sa raison d'être autre chose que de la soupe facile à vendre à un consommateur sous influence.

Véronique Mortaigne

L'Evangile par Hachfeld



D'après la Bible illustrée par Julius Schnorr von Carolsfeld

Nouvelle donne pour la succession du pape

Suite de la première page

Pour se convaincre que le centre de gravité de l'Eglise s'est bien déplacé vers le Sud, il suffit de rappeler que l'Europe n'aura probablement plus la majorité absolue d'un prochain conclave. Avec cinquante-six électeurs, elle représente 45 % des votants. Par comparaison, le tiers-monde (Amérique latine, Afrique, Asie) compte quarante-cinq cardinaux électeurs.

Les Italiens, qui ont fourni 203 papes à l'Eglise, seraient-ils en mesure de retrouver leur suprématie, dans un conclave qui fut longtemps leur chasse gardée ? Avec vingt-deux cardinaux en âge de voter, l'Italie serait encore de loin le pays le mieux représenté si un vote devait intervenir demain, devant les Etats-Unis (onze), le Brésil (six), la France (cinq), le Mexique, l'Allemagne et l'Espagne (quatre). Mais il est très hasardeux de croire à des réflexes de solidarité nationale et même continentale. Il n'existe aucune discipline de vote dans un conclave où l'éléu doit recueillir deux tiers des voix. Le jeu national sera en réalité plus ouvert que jamais. Si beaucoup d'observateurs estiment

que le tour de l'Amérique latine (où vivent 40 % de la population catholique mondiale) est venu, rien n'interdit de penser que l'éléu ne sera pas un Asiatique ou un Africain, un Porto-Ricain ou un Samouan.

L'âge sera-t-il un critère plus déterminant ? On peut aussi en douter. Pour succéder à Jean Paul II, décédé le 28 septembre 1978 à l'issue d'un des pontificats les plus brefs de l'histoire (trente-trois jours), les électeurs avaient eu la sagesse de désigner un homme jeune, Karol Wojtyła, âgé de cinquante-huit ans. Mais aujourd'hui, après un pontificat aussi dense, marqué par tant de rebondissements, qui, le 28 mai, battra le record de longévité du siècle décliné par Pie XII (1939-1958), les électeurs pourraient s'interroger sur la nécessité d'une « pause », d'un exercice plus modeste de la papauté, et choisir en conséquence un homme d'âge et d'expérience, un « pape de transition ».

La longueur de ce pontificat a fait sensiblement grimper la moyenne d'âge du collège cardinalice. A ce jour, sur 122 électeurs, les moins de soixante ans ne sont que quatre, dont l'archevêque de Vienne et le nouveau cardinal, Christoph Schönborn (âgé de cinquante-trois ans) qui, dans quelques années, aura un statut de favori. La plupart des cardinaux régulièrement cités comme *papabili* ont tous plus de soixante-dix ans, comme les Italiens Carlo Maria Martini (Milan) ou Silvano Piovanelli (Florence), comme le Brésilien Moreira Neves (Salvador de Bahia), etc. Leurs « chances » dépendent très largement de la date du prochain conclave. Au-delà de

soixante-quinze ans (l'âge de la démission pour tout évêque et tout responsable de la Curie), elles seraient quasiment nulles. La tranche d'âge aujourd'hui scrutée par les observateurs est donc celle des septuagénaires. Et des noms de cardinaux nouveaux, comme Dionigi Tettamanzi (Gènes, soixante-quatre ans) ou Dario Castrillon-Hoyos (un Colombien de la Curie, soixante-cinq ans), ou anciens, comme Godfried Danneels (Bruxelles, soixante-cinq ans), Juan Sandoval Iniguez (Guadalajara, soixante-cinq ans), Jaime Ortega (La Havane, soixante-trois ans) ou Francis Arinze (un Nigérien de la Curie, soixante-cinq ans) sont aussi cités.

DES FRONTIÈRES DÉPASSÉES

Après Jean Paul II, on imaginerait mal un pape qui se priverait de voyager, se repaierait sur des tâches d'administration de l'Eglise, ne parlerait qu'un petit nombre de langues, en un mot reviendrait sur cette impulsion fortement universelle donnée par Karol Wojtyła. Pour sa succession, hormis ces critères d'origine et d'âge, ce sont donc les qualités personnelles, le style et l'orientation des « candidats » qui feront la différence. Autrement, on opposait les cardinaux « pasteurs » - titulaires des grands sièges épiscopaux - aux « diplomates » de la Curie romaine. Mais cette opposition est aujourd'hui factice. Tout responsable d'un grand diocèse (New York, Paris ou Milan) a aussi une expérience internationale, accrue par ses fréquents séjours au Vatican. Et, de leur côté, la plupart des chefs de la Curie ont

eu aussi, à un moment donné de leur carrière ou à Rome, une expérience proprement pastorale.

S'agissant de l'orientation d'un prochain conclave, l'inconnue est d'autant plus grande qu'il n'est pas possible d'identifier aujourd'hui les effets de dynamique de ce type de scrutin. L'influence de « grands électeurs », la stratégie de cardinaux représentants de tel groupe de pression (comme l'*Opus Dei*) ou le « jeu » de la Curie romaine (qui n'a plus eu d'élé depuis le secrétaire d'Etat Eugenio Pacelli, devenu Pie XII en 1939). Largement internationalisée, la Curie a cessé d'être le bloc monolithique qu'elle était à l'époque de l'hégémonie italienne, mais, dans un conclave incertain, elle peut faire valoir ses atouts au profit d'un homme familier du gouvernement central de l'Eglise. A cet égard, le nom du secrétaire d'Etat actuel du pape, l'italien Angelo Sodano (âgé de soixante-dix ans), est aussi parfois cité.

Les frontières traditionnelles - pape de droite ou de gauche, libéral ou conservateur, conciliateur ou anticlérical - risquent de paraître dépassées au lendemain d'un pontificat qui restera, à tous égards, inclassable. Les réformes de Vatican II (1962-1965), dont les « dérives » ont été dénoncées et corrigées par le pape actuel et le cardinal Ratzinger, font partie du patrimoine commun. Le jour venu, le choix ne sera plus entre continuité et changement, mais plutôt entre quelle continuité et quel changement ?

Henri Tincq

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Kofi Annan doit réussir

LE secrétaire général des Nations unies, le Ghanéen Kofi Annan, entreprend la plus difficile mission de sa longue carrière de diplomate : il est attendu vendredi 20 février à Bagdad pour une ultime médiation. Si elle devait échouer, elle céderait, tôt ou tard, la place au fracas d'une intervention militaire américano-britannique contre l'Irak. M. Annan doit convaincre le président Saddam Hussein de laisser entrer les inspecteurs de la commission du désarmement de l'ONU dans les sites - y compris ses immenses palais - que le dictateur irakien entend toujours leur interdire. La France a, avec raison et créativité diplomatique, préparé le terrain, sans que Saddam Hussein ait encore saisi la perche. Paris et Moscou ont offert au régime de Bagdad les emballages politico-diplomatiques lui permettant d'ouvrir ses « sites présidentiels » à l'UNSCOM tout en sauvant la face.

M. Annan doit réussir parce que l'alternative - un ou des bombardements sur l'Irak - n'est pas une : l'emploi de la force ne garantit aucunement que les armes biologiques et chimiques, que M. Saddam Hussein est soupçonné de cacher, seront détruites. Elle présente, en revanche, un maximum de dangers. La population civile irakienne peut essayer de lourdes pertes. Les bombardements peuvent libérer dans l'atmosphère certaines matières mortifères. A coup sûr, les frappes envisagées provoqueront un regain de tension dans une région qui n'en a pas besoin. Une fois le doit dans l'engrenage de l'utili-

sation de la force, les Etats-Unis peuvent être entraînés dans une escalade dont on voit mal l'issue, sauf à mener une opération terrestre contre le régime irakien. Qui ne se souvient de la spirale déclenchée par les premiers bombardements américains sur le Vietnam du Nord ?

Jusqu'à présent, les Etats-Unis n'ont pas prouvé que le danger irakien, sans doute réel, valait que tant de risques fussent courus. Aucun des pays arabes voisins de l'Irak ne se dit ni ne s'estime menacé par Saddam Hussein. Israël déclare n'avoir pratiquement rien à craindre de l'Irak, qui, de plus, n'est pas le seul pays de la région à disposer d'armes de destruction massive. Les alliés européens des Etats-Unis, ceux de l'OTAN notamment, sont divisés parce que, là non plus, personne n'est convaincu de la nécessité du recours à la force. La Chine et la Russie ont condamné l'éventualité de bombardements sans, il est vrai, menacer pour autant de changer quoi que ce soit dans leurs bonnes relations avec les Etats-Unis.

En somme, la communauté internationale est, unanimement, d'accord sur un point : Saddam Hussein doit laisser travailler les inspecteurs du désarmement. Et elle est, très majoritairement, d'accord sur l'opportunité de frappes aériennes. Le recours à la force laisserait ainsi Washington et Londres faire cavalier seul dans une opération guerrière monumentale, perçue dans la région comme néocolonialiste et dont ils n'ont fixé ni l'objectif ni les limites. Assurément, Kofi Annan doit réussir.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur adjoint : Dominique Auhay, directeur général
Directeur adjoint : Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhonoré, Robert Solé
Rédacteur en chef : Jean-Paul Bessis, Pierre Georges
Lecteur : Gilles Bouchard, Edwy Plenel, Michel Kailash, Bernard Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Raynaud
Rédacteur en chef technique : Eric Adam
Secrétaire général de la rédaction : Alain Pommerehne

Médecin : Thomas Perrenet
Directeur adjoint : Eric Pluvinet / Directeur adjoint : Anne Châteaubert
Conseiller de la direction : Alain Rollin / Directeur des relations internationales : Daniel Vermet

Cotisation de surveillance : Alain Milla, président / Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méty (1944-1960), Jacques Favre (1960-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Hubert Benoit-Méty, Société anonyme des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Au pays du pétrole

DEPUIS 1945, le Venezuela arrive au second rang des pays producteurs de pétrole et cette industrie draine 75 % environ de la main-d'œuvre dans les régions exploitées. Les installations couvrent maintenant toute la lagune de Maracaibo, centre de 75 000 âmes. Les petites tours Eiffel, si caractéristiques, dressent vers le ciel, en nombre apparemment incalculable, leurs charpentes ajourées. L'activité, le bruit, l'odeur, éblouissent leur suprématie dans toute cette partie du territoire vénézuélien qui borde à l'ouest la Colombie.

La capitale du Venezuela, Caracas, située à 900 mètres d'altitude, dans une sorte de cirque montagneux de grande allure, n'était, depuis sa fondation, en 1500 environ, qu'un petit village construit à même le roc. En 1957, sa population n'était encore que de

200 000 habitants, la ville s'étant modestement étalée au flanc même des Andes. Le site est étonnamment pittoresque ; les constructions claires, de petite importance, donnent plutôt l'aspect d'une station estivale.

Mais de vastes projets d'urbanisme sont en vue, et après la démolition de toutes les maisons sans intérêt, qui permettra le percement de larges voies de pénétration et le tracé de parcs magnifiques, des milliers de bâtiments seront construits, les uns de vingt étages, les autres ayant l'attrait de coquettes villas agrémentées de jardins. D'ici une dizaine d'années Caracas sera une belle cité à demi américaine, confortable, où plus d'un demi-million d'habitants pourront trouver place.

Odile Poirier
(21 février 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 21 FÉVRIER 1998

LOISIRS A la tête du Club Méditerranée depuis près d'un an, Philippe Bourguignon explique au Monde les axes de sa stratégie. Il estime que la situation financière est plus grave qu'il

pensait en arrivant. ● LE REDRESSEMENT sera plus long que prévu. Le PDG juge sévèrement la gestion passée du marketing et de la marque, comme l'absence de formation des cadres au

siège. ● LE CONCEPT n'est pas obsolète, estime le PDG du Club. C'est son image qui l'est. Le principal problème est la qualité de l'hébergement : les dépenses de rénovation ont été coupées

alors qu'environ un tiers des villages sont dans un état très médiocre. ● LES PRIX ne sont pas trop élevés en moyenne mais ils sont sur certains segments. ● CÔTÉ MARKETING, le

Club doit, selon M. Bourguignon, reconstruire sa clientèle historique, c'est-à-dire se reconstruire sur les jeunes et les familles, et capitaliser sur la marque.

Le Club Méditerranée mise son avenir sur la qualité de sa marque

Philippe Bourguignon, PDG depuis un an, explique au « Monde » les axes de sa stratégie.

Le concept de vacances « tout compris » n'est pas dépassé, mais il faut rénover les villages et clarifier l'image et la gamme de prix

« Philippe Bourguignon, voilà maintenant un an que vous êtes arrivé au Club Méditerranée. Vous avez eu le temps d'en faire le tour. Avez-vous été surpris ?

— Oui, car la situation était à la fois meilleure et pire que je ne le croyais. Le meilleur, c'est notre positionnement prix, même si un problème se pose en France. Aux États-Unis, notre deuxième marché, nous sommes compétitifs. Meilleurs encore, la puissance et la notoriété de la marque Club Med, tout comme le professionnalisme des villages, des chefs de villages et des GO (gentils organisateurs). Je pensais avoir moins de difficultés au siège et plus dans les villages. En fait, c'est l'inverse. Le produit a également été une bonne surprise grâce, notamment, à l'orientation donnée depuis plusieurs années en direction de la cible des familles : chacun fait ce dont il a envie mais la famille reste ensemble. Ce marché offre un potentiel de croissance important et nous sommes quasiment les seuls à y être présents.

— En revanche, la situation financière était bien pire que ce que j'imaginai. L'absence de vrai processus budgétaire, d'organisation, de système de responsabilisation, de formation des cadres au siège, le manque de rigueur dans la gestion du marketing et de la marque, l'imprécision des prévisions, m'ont également surpris. Cela dit, le redressement est à notre portée. Nous atteindrons un niveau de rentabilité normal, mais ce sera plus long que je ne le pensais.

— Vous avez pris la décision majeure de supprimer la marque Aquarius : il n'y aura désormais qu'une seule marque « Club Med », segmentée par ca-

tégories de confort. Cette décision a surpris, car on imaginait que certains villages, qui n'étaient plus aux normes Club, pourraient passer sous la marque Aquarius.

— En fait, 80 % des clients d'Aquarius sont d'anciens clients du Club, qui veulent acheter un produit plus simple et moins cher. C'est donc une clientèle qui veut retrouver le Club tel qu'elle l'a aimé, y compris avec une forme de simplicité qui a aujourd'hui disparu du Club. Mais la différence de prestations entre Aquarius et le Club ne justifiait pas un tel écart de prix et Aquarius était trop petit pour être économiquement viable. Pour le rentabiliser, il aurait fallu le développer massivement à l'étranger, ce qui aurait coûté cher et aurait eu un impact sur sa rentabilité. Enfin, Aquarius cannibalisait le Club Méditerranée.

— Avez-vous un moment pensé que le concept du Club avait vieilli ?

— Après avoir étudié le dossier, j'ai été convaincu que le concept n'était pas usé, ni le produit obsolète. Ce qui est obsolète, c'est son image, en l'occurrence ce qu'il y a de plus facile à corriger.

— Si le concept n'est pas obsolète, quel est selon vous le handicap majeur du Club ?

— Le principal problème, c'est la qualité de l'hébergement. Le Club est entré dans une spirale néfaste : des dépenses de rénovation coupées alors qu'environ un tiers des villages sont dans un état très médiocre. Sa chance, c'est d'avoir une clientèle fidèle, qui râle mais qui tolère. Fin 1999, la totalité des villages seront rénovés.

— On reproche souvent au Club d'être trop cher. Qu'en pensez-vous ?

— C'est une affaire de perception : trop de clients du Club ne profitent pas de l'ensemble des activités : ils subventionnent de fait ceux qui, à l'inverse, exploitent toutes les possibilités de la formule du « tout compris ». Mais nous ne reviendrons pas sur le « tout compris ». Cette formule, c'est l'identité même du Club. Mais nous pourrions, en revanche, la faire évoluer en restaurant, là aussi, différents niveaux de prestations : un peu plus simple mais beaucoup mieux.

« Le Club, aujourd'hui, veut toucher tout le monde et donc ne touche personne ! »

— Pour le reste, la réalité est plus variée : des prix chers sur certains segments, à certaines périodes et sur certaines destinations. Sur les séjours lointains, par exemple, nous ne sommes pas compétitifs. Nous sommes en revanche très compétitifs sur les séjours au ski : prestations égales — remontées mécaniques, pension complète, cours de ski, hébergement et transport compris — nous sommes moins chers que Nouvelles Frontières ou Jet Tours. Malheureusement, cela ne se sait pas. Nous allons donc faire un gros effort sur la communication.

— Sur les destinations sur lesquelles vous vous estimez trop cher, que comptez-vous faire ?

— Ces dernières années, le Club a eu tendance à fermer sur des périodes de plus en plus longues certains de ses villages pour pallier le manque de rentabilité. A Corfou, par exemple, le Club est aujourd'hui ouvert trois mois, contre six mois auparavant. On est ainsi entré dans une dynamique infernale : les frais fixes se trouvent amortis sur une période de plus en plus petite, ce qui ne permet plus d'agir sur les tarifs en fonction du moment et du remplissage. Il nous faut désormais inverser cette tendance et rallonger les saisons. Nous avons commencé : dès l'été 1998, douze villages seront ouverts trois semaines de plus par an.

— Quel est le cœur de cible du Club ?

— C'est tout le problème : nous n'avons plus de cœur de cible. Le Club, aujourd'hui, veut toucher tout le monde et donc ne touche personne ! Il s'est construit, à l'origine, avec les vingt-trois-cinq ans et s'est depuis lors éloigné d'eux. Le Club doit, à tout prix, reconstruire sa clientèle historique, c'est-à-dire se reconstruire sur les jeunes et les familles. Alors, il pourra songer à élargir sa clientèle, en cherchant à séduire les adolescents ou les personnes âgées.

— Vous voulez faire de la marque le fer de lance de votre stratégie. Comment allez-vous vous y prendre ?

— Cela implique une mini-révolution : déplacer le pouvoir de l'opérationnel vers le marketing. L'entreprise, aujourd'hui gestionnaire de villages de vacances, sera demain gestionnaire d'une marque qui constituera son principal actif. Nous avons pour ambition de transformer cette société, après la phase de redressement, en pure société de services. Pour se

concentrer sur sa nouvelle mission, elle devra hiérarchiser ses priorités. Ainsi, le Club a lourdement investi dans l'immobilier, ce que nous éviterons dans le futur. Nous n'avons, en matière de propriété ou de gestion d'actifs, aucun dogmatisme.

— Que peut-on faire sous cette marque ?

— Nous avons plusieurs pistes possibles qui utiliseraient notre savoir-faire. A commencer par devenir tour-opérateur et offrir des circuits. Nous voulons aussi développer notre clientèle d'entreprises. Notre filiale Club Med Affaires organise aujourd'hui des séminaires, des conventions mais aussi des voyages de promotion pour ses employés dans des clubs qui accueillent parallèlement leurs clients traditionnels. Il vaut mieux créer une activité Club Med Affaires à part entière : on peut même concevoir que certains villages y soient entièrement consacrés. C'est une première piste que nous sommes en train d'étudier. De même, nous réfléchissons au rôle que « Club Med Événements », aujourd'hui principalement dédié à l'organisation d'événements internes, pourrait jouer vis-à-vis de clients autres que le Club Méditerranée.

— Nous pensons aussi développer le concept « Club Med World » : il y aurait un immense bar, une scène, un restaurant, une librairie où l'on pourrait s'installer et lire, voire une discothèque, une boutique, un comptoir de voyage et de découverte, auxquels viendraient s'ajouter un complexe de cinéma et un Virgin ou une Pinar par exemple. Nous sommes actuellement à la recherche de sites. Pour financer ces projets, on peut envisager de faire appel à un pool d'investisseurs et de n'avoir qu'une

participation minoritaire dès lors que nous gérons et sommes propriétaires du concept.

— A l'occasion des résultats, on vous a prêté l'intention de réduire les effectifs. Qu'en est-il ?

— La masse salariale a dérapé plus que les effectifs. En particulier, le Club a, par laxisme, laissé complètement dériver la masse salariale dans certains de ses villages en accordant 10 % d'augmentation des salaires chaque année depuis dix ans dans des pays sans inflation. Dans certains pays, les salaires des personnels de service du Club sont deux fois et demi supérieurs à ceux des hôtels concurrents.

— D'une manière plus générale, un grand chantier nous mobilise en ce moment : la mise en place d'une véritable politique de ressources humaines et le réaménagement des systèmes de rémunérations avec, notamment, un système d'intéressement aux résultats.

— Regrettez-vous d'avoir quitté Eurodisney ?

— Pas une seconde, même s'il est vrai que la mentalité américaine et ma collaboration et mes échanges avec Michael Eisner, un homme remarquable, me manquent parfois. A Disney, j'étais plus autonome qu'on a voulu le dire. En revanche, et je vais être très franc, j'ai réalisé que peu de pouvoir sur la manière dont on façonnait la marque et sur ce qu'on en faisait. Ce que je trouve extraordinaire au Club, c'est d'être le patron d'une grande entreprise française, et de pouvoir me dire que si je réussis, j'aurai contribué à façonner sa marque.

Propos recueillis par François Bournavon et Anne-Marie Rocco

L'ascension fulgurante du « Frelon », Richard Sykes, patron de GlaxoWellcome

LONDRES de notre correspondant dans la City « Le Frelon » : tel est le nom de code dont se servent les SmithKline avant d'affilié Sir Richard Sykes, cinquante-cinq ans, le patron de Glaxo, au début des négociations secrètes portant sur la fusion des

PORTRAIT

Assistant de laboratoire à seize ans, il a payé lui-même ses études de microbiologie

deux firmes pharmaceutiques britanniques afin de créer le numéro un mondial du secteur. A première vue, cette image de la grosse guêpe dont la piqure est douloureuse paraît pour le moins incongrue pour décrire ce grand échelonné, agité et efficace. Avec ses lunettes à fine monture dorée, ses costumes bien sages, ses propos savamment pesés, il ne dégage pas un punch bagarreur, Sir Richard. Mais les financiers ne

s'y trompent pas : ses yeux couleur acier ne cachent pas bien longtemps l'ambition farouche de ce logicien qui a vite appris que, dans les affaires aussi, celui qui n'a pas le pouvoir, tout le pouvoir, vit sous la menace constante de tout perdre.

Il faut connaître la jeunesse de ce fils de charpentier du Yorkshire, dans le nord de l'Angleterre, pour comprendre les ressorts de son ardeur obstinée et de ce rude nœud sous une enveloppe tout en rondeur. Après avoir quitté l'école à seize ans, il entre comme assistant de laboratoire à la morgue de l'hôpital de Huddersfield, suit des cours du soir pour décrocher le bac et est contraint de travailler la nuit pour financer ses études de microbiologie à l'université de Londres. La carrière de ce « bûcheur mi-séisme mi-visionnaire », pour reprendre le titre du portrait croqué récemment par le Sunday Telegraph, s'est déroulée en quatre étapes.

Première étape : armé d'un doctorat, Richard Sykes entre en 1972 chez Glaxo, comme chercheur au sein de la division antibiotiques. Mais, cinq ans plus tard, il

passa chez Squibb, qui le transfère aux États-Unis, dans son laboratoire de Princeton, au sein d'une équipe dirigée par un certain Jan Leschly, aujourd'hui chef exécutif de... SmithKline (il conservera cette fonction dans la nouvelle entité). Dans le New Jersey, le British s'imprégnait d'une conviction qui ne le quittera jamais : la nécessité d'ouvrir la recherche sur le business.

SENTIMENT FILIAL

En 1984, notre scientifique revient en Grande-Bretagne et réintègre Glaxo comme directeur de projet. Le PDG, Paul Giorami, à l'origine du fantastique développement d'un groupe devenu, au début des années 90, la première compagnie du royaume en termes de capitalisation boursière, entre alors en scène. Une légende de l'époque plus que de l'administration, de l'effacement : presque un sentiment filial. L'estime est d'ailleurs réciproque puisque, à sa suggestion, Giorami, à la recherche d'un numéro deux, choisit Ernest Mario, le patron de Squibb, avec lequel Sykes s'était lié

d'amitié à Princeton. Sous la protection de cet Américain flamboyant, réactionnaire et charismatique mais totalement dépaycé sur les bords de la Tamise, l'ascension de Richard est météorique. Directeur de toute la recherche en 1987, il accède, peu de temps après, au conseil d'administration.

Deuxième étape : Ernest Mario, qui entend mener une stratégie d'acquisitions à la hussarde, se heurte violemment à Paul Giorami, pour qui la priorité doit rester à la mise au point de nouveaux médicaments. En 1993, Mario est brutalement congédié pour être remplacé par Sykes. Mais le nouveau leader privé ce mentor dont il n'a plus besoin d'un bureau de fonction ! Affable avec ses adversaires, mais du genre à maltraiter ses amis.

Troisième étape : en 1995, ce grand timide paraît au grand jour quand il s'offre son grand concurrent Wellcome après un raid boursier éclair. Voilà la City, qui s'était méfiée de cette « tête d'œuf », et lui avait reproché son manque d'expérience commerciale et son côté retors, subitement comblée. Glaxo gagne, en tout cas, une

gamme d'antiviraux et renforce sa présence dans les traitements pour tumeurs cancéreuses et maladies du système nerveux.

La fusion Glaxo-SmithKline est la dernière étape du parcours. Certains, même parmi ses plus chauds partisans, commencent à tirer la sonnette d'alarme devant la légende bâtie par cet être à la fois gentil et féroce, généreux et imbu de sa supériorité. A l'instar de cet ex-administrateur extérieur de Glaxo, pour qui « Richard, comme tout génie, a les défauts de ses qualités : les détails l'ennuient et il ne peut supporter ceux qui sont moins doués que lui ».

Marc Roche

■ **RÉSULTATS** : Glaxo Wellcome a annoncé, jeudi 19 février, un bénéfice imposable pour 1997 de 2,686 milliards de livres sterling (26 milliards de francs), en baisse de 9 %. Le chiffre d'affaires a reculé de 4 %, à 7,98 milliards de livres, du fait du vieillissement des médicaments phares, Zantac et Zovirax.

Vuitton utilise sa notoriété pour se lancer dans le prêt-à-porter

MARC JACOBS sera-t-il le Tom Ford de Vuitton ? M. Ford, le styliste texan de Gucci, a contribué à faire passer le maroquinier italien du statut d'entreprise familiale d'artisanat de luxe à celui de superstar mondiale de la mode. C'est un peu la même mission qu'a confiée Louis Vuitton au New-yorkais Marc Jacobs. Sa première ligne de prêt-à-porter (et de chaussures), signée Vuitton, a été dévoilée, jeudi 19 février à Paris, en même temps que le magasin des Champs-Élysées, nouveau vaisseau-amiral de la marque. Une double révolution pour le malleier plus que centenaire.

La principale filiale du groupe LVHM a réalisé, en 1997, plus de 8,8 milliards de francs de chiffre d'affaires. Son PDG, Yves Carcelle, revendique même le titre de « première marque de luxe au monde, hors cosmétiques ». Mais il man-

quait à cette marque « globale » une offre du même type. « Le prêt-à-porter n'est pas une diversification "fuite en avant", c'est une nouvelle phase de l'histoire de Vuitton », affirme M. Carcelle. Le troisième étage d'une fusée lancée au début des années 70 par Henry

Racamier, un gendre des Vuitton, qui avait déjà fait passer la PME de l'époque de 100 millions à 4 milliards de francs de chiffre d'affaires. Depuis la prise de contrôle de LVHM par Bernard Arnault, Vuitton a plus que doublé de taille. Mais, surtout, il est sorti de la mo-

noculture de sa toile enduite maron, imprimée du monogramme doré « LV », introduisant d'abord le cuir dans sa gamme de sacs, puis des accessoires autour du thème du voyage, stylos et agendas.

Quoi qu'elle en dise, l'entreprise n'avait guère le choix. Elle possède la totalité de ses 225 magasins dans le monde, c'est un investissement lourd. Le retour sur les Champs-Élysées, désertés en 1954, s'inscrit dans la stratégie de globalisation. Le paquebot de 1 000 m² installé à l'angle des Champs et de l'avenue George-V, est le premier d'une série de global stores destinés à porter haut les couleurs du maroquinier-couturier : Londres (800 m²) sera inauguré le 25 février, New York et Osaka l'été prochain. Dans trois ans, estime M. Carcelle, Vuitton devrait disposer d'une quinzaine de « flag-shops » dans le monde. Il y ajoutera

des boutiques dans les centres commerciaux de luxe de la nouvelle filiale de LVHM, Duty Free Shoppers, à Hongkong, Auckland ou Guam.

A LA MÈRE DE L'ÉPHÉMÈRE

Reste que le prêt-à-porter, même pour une marque prestigieuse comme Vuitton, comporte des risques. La marque va se mettre à la merci de la mode, éphémère, et de ses critiques, versatile. Rien à voir avec la maroquinerie, domaine de tradition et de pérennité. Gucci en a fait l'expérience. Après une ascension fulgurante dans la mode, grâce à Tom Ford, coqueluche des chroniqueuses de mode new-yorkaises, la maison italienne a trébuché, ces derniers mois, à la Bourse de New York, après que les mêmes chroniqueuses eurent boudé les dernières collections du Texan.

Mais, outre sa notoriété et son réseau de boutiques exclusives, Vuitton appartient à un groupe déjà très puissant dans la mode, avec Christian Dior, Givenchy, Kenzo, Lacoste. Et la société Louis Vuitton est l'une des plus rentables au monde (43 % de résultat net sur le chiffre d'affaires en 1996). Vuitton compte, prudemment, ne réaliser que 15 % de chiffre d'affaires avec son prêt-à-porter, dans la quinziaine de boutiques où celui-ci sera proposé dans le monde. M. Carcelle rêve bien de damer le pion de ces Italiens et ces Américains qui font « un raffut marketing qui ne correspond pas à la réalité de leur puissance ». Mais il s'empresse de rassurer les inconditionnels de sa marque : « Louis Vuitton restera encore longtemps majoritairement une affaire de voyage et de maroquinerie ».

L'Etat dément vouloir vendre sa part dans Renault

Air France retrouve l'espoir de séduire un allié européen

La compagnie française mise sur Iberia et Alitalia

Air France s'est trouvée isolée par les alliances aériennes en Europe. Iberia lui a préféré British Airways et Alitalia KLM. Mais la roue pourrait tourner. La compa-

gnie française compte deux avantages : un marché intérieur le plus grand d'Europe et l'aéroport de Roissy, qui contrairement à ses concurrents n'est pas saturé.

L'ETAT FRANÇAIS se préparait à se désengager de Renault, dont il détenait encore 44,2 % : c'est ce qu'affirme le *Financial Times* dans son édition du 20 février, en précisant que l'actionnaire public gardera entre 17 et 19 % du constructeur automobile. Matignon et Bercy ont fermement démenti.

Même si Renault est privatisée depuis juillet 1996, Louis Schweitzer, son PDG, aimerait sortir définitivement de la zone d'influence publique. L'ancien directeur de la zone de la défense, il a plaidé cause à Bercy. Mais, l'affaire en est restée là. L'Etat n'a certes aucune raison de rester encore longtemps dans Renault, d'autant que le cours de bourse de l'action valait sa participation à plus de 20 milliards de francs. Mais les priorités sont d'abord le CIC, le GAN et Air France.

Et Renault, qui a perdu 5,2 milliards de francs en 1996, en partie du fait de lourdes provisions, n'est pas encore complètement redressée. Elle devrait afficher un léger bénéfice pour 1997. Mais de nombreuses difficultés demeurent : surcapacité de production de près de 30 % en Europe, concurrence et guerre des prix exacerbées. Dans ces conditions, Renault estime, tout comme PSA, qu'il lui faut supprimer 3 000 postes par an en moyenne. Mais pour 1998, l'ex-Régie a décidé d'être plus clemente. Renault a annoncé devant son comité central d'entreprise, jeudi 19 février, son intention de supprimer 1 500 postes et de procéder à 1 200 reclassements internes. L'action a perdu 2,37 % dans un marché en baisse de 0,95 %.

AIR FRANCE s'était trouvée isolée par les grandes alliances aériennes en Europe. Trois pôles se sont dégagés autour de British Airways et d'American Airlines, autour de United Airlines et de Lufthansa, et autour de Northwest et de KLM. La compagnie française avait échoué dans ses tentatives avec Iberia (qui avait préféré British Airways) et avec Alitalia (qui a choisi le hollandais KLM). Mais la roue tourne.

Air France, qui a renoué avec les bénéfices (près de 1,8 milliard de francs entre avril et septembre 1997), pourrait avoir de nouvelles chances de mariage. Les fiançailles de ses concurrents apparaissent de moins en moins solides.

Celles d'Iberia, d'abord. La compagnie espagnole voulait British Airways (BA) mais les deux partenaires ont du mal à s'entendre. BA s'est vu opposer à son souhait de prendre 25 % du capital d'Iberia une fin de non-recevoir par Sepi, le holding public qui possède les ailes espagnoles. Et BA a refusé de limiter sa participation à 5 %, comme le lui propose Sepi. Les discussions ne sont pas interrompues, mais Madrid, qui souhaite lancer la privatisation d'Iberia cet automne, est pressée de parvenir à un accord.

CARTE À JOUER

« Les options de rechange restent ouvertes », avait déclaré Xavier de Léra, président d'Iberia, dans *La Tribune* du mardi 17 février. Dans cette course à la montre, Air France a sans aucun doute sa carte à jouer. « A mes yeux, Air France présentait beaucoup d'avantages vu nos complémentari-

tés. La France et l'Espagne possèdent les deux réseaux aériens les plus importants d'Europe. Alors que Londres et Francfort sont définitivement saturés, les aéroports de Madrid-Barajas et de Paris-Charles de Gaulle jouissent d'un grand potentiel de croissance et pourraient constituer ensemble un hub [plateforme de correspondance] sans égal en Europe », estime, dans la même interview, le président d'Iberia. « Nous avions beaucoup progressé dans la négociation avec Air France, mais la confusion sur son statut futur a mis dans une situation impossible ceux qui défendaient en Espagne l'option française. Alors que la politique de notre gouvernement est celle de la privatisation, nous ne pouvions pas nous allier avec une compagnie allant en direction inverse. »

Ces obstacles sont-ils levés aujourd'hui ? En grande partie, puisque l'ouverture du capital d'Air France, qui pourrait ramener la part de l'Etat jusqu'à 51 %, est imminente. Au début de l'été, au moment où Iberia a choisi British Airways, les choses étaient nettement moins avancées et l'avenir de l'actionariat d'Air France beaucoup plus incertain.

La piste Alitalia n'est pas non plus complètement perdue. Le 26 janvier, Northwest et Continental Airlines ont annoncé une « alliance stratégique globale » sur leurs réseaux domestiques et internationaux. Conséquence de cet accord : sur les lignes internationales, le partenaire privilégié de Continental sera désormais le néerlandais KLM, l'allié transatlantique de Northwest, lui-même allié à Alitalia. Continental a toutefois cédé que son alliance avec

Air France soit préservée pour six ans. « Air France est désormais obligée de considérer une alliance avec KLM, ce qu'elle s'est toujours refusée à faire jusqu'ici », considère un membre du gouvernement.

PRÉDATEUR

Il faut dire que KLM fait, aux yeux de la compagnie tricolore, figure de prédateur. Les ailes hollandaises, qui s'appuient sur un marché intérieur de petite taille, ont pour principale stratégie de conquérir des clients partout en Europe et de les acheminer vers le hub d'Amsterdam, d'où partent ses vols longs-courriers. Air France a donc toujours redouté qu'une alliance avec KLM se fasse en sa défaveur.

Enfin, dernière solution pour Air France, se rapprocher de son autre partenaire américain, Delta, et de ses alliés européens, à savoir Swissair, Sabena, Austrian Airlines, TAP-Air Portugal. Comme ses concurrents, Delta cherche à constituer des réseaux aériens planétaires qui permettent d'offrir aux clients des trajets d'un point à l'autre du monde avec le même billet.

Dans ce contexte, Air France a deux avantages de poids : d'une part, la taille de son marché intérieur, le premier en Europe, qui attire des touristes du monde entier ; d'autre part, le potentiel de ses aéroports. Roissy-Charles de Gaulle a le privilège rare de ne pas être saturé. La construction prochaine d'une troisième et d'une quatrième pistes renforce son potentiel.

Virginie Malingre

L'Europe renâcle à apporter 2 milliards de francs au TGV-Est

NEIL KINNOCK, le commissaire européen chargé des transports, a indiqué, jeudi 19 février, que l'Union européenne aura du mal à financer le projet de TGV-Est dans la proportion souhaitée par le gouvernement français, soit 2 milliards de francs (sur un total de 18,7 milliards). M. Kinnock, qui a rencontré Jean-Claude Gayssot, le ministre de l'équipement, des transports et du logement, a expliqué au quotidien *Les Echos* que la Communauté « a plutôt eu tendance à apporter 2 % des financements des projets ferroviaires » et qu'elle « manque de moyens pour mener à bien l'ensemble des 14 projets de grands travaux jugés prioritaires en 1992 ».

DÉPÊCHES

■ **SAMSUNG** : le groupe sud-coréen a annoncé, jeudi 19 février, avoir des discussions avec l'américain Intel pour une entrée au capital de Samsung Electronics (semiconducteurs).

■ **COMPUTER SCIENCES** : le conseil d'administration du groupe américain de services informatiques a rejeté, jeudi 19 février, l'offre de rachat de 9,8 milliards de dollars (60 milliards de francs) lancée par le fabricant américain de logiciels Computer Associates.

■ **SEMA GROUP** : la sécurité sociale britannique a annoncé, jeudi 19 février, avoir confié au groupe franco-britannique la gestion de son département de remboursement des soins et invalidités pour cinq ans, un contrat de 3 milliards de francs.

■ **BRITISH AEROSPACE** : le directeur général du groupe britannique, Dick Evans, a estimé, jeudi 19 février, que son groupe ainsi que le français Aerospatiale et l'allemand DASA vont avoir « des obstacles majeurs à surmonter » pour intégrer leurs activités de défense autour d'Airbus, mais a rejeté tout lien entre ce dossier et celui de la transformation d'Airbus en société anonyme.

■ **PIRELLI** : le groupe italien a démenti, jeudi 19 février, avoir engagé des négociations pour l'achat du circuit automobile Paul-Ricard, comme l'avaient indiqué des responsables du circuit.

■ **GÉNÉRALE DE BANQUE** : la banque belge a engagé des discussions préliminaires avec le groupe belgo-néerlandais Fortis en vue d'une alliance, a indiqué, jeudi 19 février, la Société générale de Belgique, principal actionnaire (30 %) de la Générale de Banque.

■ **PARIS EUROPLACE** : Marc Viénot, ancien PDG de la Société générale, a été nommé, jeudi 19 février, président du conseil d'orientation de la structure chargée de la promotion de la place financière de Paris.

■ **ALCATEL** : le groupe français a annoncé, jeudi 19 février, qu'il construira avec l'américain Loral, pour un coût de 1,6 milliard de francs, un système de trois satellites géostationnaires baptisés EuropeStar, qui offrira à partir de 2000, l'accès à des images télévisées, des données et des services de télécommunications en Europe de l'Ouest et en Asie du Sud-Est.

■ **TELENOR** : l'opérateur téléphonique norvégien a rompu les discussions en vue d'une fusion avec son voisin suédois Telia, a indiqué, vendredi 20 février, le gouvernement norvégien.

■ **TELECOM ITALIA** : le groupe italien a annoncé, jeudi 19 février, la nomination au poste directeur général de Vito Gambale à la place de Tommaso Tommasi di Vignano, qui était en conflit avec Gian Mario Rossignolo, nommé PDG en janvier.

■ **MANNESMANN** : le groupe allemand, dont le patron, Peter Hartsch, a démissionné, a clos 1997 sur une hausse de 13 % de ses ventes, à 39 milliards de marks (130 milliards de francs), la croissance étant tirée par les télécommunications (6,79 milliards de marks, + 61 %).

Trouvez-vous normal que la qualité soit encore un luxe ? Nous non.



Nissan Primera: 97400 F, parce que chez Nissan, la qualité n'a d'intérêt que si elle reste accessible. Ce modèle est doté de l'air conditionné, de l'airbag Nissan conducteur, de la fermeture centralisée, des vitres électriques avant, d'une peinture métallisée, de la



Made in Qualité

direction assistée, d'un volant réglable en hauteur, d'une radio-K7 RDS et d'un antivol SRA 7 clés. La Nissan Primera existe en motorisations 16 soupapes : 1.6i et 2.0i essence 2.0i TD et en 4 niveaux de finitions. Modèle présenté : Nissan Primera 2.0i TD SE 4 portes 131 900 F. Prix au 1.01.98. AM 98.



Origine qualité.

Les télévisions généralistes ne croient pas à leur déclin

Les responsables français des chaînes hertziennes sont convaincus que leurs recettes publicitaires et leur rentabilité ne seront pas affectées par la montée en puissance de la télévision payante, les thématiques ne devant pas dépasser, selon eux, les 30 % d'audience

A LA FIN de 1997, près de trois millions de foyers étaient abonnés au câble ou au satellite - plus de 1,6 million pour le câble et 1,3 million pour le satellite. En l'an 2000, les offres de programmes numériques de CanalSatellite et de Télévision par satellite (TPS) devraient regrouper, à elles seules, près de 3 millions de sous-

Mesurer l'audience du numérique

Actuellement, l'Audicible annuel de Médiamétrie est le seul instrument de mesure d'audience du câble et du satellite. Sa prochaine édition sera livrée en mars. Mais Médiamétrie, en partenariat avec France Télécom multimédia, travaille à la mise au point de la mesure d'audience de la télévision numérique.

Baptisé Médiamétrie Cabsat, ce nouvel instrument ne devrait pas entrer en activité avant 1999. D'ici là, Médiamétrie devra lui trouver un financement. L'Audimat utilisé sur les chaînes hertziennes coûte entre 80 et 100 millions de francs par an. Pour connaître ses audiences, France Télévision débourse ainsi chaque année près de 20 millions de francs. Même meilleur marché que le Médiamat, le Cabsat pourrait être encore trop cher pour des chaînes thématiques aux budgets souvent étiés.

cripteurs. Un phénomène européen : selon une étude de la BBC, 75 % de la population britannique devrait être abonnée à une offre de programmes en 2008. Face au boom de la télévision à péage, dopée, en France notamment, par la concurrence, certains s'interrogent sur l'évolution de l'audience et donc des recettes publicitaires des chaînes généralistes.

Paradoxalement, les responsables des chaînes hertziennes continuent à afficher un optimisme sans faille. Pour Philippe Santini, directeur général de France Espace, régie publicitaire de France Télévision, la baisse des chaînes hertziennes (TF1, France 2, France 3, Canal Plus, M6 et La Cinquième-Arte) est « la tarte à la crème des autres médias contre la télévision ». Selon lui, « les chaînes généralistes

sont les seules à pouvoir financer des événements consensuels et fédérateurs, donc des recettes publicitaires et donc permettent de financer la diffusion d'autres événements de même importance ». En effet, estime-t-il, « ces événements nécessitent une mise de fonds importante que les chaînes thématiques ne peuvent se payer ».

Pour Marc Lavédrine, son prédécesseur à France Espace, aujourd'hui patron de Web Sat Pub (WSP), régie publicitaire de France Télévision dédiée à Internet et aux chaînes du câble et du satellite, cette prééminence des télévisions hertziennes est une illustration du « marché de la pulsance ». Selon lui, « les chaînes généralistes se consacrent au marketing de masse en permettant aux annonceurs de toucher le plus de

gens possible dans le moins de temps possible ».

Certes, constate Marc Lavédrine, « un marketing de niche se développe depuis deux ou trois ans, et les chaînes thématiques correspondent à cette nouvelle approche ». Mais il est convaincu que les « petites chaînes » mettront du temps avant d'écarter les 24 milliards de francs de chiffre d'affaires publicitaire annuel de la télévision : « 10 % du marché publicitaire de la télévision pour les chaînes thématiques seraient déjà très bien ». Un seuil qui apporterait près de 1,4 milliard de francs de recettes publicitaires nettes aux thématiques. Mais avant d'espérer une telle manne « il y a deux à trois années difficiles à passer », convient M. Lavédrine.

Pour l'instant, les télévisions du

câble et du satellite font figure de parents pauvres à côté des TF1, France 2 et autres M6. Ainsi, comme il n'est pas possible de vendre un spot isolé sur une chaîne thématique, WSP propose des modules de 105 spots facturés entre 15 000 et 50 000 francs selon les chaînes. Dans le même temps, le passage de certains spots sur TF1, par exemple, est tarifé plus de 500 000 francs.

UN FUTUR MOINS ROSE

A l'instar de Philippe Santini, Nicolas de Tavernost, directeur général de M6, affirme que « les réseaux généralistes garderont la préférence du public ». Donc des annonceurs. Selon les mesures annuelles du panel Audicible, le temps de consommation des chaînes thématiques dans les foyers disposant d'au moins 20

programmes ne dépasse pas 20 % à 25 %. « En extrapolant à tous les Français, calcule M. de Tavernost, les grands réseaux conserveraient un temps de consommation compris entre 75 % et 80 % ».

Optimiste, le directeur général de M6, prévoit même que « les chaînes généralistes prendront de plus en plus de valeur ». Une certitude basée sur l'accroissement de la part de la télévision dans le marché publicitaire. Selon lui, « la concurrence nécessite une réactivité rapide ». En clair, les annonceurs n'ont pas le temps d'attendre que le marché fasse leur place aux chaînes thématiques. Cette exigence « profite d'abord à la télévision et, en priorité, aux chaînes généralistes », précise Nicolas de Tavernost, pour qui, à l'avenir, « le seul problème de la télévision généraliste sera son prix de revient et non pas ses recettes ».

En revanche, le futur des chaînes thématiques s'annonce moins rose. Selon Patrick Ballarin, directeur du marketing de France Espace, « la technologie numérique permettra la fragmentation de l'audience à l'intérieur du foyer ». De nouveaux produits accessibles sur le téléviseur familial, tels que le cinéma à domicile (home theater), les jeux vidéo ou les différents programmes interactifs viendront concurrencer l'audience des programmes thématiques.

G. D.

Guy Duthell

L'enjeu des bases de données

opérateurs de bouquets et annonceurs. Mais la menace est réelle.

Jusqu'à maintenant, explique Patrick Ballarin, « les chaînes vendent des kilos de téléspectateurs aux annonceurs ». Grâce à la technologie numérique, « elles proposent demain des contacts qualifiés ». Des liens directs entre annonceurs et abonnés que l'évolution des techniques rend théoriquement possibles. En pratique, les chaînes s'efforcent de continuer à faire office d'« interface entre les annonceurs et les téléspectateurs », une stratégie indispensable pour préserver leurs rentrées publicitaires.

Selon le directeur du marketing de France Es-

pace, « le coût GRP d'aujourd'hui [le gross rating point, ou GRP, est le prix à payer par un annonceur pour toucher 1 % de la cible visée] sera demain le coût du contact qualifié ». En clair, le prix payé actuellement par un annonceur est lié au nombre de téléspectateurs touchés par une campagne de publicité. Dans un futur plus ou moins proche, il aura le contact avec « les abonnés qui auront répondu aux spots de publicité interactive ». De tels contacts vaudront évidemment beaucoup plus cher que les GRP actuels. Déjà, CanalSatellite, et surtout TPS, testent des publicités interactives.

Un quotidien gratuit fait souffrir la presse suédoise

STOCKHOLM de notre correspondant

Fort de son succès à Stockholm, le quotidien Metro, distribué gratuitement dans le métropolitain de la capitale suédoise, s'essaye à d'autres villes et à d'autres moyens de transport. Depuis lundi 16 février, le journal est disponible à bord du tramway et des autobus municipaux de Göteborg, deuxième cité du pays, empruntés quotidiennement par 110 000 usagers. Avec son cocktail de dépêches d'agences, de photos couleur, de chroniques et d'informations pratiques, le directeur de la publication, Robert Braunerhielm, espère attirer dès les premiers temps quelque 160 000 lecteurs. A Stockholm, le quotidien en revendique actuellement 604 000, ce qui le place en deuxième position sur le marché local, derrière Dagens Nyheter, propriété de Bonnier, premier groupe nordique des médias et de l'édition.

ENGAGEMENT

Metro avait conclu, en février 1995, avec la compagnie publique des transports stockholmois (SL), un accord qui court jusqu'à la fin 2000, l'autorisant à distribuer ses journaux à l'entrée de chaque station de métro de la ville. Le succès de ce titre, financé uniquement par la publicité, ne s'est pas démenti depuis. Il suffit de monter, le matin, dans un wagon pour prendre la mesure de l'engouement suscité par ce tabloïd au titre blanc sur fond vert, disponible tous les jours sauf le dimanche. Partenaire du projet à son lancement, le groupe suédois Modern Times Group (MTG), filiale de Kinnevik, en a pris désormais le

contrôle total. Il a déjà exporté ce concept hors de Suède, en inaugurant une version polonoise, Metro Praha, en juillet 1997 : elle s'est déjà imposée, selon M. Braunerhielm, comme « le leader de la capitale tchèque en termes de lectorat » (420 000 exemplaires). A la mi-avril, ce sera au tour de Budapest.

Le dynamisme de Metro a de quoi, a priori, inquiéter les journaux traditionnels. « C'est vrai que les lecteurs sont désormais plus regardants en matière de prix d'achat », commente Joachim Benner, directeur de la publication du Dagens Nyheter, deuxième quotidien suédois (364 300 exemplaires) derrière Aftonbladet (420 300). Mais, estime-t-il, « les autres journaux proposent beaucoup plus que Metro en matière d'informations et d'avantages réservés aux abonnés ». Bonnier a néanmoins vite compris l'intérêt du créneau des gratuits : en mars 1997, il a lancé Aftonbladet, hebdomadaire distribué à quelque 700 000 exemplaires dans le Grand Stockholm. Déficitaire la première année, ce titre devrait atteindre l'équilibre financier en 1998, espèrent Bonnier et Soendagsavisen, son partenaire danois pour cette opération.

Le développement de la presse gratuite est l'un des maux, avec la chute des recettes publicitaires, qui frappe Svenska Dagbladet, cinquième journal du pays (191 000 exemplaires). En dépit de 75 millions de francs d'économies réalisées il y a deux ans, le quotidien de sensibilité conservatrice est resté lourdement déficitaire. Ses pertes s'élevaient à 65 millions de francs si l'on déduit l'aide versée par l'Etat.

C'en est trop pour son propriétaire, le groupe Investor, qui a l'intention de se séparer du quotidien dans un avenir relativement proche. Percy Barvenik, le président de ce groupe d'investissements de l'empire industriel et financier des Wallenberg, l'a confirmé fin janvier. « Mais il n'y a pas encore de négociations en cours, nous a précisé l'un de ses adjoints, Thomas Nilsson. Il nous faut d'abord concrétiser un nouveau programme d'assainissement ». Ce plan, d'environ 44 millions de francs et qui passera par le licenciement d'une soixantaine de personnes, a pour objectif de rendre le journal plus attractif aux yeux des acheteurs potentiels. Le géant allemand Bertelsmann a, d'après M. Nilsson, déjà manifesté un certain intérêt. Le norvégien Schibsted (qui détient 50 % d'Aftonbladet) en aurait fait de même, se-

lon d'autres sources. Et tout récemment, l'Eglise luthérienne de Suède a lancé un ballon d'essai. Investor a déjà entamé concrètement son retrait du secteur des médias. En octobre 1997, il a cédé ses parts dans la première télévision suédoise, TV4, au nouveau géant finlandais Alma Media, né huit mois plus tôt (Le Monde du 25 février 1997). Par l'intermédiaire de ce dernier, dont il détient environ 20 %, Bonnier est devenu indirectement le premier actionnaire de la chaîne privée. Une domination qui s'est traduite par l'éviction, en janvier, du représentant de MTG au conseil d'administration de TV4, bien que le groupe de Jan Stenbeck en soit le deuxième actionnaire.

Bernard Petitier

La chaîne Première creuse le déficit de la CLT-UFA

LE NUMÉRIQUE PÈSE LOURDEMENT sur les comptes de la CLT-UFA. Le conseil d'administration de l'opérateur luxembourgeois, réuni jeudi 19 février, a approuvé à l'unanimité un budget 1998 prévoyant une perte de 1,3 milliard de francs. « Tout dépend de l'Allemagne », fait savoir un dirigeant de la CLT-UFA. La fusion avec le groupe de Leo Kirch, gelée jusqu'en mai par la Commission européenne, devrait générer l'essentiel des pertes attendues en 1998. Seul un refus de la fusion par les instances européennes pourrait permettre à la CLT-UFA de réduire ses pertes. Des éléments exceptionnels comme la vente de la participation de la CLT-UFA dans TPS, estimée à 800 millions de francs, pourraient aussi combler une partie du trou. Pour 1997, première année de la fusion de la CLT avec l'UFA, la CLT-UFA a enregistré un déficit de 470 millions de francs contre un bénéfice de 550 millions de francs en 1996. L'an dernier, la CLT-UFA a lancé Channel 5 en Grande-Bretagne, TPS en France et RTL Klub en Hongrie.

DÉPÊCHES

■ PRESSE : le groupe Le Progrès prend le contrôle de l'hebdomadaire Lyon Capitale, en augmentant de 20 % sa participation à 53,37 %. Lyon Capitale, qui entre ainsi dans le giron du groupe Hérault, a été lancé en 1994. Tiré à 12 000 exemplaires, il entend poursuivre son objectif de « réaliser un hebdomadaire citoyen et indépendant ». Le Progrès affirme vouloir « déloger les synergies utiles au développement du titre, dans le respect de son autonomie rédactionnelle ».

■ Le groupe Springer perd son procès contre un hebdomadaire gratuit, diffusé dans la région de Fribourg. Le tribunal de Karlsruhe a jugé, jeudi 19 février, qu'avec une diffusion de 120 000 exemplaires la Zeitung am Sonntag ferait peu de tort aux deux journaux dominicaux que Springer diffuse largement dans toute l'Allemagne. - (AFP).

■ TÉLÉVISION : la chaîne Antenne Réunion a déposé son bilan, jeudi 19 février. Première télévision privée de l'île avec 34 % des parts de marché, Antenne Réunion a perdu en 1997 « entre 8 et 10 millions de francs » selon ses actionnaires, portant son déficit cumulé à 45 millions sur sept ans. Son directeur, Thierry Michaut, a estimé que le « risque de cessation d'activité est très faible ». Son principal actionnaire est Jacques de Chateaufort, PDG du groupe des Sociétés de Bourbon, spécialisées dans la pêche, le sucre et la grande distribution.

Le CSA interpelle les chaînes sur le traitement de faits divers récents

LA TÉLÉVISION commet-elle des dérapages lorsqu'elle traite de certains faits divers ? Trois événements récents - la mise en examen du maire de Chablis pour pédophilie, l'affaire Elf-Roland Dumas et les images du guide de haute montagne des Orres menotté et tenu en laisse par les gendarmes - ont donné envie au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de s'en entretenir avec les responsables des rédactions de chaînes de télévision.

Mardi 17 février, quatorze hiérarques représentant TF1, France 2, France 3, Canal Plus, M6, RFO et LCI ont écouté Hervé Bourges, président du CSA, leur dire que ces trois affaires « ont posé le problème du respect de la présomption d'innocence et de la personne humaine » et qu'elles « auraient pu faire l'objet d'un traitement plus rigoureux, parce que plus professionnel et moins exposé à la critique ». Amplement, il avait évoqué le « caractère hautement problématique de la relation entre justice et médias », ajoutant que [eux] sur la voie d'une clarification des rapports entre la justice et les médias plutôt que de sanctionner ou coup par coup les manquements et les dérapages commis à l'occasion par certains diffuseurs.

CAS PARTICULIERS

« Nous sommes dans un univers juridique-médiatique pas clair et dans lequel on est un peu perdu. Il est bon d'ouvrir une réflexion sur ce point ; le fait de travailler entre professionnels est une bonne approche », estime Jean-Claude Dasser, directeur de l'annexe et de la rédaction de LCI. Certains intervenants ont mis en garde contre les conséquences que peut avoir la « chape de plomb » posée sur certains sujets. Ainsi, le silence trop longtemps maintenu dans l'affaire Dutroux en Belgique a peut-être contribué à ce que le nombre des victimes soit plus important.

Les responsables des rédactions refusent de se laisser enfermer dans des règles trop rigides. « S'il y a une évidence partagée par tout le monde, c'est que dans ce genre d'événement, concernant des actes privés ou publics, chaque cas est particulier. Les leçons et les autocritiques tirées d'un événement ne seront pas nécessairement valables pour l'avenir », estime Albert du Roy, directeur général ad-

joint, chargé de la rédaction à France 2, qui admet cependant que « la concurrence et le caractère particulièrement populaire, et porteur d'audience, de certains faits divers peuvent conduire à des dérapages ».

Hervé Bourges a annoncé trois initiatives : la création d'un « groupe de contact », réunissant des responsables des rédactions et des journalistes pour examiner des situations litigieuses, la publication d'une do-

Des médiateurs à France Télévision

Xavier Gouyou Beauchamps, PDG de France Télévision, a annoncé, jeudi 19 février, la mise en place, avant Pâques, de médiateurs sur les deux chaînes publiques Geneviève Guichenev, ancienne journaliste et ancienne conseillère du CSA, pourrait être le médiateur commun à France 2 et France 3 sur les questions de programmes.

En outre, chacune des chaînes sera dotée d'un médiateur sur les questions relatives à l'information. Celui-ci pourrait s'exprimer sous la forme d'une rubrique hebdomadaire dans un magazine d'information sur France 2 et dans un des journaux sur France 3. Ces décisions devront être validées par le conseil d'administration et par le comité d'entreprise qui se tiendront en mars.

Pour les sages du CSA, qui avaient déjà convoqué une rencontre de ce type lors des attentats de 1995, il s'agit de bien jouer son rôle de régulateur afin d'ôter l'envie au politique de légiférer. Pour se ménager cette possibilité d'intervention, le CSA avait d'ailleurs pris la précaution lors du renouvellement des conventions de TF1 et de M6 d'y inclure les notions du respect de l'homogénéité de l'information.

Françoise Chivot

TOUS LES LUNDIS (sauf mardis)

Retrouvez les petites annonces immobilières dans

Le Monde ECONOMIE

01.42.17.39.80

■ APRÈS AVOIR PASSÉ la majeure partie de la séance dans le rouge, la Bourse de Tokyo s'est ressaisie en fin de séance. L'indice Nikkei a gagné 0,84 %, à 16 756,24 points.

■ L'OR a ouvert sur ses niveaux de la veille, vendredi 20 février, à Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait à 298,10-298,60 dollars dès le début des transactions.

■ WALL STREET s'est offert une pause jeudi 19 février après six records consécutifs. L'indice Dow Jones a perdu 75,48 points (-0,89 %), à 8 375,58 points.

■ LE PRIX du baril de brut de référence « light sweet crude » a cédé 9 cents, à 16,16 dollars, jeudi 19 février, sur le marché new-yorkais. Il avait gagné 59 cents la veille.

■ LES AVOIRS nets de changes de la Banque de France ont progressé de 410 millions de francs, atteignant 138,73 milliards de francs, dans la semaine du 5 au 12 février.

LES PLACES BORSIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
Clôture	1 mois	1 an	1 mois

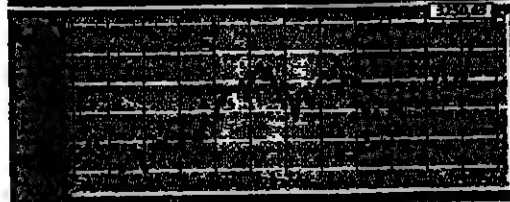
NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCFORT
DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30

Prises de bénéfice à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS abandonnait quelques points, vendredi 20 février, sous l'effet des prises de bénéfice. Mais ces dernières étaient relativement bien absorbées, l'indice CAC 40 ne cédant après deux heures et demie de transactions que 0,29 % à 3 241,24 points. En ce dernier jour du terme boursier de février, la liquidation affichait un gain de 9,3 %. Les transactions étaient étroites ne portant que sur 2,2 milliards de francs dont 1,72 milliard de francs sur les valeurs de l'indice CAC 40.

L'économie française continue à réserver de bonnes surprises : après les prévisions d'une hausse de 10 % des investissements en France cette année, les derniers statistiques sur la production industrielle sont bonnes. Hors énergie et industries agroalimentaires, la production a augmenté de 3,3 % en décembre 1997 par rapport au mois de novembre, selon les données publiées vendredi par l'INSEE. Pour l'ensemble de l'industrie, la progression est de 2 %. Sur les trois der-

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours



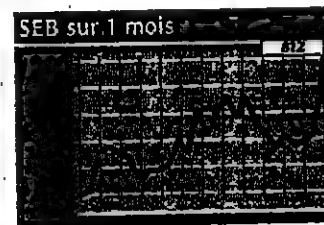
niers mois de l'année 1997, par rapport à la même période de 1996, la progression est de +8,4 % (hors énergie et industries agroalimentaires). Les grandes valeurs qui

avaient fortement progressé ces dernières semaines subissaient quelques prises de bénéfice : Zodiac baissait de 2,7 %, Bertrand Faure, de 1,9 % et Danone de 1,4 %.

SEB, valeur du jour

LE GROUPE électroménager SEB a fortement progressé, jeudi 19 février, à la Bourse de Paris. En clôture, son action affichait un gain de 3,45 %, à 812 francs, avec des échanges portant sur 50 000 titres, alors que la séance s'est soldée par un repli de 0,95 %. Les analystes financiers notaient, jeudi soir, que la hausse du titre s'était effectuée à la faveur du renforcement du groupe français dans le capital du fabricant brésilien d'électroménager ARNO. Le groupe a annoncé avoir acquis

un bloc d'actions à dividende prioritaire pour un montant de 90 millions de dollars, portant sa participation à 96,8 %.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/02	Var. %	Var. %
S.E.B.	812	+3,45	+0,25
Labov	20	+0,50	+0,34
N.R.	105	+0,50	+0,34
U.S. West	105	+0,50	+0,34
Cole	105	+0,50	+0,34
Dynalene	105	+0,50	+0,34
Compt. Franc.	25	+0,50	+0,34
Unior	80	+0,50	+0,34
Renault-France	80	+0,50	+0,34
Interim	170	+0,50	+0,34

BAISSES, 12h30	Cours au 20/02	Var. %	Var. %
Zodiac	130	-2,70	-0,25
Techint	50	-0,50	-0,25
Ind. 40	3 241	-0,29	-0,25
Ind. 100	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 250	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 500	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 1000	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 1500	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 2000	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 2500	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 3000	1 170	-0,29	-0,25

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	Cours au 20/02	Var. %	Var. %
SEB	812	+3,45	+0,25
Labov	20	+0,50	+0,34
N.R.	105	+0,50	+0,34
U.S. West	105	+0,50	+0,34
Cole	105	+0,50	+0,34
Dynalene	105	+0,50	+0,34
Compt. Franc.	25	+0,50	+0,34
Unior	80	+0,50	+0,34
Renault-France	80	+0,50	+0,34
Interim	170	+0,50	+0,34

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

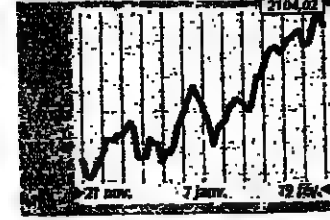
HAUSSES, 12h30	Cours au 20/02	Var. %	Var. %
C.E.P. Pasquier	33,50	+0,50	+0,25
Kondy	1,00	+0,50	+0,25
USM-Metall	75,30	+0,50	+0,25
CPI	80	+0,50	+0,25
Agile	400	+0,50	+0,25

BAISSES, 12h30	Cours au 20/02	Var. %	Var. %
Ind. 100	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 250	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 500	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 1000	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 1500	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 2000	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 2500	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 3000	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 3500	1 170	-0,29	-0,25
Ind. 4000	1 170	-0,29	-0,25

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	Cours au 20/02	Var. %	Var. %
Ind. SBF 120	2217,77	+0,25	+0,25
Ind. SBF 250	2104,02	+0,25	+0,25
Ind. Second Marché	199,99	+0,25	+0,25
Ind. MidCAC	168,19	+0,25	+0,25

Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



Reprise à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE DE Tokyo a terminé en hausse, vendredi 20 février, sur des rachats de découvertes. Les opérateurs qui avaient noué des positions courtes avant la publication des mesures de relance du Parti libéral-démocrate nippon et la réunion du groupe des Sept (G7) de ce week-end se sont défaits en fin de séance. Le dispositif du PLD, qui ne prévoit pas de nouvelles dépenses budgétaires, n'a pas eu d'incidences notables sur les cours. L'indice Nikkei a finalement gagné 139,76 points (0,84 %) à 16 756,24 points.

La veille, Wall Street s'est offert une pause après six records consécutifs, des prises de bénéfice faisant perdre 75,48 points (-0,89 %) à 8 375,58 points au principal indicateur. L'indice Dow Jones avait gagné 270 points depuis le mardi

17 février, quand il avait inscrit son premier record depuis le mois d'août. Des opérations techniques avant l'expiration mensuelle vendredi d'options ont également pesé sur la tendance.

En Europe, la tendance était également aux prises de bénéfice : la Bourse de Londres a perdu 0,08 % à 5 718,5 points et celle de Francfort a abandonné 1 % à 4 582,40 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 20/02	Cours au 19/02	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	3 241,24	+0,29	+0,25
New York DJ	8 375,58	-0,89	-0,25
Tokyo Nikkei	16 756,24	+0,84	+0,25
Londres FT100	5 718,5	-0,08	-0,25
Francfort DAX	4 582,4	-1,00	-0,25
Bruxelles C20	4 582,4	-1,00	-0,25
Amsterdam AEX	4 582,4	-1,00	-0,25
Madrid IBEX	4 582,4	-1,00	-0,25
Stuttgart DAX	4 582,4	-1,00	-0,25
Hong Kong Hang Seng	10 581,30	+0,01	+0,25
Singapore Straits	1 555,47	+0,09	+0,25

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

	1992	1993
Alcoa	73.50	74.50
Allied Signal	42.18	42.37
American Express	86.68	86.63
AT & T	63.75	64.18
Boeing Co.	50.81	51.99
Caterpillar Inc.	51.75	52.18
Chevron Corp.	78.37	78.27
Coca-Cola Co.	68.75	69.13
Disney Corp.	114.18	114.87
Du Pont Nemours & Co.	59.81	60.75
Eastman Kodak Co.	65.25	66.25
Exxon Corp.	63.62	63.81
Gen. Motors Corp.	65.68	65.68
Gen. Electric Co.	72.81	72.81
Johnson & Johnson	71.14	71.14
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25
IBM	102.75	102.75
Intl Paper	47.68	48.14
J.P. Morgan Co.	111.31	111.31
Johnson & Johnson	70.54	70.54
McDonald's Corp.	52.50	52.50
Minerals & Tech.	62.25	62.25

RÈGLEMENT
MENSUEL

VENDREDI 20 FÉVRIER

Liquidation : 20 février
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12h30CAC 40
PARIS

-0,18%

CAC 40 : 3244,76

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Nominal (1)
B.N.P. (T.P.)	978	972	-0,10	1000
Crédit Lyonnais (T.P.)	928	928	-0,06	1000
Renault (T.P.)	1978	1978	-0,20	1000
Rhône-Poulenc (T.P.)	2490	2490	-0,20	1000
Saint-Gobain (T.P.)	1300	1300	-0,10	1000
Thomson S.A. (T.P.)	980	980	-0,04	1000
Azote	1325	1325	-0,10	1000
ACF-Asa-Gen-France	327,20	327,20	-0,10	1000
Air Liquide	945	945	-0,21	1000
Alcatel Alsthom	775	775	+1,19	1000
Alstom	924	924	-0,45	1000
Asa	561	561	+1,04	1000
Bail Inverness	852	852	-0,11	1000
Biscuit Hot-Ville	632	632	-0,47	1000
Bertrand-Paine	428	428	-2,10	1000
BIC	434	434	-0,57	1000
BIS	204	204	-0,78	1000
B.N.P.	945,40	945,40	+0,81	1000
Bollore Techno	852	852	-0,46	1000
Bongrain	2415	2415	+0,57	1000
Bouygues	656	656	-0,11	1000
Bouygues Cit	226,40	226,40	-0,19	1000
Bulle	57,80	57,80	-3,11	1000
Canal+	1150	1150	+0,17	1000
Cap Gemini	615	615	-1,13	1000
Carbone Lorraine	1848	1848	-0,64	1000
Carrefour	3449	3449	-0,86	1000
Casino Guichard	369	369	-0,81	1000
Casino Guichard ADP	253,30	253,30	-0,51	1000
Cassanor (D.A.)	780	780	-0,78	1000
C.C.F.	436,50	436,50	+0,42	1000
Cegid (Ly.)	790	790	-	1000
CEP	34	34	-	1000
CEP	228	228	-1,51	1000
Cheminex	767	767	-1,82	1000
Christian Dior	663	663	+0,50	1000
Chrysos France	21,20	21,20	+1,84	1000
Cip France (Ly.)	210	210	-0,41	1000
Clarin	553	553	-1,80	1000
Club Méditerranée	440,90	440,90	+0,36	1000
Colson	613	613	+0,51	1000
Colson	994	994	-2,11	1000
Compteur Europ.	11,90	11,90	-	1000
Compteur Mod.	5070	5070	-0,46	1000
CPN	465,80	465,80	-0,38	1000
CPN	92,80	92,80	-0,86	1000
Credit Lyonnais	978	972	-0,62	1000

COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 12h30
VENDREDI 20 FÉVRIER

OBLIGATIONS	du nom.	du coupon
Nat. 6,75-91-02	118	2,68
CEPME 9,5-91-02	105,65	2,68
CEPME 9,5-91-02	125,20	2,68
CFD 6,75-91-02	122,05	2,68
CFD 6,75-91-02	121,20	2,68
CFD 6,75-91-02	105,80	2,68
CFD 6,75-91-02	115,46	2,68
CFD 6,75-91-02	109,75	2,68
CNA 9,5-91-02	126,20	2,68
CNA 9,5-91-02	117,60	2,68
CNA 9,5-91-02	104,21	2,68
EDF 6,75-91-02	106,05	2,68
EDF 6,75-91-02	119,58	2,68
EDF 6,75-91-02	125,95	2,68
EDF 6,75-91-02	114,30	2,68
EDF 6,75-91-02	107,75	2,68
EDF 6,75-91-02	101,68	2,68

ACTIOMES FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
ACTIOMES	99,97	99,97
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07

ACTIOMES FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
ACTIOMES	99,97	99,97
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07

ACTIOMES FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
ACTIOMES	99,97	99,97
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07

ACTIOMES FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
ACTIOMES	99,97	99,97
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07

ACTIOMES FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
ACTIOMES	99,97	99,97
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07
ACTIOMES	100,07	100,07

SECOND
MARCHÉUne sélection. Cours relevés à 12h30
VENDREDI 20 FÉVRIER

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acti (N)	48	48
Acti (N)	61	61
Acti (N)	290	290
Acti (N)	130	130
Acti (N)	2075	2075
Acti (N)	363	363
Acti (N)	3100	3100
Acti (N)	206,10	206,10
Acti (N)	780	780
Acti (N)	300	300
Acti (N)	156	156
Acti (N)	1791	1791
Acti (N)	114,10	114,10
Acti (N)	425	425
Acti (N)	335,10	335,10
Acti (N)	33,60	33,60

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acti (N)	48	48
Acti (N)	61	61
Acti (N)	290	290
Acti (N)	130	130
Acti (N)	2075	2075
Acti (N)	363	363
Acti (N)	3100	3100
Acti (N)	206,10	206,10
Acti (N)	780	780
Acti (N)	300	300
Acti (N)	156	156
Acti (N)	1791	1791
Acti (N)	114,10	114,10
Acti (N)	425	425
Acti (N)	335,10	335,10
Acti (N)	33,60	33,60

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acti (N)	48	48
Acti (N)	61	61
Acti (N)	290	290
Acti (N)	130	130
Acti (N)	2075	2075
Acti (N)	363	363
Acti (N)	3100	3100
Acti (N)	206,10	206,10
Acti (N)	780	780
Acti (N)	300	300
Acti (N)	156	156
Acti (N)	1791	1791
Acti (N)	114,10	114,10
Acti (N)	425	425
Acti (N)	335,10	335,10
Acti (N)	33,60	33,60

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acti (N)	48	48
Acti (N)	61	61
Acti (N)	290	290
Acti (N)	130	130
Acti (N)	2075	2075
Acti (N)	363	363
Acti (N)	3100	3100
Acti (N)	206,10	206,10
Acti (N)	780	780
Acti (N)	300	300
Acti (N)	156	156
Acti (N)	1791	1791
Acti (N)	114,10	114,10
Acti (N)	425	425
Acti (N)	335,10	335,10
Acti (N)	33,60	33,60

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acti (N)	48	48
Acti (N)	61	61
Acti (N)	290	290
Acti (N)	130	130
Acti (N)	2075	2075
Acti (N)	363	363
Acti (N)	3100	3100
Acti (N)	206,10	206,10
Acti (N)	780	780
Acti (N)	300	300
Acti (N)	156	156
Acti (N)	1791	1791
Acti (N)	114,10	114,10
Acti (N)	425	425
Acti (N)	335,10	335,10
Acti (N)	33,60	33,60

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 19 février

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI	152,49	152,49
Agip Actions (Act)	131,41	131,41
Acti (N)	48	48
Acti (N)	61	61
Acti (N)	290	290
Acti (N)	130	130
Acti (N)	2075	2075
Acti (N)	363	363
Acti (N)	3100	3100
Acti (N)	206,10	206,10
Acti (N)	780	780
Acti (N)	300	300
Acti (N)	156	156
Acti (N)	1791	1791
Acti (N)	114,10	114,10
Acti (N)	425	425
Acti (N)	335,10	335,10
Acti (N)	33,60	33,60

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI	152,49	152,49
Agip Actions (Act)	131,41	131,41
Acti (N)	48	48
Acti (N)	61	61
Acti (N)	290	290
Acti (N)	130	130
Acti (N)	2075	2075
Acti (N)	363	363
Acti (N)	3100	3100
Acti (N)	206,10	206,10
Acti (N)	780	780
Acti (N)	300	300
Acti (N)	156	156
Acti (N)	1791	1791
Acti (N)	114,10	114,10
Acti (N)	425	425
Acti (N)	335,10	335,10
Acti (N)	33,60	33,60

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI	152,49	152,49
Agip Actions (Act)	131,41	131,41
Acti (N)	48	48
Acti (N)	61	61
Acti (N)	290	290
Acti (N)	130	130
Acti (N)	2075	2075
Acti (N)	363	363
Acti (N)	3100	3100
Acti (N)	206,10	206,10
Acti (N)	780	780
Acti (N)	300	300
Acti (N)	156	156
Acti (N)	1791	1791
Acti (N)	114,10	114,10
Acti (N)	425	425
Acti (N)	335,10	335,10
Acti (N)	33,60	33,60

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI	152,49	152,49
Agip Actions (Act)	131,41	131,41
Acti (N)	48	48
Acti (N)	61	61
Acti (N)	290	290
Acti (N)	130	130
Acti (N)	2075	2075
Acti (N)	363	363
Acti (N)	3100	3100
Acti (N)	206,10	206,10
Acti (N)	780	780
Acti (N)	300	300
Acti (N)	156	156
Acti (N)	1791	1791
Acti (N)	114,10	114,10
Acti (N)	425	425
Acti (N)	335,10	335,10
Acti (N)	33,60	33,60

D PEA	222,35
tion C	1514,48
Financier D	257,048
	238,41
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	
ASSET MANAGEMENT	
Strake C	38641,77
Strake D	30614,37
	1072,09
D	1801,26
D	1062,57
	417,26
Strake C	376,49
(Cf)	3654,51
C	388,54
Financier France D	887,59
2247 support C	2247,37
22 support D	2222,37
nce C	2222,58
nce D	2024,18
306 D	306 D
	2674,52
Communs de placements	
	1641,71
D	1641,71

DISPARITION

ROLV KYSSDAL, président de la Cour européenne des droits de l'homme, est mort, mercredi 18 février, à son domicile en Norvège, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Il siégeait à la Cour européenne, dont le siège est à Strasbourg, depuis 1973 et en avait été élu vice-président en 1980, puis président en 1985 et réélu à ce poste à quatre reprises. Auparavant, il avait été président de la Cour suprême norvégienne de 1969 à 1984.

NOMINATIONS

INDUSTRIE
François Auvin, inspecteur des finances, a été nommé directeur du cabinet de Christian Piarret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, en remplacement de Michel Collin, devenu trésorier-payeur général des Yvelines.

[Né le 13 mai 1957 à Paris, François Auvin est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1980-1982). Il a rejoint l'Inspection générale des finances à la sortie de l'ENA et a été ensuite notamment conseiller technique au cabinet de Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense (1988-1991), puis au cabinet de Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur (février-mai 1991), avant de diriger le cabinet de Jean-Noël Jeanneney au secrétariat d'Etat au Commerce extérieur (1991-1992), puis au secrétariat d'Etat à la Communication (1992-1993). Il réintègre l'Inspection des finances en avril 1993. Depuis juin 1997, François Auvin est chargé de mission auprès de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, et de Christian Santest, secrétaire d'Etat au Budget.]

TRANSPORTS

Claude Gressier, ingénieur général des Ponts et Chaussées, a été nommé directeur du transport maritime, des ports et du littoral, au conseil des ministres de mercredi 18 février, sur proposition de Jean-Claude Gaysot, ministre de l'Équipement, des transports et du logement.

[Né le 2 juillet 1943 à Valenciennes (Nord), Claude Gressier est ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École polytechnique (promotion 1963). Il commence sa carrière en 1968 à la direction départementale de l'équipement de la Somme, puis il entre à la direction des routes du ministère de l'Équipement en 1971. En 1976, il devient conseiller technique au cabinet de Vincent Auzanet, ministre de la Qualité de la Vie. En 1977, il est directeur adjoint, puis directeur du centre d'études des transports urbains. Il occupe ensuite le poste de directeur de la circulation au conseil régional d'Ile-de-France (1984-1986). Le 14 mai 1986, il est nommé directeur des transports terrestres, poste qu'il restera jusqu'en 1993. Il entre ensuite dans le secteur public en devenant directeur général adjoint de la SNCF, puis en prenant la présidence du conseil d'administration de la Seta (filiale de la SNCF). Claude Gressier a aussi présidé, jusqu'en juillet 1997, la société GéoSia, l'ancien pôle de transport routier de la Seta, privatisée en 1996.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 14 février sont publiés :

● **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord entre la France et le Venezuela sur la reconnaissance de titres ou diplômes d'enseignement secondaire pour commencer ou continuer des études supérieures, signé à Caracas le 11 juin 1996.

● **Sports** : un décret d'application de la loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.

Au Journal officiel daté lundi 16-mardi 17 février sont publiés :

● **Gouvernement** : un décret relatif à la composition du gouvernement. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie, est nommé ministre délégué à la coopération et à la francophonie.

Au Journal officiel du mercredi 18 février sont publiés :

● **Catastrophe naturelle** : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans plusieurs départements.

● **AOC** : deux décrets relatifs aux appellations d'origine contrôlée « Côteaux du Languedoc » et « Anjou Villages ».

● **Conseil constitutionnel** : quatre décisions du Conseil constitutionnel, validant les élections à l'Assemblée nationale (Le Monde daté 15-16 février) de Catherine Trautmann (Bas-Rhin, 1^{er}), Robert Hue (Val-d'Oise, 5^e), Jacqueline Lazard (Finistère, 7^e) et déclarant inéligible pour un an René-Paul Victorin (La Réunion, 1^{er}).

Au Journal officiel du jeudi 19 février sont publiés :

● **AOC** : six décrets relatifs aux appellations d'origine contrôlée « Bouzeron », « Anjou Villages Brissac », « Pessac-Léognan », « Costières de Nîmes », « Côtes de Castillon », « Arbois », « Côtes du Jura », « L'Étoile » et « Maury ».

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Maël BAUDET

est né le 12 février 1998.

Bienvenue au monde, Maël !

Josiane Yuan,
Jean-Christophe Baudet,
64, rue des Poissonniers,
75018 Paris.

M. et M^{me} Louis-Marie MAUVAIS

ont la joie d'annoncer la naissance de

Maylis

le 12 février 1998.

7, rue des Dames,
75017 Paris.

Décès

— Come-sur-Loire, Port-Aubry.

M. Bernard Agostini,

son fils,

Ses proches :

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel AGOSTINI,

chevalier de la Légion d'honneur,

ancien administrateur

de la France d'outre-mer,

survenu le 19 février 1998, à l'âge de

quatre-vingt-dix ans.

Ses obsèques auront lieu le samedi

21 février, à 14 heures, en la chapelle de

l'hôpital de Come-sur-Loire (Nièvre),

suivies, selon ses vœux, de son

incinération.

Condoléances sur registres.

Port-Aubry,

58200 Come-sur-Loire.

— Nicolas Bourbaki

a la tristesse de faire part du décès, le

6 février, à New York, de l'un de ses

anciens collaborateurs.

Samuel EILENBERG.

— L'Association internationale des

traducteurs de conférences (AITC)

a la grande tristesse de faire part du décès

subit de

Brian FEATHERSTONE,

survenu le lundi 16 février 1998, à

Simiane-la-Rotonde (Alpes-de-Haute-

Provence).

Brian Featherstone était vice-président

de l'association, actif en son sein depuis

de nombreuses années, et apprécié de tous

pour son dévouement et ses qualités

humaines.

— Sa famille,

Ses amis,

Et tous ceux qui l'aiment,

ont la grande tristesse de faire part du

décès subit de

Germaine GABISON,

née ALBERTI,

le 16 février 1998, dans sa quatre-vingt-

cinquième année.

Elle a lutté toute sa vie contre

l'injustice, pour le respect de la dignité des

humains, et s'est battue avec passion pour

permettre aux ouvriers d'accéder au

monde culturel de notre temps dans toute

sa diversité.

L'incinération aura lieu le mercredi

25 février, à 10 h 30, au crématorium du

Père-Lachaise (entrée place Gambetta).

Ni fleurs ni couronnes.

48, rue des Berges,

75015 Paris.

— Le comité régional CGT Rhône-

Alpes,

Son institut régional d'histoire

ont la tristesse de faire part du décès de

Joseph JACQUET,

à l'âge de soixante-dix-sept ans, le

18 février 1998, après une longue

maladie.

Homme de dimension humaine

extraordinaire, Joseph a marqué de son

empreinte la CGT.

Chémiste, résistant, député, membre

de la direction nationale de la CGT,

secrétaire général de son comité

régional Rhône-Alpes de 1969 à 1985,

fondateur de l'Appel des Cents, vice-

président de l'Institut national d'histoire

et président de son institut régional.

Les obsèques auront lieu le samedi

21 février, à 10 h 15, en l'église

Saint-Alban, 67, rue Lacroix, Lyon-3^e.

Ni fleurs ni couronnes.

L'information au cimetière se fera dans

la plus stricte intimité.

— Dominique Delmas,

Michèle Elievin,

Claude Gernez,

Patrick Jouhau,

Lyne Khachell,

Véronique Moreau-Chebat,

Martine Schry,

Michèle Taillandier,

de l'Association Presque,

ont la douleur de faire part du décès de

leur président et ami, le

docteur Henri KAGAN,

survenu à Paris, le 16 février 1998.

— Sa famille,

Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Fernand OURY,

survenu le 19 février 1998, à Blois, dans

sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu dans la plus

stricte intimité.

— M^{me} Pascale Svirnickas, née Delabre,

son épouse,

Anne Svirnickas

et André Perret,

Marie, Joëlle, Urko,

Haïze, Leïre,

Noëlle Svirnickas

et Pierre Angéles,

Ludovic, Cyrielle, Julie,

Chère Svirnickas

et Xavier Charpentier,

Johann, Marine, Colin,

ses enfants et petits-enfants,

Les familles Chronakel, Perret, Pene,

Delabre,

Toute sa famille,

Et ses amis,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Abbas SVIRNICKAS

(Clément),

le mardi 17 février 1998, dans sa qua-

trante-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité

familiale, le jeudi 19 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— La famille de Roger Vieillard,

Sa famille de cœur,

Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Roger VIEILLARD,

née Anita de CARO,

survenu le 18 février 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le samedi 21 février, à 15 heures, en

l'église Saint-Etienne du Mont, 1, rue

Saint-Etienne-du-Mont (place Saint-

Geneviève), Paris-5^e.

7, rue de l'Éstrapade,

75005 Paris.

SOUTENANCES DE THÈSES

67 F HT la ligne

Tarif Étudiants 98

POUR VOTRE PRESBYTÈRE,

PORTEZ

DES LENTILLES

CORNEENNES

PROGRESSIVES

E.B. Meyrovitch

OPTICIEN

5 rue de Castiglione

Paris 1^{er} (Place Vendôme)

Tel. 01.42.60.43.64.

J.O. NAGANO 98

du 7 au 22 février

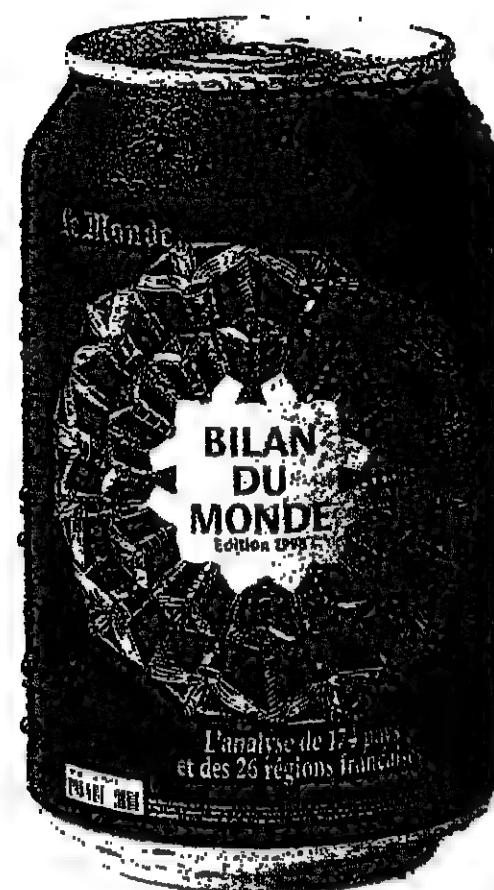
Retrouvez les articles du Monde, l'actualité sportive

en direct ainsi qu'une sélection de sites

www.lemonde.fr

... également sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

L'analyse à froid d'une année chaude



▲ 174 pays analysés par les journalistes
et correspondants du « Monde » ▲ L'état de l'Europe
et l'arrivée de l'euro ▲ Les nouvelles données
de la politique économique
et sociale française ▲ A la veille des élections,
le panorama des 26 régions françaises ▲ Les mutations
de l'économie française et mondiale
▲ Après la crise asiatique, l'état des Bourses mondiales
▲ Un palmarès, par secteur, des plus grandes entreprises
en France et dans le monde ▲ Un véritable tour du monde
économique et social

BILAN DU MONDE
200 PAGES - 50 F

CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Le Monde

OLYMPISME Décevant individuellement, Sylvain Guillaume, Nicolas Bal, Ludovic Roux et Fabrice Guy ont gagné une médaille de bronze collective en combiné nordique, remontant à

la troisième place au terme du 4 x 5 km dans lequel ils étaient partis en sixième position. ● C'EST LA SEPTIÈME médaille pour la France depuis le début des JO de Nagano qui s'achèvent di-



manche 22 février. ● LES HOCHEVEURS canadiens, comme les Américains deux jours avant, ont connu la défaite face aux Tchèques : battus 1-1 puis 1-0 au but à 0, les coéquipiers de Wayne

Gretzky voient s'envoler leur rêve d'or olympique. ● L'ITALIENNE Deborah Compagnoni, parfaite technicienne, a gagné le géant et sa troisième médaille d'or en trois JO.

Le passage de relais réussi du combiné français

Combiné nordique (équipes). Sixièmes après le saut, les quatre tricolores avaient une minute à reprendre dans l'épreuve de ski de fond pour espérer le podium. Les anciens, Sylvain Guillaume et Fabrice Guy, et les nouveaux, Nicolas Bal et Ludovic Roux, ont mis tout leur cœur pour conquérir le bronze

MAKUBA
de notre envoyé spécial
Quand il a franchi la ligne d'arrivée de l'épreuve par équipes de combiné nordique, juste derrière les intouchables maîtres norvégiens et finlandais, Fabrice Guy ne touchait pas terre. Littéralement. Ce bond allégre, drapeau tricolore en main, que le champion olympique individuel d'Albertville s'est permis pour ses adieux aux Jeux exprimait autant une joie profonde pour l'équipe de France qu'un intense soulagement personnel. « Quand j'ai entendu mon relais et que j'ai vu Ludovic (Roux) arriver en troisième position, ça m'a pris une trépidation, raconte-t-il. Pour l'une des premières fois de ma vie, j'ai pris un relais en me disant que j'allais peut-être

perdre une place, car je redoutais Felix Gottwald et Kenji Ogawa, l'Autrichien et le japonais qui me suivaient. Quand Felix m'a rattrapé, je me suis dit : Tant pis, on fera sans doute de beaux quatrièmes. » Depuis son titre de vice-champion du monde de 1991, l'équipe de France de combiné nordique n'est plus jamais montée sur un podium olympique ou mondial. Fabrice Guy le sait bien : il est aujourd'hui le seul membre de l'équipe montée à l'époque sur la deuxième marche du podium à être encore en activité. Alors, le jurassien refuse de se résigner. Felix Gottwald à ses basques, une tenace sensation de fatigue dans les jambes, il tente un ultime baroud dans la dernière ascension du circuit

de cinq kilomètres. Quand il se retourne au sommet de la côte, l'Autrichien est à dix mètres. Dans le dernier virage, il est carrément hors de vue. « Là, enfin, je me suis dit que c'était bon. Et tout de suite, j'ai pensé aux jeunes. » Les jeunes, ce sont Nicolas Bal et Ludovic Roux, dix-neuf et dix-huit ans. Deux garçons aux visages encore adolescents qui, un an auparavant, devenaient ensemble champions du monde par équipes chez les juniors. Sur le circuit d'Albertville, ils ont effectué deux parcours de ski de fond exemplaires, faisant chacun gagner une place au relais (4 x 5 km) français parti en sixième position. Avant eux, c'est l'autre « ancien », Sylvain Guillaume, vingt-neuf ans comme

Fabrice Guy, qui avait lancé la machine. Après le concours de saut, disputé la veille, les Français avaient fait leurs comptes : pas trop à l'aise sur le tremplin, ils allaient devoir prendre le départ du relais une minute et onze secondes derrière la Finlande, l'équipe de tête, et à plus d'une minute d'un éventuel podium. Eric Lazzaroni, entraîneur national, avait exposé sa tactique : Sylvain Guillaume et Nicolas Bal, a priori les plus costauds en ski de fond, seraient les deux premiers relayeurs, à charge pour eux de ramener le relais français dans la course aux médailles. Ludovic Roux, moins à l'aise sur les skis, devait rester au contact des meilleurs et laisser Fabrice Guy, réputé bon finisseur, terminer le travail. Encore fallait-il que les équipes de tête connaissent un moment de faiblesse.

« De toute façon, il n'y avait qu'à rester à bloc, quitte à exploser en route », résume Sylvain Guillaume. Le vice-champion olympique de 1992 tient le choc. Quand il passe le relais à Nicolas Bal, les Norvégiens sont toujours loin devant, mais le Japon, troisième, est à moins de quarante secondes. Sur la lancée, Nicolas Bal, qui, début janvier, ne savait pas s'il irait aux Jeux, place l'équipe de France au pied du podium. Quand Ludovic Roux prend le relais, il est en quatrième position, à quelques mètres des Finlandais et des Japonais. Le benjamin de l'équipe de France occupe même brièvement la deuxième position,

avant de reculer d'un rang, épuisé, dans la dernière ascension. Là-bas, au milieu du stade de fond, Fabrice Guy, qui attend son relais, a l'impression que toute sa carrière va se jouer dans les minutes qui suivent.

GRAIN DE FOULE

Pour lui et pour Sylvain Guillaume, il y a comme une heureuse conclusion à apporter à une belle histoire. Celle de deux gamins du Jura qui ont effectué leurs premiers sauts sur le tremplin de Mouthe, sont partis ensemble dès l'adolescence écumer les tremplins et les parcours de fond de France et d'étrangers, ont connu la gloire un jour de février 1992, se sont parfois éloignés l'un de l'autre une fois venu l'âge des responsabilités, mais ont su se retrouver, parce que vingt-cinq années de complicité ne peuvent s'effacer comme cela. Et puis, il y a les jeunes : « Ludo » Roux et « Cello » Bal, que la passion du combiné nordique a véritablement gagnés en assistant au double de leurs aînés aux Jeux d'Albertville. Ils ne sont pas arrivés en équipe de France les bras vidés, mais avec une envie et un grain de folie qui ont su rallumer la flamme parfois vacillante de leurs aînés.

« Nous avons tous besoin les uns des autres, confie Nicolas Bal, les yeux mi-clos. Les "vieux" nous aident à nous lancer et nous, nous les aidons à bien finir. » Vendredi, sous la pluie, il n'y a pas eu seulement trois passages de relais entre les « combinés » français. Le quatrième, moins visible, était dans les têtes. Fabrice Guy et Sylvain Guillaume savent désormais que, quand ils décideront de raccrocher leurs skis, dans un an ou plus tard, Ludovic Roux et Nicolas Bal seront là pour empêcher que la neige ne recouvre leurs traces. « C'est un peu un passage de témoin pour nous, avec deux jeunes et deux vieux », dit Nicolas Bal. Nous avions arrêté notre technique après l'épreuve de saut. Pour nous, c'était aujourd'hui ou jamais. »

Gilles Chappaz

Gilles van Kote

L'irrésistible montée en puissance de Hermann Maier, « skieur total »

NAGANO
de notre envoyé spécial
Lorsqu'ils parlent de lui, les coureurs disent tous à peu près la même chose avec des mots différents. Adrien Duvalard : « C'est une force

ANALYSE

Son physique exceptionnel est au service de son audace et de son goût instinctif pour l'engagement maximum

de la nature, une brute au bon sens du terme », Jean-Luc Créder : « C'est un bûcheron, mais l'almérais skier comme lui ! », l'Américain Davon Rhalmes : « C'est le meilleur, parce qu'il a la puissance ». Coureurs et entraîneurs sont unanimes : la force de Hermann Maier tient avant tout dans son incomparable puissance physique. « Il est blindé », résume Christophe Saloni. L'homme des Jeux - celui qui aurait été en mesure de gagner autant sinon plus de médailles que Jean-Claude Killy sans une terrible chute dans la descente - fait-il pour autant avancer la technique ? En d'autres termes, innove-t-il comme l'avaient fait par exemple, avant lui, l'italien Gustavo Thoni, le Suédois Ingemar Stenmark ou le Norvégien

Ole-Christen Furuseth ? Le premier avait popularisé le transfert latéral, le deuxième avait systématisé les conduites coupées sur l'ensemble de la courbe, le troisième avait apporté le départ en pivotement deux pieds et trace large. Hermann Maier, dont le bagage technique est complet et solide, n'apporte aucune révolution du même genre. Sa « gestuelle » s'inscrit simplement dans la ligne d'évolution permanente de la technique, en perpétuelle adaptation aux avancées technologiques. Dans ces conditions qu'est-ce qui peut bien faire gagner l'Autrichien avec une régularité de métronome depuis le début de la saison ? Luc Alphand, passé avec maestria du statut de vainqueur de la Coupe du monde à celui de consultant pour la télévision, s'est fait une opinion : « Je me suis effectivement posé la question. En réalité, il est costaud dans tous les domaines, mais il est le plus fort dans deux : le physique et le mental ! Sa technique ? Elle est bonne, mais basique ; il n'a pas un toucher de neige exceptionnel. »

En réalité, il suffit de regarder Maier pour comprendre. Sa charpente musculaire est la plus imposante du circuit. Si ses cuisses et fessiers restent dans la moyenne supérieure, ses dorsaux, trapèzes, pectoraux, abdominaux et biceps sont impressionnants. Hermann est un athlète sculptural, le premier

skieur-décathlonien en somme. Son enveloppe musculaire homogène, et la tonicité générale qui en résulte, Maier les met au service de son audace, et de son goût instinctif pour l'engagement maximum. Le double champion olympique (de super-G et de géant) est un fonceur. Il est le seul à « tirer » les bras devant en permanence et à toujours rechercher la vitesse. Le haubanage de ses muscles lui permet d'avoir buste et bassin toujours placés, pour se caler en position d'attaque et d'anticipation. Il peut voir venir !

LES TRAJECTOIRES LES PLUS COURTES

Là où d'autres arrondissent, Maier prend toujours le trajet le plus direct et joue avec les limites. Il sait qu'en fin de virage, quand le skieur est soumis aux forces, centrifuges notamment, les plus importantes, son potentiel physique le sortira d'affaire. Mieux même, lui permettra de sortir en accélération. Pour autant Maier n'est pas un kamikaze. Ses prises de risque restent calculées. Elles épargnent les plus téméraires, jusqu'à en écarter quelques-uns, comme l'Autrichien Patrick Ortlieb, champion olympique de descente à Albertville : « Ce que Maier ose faire est trop rude. Il choisit des lignes qu'aucun autre ne se permet de prendre. Et c'est ainsi qu'il gagne les mètres et les secondes qui font la différence. » Il es-

sale. Il risque. Ça passe. Et il gagne. Ça accroît sa confiance. Et il ose encore plus », synthétise le géantissime français Christophe Saloni. « Il est installé dans la spirale de la victoire. Ce qu'on juge trop risqué, lui le réussit. Du coup, ça met un coup au moral à tout le monde. » Le Suisse Michael Von Grünigen, le plus grand stylistique actuel, ne veut pas se laisser impressionner : « Il prend 100 % de risques. Mais je veux prouver que la finesse technique peut venir à bout de la puissance. C'est mon défi. Je ne désespère pas de démontrer qu'il y a d'autres voies dans le ski moderne. Le style Maier, ce n'est pas le style du futur ! » C'est à voir.

Les compagnons d'équipe de Maier, Stefan Eberharter, Hans Knauss, ou Andreas Schifferer ont pris des épaves et optent eux aussi pour un ski d'attaque. Pour l'instant, ça marche. Il y a quelques années quelqu'un avait imaginé l'expression « ski total », pour parler de Jean-Claude Killy. On pourrait aujourd'hui la réactualiser à propos d'Hermann Maier. Mais si on voulait véritablement chercher une technique nouvelle dans le ski actuel, c'est probablement vers Deborah Compagnoni et son ski cristallin qu'il faudrait se tourner. Sa balade vers l'or dans le slalom géant était une leçon du genre. Du grand art !

Triple ban pour Deborah Compagnoni, triple déception pour Sophie Lefranc-Duvillard

Ski alpin (slalom géant dames). L'italienne devient la première skieuse à gagner trois titres en trois Jeux olympiques

SHIGA KOGEN
de notre envoyé spécial
Il faudrait s'attarder sur la performance historique de Deborah Compagnoni, abonnée au titre de championne depuis trois olympiades et couronnée, vendredi 20 février, dans le slalom géant des Jeux de Nagano. Il faudrait dire combien sa technique est épurée et grande sa science de la course. Il faudrait insister sur la qualité de sa prestation tranquille dans le slalom géant de ce matin, une course d'une rare exigence et d'une extrême difficulté. Il faudrait aussi saluer la nouvelle médaille de Katja Seizinger et la valeur collective de l'équipe allemande, présente sur tous les « fronts » depuis le début de la saison et si brillante aux Jeux. Mais pourquoi ne pas vibrer à la course de Sophie Lefranc-Duvillard, dont le flirt avec le podium du slalom géant avait quelque chose de touchant et pathétique ?

CHAMPIONNE ATTACHANTE

Sophie Lefranc-Duvillard est une championne attachante. Et un cas à part. Dans un milieu volontiers taiseux et averse de grandes envolées, son besoin de communiquer tranche joliment, tout comme sa silhouette effilée et féminine. Elle parle beaucoup et joue franc jeu. Cela énerve certains. Ce matin, sur les pistes du mont Higashidate à Shiga Kogen, Sophie Lefranc-Duvillard se présente au départ de son troisième slalom géant olympique. D'Albertville, en 1992, elle garde le souvenir « d'avoir été prise au cœur, d'avoir été transcendée. »

Elle avait vingt et un ans. Elle était toute jeune dans le métier. « On m'avait sélectionnée sur mon enthousiasme », dit-elle. Au bout de ce premier rêve-réalité, une honorable dix-neuvième place. De Lillehammer (Norvège), deux ans plus tard, elle ne veut rien conserver : « J'étais très tendue, je n'étais toujours pas mature, j'avais mal skié, comme si des angs roulaient sous mes skis... »

D'autres moments importants rythment sa carrière. Les championnats du monde de Morioka (Japon) et Sestrières (Italie) lui laissent le goût amer des rendez-vous qu'on manque. Le parfum de

quelques belles performances et de deux podiums - le premier en 1993 à Sölden (Autriche) et l'autre, cet hiver, à Cortina (Italie) - entretient l'espoir chez cette skieuse talentueuse, technique-

ment affûtée, mais à la santé si fragile. Elle est arrivée à Nagano étonnamment calme et philosophe, « convaincue de pouvoir faire un podium ». Elle a confiance en elle et le dit : « J'ai tout fait pour que ça arrive. Je n'ai rien à me reprocher. Si les choses doivent se faire, elles se feront. » Il est vrai que depuis que son mari Adrien, descendant de profession, a failli perdre la vie sur la piste de Wengen (Suisse) en janvier 1996, elle a appris à relativiser.

MANQUE DE JUS
A Shiga Kogen, la lecture récente d'un ouvrage d'une chercheuse américaine sur les aborigènes australiens, « où il est question d'hommes vrais dans un monde de mutants », va l'aider à évacuer le stress : « J'ai gardé ma décontraction ! » Dès la première manche du slalom géant, Sophie Lefranc-Duvillard met toute son énergie et son ambition dans sa quête de médaille. Deuxième temps ! La médaille est à portée de spatule : « Si Jésus est avec moi, si c'est mon jour, je prends ! » Dans la seconde manche, exceptionnellement longue (plus d'une minute et 30 secondes) et tourmentée, Sophie Lefranc-Duvillard manque de jus et skie à l'arraché. Ses jambes n'exécutent pas ce que la volonté commande. Bilan : une cinquième place finale plus que probante et honorable. Mais ce n'est pas encore aujourd'hui qu'un(e) Duvillard montera sur un podium olympique.

G. Ch.



Deborah Compagnoni a offert une prestation d'une tranquillité apparente lors d'un slalom géant pourtant très exigeant.

Wayne Gretzky se consume aux Jeux

Hockey sur glace. Malgré la présence du meilleur joueur de l'histoire, les Canadiens ont été éliminés en demi-finale par les Tchèques

NAGANO

de notre envoyé spécial

Sa vie de hockeyeur l'a entraîné plus loin qu'il ne semblait permis d'aller. Vers 19 pleines saisons sur la glace de la NHL, le coriace champion professionnel nord-américain. Vers 4 victoires en Stanley Cup. Et vers assez de records pour en oublier lui-même le nombre et la nature.

Tout juste se souvient-il, en creusant sa mémoire, des trois moins obscurs : ceux du nombre de buts (862), de passes (1843) et de points (2705). Ces dernières semaines, un magazine spécialisé l'a enveloppé, sans même le consulter, du costume emporté de « plus grand joueur de l'histoire ». Il l'a accepté sans un mot, d'un simple sourire timide et mal à l'aise, comme il l'avait fait

quelques années plus tôt d'un surnom, « The Great One », dont il ne voulait pas.

Wayne Gretzky est un joueur de légende auquel l'olympisme sera refusé au terme d'un tournoi qui a vu tourner, au cauchemar le rêve des joueurs nord-américains. Accueilli au Japon comme une pop star, il a en fait traversé les Jeux de Nagano de la démarche discrète d'un obscur de la glace. Il a peu parlé, accepté comme les autres l'étrange bon enfant des chambres du village olympique et repassé, sans jamais le détourner, le langage commun de tous les envoyés de la NHL.

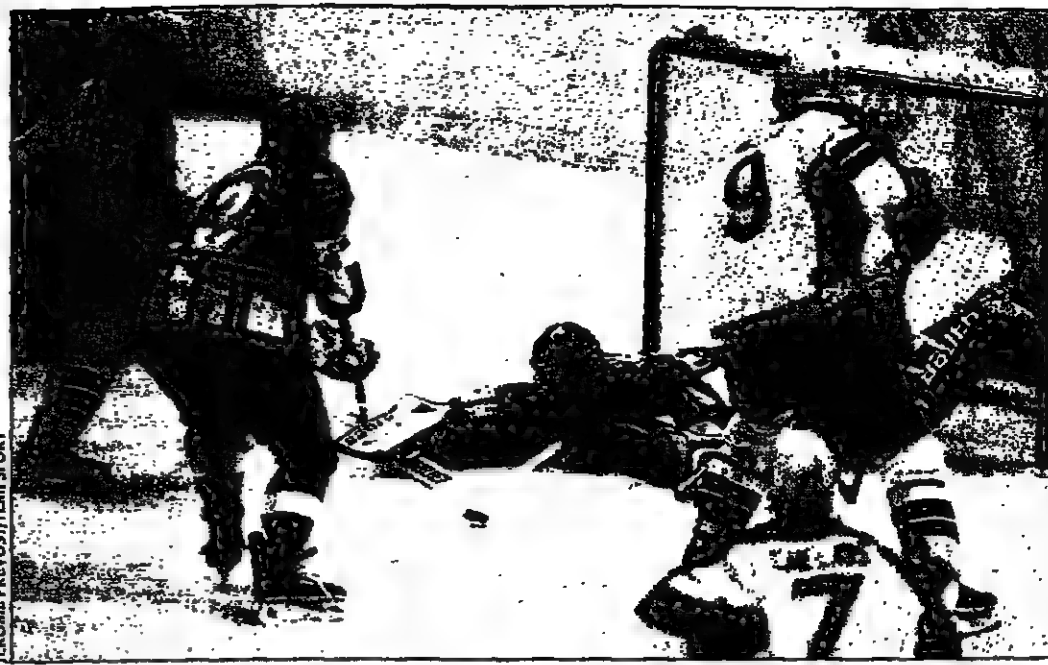
« Je suis heureux et très excité de disputer le tournoi olympique. Ce sont mes premiers Jeux. Je suis fier de les disputer sous le maillot du Canada.

J'aime mon pays. Le représenter à Nagano est un immense honneur ».

A la veille de l'ouverture, les sceptiques se repassaient leur crainte de voir les milliardaires du hockey s'écarter les uns des autres sans en comprendre l'essence. Et jouer à leur tour, sans la moindre prudence, le miroir d'inaccessibles, improvisés deux ans plus tôt, à Atlanta, par le basket-ball américain Shaquille O'Neal et tous les gros bras de la NBA.

Mais ces maîtres du palet leur ont vite donné tort. Wayne Gretzky le premier. « A Nagano, ce sont les Jeux qui sont les stars, pas nous. Nous ne sommes que les acteurs d'un événement exceptionnel », avait-il assuré peu avant l'ouverture dans un entretien accordé à l'Equipe Magazine. Et, surprise, il a tenu parole. Un exemple ? Facile. Mardi 10 février 1998, lors de la conférence de presse de la « Dream Team » canadienne, au cœur de la pagaille qui régnait dans le centre de presse, Wayne Gretzky a prononcé un regard amusé sur cet improbable remue-ménage. Puis il a patiemment répondu aux questions, en respectant sagement son propre temps de parole.

Sur la glace, « The Great One » a joué ses états de service et chaussé des patins de vulgaire équipier. Il a laissé à Eric Lindros, l'homme que le hockey désigne déjà comme son



Mercredi 18 février, le gardien tchèque Dominik Hasek avait écarté les hockeyeurs américains (68 arrêts !). Vendredi 20, il n'a encaissé aucun penalty contre les favoris canadiens. La République tchèque jouera, dimanche 22, la finale du tournoi olympique.

digne successeur, le brassard de capitaine. Et pas même osé une grimace de dépit en découvrant que son nom ne figurait pas sur la liste des joueurs du Canada. Les soirs sans match, on l'a vu promener son sourire et ses regards gourmands d'un site olympique à l'autre. Il a même été soutenu de la voix et du geste l'équipe du Canada dans le tournoi de hockey féminin, sagement assis dans les gradins de la patinoire.

Il n'a pas marqué. Mais le tournoi olympique se moque bien de ce vulgaire détail. A Nagano, le public

s'arrache dans les boutiques le maillot frappé de son nom et de ce numéro, le 99, qui n'appartient qu'à lui. Et, preuve desormais incontournable de sa popularité, son adresse e-mail dans la messagerie électronique des Jeux déborde de courriers. Plus de 600 messages, nettement mieux que Lindros (253). Et, à lui seul, près de la moitié de ceux reçus par toute l'équipe canadienne.

Vendredi 20 février, la défaite du Canada contre la République tchèque (1-1, puis 1-0 au but) lui a claqué au visage la porte de la finale. Wayne Gretzky ne sera

pas champion olympique. On lui parle d'échec, de cruelle déception, et d'un rêve de même qui ne sera jamais réalisé.

Il répond d'un silence embarrassé par sa propre franchise. Il avoue dans un soupir : « En réalité, je n'ai pas le souvenir d'avoir vraiment pensé aux Jeux. En fait, je crois n'avoir jamais vu un seul match olympique à la télévision ». Aucun souvenir, dit-il. Peu importe. Les Jeux de Nagano, eux, ne l'oublieront sûrement pas de sitôt.

Alain Mercier

Scène de frustration à l'américaine

Les hockeyeurs américains n'ont pas seulement le coup de poing facile. Ils ont aussi la défaite amère. Mercredi 18 février, leur élimination du tournoi par la République tchèque en quart de finale (4-1) a eu sur eux un effet inattendu. Chris Chelios, un arrière des Chicago Blackhawks, connu en NHL pour cogner aussi fort sur le palet que sur les têtes, a manifesté sans nuance sa frustration. Il a fait du petit bois des meubles de sa chambre au village olympique. Puis brisé en éclats la vitre de sa porte-fenêtre, avant de l'envoyer s'écraser sur le balcon de l'étage inférieur. Seul ennui : le verre a blessé un bobeur canadien qui n'avait d'autre tort que de se trouver là. Bilan : cinq points de suture pour le bobeur. Et un blâme pour l'Américain.

Jay Ogden et Yuki Saegusa, responsables d'IMG New York

« Le passage chez les professionnels n'est pas nécessairement lié à l'âge »

Patinage artistique (libre dames). Les enjeux financiers de la compétition féminine sont devenus énormes

L'épreuve libre dames de patinage artistique devait désigner, vendredi 20 février, l'une des grandes championnes des Jeux olympiques de Nagano. La lauréate aura l'occasion de moonayer — très cher — son passage chez les professionnels et son image chez les annonceurs. Jay Ogden, « senior vice-président » de la section sports d'hiver à IMG New York (la plus grande des firmes d'agents de sport) et Yuki Saegusa, vice-présidente de la société et agente de l'Américaine Kristie Yamaguchi, médaillée d'or en 1994, détaillent ce mécanisme si particulier.

« Jay Ogden, en tant que responsable des sports d'hiver d'IMG, pensez-vous que la médaille d'or olympique féminine de patinage artistique vaudra, comme les experts l'estiment, entre 10 et 15 millions de dollars (soit 60 à 90 millions de francs) sur dix ans ?

« C'est difficile à évaluer exactement. Cela dépend de la personnalité du gagnant. Scott Hamilton [l'Américain champion olympique en 1994], par exemple, a eu plus de contrats que deux ou trois dernières années qu'il y a dix ans. C'est parce qu'il a su maintenir un excellent niveau de patinage, qu'il fait une brillante carrière de producteur sur la tournée exhibition « Stars on Ice » et qu'il a un contrat de consultation avec la chaîne de télévision CBS. Le public l'adore. Tout le monde le

veut. — Le patinage artistique est-il le sport d'hiver le plus prisé par les sponsors américains ?

« A cause de la couverture télévisuelle dont jouit leur sport aux Etats-Unis, les patineurs artistiques sont très connus. Ça date des succès de Peggy Fleming [championne olympique en 1968] et Dorothy Hamill [titrée en 1976]. Mais des skieurs comme Picabo Street ou Tommy Moe se débrouillent très, très bien.

« Yuki Saegusa, vous qui êtes son agente, est-il exact que Kristie Yamaguchi championne olympique à Albertville, que vous représentez, a moins intéressé les sponsors qu'une autre championne olympique américaine à cause de ses origines asiatiques ?

« Cette histoire, qui l'ennuie beaucoup, a été montée de toutes pièces par les médias. Ils considèrent qu'on est un raté lorsqu'on ne vante pas les mérites d'un produit dès le lendemain de sa victoire. Kristie Yamaguchi devait participer aux championnats du monde un mois après Albertville. Elle n'a pas voulu se précipiter pour signer des contrats. C'est pas quelqu'un d'impatient. D'ailleurs, depuis 1992, elle continue d'être très sollicitée par les sponsors aux Etats-Unis à cause de son excellente image.

« Les origines taiwanaises de Michelle Kwan ne risquent

donc pas de lui porter préjudice lorsqu'elle montera son palmarès amateurs ?

« C'est inimaginable, car elle a une excellente image et, avant elle, il y a eu Kristie, une autre « Asiatique-Américaine » qui a tracé la route.

« Comment une société internationale comme IMG a-t-elle pu laisser échapper de son filet Michelle Kwan et Tara Lipinski, les deux Américaines grandes favorites à Nagano ?

« Notre politique est de ne pas recruter des patineuses trop jeunes car les changements physiologiques affectent leur façon de patiner. En tennis, on peut disputer dix fois Wimbledon ; en patinage, on n'a qu'un ou deux Jeux olympiques. Or, Tara Lipinski (quinze ans et championne du monde à quatorze) est sous

contrat avec un agent depuis déjà un moment. Nous avons parlé à Michelle Kwan (dix-sept ans et championne du monde à quinze) et ses parents, mais elle préfère être avec Shep Goldberg.

« Quelles autres patineuses en lice à Nagano représenteront-elles ?

« Trois de nos clientes — les Russes Marya Butyrskaya et Irina Slutskaya, et la Chinoise Lu Chen — figuraient parmi les cinq premières du programme court. Nous représentons aussi l'Américaine Nicole Bobek et la Française Vanessa Gusmeroff — médaillée de bronze au Mondial 1997 — qui étaient très attendues ici.

« A condition qu'elles gagnent la médaille d'or ou d'argent, recommander-elles à des patineuses de quinze et dix-sept ans de passer professionnelles ?

Philippe Candeloro arrête sa carrière amateur

La carrière amateur de Philippe Candeloro s'est arrêtée à Nagano sur sa médaille de bronze olympique. Le Français ne participera donc pas aux championnats du monde de patinage artistique, en mars à Minneapolis (Etats-Unis). Il va désormais évoluer chez les professionnels, a confié Didier Gallaghet, le directeur des équipes de France de patinage.

Dans un premier temps, André Brunet, l'entraîneur de Philippe Candeloro, avait annoncé que le double médaillé de bronze olympique à Lillehammer en 1994 et à Nagano se donnerait un délai de réflexion jusqu'au 10 mars. Avec les départs de Philippe Candeloro et des danseuses Sophie Moniotte et Pascal Lavanchy, vice-champions du monde 1994, qui ont annoncé leur retraite, le patinage français a tourné, à Nagano, une page de son histoire.

« Kwan et Lipinski ne sont pas nos clientes, il nous est donc difficile de donner un avis. Mais le passage chez les professionnels n'est pas nécessairement lié à l'âge. Dans des cas de succès précoces, il faut plutôt examiner les opportunités et les saisir si elles sont bonnes. Lorsqu'on est vraiment doué et qu'on croit pouvoir maintenir son niveau de patinage, autant continuer. Mais, souvent, les patineuses de plus de vingt ans ont atteint leur pic d'excellence, elles décident alors si elles peuvent encore supporter six heures d'entraînement quotidien.

« On dit que Kristie Yamaguchi aurait eu largement sa place dans les épreuves olympiques de Nagano. Pourquoi n'a-t-elle pas demandé sa qualification chez les amateurs comme l'avait fait Katarina Witt en 1994 à Lillehammer ?

« Elle passe encore tous ses triples sauts et en réalise au moins trois par programme chaque soir dans les tournées professionnelles alors qu'elle ne s'entraîne pas plus d'une heure et demie par jour. C'est stupéfiant pour une patineuse de vingt-six ans. Elle aurait pu concourir ici mais elle apprécie trop d'avoir enfin une vie à elle, un compagnon. »

Propos recueillis par Patricia Jolly

La « vague orange » des Néerlandais n'a laissé que quelques rescapés

Patinage de vitesse (5 000 m dames). Podium et record mondial pour les Allemandes Claudia Pechstein et Gunda Niemann

NAGANO

de notre envoyé spécial

Pendant une poignée de minutes, Gunda Niemann-Stirnemann a été une patineuse comblée. Elle venait d'améliorer son propre record du monde du 5 000 mètres en bouclant la distance en 6 min 59 s 65 contre 7 min 3 s 26 en 1994. Elle allait donc ajouter une seconde médaille d'or à celle déjà gagnée sur 3 000 mètres le 11 février. Sacre éphémère : pour quatre misérables centimètres de seconde, c'est une autre Allemande, plus jeune, plus puissante, qui devait cumuler l'or et le record, l'impertinente Claudia Pechstein, âgée de vingt-six ans. Les deux femmes monteront donc sur le podium du 5 000 mètres dans l'ordre inverse de celui du 3 000 mètres.

A trente et un ans, Gunda Niemann-Stirnemann n'en est pas moins devenue la patineuse de vitesse la plus titrée de l'histoire de ce

sport, avec l'Américaine Bonnie Blair. Ce n'est pas rien à une époque où la discipline reste le pré carré des Néerlandais.

A Nagano, l'expression de « vague orange » pour désigner les succès des patineuses des Pays-Bas est apparue lors de la première épreuve des Jeux. Dimanche 8 février, ils se sont presque amusés à battre les uns après les autres le record du monde du 5 000 m, avant que Gianni Romme, athlète de vingt-cinq ans, ne s'impose. Une semaine plus tard, ce maître nageur de 1,90 m et 85 kg rééditait l'exploit sur 10 000 m. Nouvelle médaille d'or, mais aussi, pour faire bonne mesure, nouveau podium néerlandais, puisque ses compatriotes Bob de Jong et Rintje Ritsma l'accompagnaient sur les marches inférieures.

Il existe aussi des Hollandais volants dans les distances courtes. Là, ils s'appellent Ido Postma et Jan Bos.

Le premier a gagné l'or sur 1 000 m, après avoir obtenu l'argent sur 1 500 m, le second s'est contenté de l'argent sur le 1 000 m. Des hommes en or, des filles, comme Marijke Timmer, qui surprennent en réalisant le double 1 000 m et 1 500 m : les porteuses de combinaison orange et noire intriguées.

« LA POSITION IMPOSSIBLE »

Bien sûr, ils possèdent les fameux patins articulés qui permettent aux patineurs de prolonger leur poussée (Le Monde daté 8-9 février). Ils utilisent aussi de petites bandes adhésives sur le bonnet et les jambes pour améliorer l'aérodynamisme des combinaisons. Mais ces petits plus techniques importants n'expliquent pas tout de la razzia néerlandaise.

« C'est le résultat très moyen de Lillehammer — l'argent pour Ritsma et trois médailles de bronze — qui nous a poussés à réfléchir et travailler », explique l'entraîneur national Henk Gemser. Un programme de recherche expérimentale a été initié avec l'université de Delft pour étudier le moyen de diminuer la résistance à l'air. « Les résultats nous ont permis de tester de nouvelles positions de la tête et du corps. Malheureusement la position idéale que les chercheurs avaient découverte était impossible à tenir pour un humain », reconnaît l'entraîneur, en soulignant quand même les retombées de ces travaux sur le matériel.

Deux semaines avant le début des JO, les Néerlandais étaient enfin prêts et pouvaient demander les autorisations nécessaires à l'Union internationale de patinage. « Nous n'avons rien fait que les autres ne puissent faire », affirme comme pour s'excuser Henk Gemser. Certes, mais chez les patineurs des Pays-Bas il existe un esprit que l'on rencontre rarement dans les autres équipes de

cette discipline. Les nombreux marathons de cent tours sur un anneau de 400 m organisés dans le pays apportent des ressources parfois non négligeables aux patineurs. Les canaux de la Frise, quand ils sont gelés, permettent aussi d'autres compétitions souvent dotées. Ces athlètes au bonheur simple, comme la blonde Marijke Timmer — qui avoue son plaisir d'aller travailler dans la ferme de ses parents —, aiment se retrouver ensemble dans une équipe bien structurée. « Un collectif fort, avec une discipline impressionnante », reconnaît le patineur français Cédric Kuentz, qui s'entraîne parfois avec eux.

« Je crois qu'il y aurait moyen d'aller plus rapidement encore », lance Gianni Romme, avant d'ajouter en souriant : « Donne-moi un an. »

Serge Bolloch

PODIUMS

COMBINÉ NORDIQUE

Epreuve par équipes. La Norvège s'est imposée, vendredi 20 février, dans l'épreuve par équipes du combiné nordique. Troisième après le saut, jeudi, les Norvégiens (Knutten, Bredal, Fred Lundeberg, Hallenstad, Skjerve, Vågstad) ont devancé les Finlandais (Santala, Lahti, Mäkelä, Mäkelä, Mäkelä, Mäkelä) et les Autrichiens (Karl, Mair, Mair, Mair, Mair, Mair).

PATINAGE DE VITESSE

5 000 m dames. L'Allemande Claudia Pechstein a gagné la médaille d'or du 5 000 m de patinage de vitesse en améliorant le record du monde en 6 min 59 s 65. La Suédoise Kristina Groenke a obtenu la médaille de bronze avec un temps de 7 min 11 s 14. Avant la course, le record du monde était détenu par Marijke Timmer en 1992.

SKI ALPIN

Slalom géant dames. La Canadienne Annie Perreault, 25 ans, a été proclamée la reine du slalom géant en améliorant le record du monde en 1 min 59 s 81. La Française Laurence Claret a obtenu la médaille de bronze avec un temps de 2 min 1 s 14. Avant la course, le record du monde était détenu par la Suédoise Kristina Groenke en 1992.

SKI NORDIQUE

30 km libre dames. Yulia Chepalova, nouvel espoir de l'équipe russe de ski de fond, a signé un exploit en devenant championne olympique du 30 km libre pour la première participation à des Jeux olympiques. Yulia Chepalova (21 ans) a devancé la Suédoise Helena Blomqvist (25 ans), la Russe Larissa Lazutina (23 ans), qui avait déjà remporté à Nagano trois médailles d'or et une médaille d'argent, et la Finlandaise Marika Voutilainen (27 ans) qui avait obtenu la médaille de bronze à la Coupe du monde de ski de fond à Nagano, dans le relais par équipes.

LES FRANÇAIS EN PISTE

Voici le bilan des Français engagés dans les épreuves de samedi 21 février. BATHLON (relais 4 x 7,5 km messieurs) : Patrick Bally-Salins, Thierry Dussan, Andreas Heymann, Raphaël Poirée, Romaine Lecoq (pas à quai) ; Bruno Wengert, Emmanuel Hachez, Eric Le Cheney, Marc Robert. SKI ALPIN (slalom messieurs) : Sébastien Amiez, Patrick Borgeat, Joël Chenu, François Smard.

TITRES ET MÉDAILLES

Pays	Or	Argent	Bronze
Allemagne	10	9	9
Russie	9	5	2
Norvège	8	8	5
Canada	5	5	5
Pays-Bas	5	5	2
Etats-Unis	5	2	4
Finlande	4	1	3
Autriche	3	5	7
Italie	2	4	5
France	2	1	4
Suède	2	1	3
Corée du Sud	2	0	1
Bulgarie	1	0	0

L'épineuse sélection du XV de France face au chardon écossais

Après avoir renouvelé l'effectif de l'équipe nationale au cours de la saison écoulée, Jean-Claude Skrela n'a opéré qu'un changement dans la formation qui doit s'aligner à Murrayfield après avoir vaincu l'Angleterre au Stade de France

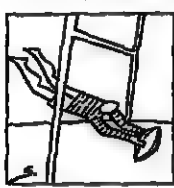
Marc Lièvremont doit débiter, aux côtés de son frère Thomas, samedi 21 février, face à l'Ecosse pour le deuxième match de l'équipe de France dans le tournoi des Cinq Nations 1998. Seul Philippe Benetton, en

petite condition physique, ne retrouve donc pas sa place dans l'effectif qui, après avoir battu l'Angleterre au Stade de France, doit s'aligner à Murrayfield. Pour ce deuxième match qui est souvent un piège

— en 1996, le XV de France, qui avait battu les Anglais au premier tour, avait perdu ses illusions de grand chameleon à Murrayfield —, les sélectionneurs ont donc misé sur l'esprit de corps. Ils espèrent aussi qu'après avoir

fait défiler quarante-sept joueurs sous le maillot tricolore en un peu plus d'un an la formation capable de produire le « rugby total » auquel ils aspirent commencera à prendre corps.

UN CHANGEMENT, et c'est tout. Marc Lièvremont remplace Philippe Benetton au poste de troisième ligne-aile de l'équipe de France qui doit affronter l'Ecosse, samedi 21 février à Murrayfield, pour le deuxième match du Tournoi.



Cette modification minimale, la seule que les sélectionneurs français ont apportée à la formation qui a vaincu l'Angleterre (24-17), le 7 février, prolonge une étonnante série : en deux ans à la tête des Bleus, Jean-Claude Skrela a multiplié les combinaisons. Il a ouvert les portes du XV de France à la jeunesse, contraint par les blessures de quelques sénateurs, ou par « l'évolution du jeu ».

Au cours de la seule année 1997, il a fait appel à quarante-sept joueurs pour disputer le Tournoi des Cinq Nations, la Coupe latine et les tests contre l'Australie et l'Afrique du Sud. Le XV de France vainqueur des Anglais ne comportait que sept joueurs de l'équipe humiliée fin novembre par les Sud-

Africains, qui elle-même avait été renouvelée d'un tiers après le Grand Chelem du Tournoi 1997. Les esprits chagrins liront derrière ces nombreux essais une marque d'instabilité ; les optimistes y verront un constat encourageant de la richesse des réserves du rugby français.

Deux cent cinquante mille licenciés pour un groupe France réduit à vingt-deux joueurs : c'est l'équation que doit résoudre, génération après génération, le système de sélection mis en place par la Fédération française de rugby (FFR). Le tri débute chez les moins de quinze ans, dont 20 000 sont repérés par les cadres techniques des comités régionaux. La sélection s'affine ensuite jusqu'aux « moins de vingt et un ans », une tranche d'âge d'une centaine de joueurs. « Nous recher-

chons chez ces jeunes des qualités particulières, anthropométriques, techniques et mentales, explique Robert Antonin, directeur technique national (DTN). Par exemple, nous repérons très vite ceux qui vont au combat et ceux qui le fuient. »

DES CENTRES « ÉLITE »

Ce principe de sélection fonctionne depuis 1985, mais ses limites sont apparues en 1995, lors de la préparation de la troisième Coupe du monde de rugby : « La question s'est posée de savoir si les préparations effectuées dans les clubs et en équipe de France pouvaient suffire pour obtenir le plus haut niveau international », explique Robert Antonin. La réponse étant négative, les centres Élite ont vu le jour en 1996. « Il manquait un trait d'union

entre les clubs et l'équipe de France », poursuit Robert Antonin.

Aujourd'hui, les cent quatre pensionnaires de ces centres Élite se réunissent trois fois par an pour des stages de trois jours, puis rejoignent leurs clubs avec une fiche-bilan et un programme d'entraînement. Ces jeunes alimentent l'équipe de France des moins de vingt et un ans. Par la suite, ils devraient former l'ossature des sélections nationales, même si des portes restent ouvertes à d'éventuelles éclipses tardives : Christophe Dominici ou Philippe Benetton-Salles, les deux trois-quarts-aile du XV de France qui va défier l'Ecosse, ont échappé à ce tamis.

Les juniors français sont vice-champions du monde, les équipes de France A, moins de vingt et un

ans, universitaire et militaire ont toutes réalisé le Grand Chelem en 1997. Avant de prouver que la formation des rugbymen est au point en France ? A deux réserves près : ces brillants résultats ne reflètent qu'une domination européenne et ils ne se retrouvent pas systématiquement au plus haut niveau international.

Jean-Claude Skrela et Pierre Vilpeux réclament des rassemblements plus fréquents du groupe France, sortes de prolongements naturels des réunions des centres Élite. Pense-t-ils à leur « projet de jeu » et son évolution. L'ambition affichée en 1996 par Jean-Claude Skrela et son assistant Max Godemet était celle d'un « rugby total », s'appuyant sur les observations effectuées lors de la Coupe du monde 1995.

NOUVEAU PROFIL DE JOUEUR

« Mais, à l'automne, les Sud-Africains ont démontré qu'il fallait ajouter de nouvelles bases, augmenter le nombre de plaquages et le temps de jeu, rechercher la polyvalence », relèvent les entraîneurs français. En décembre 1997, les Springboks avaient à peine quitté le sol français qu'un aéropage de cadres techniques de la FFR planchait pour déterminer « un nouveau profil de joueur », alliant notamment vitesse et polyvalence.

Cette recherche a accéléré le mouvement permanent qui caractérise la composition de l'équipe de France depuis deux ans. Selon Pierre Vilpeux, ne restant au sommet de la pyramide de la sélection que les joueurs « les plus constants dans leur choix en faveur d'un jeu créatif, ceux qui sont toujours au top dans leur recherche de l'excellence ». « Eux, assure-t-il, ne déçoivent jamais ».

E. C.

Eric Collier

« Le rugby français est trop élitiste pour s'ouvrir à la jeunesse »

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

Il règne un grand désordre dans peu de mètres carrés. La table à repasser est dépliée, des photos de jeunes femmes déshabillées côtoient sur les murs quelques icônes du rugby — joueurs fameux, drapeaux sud-africains ou néo-zélandais —, afin d'égarer la chambre, dont l'unique fenêtre ouvre sur le stade Marcel-Deflandre, le terrain de rugby de La Rochelle. A l'étage au-dessous, la « salle des machines » expose ses appareils de musculation. C'est dans ce cadre que dix jeunes du comité Poitou-Charentes, tous majeurs, ont choisi de faire leur apprentissage du rugby — joueurs, entraîneurs, d'assurer l'avenir du Stade rochelais.

Doté d'un budget de 7 millions de francs, le club de La Rochelle (500 licenciés) est le parent pauvre du groupe A1 du championnat de France, auquel il vient d'accéder. Faute d'argent, le Stade rochelais tente le pari de la jeunesse en ouvrant, en 1995, un centre de formation. Comme il est de tradition dans le rugby français, le volet social y tient une place importante : des conventions ont été passées avec un IUT, des lycées et des centres d'apprentissage. « Nous accueillons que les garçons dont on peut résoudre les problèmes de scolarité ou d'intégration », assure

Gabriel Graco, directeur de l'établissement. Mais cet ancien trois-quarts centre argentin du Tala Rugby Club de Cordoba, arrivé à La Rochelle en 1989, devenu expert psychologue près la cour d'appel de Poitiers, veut faire du centre la locomotive du club — contre l'avis de quelques détracteurs, qui préféraient voir les 500 000 francs de budget investis dans des joueurs de renom.

TEMPS DE JEU INDISPENSABLE

L'équipe de La Rochelle défait (27-16), le 15 février, à Montfermeil, comportait une dizaine de joueurs formés au club, dont trois juniors. Une telle audace, même contrainte, est une rareté dans le rugby français d'élite. « Nos jeunes, nous, on les fait jouer, observe Vincent Merling, président du Stade rochelais. Mais, ailleurs, comment un entraîneur peut-il faire dans un championnat où toute défaite peut

conduire à la descente ? C'est un système trop élitiste pour s'ouvrir à la jeunesse. A terme, ça va ressembler au championnat anglais, où des clubs comme les Harlequins sont largement composés d'étrangers, ou au basket, où les jeunes joueurs français ne trouvent pas leur place. »

Si le basket-ball apparaît comme un repoussoir, le football, très en avance, propose des solutions à explorer. « Ces clubs ont résolu le problème du temps de jeu indispensable à l'épanouissement des jeunes en instaurant un système de prêt de joueurs, note Jean-Pierre Elissalde, entraîneur du Stade rochelais. Selon l'ancien demi de mêlée internationale, « au-delà de l'argent, un joueur de vingt ans veut jouer ». « Mais, ajoute-t-il, contrairement, rien ne nous pousse avec nos joueurs. On ne peut ni les recruter ni les vendre à un autre club. »

E. C.

Eric Collier

Gary Armstrong perpétue la tradition des revenants

SECOURU par les résultats désastreux de l'hiver, y compris une défaite face à l'Italie (25-21), le 24 janvier, à Trévise, le rugby écossais avait besoin d'un électrochoc avant d'entamer le Tournoi des Cinq Nations. Ils l'ont peut-être trouvé grâce à un revenant, le demi de mêlée

Pat Lam, par ailleurs capitaine des Western Samoas. Son jeu s'est beaucoup étoffé dernièrement, et si les Écossais ne suivent pas Gary, ils ne suivront jamais personne. Il ne rappelle le héros écossais William Wallace dans le film Braveheart : on ne peut que prendre son pas.

PORTRAIT

Cet ancien camionneur, demi de mêlée qui s'était retiré du sport en 1993, devrait faire revenir son équipe à un jeu plutôt physique

Gary Armstrong. Pour tenter d'entraîner le déclin d'un rugby écossais sur la corde raide, les dirigeants sont revenus à l'essentiel et aux valeurs plus conservatrices de leur jeu. Résultats : l'entraîneur Richie Dixon a été remercié et le capitaine Rob Wainwright dégradié.

D'autres, à l'image du XV de France, auraient cherché la solution dans l'avenir. Les Écossais ont préféré se reposer sur leur passé et demander à un vétéran de trente et un ans d'assurer le lien entre l'équipe actuelle et celle de l'époque glorieuse du début des années 90. Certes, Rob Wainwright reste dans l'effectif comme simple soldat, mais, pour remplacer cet éminent troisième ligne, beau parleur et brillant médecin, on a désigné Gary Armstrong, ancien camionneur trapu (1,74 m pour 89 kilos) et peu bavard.

Pourtant, à première vue, Gary Armstrong n'a rien d'un officier de terrain en période de Tournoi. Depuis toujours, les guerriers de l'après-midi doivent se distinguer aussi au moment des discours officiels de fin de troisième mi-temps. « C'est vrai, reconnaît-il, je n'aime pas trop épiloguer sur les matches. Aujourd'hui, en dehors du terrain, tout le monde se laisse aller, tout le monde raconte ses exploits. Moi, je réserve mes paroles pour mes coéquipiers pendant la rencontre. »

Son genre est donc celui du capitaine par l'exemple. « C'est le joueur le plus résistant que j'aie jamais rencontré », explique un de ses coéquipiers du club de Newcastle,

« BESOIN D'UN NOUVEAU CHALLENGE » Dans son club de l'époque, Jed-Forest, il refusait de jouer à la mêlée pour s'essayer au centre puis à l'ouverture. « J'avais perdu mon chemin, confesse-t-il. Même si je ne m'en suis pas rendu compte tout de suite. » C'est une conversation téléphonique avec Rob Andrew qui l'a ramené à la surface. Fin 1995, l'ouvreur de l'équipe d'Angleterre lui demanda de l'aider à monter une formation professionnelle à Newcastle. « J'avais besoin d'un nouveau challenge, dit-il. A Jed-Forest, le niveau de compétition n'était pas assez stimulant. »

L'ambiance « pro » lui plaît. Il retrouve la passion et la vivacité envolées, améliore même sa technique de jeu. Samedi 21 février, à Murrayfield, il sera exemplaire et ses coéquipiers risquent de revenir à un rugby plutôt physique : « Tout le monde veut pratiquer un jeu de mouvement. C'est très beau. Mais lors de nos derniers matches nous avons manqué de fierté et de passion. Il faut revenir aux bases, jouer selon nos points forts. Il paraît que les Français ont bien joué contre l'Angleterre. Ici, ce sera une autre paire de manches. » Gary Armstrong, lui, a commencé à les retravailler.

Ian Borthwick

Les équipes

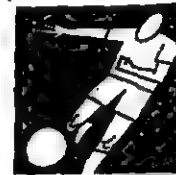
● France : 15. Jean-Luc Sadourny (Colonniers) ; 14. Philippe Benetton (Pau) ; 13. Christophe Lamaison (Brive) ; 12. Stéphane Glas (Bourgnon-Jallieu) ; 11. Christophe Dominici (Stade français) ; 10. Thomas Castaignède (Castres) ; 9. Philippe Carboneau (Brive) ; 8. Thomas Lièvremont (Perpignan) ; 7. Olivier Magne (Brive) ; 6. Marc

Lièvremont (Stade français) ; 5. Olivier Brouzet (Bègles-Bordeaux) ; 4. Fabien Pelous (Toulouse) ; 3. Franck Tournaire (Toulouse) ; 2. Raphaël Ibanez (Dax), capitaine ; 1. Christian Califano (Toulouse). ● Écosse : 15. Derrick Lee (London Scottish) ; 14. Tony Stanger (Hawick) ; 13. Alan Tait (Newcastle) ; 12. Greg Townsend (Northampton) ; 11. Kenny Logan

(Waspes) ; 10. Craig Chalmers (Melrose) ; 9. Gary Armstrong (Newcastle), capitaine ; 8. Peter Watson (Newcastle) ; 7. Simon Holmes (London Scottish) ; 6. Rob Wainwright (Dundee) ; 5. Damian Cronin (Waspes) ; 4. Daddie Weir (Newcastle) ; 3. Mattie Stewart (Northampton) ; 2. Gordon Bulloch (Glasgow) ; 1. Dave Hilton (Bath). ● La rencontre sera télévisée en direct sur France 2 à partir de 16 heures.

La billetterie du Mondial 98 épinglée par la Commission européenne

LA COMMISSION européenne va demander au Comité français d'organisation (CFO) de la Coupe du monde de football 1998 de revoir son système de distribution des billets qu'elle juge discriminatoire et non conforme aux règles européennes de concurrence, a-t-elle révélé jeudi 19 février.



FOOTBALL

Le CFO abusait de sa position dominante en subordonnant la vente de billets à la condition que l'acquéreur dispose d'une adresse en France. La Commission s'apprête à envoyer un courrier aux organisateurs de la Coupe du monde pour exposer ses griefs et attend un réajustement des dispositions litigieuses.

Après réception du courrier, le CFO aura deux semaines pour se conformer aux injonctions de la Commission, qui menace d'interdire une procédure d'infraction. La Commission estime que le système actuel de distribution de billets constitue une discrimination indirecte pour les ressortissants étrangers obligés de trouver une adresse postale en France. Cette situation est aggravée, selon Bruxelles, par le fait que certaines modalités de réservation en France ne sont pas utilisables sur un plan international.

Le CFO s'est contenté, jusqu'à présent, d'une réponse évasive : « Nous attendons de prendre connaissance de la teneur des griefs. » Avant la mise en garde de la Commission, le président de l'Union européenne de football (UEFA), le Suédois Lennart Johansson, avait déjà critiqué la politique du CFO en matière de billetterie.

La Fédération belge de football a également fait part de ses réserves, le mois dernier. Elle estime insuffisant le quota de billets accordé pour le premier tour, notamment pour le match du 13 juin face aux Pays-Bas, au stade de France à la Plaine-Saint-Denis. Saisie de 120 000 demandes, la fédération belge n'a reçu des organisateurs que 5 400 billets. En Allemagne, le Comité français d'organisation fait l'objet d'un mécontentement croissant. Le CFO est jugé responsable de la flambée des prix des billets. Les agences de voyages, détentrices des précieux et rarissimes billets, en profitent pour s'accorder une marge bénéficiaire vertigineuse. L'Angleterre, par l'intermédiaire de plusieurs médias, s'est associée à ce concert de critiques en affirmant que le CFO voulait réserver aux Français le privilège d'assister à la Coupe du monde. Les organisateurs ont jugé « ces attaques puériles et sans fondement ».

(Avec AFP)

■ Bordeaux et Lens ont éliminé respectivement Polaris (4-3, après prolongation) et Sochaux (4-1), mercredi 18 février, en quarts de finale de la Coupe de la Ligue. Les demi-finales Paris-SG-Lens et Bordeaux-Auxerre auront lieu les 10 et 11 mars.

■ La Lazio de Rome, prochain adversaire de l'AJ Auxerre en quarts de finale de la Coupe de l'UEFA, a battu la Juventus Turin (1-0), privée des Français Zinedine Zidane et de Didier Deschamps, jeudi 20 février, en demi-finale aller de la Coupe d'Italie. Mercredi, le Milan AC et Parme avaient fait match nul (0-0).

■ La rencontre Bourg-Péronnas (CFA)-Metz (D1), comptant pour les huitièmes de finale de la Coupe de France, se disputera au stade de Gerland de Lyon, le samedi 28 février (20 h 30). Le FC Bourg-Péronnas, vainqueur au tour précédent de Montpelier (D1), avait prévu de jouer ce match au stade Verdère de Bourg-en-Bresse (Ain) dépourvu d'éclairage. « Mais la retransmission sur le réseau satellite TPS impose que ce match soit disputé en nocturne », a expliqué le président du club, Joseph Cuocci, qui espère une assistance de 20 000 personnes.

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde - LCI

SEPP BLATTER

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
ALAIN GIRAUDO (LE MONDE)
JEAN-CLAUDE DASSIER (LCI)
ET
BERNARD ROSEAU (RTL)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

Des Californiens prétendent avoir localisé le centre du rire

En excitant électriquement une zone du cortex, des neurologues ont fait naître chez une femme épileptique des accès de rire. Mais certains chercheurs rappellent que, dans le cerveau, il n'y a pas « une zone pour un effet »

Depuis longtemps, les neurobiologistes ont observé des réactions d'hilarité chez des malades dont le cortex était stimulé électriquement. Pionnier de ces recherches, le Canadien Wilder Penfield, qui se qualifiait d'« opportuniste », auquel « maladies et accidents offrent, de temps en temps, les expériences les plus parfaites qui soient », a pu, avec des décharges de quelques milliampères, déclencher chez ses patients des impressions de dé-

jà-vu, entendu ou ressenti. Tous ces travaux visent à dresser des cartes du cerveau permettant d'identifier la ou les zones actives auxquelles sont associés le rire, la parole, la dextérité, etc. Des chercheurs californiens

viennent ainsi à localiser chez une jeune épileptique une petite région de quelques centimètres carrés qui, après avoir été stimulée par des impulsions, a provoqué rires, sourires et même franche rigolade.

A l'inverse, le rire peut être à l'origine de crises d'épilepsie, et parfois certains individus tombent subitement dans une phase de sommeil paradoxal, déclenchée par une peur violente ou un état de rire.

Quoi qu'il en soit, il est aussi « naïf », estime Patrick Chauvel, de désigner une « région du rire » que de rechercher la mythique « bosse

A. K. ». Le continuum entre sourires et rires illustre l'infinité combinatoire possible dans l'expression des sentiments. Mais, surtout, la patiente, contrairement aux épileptiques gélastiques, peut rationaliser ses émotions. Alors que l'origine est purement expérimentale – une impulsion électrique –, elle attribue son rire au contexte extérieur.

« RIEZ AVEC UNE PENSÉE TRISTE » « Ces observations invitent à appuyer une hypothèse émergente, selon laquelle le langage serait secondaire au comportement, avance-t-il. On peut rire avant de penser que l'on rit, avant d'en formuler la raison. » Les behavioristes y croient dur comme fer, qui préconisent la thérapie par le rire. « Essayez de sourire et d'évoquer une pensée triste », propose plus modestement Roland Jouvent. L'exercice est difficile, et l'on ne tarde pas à ressentir la contradiction des deux postures. Le mérite de ce cas clinique est de montrer, « avec des outils modernes, que l'on peut éprouver avant de dire », note Roland Jouvent.

Le cognitif, le moteur et l'émotionnel seraient intimement liés, fonctionnant, selon le jargon des spécialistes, comme des « éléments parallèles distribués », où la prévalence de la raison raisonnée vacille. Une nouvelle pierre dans le jardin de Descartes et son fameux « je pense, donc je suis ».

Hervé Morin

Cerveaux français aux États-Unis : en fuite ou en voyage ?

PREMIER ACTEUR mondial de la recherche-développement, les États-Unis accueillent chaque année dans leurs universités un peu plus de 1100 « post-doc » français, des étudiants qui ont passé leur thèse et vont effectuer un stage dans un laboratoire américain. Ils savent qu'il leur est difficile de trouver en France un stage postdoctoral, présenté comme un « plus » pour entrer dans un organisme public français. Une enquête, réalisée en 1997 aux États-Unis par Damien Terouanne sous l'égide de la National Science Foundation et du CNRS, intitulée « Présence française en science et en ingénierie aux États-Unis : cerveaux en fuite ou en voyage ? », révèle le profond malaise de ces diplômés scientifiques de haut niveau et, partant, quelques dysfonctionnements de la recherche française.

Même s'ils sont satisfaits de leur séjour aux États-Unis, les « post-doc » français regrettent de ne pouvoir mettre leurs talents au service de leur pays et pensent que cette situation est « un important gâchis pour la France ». En travaillant pour les laboratoires américains ils participent en effet « à l'élaboration de nouveaux brevets, compétences des brevets français ou européens ».

ENTREPRISES CONTRE UNIVERSITÉ Et à leur retour, alors qu'ils leur avait laissé espérer qu'ils trouveraient avec ces stages plus facilement un emploi, ils découvrent avec amertume que l'expérience acquise à l'étranger est considérée plutôt comme « un handicap ». « Le « post-doc » n'est absolument pas valorisé aux yeux des universitaires français », souligne l'un de ces jeunes scientifiques. « Je viens d'un laboratoire où, bien que nos directeurs de recherche nous aient conseillé de nous expatrier (...), les étudiants recrutés sont ceux qui ne sont jamais partis en « post-doc ».

Le « post-doc » n'est pas non plus valorisé auprès des entreprises françaises, où il représente plutôt « un frein à l'embauche ». Souvent réticents à l'embauche d'universitaires, elles préfèrent généralement les diplômés de grandes écoles. Le monde de l'entreprise et celui de l'université « sont réticents l'un vis-à-vis de l'autre ». Une position qui tranche avec les États-Unis où le Canada, où le PhD constitue un passeport vers le secteur de l'entreprise.

Christiane Galus

FUTURS INGÉNIEURS

Vous êtes jeune, vous commencez ou vous poursuivez des études scientifiques de haut niveau, vous connaissez des difficultés, notamment financières, dans le déroulement de vos études et vous faites partie des « mémoires ».

La FONDATION GEORGES BESSE est susceptible de vous aider en vous accordant une bourse et/ou un parrainage.

Elle sélectionne des candidats qui allient à un niveau intellectuel remarquable, de réelles qualités de caractère, puisque son but est de distinguer de jeunes esprits pour l'industrie française.

Les lettres de candidature doivent être envoyées avant le : 31 mars 1998, à l'adresse suivante :

FONDATION
GEORGES BESSE
BP 3 - 78142 VÉLIZY CEDEX

Seul exception, cette aide ne s'adresse ni aux créateurs d'entreprise, ni aux chercheurs.

Sourires de singe

La zone corticale dont l'excitation provoque le rire chez la patiente étudiée par l'équipe américaine pourrait correspondre à une région récemment décrite chez les primates non humains. Il reste cependant hasardeux de faire le rapprochement entre l'hilarité humaine et certaines mimiques et vocalisations observées chez le singe. « Une hypothèse veut qu'un fil de l'évolution une mimique de soumission chez le primate soit devenue le sourire chez l'homme », explique Bernard Thierry, du laboratoire d'éthologie et de neurobiologie (URA 1295) à Strasbourg, et qui, méfiant envers tout anthropocentrisme, précise qu'il ne s'agit « que d'une hypothèse ». D'autant que les signaux de soumission varient selon les espèces.

en scène le rire ont déjà été identifiées, impliquant d'autres régions corticales. Outre les crises gélastiques, chez l'enfant épileptique, on a pu observer des crises de rire liées à des tumeurs affectant l'hypothalamus. Les personnes âgées touchées par des lésions vasculaires diffusées présentent parfois des réactions émotionnelles alternant rires et pleurs incontrôlables.

Sans parler de la cachimination, ce rire fou et involontaire des schizophrènes, dont l'origine cérébrale

des maths. D'autant, précise-t-il, qu'il se peut que la stimulation électrique de la SMA ait entraîné des post-décharges dans d'autres zones du cerveau. Avant de généraliser au cerveau « normal », affirme le chercheur, il faudrait plus d'une observation. Mais « accumuler dix cas peut demander des années ».

A la Salpêtrière (UMR 7593), son confrère psychobiologiste Roland Jouvent, moins sévère, souligne à plus d'un titre l'intérêt du « cas

Des revues scientifiques européennes s'allient pour résister aux Anglo-Saxons

FONDÉ EN 1872, le *Journal de physique* était l'un des fleurons de la presse scientifique française. Son homologue allemand *Zeitschrift für Physik* était tout aussi renommé. Pourtant, les deux revues ont décidé de fusionner sous le nom de *The European Physical Journal*, dont le premier numéro vient de paraître. En chimie, c'est *Chemistry*, à *European Journal*, qui vient d'être créé. Parrains du mariage : le Prix Nobel français Jean-Marie Lehn et la revue allemande *Angewandte Chemie*, référence européenne dans cette discipline.

Ces deux naissances témoignent de la volonté de faire pièce à la domination anglo-saxonne dans le domaine des « revues scientifiques primaires », qui publient les comptes rendus de travaux des chercheurs du monde entier. Un enjeu fondamental pour les scientifiques, qui sont jugés en partie au nombre d'articles publiés et au nombre de citations de leurs articles par leurs collègues dans d'autres publications. Ces statistiques très spéciales servent aussi à mesurer la productivité scientifique d'un pays.

A l'aune de cette comptabilité, les États-Unis « produisent » près du tiers de la science mondiale. Et l'écrasante majorité des revues primaires de référence sont anglo-saxonnes, telles *The Physical Review* (American Physical Society) ou le *Journal of Chemical Society* (américain). Les autres revues nationales ne peuvent les concurrencer sérieusement, même si certaines ont acquis une solide réputation (75 % des abonnés au *Journal de physique* sont étrangers). S'ils veulent donner à leur travaux une audience réellement internationale, condition nécessaire au bon déroulement de leur carrière, les scientifiques européens doivent donc publier chez les Anglo-Saxons, avec toutes les conséquences que cette hégémonie peut entraîner.

UNIS, MAIS EN ANGLAIS Pourtant, la vieille Europe fait montre d'une production scientifique à peu près équivalente à celle des États-Unis. Et quand les Européens s'unissent, ils parviennent à s'imposer, à condition de publier presque toujours... en anglais, langue véhiculaire obligée des scientifiques. Les astronomes ont montré l'exemple. *Astronomy and Astrophysics*, référence mondiale, est née en 1969 de la fusion de six publications nationales (trois françaises, une allemande, une suédoise



et une néerlandaise). Elle est publiée par la firme allemande Springer-Verlag, pour la revue principale et, pour les suppléments, par EDP Sciences (ex-Éditions de physique), filiale de la Société française de physique.

Cette belle solidarité n'est pas facile à mettre en œuvre. « La concentration des moyens de travail et la taille plus réduite de leur

communauté ont facilité la tâche des astronomes », estime Bernard Cagnac, président d'EDP Sciences. Mais, pour fusionner les deux revues de physique française et allemande, « cinq ans de discussion » entre EDP Sciences et Springer-Verlag ont été nécessaires. La firme allemande a accepté de n'être que le distributeur de *The European Physical Journal*, l'édition scientifique et

la fabrication étant assurées « pour dix ans renouvelables » par EDP Sciences.

C'est aussi l'alliance franco-allemande qui a servi de catalyseur au regroupement des chimistes. Depuis le début des années 1970, plusieurs tentatives ont échoué. Un accord préalable entre les quinze sociétés savantes nationales d'Europe semblait impraticable, regrette

Confidentielles, mais arbitres des carrières

SECON L'UNESCO, 200 000 revues sont dans le monde consacrées aux sciences. 8 000 d'entre elles (dont 1 500 en France) peuvent être considérées comme « scientifiques » au sens strict du terme. La plupart sont contrôlées par des sociétés savantes ou des associations de chercheurs. L'Institut for Scientific Information (université de Philadelphie), qui répertorie les publications des chercheurs du monde entier, ne prend en compte que 3 500 d'entre elles.

Pour les scientifiques, ces revues de référence représentent un instrument de travail indispensable. Les articles qu'elles publient ont été préalablement soumis à la lecture attentive et critique des meilleurs spécialistes mondiaux. Ils ac-

quièrent ainsi un label de qualité incontestable et servent de base pour d'autres travaux.

Destinés exclusivement aux chercheurs (et parfois compréhensibles d'eux seuls), ces journaux n'ont rien à voir avec les magazines grand public ou de vulgarisation.

AFFAIRES RENTABLES L'austérité y est de règle – « le poids des équations, le choc des graphiques ». Leur tirage est généralement assez confidentiel (souvent moins de 2 000 exemplaires), mais le coût de l'abonnement annuel peut atteindre 15 000 francs, ce qui en fait des affaires souvent rentables.

Le groupe anglo-néerlandais Reed Elsevier publie 1 200 titres de

cette nature (dont 78 en France), le groupe allemand Springer-Verlag, 350 ; les éditeurs français sont Masson (groupe CEP, 56 titres), EDP Sciences (Société française de physique, 12 titres), Tech et Doc Lavoisier, SK et Hermès.

Les hebdomadaires *Nature* (Macmillan Magazines) et *Science* (American Association for the Advancement of Science) font figure d'exception. Diffusés dans le monde entier à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, plus abordables (environ 45 francs le numéro), ils sont les seuls à concéder publication de travaux, articles d'actualité (scientifique) et commentaires.

J.-P.D.

Jean-Paul Dufour

Passage pluvieux

AVEC L'ÉVACUATION de l'anticyclone en direction de l'est, le champ de pression est en forte baisse. Samedi une perturbation venue de l'Atlantique traversera le pays d'ouest en est. Elle donnera parfois des pluies modérées. A l'arrière de cette zone pluvieuse les nuages resteront nombreux avec quelques averses.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les nuages seront présents toute la journée et parfois accompagnés de pluies. Le vent de sud-ouest soufflera jusqu'à 90 km/h en rafales le long des côtes. Il fera de 10 à 12 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Sur ces régions le temps sera maussade avec des nuages et de la pluie une grande partie de la journée. Il fera 12 degrés au maximum.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Au lever du jour le soleil sera bien présent puis les nuages arriveront par l'ouest et il pleuvra en fin

d'après-midi sur la plupart des régions. Il fera de 15 à 17 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le temps sera pluvieux une bonne partie de la journée. Le vent de sud-ouest se renforcera et soufflera jusqu'à 80 km/h le long des côtes. La limite pluie-neige sur les Pyrénées sera voisine de 2000 mètres. Il fera de 15 à 16 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur le Limousin et l'Auvergne les pluies arriveront en cours de matinée. Sur Rhône-Alpes la matinée sera ensoleillée puis des nuages gagneront par l'ouest. Le vent de sud soufflera jusqu'à 80 km/h dans la vallée du Rhône. Il fera de 13 à 17 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Malgré des passages de nuages élevés, le temps sera ensoleillé en Corse. Sur les autres régions le ciel sera très nuageux et de faibles pluies tomberont l'après-midi. Il fera de 14 à 17 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 21 FÉVRIER 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	3/14 N
ALGER	9/15 N	
BARCELONE	12/18 N	
BORDEAUX	7/14 P	
BRETAGNE	6/14 P	
BREST	9/11 P	
CADIX	9/13 P	
CHERBOURG	9/12 P	
CLERMONT-F.	7/18 C	
DIJON	5/13 C	
GRANVILLE	9/16 N	
LILLE	6/14 P	
LYONS	6/14 P	
LYON	8/17 N	
MARSEILLE	8/15 N	

FRANCE métropolitaine	PAPEETE	26/30 C
ALGER	23/29 S	
BARCELONE	26/29 P	
BORDEAUX	27/18 C	
BRETAGNE	27/18 C	
BREST	27/18 C	
CADIX	27/18 C	
CHERBOURG	27/18 C	
CLERMONT-F.	27/18 C	
DIJON	27/18 C	
GRANVILLE	27/18 C	
LILLE	27/18 C	
LYONS	27/18 C	
LYON	27/18 C	
MARSEILLE	27/18 C	

FRANCE métropolitaine	2/8 N	VENISE	3/12 S
ALGER	7/14 P	VIENNE	2/12 S
BARCELONE	4/10 P	AMSTERDAM	2/12 S
BORDEAUX	5/14 N	BRASILIA	20/28 P
BRETAGNE	4/13 S	BUENOS AIRES	19/27 S
BREST	7/14 N	CARACAS	22/29 S
CADIX	5/18 S	CHICAGO	2/4 C
CHERBOURG	5/18 N	LIJIA	24/29 P
CLERMONT-F.	5/18 S	LOS ANGELES	8/16 C
DIJON	5/18 S	MEXICO	8/22 N
GRANVILLE	5/18 S	MONTREAL	-1/2 N
LILLE	5/18 S	NEW YORK	2/12 S
LYONS	5/18 S	SAN FRANCISCO	9/13 P
LYON	5/18 S	SANTIAGO	14/22 C
MARSEILLE	5/18 S	SEUL	1/5 C

FRANCE métropolitaine	2/8 N	VENISE	3/12 S
ALGER	7/14 P	VIENNE	2/12 S
BARCELONE	4/10 P	AMSTERDAM	2/12 S
BORDEAUX	5/14 N	BRASILIA	20/28 P
BRETAGNE	4/13 S	BUENOS AIRES	19/27 S
BREST	7/14 N	CARACAS	22/29 S
CADIX	5/18 S	CHICAGO	2/4 C
CHERBOURG	5/18 N	LIJIA	24/29 P
CLERMONT-F.	5/18 S	LOS ANGELES	8/16 C
DIJON	5/18 S	MEXICO	8/22 N
GRANVILLE	5/18 S	MONTREAL	-1/2 N
LILLE	5/18 S	NEW YORK	2/12 S
LYONS	5/18 S	SAN FRANCISCO	9/13 P
LYON	5/18 S	SANTIAGO	14/22 C
MARSEILLE	5/18 S	SEUL	1/5 C

FRANCE métropolitaine	2/8 N	VENISE	3/12 S
ALGER	7/14 P	VIENNE	2/12 S
BARCELONE	4/10 P	AMSTERDAM	2/12 S
BORDEAUX	5/14 N	BRASILIA	20/28 P
BRETAGNE	4/13 S	BUENOS AIRES	19/27 S
BREST	7/14 N	CARACAS	22/29 S
CADIX	5/18 S	CHICAGO	2/4 C
CHERBOURG	5/18 N	LIJIA	24/29 P
CLERMONT-F.	5/18 S	LOS ANGELES	8/16 C
DIJON	5/18 S	MEXICO	8/22 N
GRANVILLE	5/18 S	MONTREAL	-1/2 N
LILLE	5/18 S	NEW YORK	2/12 S
LYONS	5/18 S	SAN FRANCISCO	9/13 P
LYON	5/18 S	SANTIAGO	14/22 C
MARSEILLE	5/18 S	SEUL	1/5 C

FRANCE métropolitaine	2/8 N	VENISE	3/12 S
ALGER	7/14 P	VIENNE	2/12 S
BARCELONE	4/10 P	AMSTERDAM	2/12 S
BORDEAUX	5/14 N	BRASILIA	20/28 P
BRETAGNE	4/13 S	BUENOS AIRES	19/27 S
BREST	7/14 N	CARACAS	22/29 S
CADIX	5/18 S	CHICAGO	2/4 C
CHERBOURG	5/18 N	LIJIA	24/29 P
CLERMONT-F.	5/18 S	LOS ANGELES	8/16 C
DIJON	5/18 S	MEXICO	8/22 N
GRANVILLE	5/18 S	MONTREAL	-1/2 N
LILLE	5/18 S	NEW YORK	2/12 S
LYONS	5/18 S	SAN FRANCISCO	9/13 P
LYON	5/18 S	SANTIAGO	14/22 C
MARSEILLE	5/18 S	SEUL	1/5 C

FRANCE métropolitaine	2/8 N	VENISE	3/12 S
ALGER	7/14 P	VIENNE	2/12 S
BARCELONE	4/10 P	AMSTERDAM	2/12 S
BORDEAUX	5/14 N	BRASILIA	20/28 P
BRETAGNE	4/13 S	BUENOS AIRES	19/27 S
BREST	7/14 N	CARACAS	22/29 S
CADIX	5/18 S	CHICAGO	2/4 C
CHERBOURG	5/18 N	LIJIA	24/29 P
CLERMONT-F.	5/18 S	LOS ANGELES	8/16 C
DIJON	5/18 S	MEXICO	8/22 N
GRANVILLE	5/18 S	MONTREAL	-1/2 N
LILLE	5/18 S	NEW YORK	2/12 S
LYONS	5/18 S	SAN FRANCISCO	9/13 P
LYON	5/18 S	SANTIAGO	14/22 C
MARSEILLE	5/18 S	SEUL	1/5 C

SPORTS D'HIVER

En musique à Saint-Moritz

LA PREMIÈRE ÉDITION du festival « Neige et Symphonie » à Saint-Moritz, en Suisse, aura lieu du 2 au 5 avril (3615 Suisse tourisme). Au programme, parmi les solistes, le pianiste Vladimir Ashkenazy, la soprano Agnès Balza, pour le concert d'ouverture; le trompettiste Maurice André; le violoniste Gidon Kremer dirigera son orchestre de chambre. Concerts et récitals se dérouleront sous les lambris des palais pompheux du début de ce siècle. Saint-Moritz, qui ressemble plus à une ville d'eau qu'à une station de montagne, se vante d'offrir tous les sports d'hiver dans la célèbre vallée de l'Engadine, du polo au curling au ski de descente et au patin à glace sur ses lacs. Plusieurs forfaits sont annoncés par La Fugue, spécialiste des voyages musicaux, avec chambre au Savoy (prix) ou au Posthotel (4 étoiles), places de concert et soupers. Selon le nombre de nuits (2,3 ou 4), avec vol Air France jusqu'à Zurich, car, train et guide musico-écologique accompagnateur: de 11 900 F à 17 950 F (tél.: 01-43-59-10-14).

VOICI les hauteurs d'enneigement au jeudi 19 février. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver qui diffusent aussi ces renseignements sur répondeur au 08-66-68-64-04, par Minitel sur le 3615 En montagne, ou le 3615 Corus, et sur Internet: <http://www.ski-france.fr>. Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes; le second, en haut des pistes.

DAUPHINÉ-ISÈRE
Alpe d'Huez: 81-250; Alpe du Grand-Serre: 30-95; Auris-en-Oisans: 40-100; Autrans: 40-80; Chantonnay: 25-80; Le Collet-d'Allevard: 25-80; Les Deux-Alpes: 70-280; Lans-en-Vercors: 10-60; Meaudre: 25-60; Saint-Pierre-de-Chartreuse: 00-80; Les Sept-Laux: 20-100; Villars-de-Lans: 40-100.

HAUTE-SAVOIE
Avoriaz: 20-140; Les-Carroz-d'Arches: 15-195; Chamonix: 70-182; Châtel: 10-100; La Clusaz: 20-130; Combloux: 35-120; Les Contamines-Montjoie: 05-180; Flaine: 55-195; Les Gets:

20-90; Le Grand-Bornand: 65-95; Les Houches: 50-120; Megève: 20-115; Morillon: 05-200; Morzine-Avoriaz: 15-140; Pralognan: 60-130; Pralognan-Ancin: 40-140; Saint-Gervais: 30-120; Samoëns: 10-150; Tholonet-Méribel: 25-35.

SAVOIE
Les Arcs: 18-93; Les Arcs 92-160; Arêches-Beaufort: 20-130; Aussois: 40-50; Bonneval-sur-Arc: 70-115; Bessans: 60-80; Le Corbier: 56-160; Combelles: 10-100; La Tania: 17-100; Crest-Voland-Cohennoz: 40-75; Flumet: 35-120; Les Karellis: n. c.; Les Menuires: 30-130; Saint-Martin-Belleville: 30-130; Méribel: 60-98; La Norma: 20-80; Notre-Dame-de-Bellecombe: 40-120; La Plagne: 105-180; La Rosière: 1850-75-170; Saint-François-Longchamp: 70-160; Les Saisies: 20-145; Tignes: 100-170; La Toussuire: 60-80; Val-Cenis: 60-110; Val-Frjus: 30-140; Val-d'Isère: 78-250; Valloire: 40-160; Valmeinier: 40-160; Vabre: 65-150; Val-Thorens: 100-250.

ALPES-DU-SUD
Auron: 70-170; Beuil-les-Laines: n. c.; Isola 2000: 110-

140; Montgenèvre: 100-150; Orcières-Merlette: 60-180; Les Orres: 80-180; Pra-Loup: 25-140; Pray-Saint-Vincent: 70-200; Risoul: 1850-60-130; Le Saizet-Super-Sauze: 35-160; Serre-Chevalier: 60-150; Superdevoil: 40-190; Valberg: 60-120; Val d'Alos/Le Seignin: 60-130; Val d'Allos/La Four: 115-200; Vars: 80-120.

PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes: 05-30; Cauterets-Lys: 60-100; Font-Romeu: 30-50; Courrettes: 10-70; Luz-Ardiden: 30-60; La Mongie: 20-50; Peyragudes: 25-80; Plan-Engaly: 15-60; Saint-Lary-Soulan: 15-60; Luchon-Superbagnères: 10-50.

AUVERGNE
Le Mont-Dore: 20-100; Besse/Super-Besse: 20-80; Super-Lioran: 20-80.

JURA
Léclapelle: 10-35; Mijoux-Lècle-Fauleuil: 10-50; Les Rousses: 20-90.

VOSGES
Le Bonhomme: 40-50; La Bresse-Honneck: 30-40; Gérardmer: 20-40; Saint-Maurice-sur-Moselle: 00-40; Ventron: 10-20.

DÉPÊCHES

SKI NATURE EN AUVERGNE. Loin des foules qui se pressent sur les sommets des Alpes, on choisit cette région pour ses panoramas sauvages, ses hautes vallées et ses aménagements qui régulent l'hôte pour 350 F par jour. Montagne-Auvergne (tél.: 04-73-90-23-14) renseigne, conseille et présente les treize principaux sites nordiques de la région. Les amateurs de grands espaces préféreront les plateaux volcaniques du Cévenol-Sancy et leurs 115 km balisés; la Margeride, totalisant 25 km, parmi les plus boisés; ou les Crêtes du Forez, où se pratiquent randonnées à ski (200 km tracés), traîneaux à chiens et raquettes.

SAMBA ET CARNAVAL DES NEIGES. A Méribel, du 22 au 27 février, semaine de musiques brésiliennes (samba, bossa-nova, choro, etc.) avec défilés, spectacles ou concerts. Les groupes sont venus tout exprès de Rio de Janeiro: Dobrande e Espina, Marcos Sacramento-Quarteto et Mariana Bernardes-Família Bastos. Office du tourisme, tél.: 04-79-08-60-01.

L'UNIVERS DE LA GLISSE. A Grenoble, du 6 au 9 mars, au cinéma Pathé-Eclair, Festival international du film de glisse: en compétition, plus d'une centaine de films, clips et bandes annonces répartis en quatre catégories (eau, air, bûche et neige). Projections gratuites, sur invitation à retirer à l'avance. Renseignements: 08-36-69-19-68.

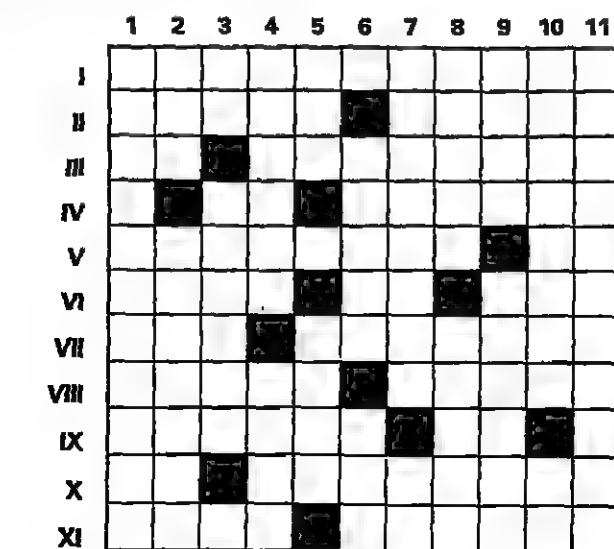
MONT-BLANC PRATIQUE. La Vallée des éperons, mini-guide publié par les offices du tourisme de Chamonix, des Houches, de Servoz et de Vallorcine, recense les activités proposées aux enfants durant la saison d'hiver - ski alpin, ski de fond, surf, luge, patinage sur glace, traîneaux à chiens, natation, mais aussi tennis, escalade, musées, bibliothèques, spectacles, garderies, animations... Adresses, téléphones, tarifs, et descriptifs des sites à l'appui.

DES ALPES AUX ROCHEUSES. Deux des plus grands et des plus beaux domaines skiables d'Europe et d'Amérique, les 3 Vallées en Savoie et « Ski the summit » au Colorado (États-Unis), ont signé un accord au terme duquel les détenteurs d'un forfait ski de l'une de ces stations pourront, pendant une semaine, skier gratuitement dans l'autre. A signaler aussi un CD-ROM présentant les cinq stations des 3 Vallées: Courchevel, La Tania, Méribel, Les Menuires et Val-Thorens. Renseignements: 04-79-08-00-29.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98045

SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Pour respecter les distances. - II. N'importe qui. Préparer pour passer à la poêle. - III. Pris en connaissance. Economisera par tous les moyens. - IV. Problème pris à l'envers. Chasseur et voyeur, il finit gibier. - V. Taux à surveiller. Points opposés. - VI. Juste à point. Le berylum. Un signal souvent répété. - VII. Chez les Grecs. Habille le zouave. - VIII. Maison de maître. Atteste l'œuvre. - IX. Sert à la taille ou serre à la taille. Au

centre de Cannes. - X. Point de départ. Mettant leur nez partout. - XI. Papa du grand Ramsès. Forme d'ovaire.

VERTICALEMENT

1. Drôlement savant pour le commun des mortels. - 2. Gendarme international. Evite les fuites. - 3. Ouvre la gamme. La bonne étoile du monde. - 4. Rapide. Lancé par provocation. - 5. Monte de l'arène. Moyen de transport. - 6. Rythme brésilien. Grosse bête

disparue. - 7. Poussés à la fermeture par les hypers. Attrapé. - 8. L'amour lui ouvre l'appétit. Protégés par les huiles. - 9. Prince troyen. Spécialités lyonnaises. - 10. Cruel comme un empereur. Arrivé. - 11. Pièces de rechange.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98044

HORIZONTALEMENT

I. Héraldistes. - II. Adagio. Pané. - III. Genre. Satan. - IV. In. Ange. Art. - V. OTAN. Améric. - VI. Gendre. Lehm. - VII. Remifée. le. - VIII. Usats. Bel. - IX. Pils. Quoi. - X. Hâte. Uranie. - XI. Edesse. Sens.

VERTICALEMENT

1. Hagiographe. - 2. Edentée. Lad. - 3. Ran. Ammuté. - 4. Agrandissements. - 5. Lien. RFA. - 6. Do. Gaélique. - 7. Sem. Esur (rusé). - 8. SPA. le. OAS. - 9. Tatane. Bine. - 10. Enarchie. In. - 11. Sentinelles.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
ISSN 0395-2057

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gumbourg
94052 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général: Dominique Abov
Vice-président: Claude Meunier
Directeur général: Stéphane Cornu
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75228 PARIS CEDEX 05
Tél: 01-42-17-36-00 - Fax: 01-42-17-36-26

PHILATÉLIE

Un timbre rond... comme un ballon



France, tandis que leurs collections seront exposées au Musée de la Poste de Paris dans le cadre de Philfoot France 98, du 25 mai au 18 juillet.

ENVELOPPES ILLUSTRÉES

Le timbre, d'un diamètre de 32 mm, dessiné par Louis Briat et imprimé en héliogravure, sera disponible à l'unité (11 millions d'exemplaires) issu de feuilles gommées de trente, en carnet autocollant de dix (5 millions de carnets) et sous la forme d'un feuillet composé de sept autocollants sans valeur d'affranchissement et d'un timbre (10 F le feuillet).

La Poste propose également quatre séries de prêts-à-poster sur enveloppes (trois à 30 F et une à 20 F) et une « maxicarte » (10 F) qui reprendent le motif du timbre. Noter qu'une des séries

d'enveloppes est illustrée par Wolinski, Blachon, Claire Brecher, Binet et Serre.

Un programme à la mesure du coût du partenariat de La Poste, estimé à environ 500 millions de francs.

Pierre Jullien

* Vente anticipée du timbre: - à Bordeaux, poste principale de Bordeaux-Mériadeck, 37-45, rue du Château-d'Eau; - à Lens, hôtel de ville, salle Richart; - à Lyon, mairie des Terreaux, place de la Comédie, 1^{er}; - à Marseille, Maison de l'artisan et des métiers d'art, 21, cours Honoré-d'Estienne-d'Orves; maison-boutique de l'OM, au Stade-Vélodrome; - à Montpellier, pavillon de l'hôtel-de-ville, place de la Comédie; - à Nantes, poste principale; Parc des expositions de la Beaujoire; - à Paris, Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard, 15^e; tour Eiffel, salle Gustave-Eiffel; - à Saint-Denis, mairie, salle de la Légion d'honneur; - à Saint-Étienne, hôtel de ville, salle Aristide-Briand; - à Toulouse, salons de l'hôtel de ville, place du Capitole.

SUCCESSION A sa mort, en 1966, le sculpteur Alberto Giacometti a laissé à sa veuve, Annette Giacometti, un héritage riche de plus de 700 œuvres - tableaux, bronzes, es-

tampes, dessins, carnets - d'une valeur estimée à plus de 800 millions de francs. En 1986, M^{me} Giacometti décidait de créer une fondation pour que cet ensemble soit présen-

té, étudié, mis en valeur. Quatre projets de statuts et dix ans plus tard, la fondation n'a toujours pas vu le jour. **UN CONFLIT** oppose Mary Lisa Palmer, collaboratrice de

la veuve de l'artiste (décédée en 1993), et les « héritiers du sang » à propos du droit moral sur l'œuvre. **ROLAND DUMAS**, mis en cause par les membres de l'Association Al-

berto et Annette Giacometti, en tant qu'exécuteur testamentaire de M^{me} Giacometti, affirme dans *Le Monde* avoir fait tout son possible pour mettre sur pied la fondation.

Heurs et malheurs de la Fondation Giacometti

Depuis dix ans, l'association Alberto et Annette Giacometti attend l'agrément des ministères de l'intérieur et de la culture pour se transformer en fondation. Le dossier est actuellement sur le bureau de Catherine Trautmann

C'EST UN SUPERBE héritage, estimé 800 millions de francs, riche de 700 œuvres - tableaux, bronzes, estampes, dessins, carnets - et d'archives considérables. Leur auteur ? Alberto Giacometti (1901-1966), un des plus grands sculpteurs du siècle. En 1986, la veuve de l'artiste, Annette Giacometti, souhaite créer une fondation pour que cet ensemble soit présenté, étudié, mis en valeur. Dix ans ont passé, le projet de fondation est toujours à l'étude et le legs Giacometti, conservé dans un garde-meuble, attend désespérément un point de chute.

Si la fondation, à travers quatre projets de statuts, n'a pas encore vu le jour, ces dix années ont été émaillées par des polémiques, procès, conflits d'intérêts, démarches interminables. L'un des acteurs principaux de cet imbroglio juridique-artistique est Roland Dumas. L'avocat, familier du monde artis-

caso, est l'exécuteur testamentaire d'Annette Giacometti.

En 1988, Roland Dumas, qui vient d'être nommé ministre des affaires étrangères, dépose les statuts d'une fondation qui, pour être reconnue d'utilité publique, doit être validée par le ministère de l'intérieur, après avis du ministère de la culture. Pour en assurer la viabilité, Annette lui donne un siège en achetant un petit immeuble parisien, dans le quartier de l'Odéon, estimé 13,7 millions de francs. L'année suivante, elle crée l'Association Alberto et Annette Giacometti, sorte de préfiguration de la fondation, et la dote d'un capital de 22,8 millions de francs. Parmi les membres de l'association, on trouve sa collaboratrice Mary Lisa Palmer (directrice), la photographe Sabine Weiss (présidente), le poète André du Bouchet, un autre poète, Jacques Dupin, grand connaisseur de l'œuvre d'Alberto, l'historien d'art David Sylvester et, bien sûr, Roland Dumas.

DROIT MORAL

Jack Lang, ministre de la culture, donne un avis très favorable à la fondation en 1991. Et pourtant le projet s'enlise. Annette Giacometti s'en inquiète. Elle a rédigé, en 1990, un testament dans lequel elle réitère son vœu de voir légués à une fondation les œuvres, écrits et archives de son mari. Elle ajoute : « Je souhaite qu'après ma mort le contrôle du respect du droit moral de l'œuvre (...) incombe à ma collaboratrice, Mary Lisa Palmer, qui avec un dévouement total et une très grande compétence travaille depuis quinze ans à mes côtés à la réalisation d'un catalogue raisonné de cette œuvre. » Quand Annette meurt, le 19 septembre 1993, la fondation n'est toujours pas créée.

S'appuyant sur le testament, Mary Lisa Palmer (aidée par son mari François Chausse - ils sont les deux seuls salariés de l'association) - revendique alors, devant le tribunal, un droit moral sur l'œuvre, détenu de fait par les « héritiers du sang » d'Annette et d'Alberto. Elle est déboutée en juillet 1995, puis en appel en septembre 1997. Elle a introduit un pourvoi en cassation. Cette bataille sur le droit moral a-t-elle ralenti le projet de fondation ? Roland Dumas l'assure. Ce dernier dépose une quatrième mouture



Alberto Giacometti, photographié par Henri Cartier-Bresson.

des statuts à l'automne 1994. En décembre de la même année, l'inventaire qu'il a confié au notaire Pierre Chassagne et au commissaire-priseur Jacques Tajan est achevé. Chaque objet est numéroté, photographié, estimé. Mary Lisa Palmer y assiste. « C'était moi le patron artistique », affirme Jacques Tajan, M^{me} Palmer est restée muette. Elle est très compétente mais elle n'a aucun droit sur cette succession.

UNE VENTE IMPROVISÉE

Pour couvrir les frais de l'inventaire mais aussi du gardiennage, des assurances, actes notariés, etc., Roland Dumas fait vendre, le 11 juillet 1994, par Jacques Tajan, dix-huit œuvres à Drouot : quatorze bronzes et quatre peintures. Ce choix de disperser quelques

œuvres uniques - les peintures et deux bronzes - est vivement contesté par l'association. Le produit de la vente a été de 41,6 millions de francs au marteau. « C'est une vente improvisée, à une mauvaise période, avec des résultats peu en rapport avec les prix des Giacometti », juge Jacques Dupin. « Faux », s'indigne Jacques Tajan, nous avons dépassé de 30 % nos estimations.

Selon les membres de l'association, le notaire et le commissaire-priseur auraient reçu respectivement 12 millions et 6 millions de francs d'honoraires. Beaucoup, à l'association, trouvent ces rétributions exorbitantes. Tout comme des spécialistes des fondations artistiques. « C'est la pire calomnie que de polémiquer sur ces honoraires », affirme Jacques Tajan. Le

notaire, qui conteste le montant de 12 millions, répond : « qu'il n'a pas à donner le chiffre exact et qu'on oublie, dans le calcul, nombre d'actes à effectuer ».

Toujours est-il qu'en avril 1997 Philippe Douste-Blazy, sur le point de quitter la rue de Valois, s'apprête à donner un avis défavorable à la fondation Giacometti. Le projet ne serait économiquement pas viable. Pourquoi a-t-il fallu attendre dix ans et deux ministères - aux avis contradictoires - pour déboucher sur un tel fiasco ? Parce que deux options s'affrontent : fondation ou succession classique. Dans la seconde hypothèse, les frères Arm, seuls héritiers d'Annette Giacometti pourraient, afin de régler leurs droits de succession, faire une donation à l'Etat, d'une valeur de 300 à 400 millions de francs », affirme Jacques Tajan. Ils pourraient conserver le reliquat, ou plus vraisemblablement le disperser en vente publique. Ce qui pourrait faire le bonheur d'un commissaire-priseur.

REVUE DE SITUATION

L'Etat, d'une manière générale, et la direction des Musées de France, en particulier, préfèrent une donation qui viendrait « enrichir le patrimoine muséal » alors qu'une fondation exclut les pouvoirs publics de l'héritage. Le ministère de la culture se dit également « échaudé » par les mésaventures « facheuses » des fondations Vasarely, Arp ou Carzou. Mais la donation ne correspond pas au vœu formel d'Annette Giacometti. Et l'on peut s'interroger sur l'attitude des acteurs principaux du dossier.

Un exemple. Pour valider la fondation, le ministère de la culture réclame la liste des œuvres aliénables (vendables) destinées à alimenter son budget de fonctionnement (autour de 3 à 4 millions de francs par an). L'association doit donc dresser cette liste cruciale. Encore faut-il, pour l'établir, posséder l'inventaire. « Jacques Tajan ne nous a envoyé qu'une centaine de photos en dépit de demandes répétées », dit-on à l'association.

Cette dernière juge l'attitude de Roland Dumas ambiguë. Chargé de mettre en œuvre le vœu d'Annette Giacometti, il jure avoir fait tout son possible pour mettre sur pied cette fondation. Les deux officiers ministériels, Pierre Chassagne et Jacques Tajan, ne cachent

pas, eux, leur hostilité à une telle fondation. « C'est clair, je préfère une donation, affirme le commissaire-priseur. S'il y a une fondation, l'Etat n'en tirera aucun profit et ce patrimoine de 800 millions de francs sera géré par une petite troupe qui va y trouver une rente de situation ».

Autant de facteurs qui font dire à Jacques Dupin : « Il y a collusion tacite entre l'exécuteur testamentaire, le notaire et le commissaire-priseur puisque l'inventaire nous a toujours été refusé. » Sans doute le

Les héritiers du sculpteur

D'origine suisse, Alberto Giacometti meurt sans enfant en 1966 à l'âge de soixante-cinq ans. Ses biens sont divisés entre sa femme Annette (née Arm), ses frères Diego (décédé) et Bruno, et sa sœur Ottilia, épouse de Silvio Berthoud. Ces deux derniers sont morts, laissant trois enfants, domiciliés en Suisse : André, Gabrielle et Annette Berthoud. La deuxième femme de Silvio, Thérèse Tigretti-Berthoud, est également vivante.

Réglé, l'héritage d'Alberto laissait dans l'indivision un certain nombre de plates originaux qui ne pouvaient, évidemment, être scindés. Ils étaient confiés à la garde d'Annette. Les héritiers d'Annette sont ses deux frères, Michel et Claude Arm, résidant en Suisse. Une part des biens immobiliers de leur sœur, deux appartements et deux studios, évalués à 10 millions de francs, leur ont été attribués par testament. Les Berthoud ainsi que Bruno Giacometti, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-dix ans, peuvent revendiquer un droit sur les plates.

président du Conseil constitutionnel est-il en délicatesse avec l'association, qui poursuit son travail scientifique autour de l'œuvre de Giacometti, délivre des certificats d'authenticité, dépose plainte quand elle repère des faux... Mais le vent n'est-il pas en train de tourner depuis la nomination du gouvernement Jospin ? Ainsi, au cabinet de Catherine Trautmann, on indique que le dossier « est complètement réexaminé ».

M. G. et E. de R.

Roland Dumas, exécuteur testamentaire d'Annette Giacometti

« J'ai toujours œuvré en faveur d'une fondation »

« Comment avez-vous été amené à vous occuper d'un projet de fondation Giacometti ? »

« J'étais très ami d'Alberto et d'Annette Giacometti. J'ai donné à cette dernière l'idée de créer une fondation. La première ébauche date de 1988. Mais j'ai été nommé ministre des affaires étrangères, et c'est une de mes collaboratrices qui a géré le dossier pendant ces années-là. Le ministère de l'intérieur nous a fait des observations. Nous avons alors augmenté sa dotation, acheté un immeuble. Jack Lang a donné, en 1991, un avis favorable. »

Et pourtant la fondation ne se fait pas. On a du mal à le comprendre : vous êtes ministre, et Jack Lang est d'accord... « Ça peut paraître étrange mais le dossier traînait au ministère de l'intérieur ; je n'avais pas autorisé sur ses fonctionnaires. Et puis Annette Giacometti est morte à l'automne 1993. Je n'étais plus au gouvernement. Il a fallu reprendre le dossier, revoir les statuts. »

Dans son testament, la veuve de l'artiste vous nomme légataire universel. Pourquoi avez-vous demandé une interprétation de ce testament par le tribunal ?

« Je ne voulais pas être légataire universel. J'aurais dû payer des droits de succession considérables,

et la fondation aurait été lésée. Le tribunal a considéré qu'un legs pouvait être fait au profit d'une fondation qui n'existait pas encore. Et j'ai été confirmé comme exécuteur testamentaire. »

Les procès autour de la détention du droit moral sur l'œuvre ont-ils freiné le mouvement ?

« C'est certain. Les pouvoirs publics ont voulu attendre que cette question soit réglée. M^{me} Palmer, la directrice de l'association Giacometti, a voulu faire reconnaître son droit moral. Elle s'opposait aux héritiers du sang, les frères Arm et Bruno Giacometti. Cette question est délicate. Le détenteur du droit moral peut, par exemple, décider de faire des tirages d'après les plaques de Giacometti. La justice a pour l'instant tranché en faveur des héritiers. J'ai également senti des réticences venant du ministère de la culture, après le départ de Jack Lang, sur le principe même d'une fondation. »

Etes-vous toujours favorable à une fondation ?

« Je l'ai toujours souhaitée et j'ai toujours œuvré dans ce sens. Beaucoup de choses ont été faites. L'inventaire de la succession a été mené à bien et estimé par le notaire Pierre Chassagne et le commissaire-priseur Jacques Tajan. Justement, le notaire, et le

commissaire-priseur, choisis par vous, s'opposent à une fondation et optent pour une donation. »

« C'est une opinion qui les regarde mais ce n'est pas eux qui décident. Ils étaient favorables à une fondation au début. Peut-être la lenteur de la procédure a-t-elle modifié leur point de vue. »

Pourquoi l'association n'a-t-elle pas accès à cet inventaire ? Elle en a besoin pour donner la liste des œuvres « aliénables » au ministère de la culture.

« Le ministère se moque de nous. Ses représentants, notamment le directeur du Musée national d'art moderne, sont venus voir les legs ! »

Pour l'inventaire, l'association juge exorbitants les honoraires du notaire et du commissaire-priseur. « Ce sont des tarifs légaux. »

Pour régler les frais de la succession, vous avez fait organiser une vente aux enchères en 1994. L'association vous reproche d'avoir laissé partir des pièces uniques.

« Cette vente était indispensable. La succession engendrait des frais importants : inventaire, prise, garde-meuble, assurances. En ce moment, elle coûte plus de 2 millions de francs par an. Les pièces ont été choisies par M^{me} Tajan, sans toucher aux plus presti-

gieuses. Si la situation s'éternise, il faudra sans doute faire une seconde vente. Mais que l'association ne s'inquiète pas. Quand la fondation ouvrira, elle pourra vérifier les comptes. »

L'association a un jugement assez négatif sur votre action.

« L'association est juridiquement indispensable pour que la fondation existe. M^{me} Palmer a des ennemis déterminés dans la famille Giacometti à cause de la bataille sur le droit moral. Je n'ai pas voulu prendre parti. M^{me} Palmer n'en a voulu. Je ne suis pas responsable de ce climat. Ce conflit a sûrement indisposé le ministère de la culture. M^{me} Palmer a sa place au sein de la fondation. Mes rapports avec l'association ont toujours été courts, et j'ai toujours donné mon aval pour la sortie d'œuvres lorsqu'il s'agissait d'expositions. M^{me} Palmer me rend responsable du retard pris. Elle a tort. »

Pensez-vous que la fondation Giacometti verra le jour ?

« Je le crois. Je viens d'ailleurs d'écrire à Catherine Trautmann. En tout cas, on ne peut plus attendre. Qu'on nous donne vite une réponse, oui ou non. »

Propos recueillis par Michel Guerrin et Emmanuel de Roux

PIGALLE
à l'**OLYMPIA**
BRUNO COQUATRIX

16 mars 98
19 h 30

INVITES :
Les Pires
Wally

imaginet
L'OLYMPIA : 01.47.42.25.40 - PRIZ DES PLACES : 100 F
28 BD DES CARPENTERS - 75009 PARIS - PHOTOS DE PIERRE HARTMANN

LE MONDE DU SOUTIEN
COPAIN, AMIC, PÂT
solidarité pour la France de Paris

Hélène Grimaud, entre piano et loups

La jeune femme est à son meilleur avec le « Premier concerto » de Brahms, capté à Berlin

L'ARTISTE ne ressemble guère à ses disques de studio. La femme ressemble encore moins aux photos ringardes qu'Erato met sur les pochettes. Qui est Hélène Grimaud ? Cette jeune pianiste, âgée aujourd'hui de vingt-huit ans, s'est fait connaître il y a douze ans par un disque (le seul qui lui ressemble...) consacré à la *Deuxième Sonate* de Rachmaninov. Elle avait quinze ans quand elle enregistra son premier CD et seulement cinq ans d'études pianistiques sérieuses derrière elle.

Elève de Pierre Barbizet, de Jacques Rouvier, personnalité attachante, intrigante, Hélène Grimaud s'est expatriée aux États-Unis où elle partage désormais sa vie entre la musique, son ami photographe et une horde de loups dont elle étudie sérieusement le comportement, après avoir suivi des cours qui lui ont permis d'obtenir l'autorisation officielle d'en détenir en semi-liberté. Elle refuse d'ailleurs de s'éloigner trop longtemps de sa horde, qui serait déstabilisée d'être

séparée d'un de ses membres ! Puisque cette jeune femme occupe une place bien précise dans cette société hautement hiérarchisée.

Grimaud donne quand même des récitals et des concerts et sa carrière est tout aussi sérieuse que sa passion pour *Lupus*. Les meilleurs chefs, les meilleurs orchestres s'attachent cette pianiste dont le jeu ne laisse jamais le public indifférent. « On peut m'aimer ou me détester, mais je n'ennuie personne », disait Shura Cherkassky. Cette maxime peut s'appliquer à Grimaud, qui divise la critique française. Elle enregistrait autrefois pour Denon, depuis quelque temps elle est sous contrat chez Erato, pour qui elle enregistre un peu trop.

Le disque est-il fait pour son talent singulier ? En studio, son jeu perd de sa spontanéité, de son frémissement. Il paraît bridé. Est-ce la raison qui l'a poussée à accepter que son éditeur plante ses micros lors des concerts qu'elle a donnés à Berlin, les 21 et 22 octobre 1997 ?



Hélène Grimaud élève aux États-Unis une horde de loups.

Toujours est-il qu'on retrouve la pianiste à son meilleur, épaulée par Kurt Sanderling, un maître admiré, l'un des derniers, d'une profession qui a connu des jours meilleurs. Longtemps partenaire de Sviatoslav Richter, le chef voue une vraie admiration à Grimaud. Son tempo pourra surprendre par sa retenue dans le premier mouvement, par une austérité toute janséniste mais, quand le piano entre, on comprend la nécessité de ce poids, de cette

tension abrupte qui capte immédiatement l'attention. Grimaud va jusqu'au bout de ses phrases avec une détermination admirable et une qualité d'écoute pour ses partenaires de la Staatskapelle de Berlin qui donnent au deuxième mouvement une intensité digne du souvenir de Claudio Arrau.

Le finale libère cette tension dans une lutte sans relâche : piano et orchestre enlèvent alors. On se souvient alors que Brahms n'avait

que vingt et un ans quand il s'est lancé dans la composition de cette œuvre et vingt-cinq quand il la termina.

Alain Lompech

★ Concerto pour piano et orchestre n°1 en ré mineur, de Brahms. Hélène Grimaud (piano), Staatskapelle Berlin, Kurt Sanderling (direction). 1 CD Erato 3984-21633-2.

SÉLECTION DISQUES

ROBERT SCHUMANN

Dichterliebe - Liedertreis op. 24
Matthias Goerne (baryton), Vladimir Ashkenazy (piano).

Il n'y a aucun doute : Matthias Goerne est un récitaliste idéal. De Fischer Dieskau il a l'attention extrême portée au mot, à la prosodie et au sens des textes ; de Goerne... il a la voix pleine, ronde, timbrée soutenue par une technique superlative - quel souffle ! - et une justesse d'intonation irréprochable. Les deux cycles qu'il a choisis ont été maintes fois enregistrés de façon plus que convaincante. Ils trouvent ici une nouvelle traduction qui vaut avant tout par une assurance, une netteté d'élocution, une passion qui se tiennent à distance de tout expressionnisme et de tout alanguissement. Splendide. Mais pourquoi avoir confié la partie de piano à Vladimir Ashkenazy, qui joue sans prêter grande attention à sa sonorité et ne crée aucune aura poétique ? Et pourquoi avoir enregistré ces deux interprétations d'une façon si peu naturelle que l'on a presque l'impression que chaque interprète l'a été de son côté ? *Alain Lompech*
★ 1 CD Decca 458 265-2.

MATEO FLECHA

Los Ensaladas
New London Consort,
Philip Pickett (direction).

MATEO FLECHA (1481-1553)

composa ces pièces pour les cours espagnols, où l'on pratiquait volontiers l'art des divertissements religieux lors des grandes fêtes. Les textes racontent de façon imagée la lutte du Bien et du Mal. La musique multiplie les effets sonores et rythmiques, mélange les polyphonies savantes et les thèmes populaires, mêle à l'espagnol les citations latines et les onomatopées suggestives. Percussions, saqueboutes, chalumeaux, dulcianas, orgue, violons, violes : Philip Pickett a enrichi une palette instrumentale originellement limitée vraisemblablement à une simple guitare. Les chanteurs et musiciens du New London Consort mettent leur science de la musique de la Renaissance et leur enthousiasme pour faire de ce disque un feu d'artifice. *Pierre Moulinier*
★ 1 CD L'Oiseau-Lyre 444 810-2.

HANNAH MARCUS

Faith Burns

Né sous le soleil de Los Angeles, ce disque est encore pénétré des brumes de San Francisco. Car c'est à l'ombre du Golden Gate qu'Hannah Marcus a façonné sa trouble sensualité, côtoyant en petite sœur les enfants les plus déprimés du rock américain (Swell, Red House Painters, Mark Eitzel...). On pénètre dans Faith

Burns lentement, comme une barque frêle avançant dans le brouillard. On croiserait les chansons comme autant de phrases. Une voix semble hésiter entre extase et dépression, narration et saillies mélodiques. Un piano l'accompagne comme son double, à la fois lumineux et mélancolique. Dans leur sillage, les retrains traînent d'inquiétants tourbillons - petits déchirements de guitare, synthétiseurs dissonants, percussions étouffées, traînées grises d'accordéon... - et autant de mystères. Ce voyage au ralenti n'interdit pas la variété des plaisirs. Folk fragile à la Nick Drake (Ariel), blue-jazz soyeux (Pardon Mr Mister Sunrise), ballade country fantomatique (Never Too Late To Cry), prière d'une voluptueuse tristesse (River Phoenix) déclinent en beauté l'art profond de cette femme. *Stéphane Davet*
★ 1 CD Normal 214CD.

Distribué par Média 7.

BUSTA FLEX

Busta Flex

Petite sensation de saison d'un rap français qui n'en manque pas, Busta Flex, vingt ans à peine, impose avec insolence son flow rauque et vif. On aime les aspérités de son timbre, le rythme énergique de sa respiration, bien mis en valeur par la sombre sobriété d'une production signée Koolhaan (qui crée à l'occasion son propre label, 4 My People), coleader de Suprême NTM, vété-

ran admiré et voisin de la banlieue nord. Des titres comme *J'ai fait mon job à plein temps ou Kick avec mes Nike*, sont d'une efficacité assez réjouissante. *Majeur et Pourquoi ?* (très IAM) montrent que le jeune homme peut manier avec justesse gravité et introspection. Mais trop de rimes malheureuses cèdent à la facilité du corporatisme (« Je rappe avec ma force / Tu connais ma technique ») et des clichés (« Ça s'élève et à

tout va, mais où va-t-on ? »). Le hip-hop n'est pas ennemi de la maturité. *S. D.*
★ 1 CD 4 My People 3984-22168-2. Distribué par Wea.

ROULEZ FILLETES

Depuis des lunes

Les six femmes qui composent le groupe de musique traditionnelle Roulez Fillettes transmettent une passion sans égale dans leurs chansons et, en scène, elles usent d'un humour pimenté qui permet de décoder les doubles sens (exemple : « Traverser la rivière », pour faire l'amour) de textes puisés dans le patrimoine, ou inventés selon les règles du genre. Roulez Fillettes est mené par Evelyne Girardon, fondatrice avec Jean Blanchard, de la Compagnie du Beau Temps basée à Lyon. Le chant à capella de ce groupe, enraciné en apparence, est plus éclaté, plus moderniste qu'il n'y paraît. Depuis des lunes présente des chansons traditionnelles de Savoie, d'Ardeche ou du Berry, mais aussi des compositions, telle *Berceuse à Khalil*, écrite par Catherine Faure et Monique Bauer, complainte dédiée aux enfants séparés de leur père pour cause d'émigration, ou *Guyane*, état d'âme du bagnard au départ, ou du touriste égaré, mené tambour battant par Evelyne Girardon, qui l'a composé : « Les piranhas, les crocodiles et tous les vers qui sont dans l'eau... Ça m'est égal, je n'ai pas peur, adieu l'ennui qui me tenaille, demain je pars en Guyane. » *Véronique Mortaigne*
★ 1 CD La Compagnie du Beau Temps BT367-4. Distribué par l'autre distribution.

FRED LEONARD

Angels

Les « anges » de Fred Leonard sont des mélangeurs-nés. Musicien habitué des machines, fabricant de jingles, d'habillages musicaux pour les chaînes de télévision ou de thèmes pour défilés de mode (Jean-Paul Gaultier) et publicités (Opium d'Yves Saint Laurent), celui qui ne fut qu'un DJ occasionnel ne craint aucunement les mariages

DÉPÊCHES

■ **ROCK** : l'ancien guitariste de Téléphone, Louis Bertignac, publiera le 17 mars chez Columbia/Sony un double album live, accompagné d'un CD-ROM interactif, entièrement réalisé par ses soins. Le disque comportera vingt-quatre chansons, dont quatre appartenant au répertoire de Téléphone, et une reprise d'un titre de Bob Dylan.

■ **VARIÉTÉS** : l'espagnol Alejandro Sanz, l'italien Andrea Bocelli, le français Florent Pagny, les Britanniques Sting et Joe Cocker ont franchi le cap du million de disques vendus en Europe. Selon l'IFPI (International Federation of the Phonographic Industry), les acheteurs de Sting (avec une compilation) sont répartis partout en Europe, ceux de Florent Pagny et d'Alejandro Sanz sont nationaux. Joe Cocker doit son succès à l'Allemagne et à la France. Le groupe anglais de rock The Verve, le violoniste néerlandais André Rieu, les Suédois Aqua et la formation écossaise Texas en sont au « double platine » (2 millions d'unités).

■ Une exposition sur « 20 ans de disco français » se tiendra dans le cadre du Salon du disque de collection, organisé le 1^{er} mars à la Salle Wagram à Paris. Cent vingt expositions proposeront environ un million de disques, essentiellement vinyles. Claude François et Sheila, notamment, seront à l'honneur.

Les meilleures ventes d'albums en France

ARTISTE OU GÉNÉRIQUE	RANG DES ALBUMS	TITRE	MAISON DE DISQUE
BANDE ORIGINALE DU FILM	1	Titanic	SONY
JOHNNY HALLYDAY	2	Ce que je sais	MERCURY
ANDREA BOCELLI	3	Romanza	POLYDOR
FLORENT PAGNY	4	Savoir aimer	MERCURY
CÉLINE DION	7	Let's Talk About Love	COLUMBIA
LARA FABIAN	10	Pure	POLYDOR
LES RESTOS DU CŒUR	48	Le Zénith des enfoirés	RESTO DU CŒUR
ALAIN BASHUNG	5	Fantaisie mîttrée	BARCLAY
JACKSON JANET	11	The Velvet Rope	VIRGIN
ERA	13	Ameno	MERCURY

Période du 08/02 au 14/02 inclus
Résultats obtenus par le comptage à la sortie des caisses de cent magasins représentatifs des circuits de distribution

« Hors Titanic, point de salut. La bande originale du film à grand spectacle met une fois encore Hollywood au tapis. Le Zénith des enfoirés, bénéficiant de la soirée télévisée du 7 février (9,8 millions de téléspectateurs, 47 % de part de marché) dédiée aux Restos du cœur, grimpe de la 48^e place à la 7^e. Aucune nouvelle entrée avant : la 46^e place, conquise par la compilation de rap français *Hosfile Hip-Hop n°2*. Au rayon des compilations, le duo par-Sting (*The Very Best of Sting and the Police*), un nouveau venu : les *Déclarations d'amour* de Frédéric François. Céline Dion pilote les singles, et Madonna entre confidemment d'album : n'est pas sorti à la 24^e place avec *Frozen*. Gédé, donc, est le paysage.

Le Monde

« Les moments musicaux de L'Hermitage »

Vendredi 3 - Samedi 4 - Dimanche 5 Avril - La Baule

Liszt · Lamartine
Fauré · Proust
Chopin · Musset



Berlioz · Gautier
Chausson · Gros
Janáček · Smetana

Elsa Maurus Mezzo soprano
Raphaël Oleg Violon
Alban Gerhardt Violoncelle
Philippe Giustano Piano
François-Frédéric Guy
Jean-Efflam Bavouzet
Alain Planès
Quatuor Prazak Quatuor à cordes
Quatuor Gabriel Quatuor avec piano

Avec la participation de la SACEM

Ces rencontres, sur le thème « Musique et Littérature », animées par les journalistes du Monde Josyane Savigneau et Alain Lompech, seront ponctuées d'ateliers, de débats et de concerts pour mieux pénétrer l'univers des mots et des notes.
Avec la participation de :
Philippe Sollers, Hector Bianciotti,
Jean-Michel Nectoux, Catherine Vigourt.

Prix : 2 450 F (cinq concerts, chambre, deux petits déjeuners, quatre repas et boissons incluses). Les places de concert seront attribuées par ordre d'inscription.

Renseignements et inscriptions : Nathalie 02 40 11 46 46.

Tarif spécial -50 % : Paris-La Baule-Paris.

L'actualité américaine rattrape les films « Wag the Dog » et « Primary Colors »

Deux fictions racontent les frasques d'un président. Hollywood craint la saturation du public

Mauvaise surprise pour Bill Clinton. Le nouveau film de Barry Levinson, *Wag the Dog*, commence par un scandale sexuel à la Maison

Blanche et se termine par une fausse guerre. Et dans *Primary Colors*, John Travolta lui ressemble étrangement. Hollywood se défend d'asséner

des mauvais coups à son président démocrate et redoute, pour des raisons financières, l'impact de l'actualité sur les films.

SI LES ÉTATS-UNIS en viennent à déclencher une attaque militaire contre l'Irak, le public et les médias américains ne manqueront pas d'établir un parallèle avec *Wag the Dog*. Le film, signé Barry Levinson, a déjà été vu, moins de deux mois après sa sortie, par cinq millions d'Américains. Il démarre par un scandale sexuel à la Maison Blanche, résolu par une (fausse) guerre. Mieux : le film est tiré du roman de Larry Beinhart, *American Hero* (publié en France dans la Collection noire de Gallimard sous le titre *Reilly Show*) qui prétend que la guerre du Golfe n'aurait été déclenchée que pour assurer la réélection de George Bush.

Dans *Wag the Dog* - tiré de l'expression « the tail wags the dog », littéralement, « la queue remue le chien », dont le sens est qu'un petit groupe peut aisément manipuler plus fort que lui - le président est accusé de gestes déplacés sur la personne d'une très jeune journaliste, dans une pièce adjacente au bureau ovale. La jeune fille porte, un béret identique à celui qu'arbore Monica Lewinsky dans le film vu et revu de son accablant avec Bill Clinton. Dans *Wag the Dog*, le *Washington Post* s'apprête à publier l'information scandaleuse. Avertie, la Maison Blanche concocte un plan de sauvetage, fait appel à un consultant politique (Robert De Niro) qui contacte un producteur hollywoodien (Dustin Hoffman, nommé dans ce rôle pour l'Oscar du meilleur acteur).

Leur projet est de détourner l'attention du public en lui offrant une fausse guerre-éclair contre l'Albanie, avec images de synthèse fabriquées en studio, hymne patriotique

et parade pour le retour victorieux d'un soldat américain (Woody Harrelson) retenu derrière les lignes ennemies. Tout est bidon, mais le subterfuge réussit : la « guerre » fait les gros titres des journaux. On oublie la girl-scout. La comédie, tournée en vingt-neuf jours avec un petit budget de 19 millions de dollars, dotée de dialogues percutants signés David Mamet, est à la fois féroce dans son portrait de Hollywood et de Washington, et irrésistible de drôlerie. On a rarement dénoncé aussi efficacement la collusion entre le showbiz et le monde poli-

tiques. Et le message passe. « Nous n'avons aucune raison d'attaquer l'Irak, sauf que cela fait de la bonne télévision », dit ce télé-spectateur lors de l'émission « Talk Back Live » sur CNN.

Comment sauver le président

Pendant le tournage de *Wag the Dog*, Dustin Hoffman, Robert De Niro et Barry Levinson dînaient dans un restaurant de Washington, où se trouvait également, par hasard, Bill Clinton. On propose aux trois compères de sauver le président. « Nous avons dit : "OK", a raconté le réalisateur lors de la première de son film, et Bob (De Niro) m'a jeté un coup d'œil tandis que je regardais Dustin, et on a eu un bref moment du genre : "Qu'est-ce qu'on dit ?". Alors Dustin s'est mis à raconter l'histoire d'un film dont personne n'a jamais entendu parler. Il y a inventé sur place. Il était si nerveux qu'il a complètement changé d'histoire, parce que nous ne savions pas s'il convenait de lui raconter le véritable sujet de notre film... »

« JE NE JOUE PAS HILLARY »
Hollywood a une autre mauvaise surprise en réserve pour Bill Clinton. Le mois prochain sort *Primary Colors*, tiré du roman politique à cliff du même nom qui, lors de sa publication en 1996, resta vingt-cinq

semaines en tête de la liste des best-sellers. Son auteur anonyme - on sait depuis qu'il s'agit du journaliste Joe Klein - semblait en savoir long sur les coulisses de la campagne présidentielle de 1992 et sur les écarts conjugaux d'un candidat gouverneur d'un État du Sud. L'actualité a rejoint le scénario et les producteurs de *Primary Colors* s'évertuent maintenant à distancer leur film des éléments biographiques empruntés à Bill Clinton.

Pourtant, John Travolta, qui interprète Stanton-Clinton, a soigneusement travaillé la ressemblance, jusqu'à son goût prononcé pour les doughnuts. Rattrapée par l'actualité, la communauté hollywoodienne, qui a toujours soutenu, y compris financièrement, son président démocrate, se défend de lui asséner en période difficile quelques coups supplémentaires. « Je ne joue pas Hillary », affirme Emma Thompson au magazine *Time* pour lever toute ambiguïté sur le personnage de l'épouse Stanton. Des craintes idéologiques ont poussé Tom Hanks, un

ami de Clinton, à refuser le rôle qu'a finalement accepté Travolta. Quant au réalisateur, Mike Nichols, qui fréquente aussi le président, il aurait, d'après le dernier numéro du magazine *George*, beaucoup édulcoré le portrait du gouverneur. « Il faudrait vraiment être aveugle pour ne pas voir que le film fait la part belle à Clinton », déclare John Travolta au journaliste de *George*. Billy Bob Thornton, qui joue le rôle d'un conseiller de Stanton-Travolta, explique dans ce même article, intitulé « La grande séduction de Bill Clinton » : « Je ne ferais jamais rien qui puisse lui nuire. Il a été si bon avec moi ». On sait aussi qu'un épisode où l'épouse du gouverneur a une aventure avec un Noir, conseiller de son mari, a été coupé au montage.

Hollywood redoute l'impact de l'actualité sur ces deux films pour des raisons financières. « Pour nous, il y a un danger que les gens qui ont vu *Nightline* (magazine quotidien d'information) plusieurs fois de suite n'aient pas envie de voir *Wag the Dog* », déclarait Mitch Goldner, président du marketing de New Line, au Hollywood Reporter. Reste à voir si le studio Universal, qui a investi 65 millions de dollars dans *Primary Colors*, va modifier sa campagne de marketing sur le marché intérieur, menacé jusqu'à la saturation par tant de répétitions. Sur le marché international, en revanche, le regain de publicité pourrait faciliter la distribution du film. Bref, Hollywood a peur d'offenser Bill Clinton, de perdre de l'argent, et surtout que l'actualité *made in Washington* s'avère meilleure que ses fictions.

Cl. M.

Les chemins buissonniers d'Angélique Ionatos

ANGÉLIQUE IONATOS, *Récréation*. Théâtre des Abbesses, 31, rue des Abbesses, Paris-18°. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F. Jusqu'au 21 février (20 h 30).

Elle entre en scène d'un pas léger, gracieux et belle dans sa veste brodée, sa jupe rouge et ample. Effet miroir. Cette tenue est exactement celle qu'elle porte sur la pochette de son nouvel album, *Chansons nomades* (Mélodie). Une manière de prévenir. Ce récit sera le reflet de sa récente création sur disque. Un vagabondage entre les auteurs qu'elle aime, ceux dont on la savait particulièrement éprise, les poètes grecs, tels Odyssée Elytis et Sappho, et puis d'autres, auxquels elle ne nous avait pas habitués, comme Gianni Eposito (*Le Clown*) ou Jean-Roger Cassinon (*Le Funambule*), « un auteur qui n'a pas la place qu'il mérite dans votre panthéon », dira-t-elle.

Après *Parole de Juliette*, sa précédente création, une composition scénique rigoureuse et ambitieuse, la chanteuse et compositrice grecque, qui croit aussi aux vertus de la légèreté, s'offre une fantaisie. Un parcours singulier, contrasté, piochant ici un traditionnel juéo-espagnol, là une comptine que lui chantait sa mère, sans bien sûr oublier ses favoris.

Tout au long de son récit, la chanteuse sème quelques phrases entre ses chansons, pour aider à la compréhension du sens ou souligner un hommage. Des interventions qui mettent un brin de solennité dans le spectacle. Dès qu'elle recommence à chanter, joyeuse ou mélancolique, le charme reprend. Sa voix vibrante et ample se déploie dans le silence, habillée par la broderie élégante du musicien Henri Agnel qui alterne guitare, guiterne (instrument à cordes de la Renaissance) et percussions.

Si certains ont du mal à se laisser aller à une vraie complicité sur scène, ce n'est pas le cas d'Angélique Ionatos et Henri Agnel. Ils sont en totale connivence, échantent sourires et regards attendris, dialoguent avec les cordes

de leurs instruments. Angélique Ionatos s'empare souvent de sa guitare. Pendant dix ans, elle a chanté avec son seul accompagnement, un peu intimidé, pas très sûr de l'émotion que l'on pouvait faire passer à travers une formule instrumentale aussi modeste. Puis un jour, elle a découvert Atahualpa Yupanqui, capable de bouleverser, avec juste sa voix et une guitare. L'auteur-compositeur argentin fut un maître, un modèle pour elle. Avant d'interpréter l'une de ses compositions, elle lui rend hommage : « Il portait le nom de deux rois incas. Il avait raison, un seul ne suffisait pas pour son immense talent ».

Née d'un père marin, Angélique Ionatos a grandi dans le port du Pirée. Pour clore sa *Récréation*, elle s'autorise le luxe d'une dernière friandise, les *Enfants du Pirée*, un succès universel inscrit dans la mémoire populaire grâce à Melina Mercouri.

Patrick Labasse

Assistez au plus grand événement
de l'histoire de l'opéra

UNIVERSE
OPERA

3-5 JUILLET 1998, VIENNE

50 STARS MONDIALES EN DIRECT
TROIS JOURS DE FESTIVAL DE FLUX AIR
AU WIENER PRATERSTADION

BILLETS : TEL. (00) 43 58 30 60

Finances-Voyages - Donatella, Paris

Internet : www.universeopera.com

Ainsi que dans toutes les bonnes agences de voyage et billetteries.

Organisateur : Art Production - Vienna Concerts - Mediolan - Vienna

aujourd'hui l'armée américaine comprend la nécessité de présenter une guerre sous forme d'événement médiatique. Nos gouvernements avaient l'exemple de Maggie Thatcher, qui est passée d'une carrière politique en péril à un succès remarquable grâce à l'invasion des Malouines.

3 Entrons-nous dans une ère de confusion accélérée entre fiction et réalité ?

Les Américains ont une étrange relation avec le petit écran, dont les Européens vont hériter bientôt : rien n'est réel tant que ça n'est pas passé à la télé. Et en même temps, on ne croit pas ce qui passe à l'écran, on sait que c'est du faux. Je pense que Bill Clinton a besoin de faire quelque chose de présidentiel, et qu'il est plus présidentiel que de partir en guerre. La situation chauffe pour cette raison. Je me suis d'abord demandé si je me mettais à croire à mes propres fantasmes paranoïaques : l'écran n'est qu'un livre pour les preuves, et voilà que mes écrits se réalisent. J'ai conçu une exagération susceptible de démentir la vérité. Mais une exagération qui devient la vérité, c'est encore plus étrange...

Propos recueillis par
Claudine Mulard

La foire
internationale
d'art et
d'antiquités

7-15 mars

MECC Maastricht
Pays-Bas

Renseignements :
The European
Fine Art Foundation
+31 43 333 88 07
<http://www.tefal.com>

SORTIR

PARIS

Orchestre philharmonique de Radio-France
L'Orchestre philharmonique de Radio-France consacre un cycle à Bartok et au piano hongrois. Desso Ranki est l'un des pianistes les plus accomplis de notre époque. Son jeu est beaucoup moins explosif que celui de son confrère Zoltan Kocsis, mais il est supérieurement intelligent. Bartok : *Dances populaires roumaines*, *Concerto pour piano et orchestre n° 2*, Prokofiev : *Symphonie n° 5*, Gianluigi Gelmetti (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8°. M° Termes. Le 20, à 20 h. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.

Mogwai
Après son triomphe au dernier festival des *Irrocapables*, ce groupe écossais revient hypnotiser Paris. Des instrumentaux, bâtis autour de jeux de guitares fascinants, passent du calme à la tempête avec une intensité aussi cérébrale que physique. *Le Divin du monde*, 75, rue des Martyrs, Paris 8°. M° Pigalle. Le 20, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-77-66. 110 F.

Seydina
On l'a connu chanteur du groupe sénégalais Xalam, qu'il avait intégré après le décès de son leader Prosper Niang en 1988. Il se produit aujourd'hui sous son propre nom, entouré de comparses, produisant une musique pour l'essentiel acoustique, qui possède un cachet très original. *Péniche Makara, quai de la Gare*, Paris 13°. M° Quai-de-la-Gare. Le 20, à 21 h. Tél. : 01-44-24-09-00.

Simon Goubert Quintet
Dans l'héritage des grands maîtres de la batterie moderne (Kenny Clarke, Max Roach, Art Blakey, Elvin Jones, Tony Williams...), Simon Goubert emmène une formation à laquelle il insufflé toute sa fougue, sa générosité, son immense amour du jazz. Laurent Fickelson l'accompagne au piano, Stéphane Persiani à la contrebasse, David Sauzy et Jean-Michel Couchet aux saxophones pour un répertoire qui mêle des compositions lyriques et des références coltraniennes. *Au duc des Lombards*, 42, rue des Lombards, Paris 1°. M° Châtelet. Les 20, 21 et 23, à 22 h. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

BREST

Festival de danse
Les Antipodes
Le festival se nomme Les Antipodes, jolies appellation pour une manifestation nouvelle. Après les créations de Hervé Robbe, Sylvie Giron et Emmanuelle Hymn-Thanh-Loan (avec Dimitri Chamblas), Jacques Blanc - qui dirige le Quart - a invité ses coups de cœur de la saison passée : *Paradis* de José Montalvo (le 20 février), et *Stress de Blanca Li* (le 21). Choix parfaits. Ces deux têtes d'affiche seront précédées d'un solo de Merin Nyakam et d'un duo de Marie Coquil. Les célèbres entraînent les débutants. Normal. Le 21, le festival propose un bal à partir de 22 h 30, avec danses de salon au programme ! *Quart de Brest*, 2, boulevard Clemenceau, 27 Brest. Tél. : 02-98-44-10-10. 20 h 30, les 20 et 21. De 60 à 130 F.

HOLOCAUSTE

Charles Reznikoff
Claude Régy
Yann Boudaud

Dernière le 1^{er} mars

Tarif Holocauste 110F - 55F tout public moins de 30 ans

Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Broken Silence
Film de Wolfgang Panzer (Suisse-Allemagne, 1 h 46).
L'invitée de l'hiver
Film d'Alan Rickman (Grande-Bretagne, 1 h 46).
Michael Keel
contre la World News Company
Film de Christophe Smith (France, 1 h 37).
Pour le pire et pour le meilleur
Film de James L. Brooks (E-U, 2 h 18).
Les Scènes Hamlet
Film d'Abdelkrim Bahloul (France-Algérie, 1 h 30).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (223 Fmn).

REPRISES

Chronique d'un amour
de Michelangelo Antonioni.
Italien, 1950, noir et blanc (1 h 35).
VO : Reflet Médias II, 5° (01-43-54-42-34).

ENTREES IMMEDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (4-16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Ensemble 2e2m
Giraud : *La musique nous vient d'ailleurs*. Bartoli : *Feuilles volantes*, création. Lopez : *Redes cristallines*. Campo : *Fabel*. Jean-Pierre Arnaud (hautbois), Jacqueline Méfano (piano), Pierre Roullier (direction).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16°. M° Passy. Le 20, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. De 40 F à 60 F.
André Caccarelli
Thierry Eliez, Jean-Marc Jafet
Sunart, 60, rue des Lombards, Paris 7°. M° Châtelet. Le 20, à 22 heures. Tél. : 01-42-46-60. 80 F.
Carnaval Du Brésil
Le Divin du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 8°. M° Pigalle. Le 20, à 23 heures. Tél. : 01-44-92-77-66. 110 F.
Ines Muel
Espaco Héault, 8, rue de la Harpe, Paris 5°. M° Saint-Michel. Le 20, à 20 h 30. Tél. : 01-42-29-85-51. 80 F.
Angélique Ionatos
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18°. M° Abbesses. Le

20, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.
Jorge Fomando
L'Européen, 3, rue Blot, Paris 17°. M° Place-de-Clichy. Le 20, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 110 F.

REPORT

Ivo Pogorelich
Les récitals que devait donner le pianiste Ivo Pogorelich les 25 et 27 février à la Salle Gaveau sont reportés au vendredi 27 mars à 20 h 30.
Salle Gaveau, 45, rue la Boétie, Paris 8°. M° Miromesnil. Tél. : 01-49-53-05-07.

RÉSERVATIONS

Ariéquin valet de deux maîtres
de Carlo Goldoni, par le Piccolo Teatro de Milan, mise en scène de Giorgio Strehler. Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claude, Paris 6°. M° Odéon. Du 5 au 22 mars. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F.

DERNIERS JOURS

22 février :
La Seconde Surprise de l'amour
de Molière, mise en scène d'Isabelle Jernier, avec Nathalie Bouneff, François-Xavier Frantz, Franck Lacroix, Isabelle Olive et Benoît Pélissier.
Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19°. M° Porte-de-Pantin. Les mardi, jeudi, vendredi, à 21 heures ; les mercredi et samedi, à 19 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-42-02-02-68. De 65 F à 135 F.
Dix ans d'enrichissement de la collection
Brigitte Nahon
Musée Zadkine, atelier, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6°. M° Vavin. Tél. : 01-43-26-91-30. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi et fêtes, 27 F.
28 février :
Léon Spilliaert
Musée-galerie de la Seta, 12, rue Surcouf, Paris 7°. M° Invalides. Tél. : 01-45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. 25 F.
Adrian Solares
Galerie Ghislaine Hussonot, 5 bis, rue des Haudriettes, Paris 3°. M° Rambuteau. Tél. : 01-46-87-60-81. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; samedi de 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.
Michel Vaxjeu
Galerie Liliane & Michel Durand-Dessart, 25, rue de Lappe, Paris 17°. M° Bastille. Tél. : 01-46-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

EN VUE

■ **Mohammed Al Fayed**, propriétaire des objets de l'hôtel particulier du duc de la duchesse de Windsor à Paris, a tiré, jeudi 19 février, lors d'une vente aux enchères, environ 180 000 francs d'un morceau de leur gâteau de mariage, datant de 1937, enfermé dans une boîte en carton entourée d'un ruban.

■ Les bouddhistes exigent l'annulation d'un concert des Spice Girls devant le temple de Khajuraho, site indien figurant au patrimoine de l'humanité, célèbre pour ses sculptures érotiques : les vibrations de la sonnerie pourraient abîmer l'édifice.

■ **Don Giuseppe Moscati**, du Vatican, ayant appris que **Robert De Niro** avait forniqué avec une prostituée de luxe, abandonne son projet : il avait demandé à l'acteur de réviser des poésies du pape.

■ **Udo Fischer**, bénédictin, âgé de 45 ans, accusant publiquement le cardinal autrichien **Hans Hermann Groer** d'avoir sexuellement abusé de lui dans sa jeunesse, M^{re} Kurt Krenn, son évêque, vient de le relever de ses fonctions pour « insoumission continue ».

■ Les Grecs sont joueurs. Le gouvernement envisage d'imposer des horaires de fermeture aux établissements privés, ouverts 24 heures sur 24, depuis qu'un homme d'affaires de Salonique, redoublant de malchance, a manqué son suicide après s'être ruiné à la roulette. Le jeu égare les Australiens : l'an dernier, le nouveau casino de Sydney a déclaré indésirables près de cent clients qui avaient oublié leurs enfants dans leurs voitures au parking.

■ **Jaime Diaz**, chauffeur de taxi d'Antofagasta au Chili, menacé de prison pour dettes, fait paraître une annonce dans le quotidien *El Mercurio* pour vendre un de ses reins. « Si je n'y arrive pas, ma femme est prête à proposer l'une de ses cornées », ajoute l'homme aux abois.

■ Pour promouvoir la culture, la municipalité de Benalmadena, en Espagne, offre aux jeunes conducteurs de vélomoteur imprudents le choix entre le paiement d'une amende et la lecture d'un livre fourni par la bibliothèque municipale. Après avoir dévoré *Nunca seremos estrellas de rock* (Nous ne serons jamais des vedettes de rock), *Raul Batista*, 16 ans, contrevenant du nouveau type, a réclamé *Lobo negro*, un skin (Loup noir, un skin).

■ Lundi 9 février, un couple de quinquagénaires traverse en courant une rue d'Aubrey-sous-Bois pour attraper un bus. Roswita est tuée sur la coup par une BMW qui roulait dans un sens, au moment où une camionnette, venant dans l'autre sens, renverse Salid, mort à l'hôpital deux heures plus tard.

Christian Colombani

« La Croix » et « Réforme » commémorent ensemble l'édit de Nantes

Les rédactions du quotidien catholique et de l'hebdomadaire protestant conjuguent leurs efforts et louent la « paix de religion »

ÉDIT DE NANTES oblige, la presse catholique et la presse protestante rompent les hostilités, heureusement éteintes depuis longtemps. A la date du mercredi 18 février, soit le jour où Jacques Chirac a commémoré à l'Unesco le quatrième centenaire de l'édit de « pacification » des guerres de religion (1598) – en compagnie de Jean Tardieu et de Michel Bertrand, présidents de la Fédération protestante de France, et de Mgr Louis-Marie Billé, président de la conférence épiscopale –, le quotidien catholique *La Croix* et l'hebdomadaire protestant *Réforme* ont publié un copieux hors-série de 84 pages, intitulé « Les religions de la guerre à la paix ».

En tout ecuménisme, c'est la première fois que les deux rédactions, catholique et protestante, conjuguent leurs efforts. Bruno Prappat, directeur délégué de *La Croix*, et le pasteur Jean-Luc Mouton, directeur de *Réforme*, signent en commun un éditorial soulignant à la fois les lacunes et la va-

leur prophétique de l'édit de Nantes. « Continuer de purifier la mémoire, c'est continuer d'édifier l'avenir », écrivent les deux journalistes. Nos deux journaux entendent



leur prophétique de l'édit de Nantes. « Continuer de purifier la mémoire, c'est continuer d'édifier l'avenir », écrivent les deux journalistes. Nos deux journaux entendent

y contribuer par cette œuvre commune, cette lecture du passé faite ensemble et débouchant sur une approche solidaire des enjeux du présent.

L'actualité ne montre souvent qu'une image belléqueuse de la religion. C'est « une lecture commode et schématique », tranchent Bruno Prappat et Jean-Luc Mouton, qui ajoutent toutefois : « Ne soyons ni irrévérencieux, ni massochistes. Les religions ne peuvent pas se laver les mains du sang qu'on répand en leur nom. Mais elles n'ont pas non plus à

renoncer à la liberté d'annoncer que, au plus profond de leur message, la paix est leur mission même ».

Les lecteurs catholiques et protestants de ce hors-série exceptionnel retrouveront des signatures qui leur sont familières. Avec le concours d'historiens comme Bernard Cottret, Jean Delumeau, Thierry Wanegrieten, Daniel Ollivier ou Jean Baubérot, les deux rédactions retracent l'histoire des déchirements qui ont précédé l'édit et des apaisements qui l'ont suivi.

Sous le titre « Dis-moi comment tu me vois », le catholique René Rémond et le protestant Alain Duhamel sont également mis à contribution et croisent leurs impressions sur le protestantisme et le catholicisme d'aujourd'hui. Et ce sont des journalistes de *La Croix* qui dressent la galerie de portraits protestants où cohabitent Lionel Jospin, Bernard Laffont, Pierre-Gilles de Gennes, Théodore Monod ou Louis Schweitzer.

Ce numéro spécial *Réforme-La Croix* ranime la flamme d'un ecuménisme dont les chrétiens séparés sont souvent fondés à douter, sans cacher les divergences qui continuent d'opposer les Eglises de la Réforme à celle de Rome. Quelques coups de projecteur sur l'Irlande, l'Algérie, la Croatie, le Liban montrent enfin que la « paix de religion », qu'avait voulu l'édit de Nantes, est toujours et partout à reprendre.

Henri Tincq

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Les socialistes ont de la chance : toute une série de facteurs sur lesquels ils n'ont pas de prise directe ou du moins sur lesquels ils n'exercent pas d'influence déterminante joue en leur faveur.

Premier facteur : la guerre du Golfe. C'est Jacques Chirac qui détermine la position de la France, privilégiant activement la voie diplomatique. Le gouvernement se montre absolument solidaire. Du coup, il évite à la fois toute dissension interne (Jean-Pierre Chevènement, le PC, les Verts), toute critique de l'opposition et bénéficie de l'approbation des Français. Deuxième facteur : la croissance et l'emploi. La reprise se confirme, la dernière enquête de l'Insee perçoit au moins des signes très encourageants. Les rentrées fiscales vont dans le même sens. Dominique

Strauss-Kahn, soutenait mordicus que cette année nous pouvions espérer 3 % de croissance. Beaucoup d'experts en doutaient. Apparemment, c'est le ministre qui a raison. Il serait très exagéré d'en attribuer le mérite au gouvernement. Il en sera cependant crédité.

LE FIGARO

Charles Lambroschini

■ Aux Etats-Unis, personne ne s'apitoie sur Saddam Hussein, bourreau de son peuple et menace pour ses voisins. Il n'y a personne non plus qui lui accorde le droit de garder ses armes chimiques et bactériologiques. Selon les sondages, 75 % des Américains approuvent les projets de bombardement. Mais ils sont presque autant à douter de l'efficacité des raids aériens pour obliger Bagdad à obéir aux résolutions de l'ONU. C'est la tête du dictateur que réclame le public. Les gens ont retenu la leçon de la guerre du Golfe qui, malgré un pilonnage massif, n'avait entamé ni

l'arsenal irakien ni intimidé le régime. Dans leur majorité, ils refusent la perspective de représailles qui devraient être éternellement recommencées. L'idée que des femmes et des enfants irakiens seraient les premières victimes des bombes américaines indignes également l'opinion. Pour l'homme de la rue, l'objectif doit donc être de tuer Saddam Hussein et non de simplement le punir.

THE NEW YORK TIMES

William Safire

■ Bill Clinton a décidé qu'il ne serait pas le président qui abattait Saddam Hussein ni même qui éliminerait le potentiel irakien en matière d'armes de destruction massive. Le but annoncé est plus modeste : il s'agit de « réduire » ou de « diminuer » la production de microbes ou de gaz toxiques, chacun de ces verbes étant affaibli par l'adverbe « sérieusement ». Ce but

THE WASHINGTON POST

Jim Hoagland

■ Saddam Hussein se livre à une diplomatie truquée tandis que Bill Clinton prépare une campagne militaire à laquelle il ne croit pas. Le but du dictateur irakien est d'obtenir un avantage militaire grâce à une supercherie diplomatique, ou si besoin est, de subir les dents serrées des frappes aériennes américaines qui feront éclater la coalition internationale qui a limité son champ d'action depuis sept ans.

xochi.tezcat.com/markrose/syldave.html

Une grammaire en ligne du syldave, langue inventée par Hergé, le père de Tintin

DE SON PROPRE AVEU, quelques visites en Europe ont « dérangé » Mark Rosenfelder « de la normalité américaine ». Contrairement à la plupart de ses compatriotes, ce programmeur vivant à Chicago s'est mis à apprendre les langues « étrangères » et a développé une passion pour la linguistique, en même temps qu'il dévorait les bandes dessinées de l'école francobelge. De la fusion de ces deux passions est née la grammaire de syldave, cette langue inventée par Hergé et qui a cours dans le royaume de Syldavie, un pays imaginaire des Balkans où Tintin se rend à plusieurs reprises au cours de ses aventures. Mark Rosenfelder a donc répertorié une centaine de mots syldaves extraits de trois albums : *Le Sceptre d'Ottokar*, *Objetif Lune* et *L'Affaire Tournesol*.

En consultant son site Web bilingue anglais-français, on apprend que « Zrdlikz l » signifie « regarde ! » et « Kzomet micz omiz » « venez avec nous ». On peut se dire que quelques poignées



de noms, d'adjectifs et de verbes, c'est peu pour établir une grammaire complète, mais cette petite de matériel n'a pas découragé notre linguiste amateur, qui a extrait de ce maigre corpus des règles de syntaxe et de conjugaison convaincantes. Quelques illogismes

sont aussi apparus : ainsi, les Syldaves, peuple slave d'Europe centrale, parlent-ils une langue germanique proche du néerlandais. On comprendra mieux ce curieux phénomène si l'on sait que Hergé a donné une certaine cohérence à son invention en s'inspirant du dia-

lecte flamand qu'utilisait sa grand-mère. Autre mystère : le syldave a abandonné l'alphabet romain en usage au XIV^e siècle – comme l'atteste un document de l'époque présenté dans *Le Sceptre d'Ottokar* – au profit de l'alphabet cyrillique.

Mais le syldave était après tout un sujet trop étroit pour l'original qu'est Mark Rosenfelder. Sur son site, il enseigne aussi comment compter de un à dix en 2 200 idiomes, explique quelles questions se poser pour créer une langue de toutes pièces, montre comment écrire l'anglais en idéogrammes et donne des rudiments de quechua, la langue des Incas dont aurait pu se servir Hergé dans *Le Temple du Soleil*.

En guise de voyage, Mark Rosenfelder emmène les internautes en Verdure, planète virtuelle dont il a dessiné la carte, inventé le climat, l'histoire, les cultures et, bien sûr, la langue. Cela ne sert strictement à rien, mais cette futilité absolue ne manque pas de charme.

Pierre Barthélémy

SUR LA TOILE

LINUX EN PLEIN ESSOR

■ Linux, le système d'exploitation ouvert, libre et gratuit, créé en 1991 en Finlande et perfectionné sur Internet par des milliers de passionnés dans le monde, équipait aujourd'hui 5 à 6 millions d'ordinateurs, notamment des serveurs Web, selon une enquête du cabinet d'études américain Dataquest. Deux millions de copies auraient été distribuées au cours de la seule année 1997. Même Hollywood se sert de ce système gratuit, puisque les effets spéciaux du film *Titanic* ont été conçus sur des machines fonctionnant sous Linux. (AFP)

LIBRE-ÉCHANGE

■ Lors d'une réunion à Genève de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), les Etats-Unis devaient renouveler, jeudi 19 février, leur appel en faveur de la création sur Internet d'une « zone de libre-échange mondiale ». Le gouvernement américain souhaite obtenir la promesse formelle des 132 Etats membres de l'OMC de n'imposer aucun droit de douane sur le commerce électronique transitant via Internet, qui pourrait atteindre 300 milliards de dollars dès l'an 2000. (AP)

Plus de 120 000 abonnés au Monde pourquoi pas vous ?

Essayez l'abonnement au Monde !

• Vous économisez jusqu'à 360

• Vous recevez *Le Monde*

tous les jours, dans votre boîte

aux lettres

• Vous ne manquez aucun

numéro, aucun article

• Vous recevez tous

les suppléments chez vous

• Vous pouvez faire suivre

votre journal sur le lieu

de vos vacances

Où je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 1 AN - 1980 F ☐ 3 MOIS - 582 F

au lieu de 2340 F au lieu de 586 F

* Prix de vente au numéro - (tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement, soit : ☐ F 001 MO 002

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

TARIFS HORS FRANCE

Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse

Autres pays de l'Union européenne

USA-CANADA

Le Monde - L'ESPAGNE - L'ITALIE - L'ALLEMAGNE - L'ANGLETERRE - L'IRLANDE - L'ISRAËL - L'JAPON - L'ESPAGNE - L'ITALIE - L'ALLEMAGNE - L'ANGLETERRE - L'IRLANDE - L'ISRAËL - L'JAPON

1 AN 2190 F 2980 F

3 mois 580 F 790 F

Cette validité jusqu'au 31/12/98.

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre

abonnement pendant les vacances, les changements d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-42-60 de 8h30 à 18h30 du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :

LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 92046 Châtillon Cedex.

Les arbres d'Amiens

par Alain Rollat

IL Y A PLUSIEURS façons d'échanger ses connaissances. La plus stupide consiste à se les envoyer à la figure. C'est ce que font, en général, les candidats aux élections quand ils sont face à face à la télévision. La plus intelligente consiste à les mettre en commun pour que les savoirs s'additionnent. C'est ce que font, aujourd'hui, ces enfants du département de la Somme qui cultivent ce feuillage d'une espèce nouvelle qu'on appelle l'Arbre des connaissances. Son image verte pousse sur les écrans d'ordinateur et grandit chaque fois qu'un enfant fait la cressance avec un cressant. Sa forme rappelle tantôt celle du baobab tantôt celle du cactus géant. Son pouvoir est magique.

L'enfant qui y grimpe découvre la plus merveilleuse des richesses : la sienne. Car cet Arbre des connaissances, mis au point avec le soutien du conseil général de la Somme et du district du

grand Amiens, tire parti des nouvelles technologies pour aider les enfants en difficulté à se construire eux-mêmes. Son image, à l'écran, cartographie l'ensemble des richesses du groupe qui l'entretient. Chaque fois qu'un enfant se découvre un nouveau savoir, par exemple savoir « préparer du riz au chocolat » ou « raser sa chambre », il détient un « brevet » qu'on intègre à l'image. Cela fait une branche ou une feuille de plus. L'arbre s'enrichit ainsi des savoirs de chacun. Il existe déjà cinq arbres de ce genre, répartis sur trois sites. Le plus épanoui est fort de 169 brevets, le plus récent en compte 47.

Cas concret : Kevin, sept ans, ne sait pas lire. La première fois que la « jardinière en chef », Marie-Danielle Merle, lui demande ce qu'il sait faire, il ne répond pas. Il reste planté devant son cahier. Elle le conduit devant l'ordinateur

et lui demande de compter. Il compte jusqu'à 4. Puis jusqu'à 10. Il se bloque à 39. Qu'à cela ne tienne ! L'arbre accueille Kevin. Trois brevets lui sont attribués puisqu'il sait « compter jusqu'à 20 », « compter jusqu'à 30 », « compter jusqu'à 39 ». Le lendemain, Kevin ne reste pas immobile devant son cahier. Il revient avec l'envie de déposer deux nouveaux savoirs que personne n'a fait breveter avant lui : il sait aussi « nager avec la tête sous l'eau » et « laver son chien ». Il réussit même à taper son nom, et son blason s'inscrit dans une nouvelle feuille. Désormais, il partage le feuillage avec les autres. Il se voit exister. Kevin n'est plus un gosse perdu. Si tous les candidats aux élections se passaient l'arrosage pour donner un coup de main à Kevin et à ses copains d'Amiens, ces Arbres qui recréent du lien social, mis en réseau, reconstruiraient peut-être une Nation.

PROGRAMMES

0.25 Casimir ■
De Richard Poulier (France, 1950,
N., 85 min.). RTL 9

0.35 ► Faux-semblants ■ ■ ■
De David Cronenberg (Canada, 1988,
115 min.). Ciné Cinémas

1.20 Falstaff ■ ■ ■
D'Olson Welles (Espagne - Suisse,
1965, N., va., 115 min.). Ciné Cinéfi

5.10 Mandite
Aphrodite ■ ■ ■
De Woody Allen (Etats-Unis,
1995, o., 115 min.). Canal +

TF 1

18.00 Les Années bleues.
18.25 Touché, gagné !
19.00 Le Bigdil.
19.50 Méteo.
20.00 Journal, Le Journal des J.O.
20.50 Méteo, Trafic infos.
20.55 Les Enfants de Magic.
0.30 Enquête à fleur de peau.
Téléfilm O de Bob Misirovski.

19.00 Tracks.
19.30 7 1/2. Valse autour d'un bal.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Un homme à la mer.
Téléfilm de Jacques Doillon.
22.30 Grand format. Têtes aux murs.
0.00 Au pays de l'Amour III
Film de Reinhold Schünzel (v.o.).
1.30 Le Dessous des cartes.
1.40 Music Planet. Ray Lema.

FRANCE 2
18.45 Qui est qui ?

VARIÉTÉS	
20.35 Les Victoires de la musique. En direct de l'Olympia.	Précédé de
TELEFILMS	
20.35 Les Enfants de Lascoux. De Marc Buro.	TM
20.45 Un homme à la mer. De Jacques Doillon.	MI
20.55 La Spirale. O. de M. Cournots.	Ar
21.05 L'Héritage du mal. De Michael Kennedy.	TSF
22.05 Duplex. De Michel Lang.	Festiva
SÉRIES	
21.00 Dark Skies, l'impossible vérité. Trois ans après...	Série Cl
21.20 Dharmia et Greg. And Then In Laws Meet (v.o.).	Té
22.05 Au cœur du temps. La revanche des dieux.	Disney Chan
22.25 Dream On. Le choix de Toby (v.o.).	Canal jimm
22.30 Twin Peaks. Se. 20 (v.o.).	Série Ch
22.50 L'Arresté. Comme un poison dans l'eau.	Canal jimm
23.15 The Visitor. Remember (v.o.).	Série Cl

meilleur artiste masculin pour son rôle dans le meilleur spectacle humoristique de l'année, douze catégories ont été établies. Chacune d'entre elles fait état de cinq nominations, à l'exception de la «révélation de l'année», qui en comprend six, en raison des ex aequo - Anggun, Doc Gyneco, Lara Fabian, Louise Attaque, Miossec et Tribal Jam. Une «Victoire d'honneur» sera par ailleurs décernée au très talentueux Serge Reggiani pour l'ensemble de son répertoire.

FRANCE 2

18.45 Qui est qui ?
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Image du jour : J.O. de Nagano.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.35 Image du jour : rugby.
20.40 A cheval, Météo, Pointe route.
20.55 Les Victoires de la musique.
en direct de l'Olympia.
23.40 Un-tivres, des livres.
23.45 Journal, Météo.
0.00 Alain Bashung, Concert.
1.20 J.O. : Ski. En direct.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.

18.55 *Loïs et Clark.*
19.50 *Les Mots d'Eric et Ramry.*
19.54 *Le Six minutes, Météo.*
20.10 *Pins vite que la musique.*
20.40 *Décrochage info.*
Les Produits stars.
20.53 *La Spirale.*
Téléfilm O de Miquel Courtois.
20.58 *Burning Zone. O.*
23.40 *Belle et innocente.*
Téléfilm O de John Power.

RADIO

FRANCE CULTURE

20.00 *Les Chemins de la musique.* [545]
20.30 *Agora.*
de Gilles Grandjean

18.30 et 19.10 Nulle

0.35 Angela, 15 ans. Régime sec (v.o.).	Canal Jmm
1.20 Spicy City. Sex Drive (v.o.).	Canal Jmm
1.45 New York Police Blues. Emission Impossible (v.o.).	Canal Jmm
4.05 ► Spin City. Paulo le fou (v.o.).	Canal Jmm

une peur clinique, médicale. Jeremi
Irons est extraordinaire, et ce film
réalisé en 1988 - d'après un roman
de Bari Wood et Jack Geasland in-
spiré d'un authentique fait divers
d'une effroyable intelligence,
l'image d'un cinéaste hors d'
commun. - J. S.

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.15 Football D 1. En direct.
20.30 Bastia - Monaco.
22.30 Les KO de Canal +.
22.50 Flash Infos.
23.00 Bernie III
Film d'Albert Dupontel.
0.20 Les Derniers Jours de Pompéi II
Film de Marcel L'Herbier.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Alain Resnais et la musique. Œuvres de Stravinski, Monteverdi, Henze, Gershwin, Bal, Brahms, Nielsen.

22.45 Les Soirées... (suite). Œuvres Messiaen, Penderecki, M. R. Strauss.

PROGRAMMES

0.53 La Capive aux yeux noirs
De Howard Hawks (Etats-Unis, 1952,
N., v.o., 120 min). Ciné Cinéfi

2.35 Lancelot chevalier.
de la reine
De Cornel Wilde (Grande-Bretagne,
1963, v.o., 115 min). Ciné Cinémas

2.55 Sanjuro 山手
D'Akira Kurosawa (Japon, 1962, N.,
v.o., 120 min). Ciné Cinéfi

NOTRE CHOIX

● 20.45 Arte
L'Aventure humaine :
Par-delà les mots, le soufisme,
un visage méconnu de l'islam
Ascétisme islamique

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.15 Reportages. Jean Fréchet, entre la foi et la colère.

13.50 MacGyver.

14.45 Scandales à l'amirauté.

20.35 et 23.00 **Boxe**. En direct.
Khalid Rahliou - Jean-Baptiste Me
22.05 **Flash infos**.
22.15 **jour de foot**.
0.00 **Lame de fond**.
Film de Ridley Scott.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 **Pareil pas pareil**. Séville.

19.00 Beverly Hills.
20.00 Journal, Le Journal

VARIÉTÉS		
22.35	Les Victoires de la musique.	TV
TÉLÉFILMS		
18.30	Le premier qui dit non. De Maurice Ravaud.	Festival
20.00	Deux fois vingt ans. De Liviu Ciampolici.	TV
20.30	Clarissa. De Jacques Deray.	Festival
20.35	Une femme nommée Jackie. De Larry Peason [2/3].	Ciné Cinéma
20.55	Un assassin irrésistible. De Marvin Chomsky [1 et 2/2].	Télé
21.00	Une semaine au Salon.	France

grand-chose aux neophytes sur la nature et les raffinements des expressions de cette doctrine mystique qu'est le soufisme. « Par-dessus les mots » tend plutôt à présenter « un visage méconnu de l'Islam. Méconnu et pacificateur, à l'heure où, aux yeux du monde occidental, l'Islam est le plus souvent assimilé à l'intégrisme et considéré comme synonyme de terreur et d'intolérance ».

19.00 Beverly Hills.
20.00 Journal, Le Journal des J.O.
20.45 Le Résultat des courses.
20.50 Météo, Trafic infos.
20.55 Histoires d'en rire.
23.15 Hollywood Night.
Primes de risque.
Téléfilm O de George Erschbamer.
0.55 Formule foot.
1.30 TFI nuit, Météo.

FRANCE 2

23.45 Les Grandes Enigmes

16.25 Sur les chemins au monde.
16.30 Un monde nouveau : La pe-
Amazonie. 17.00 Jangal : Mémoire
de jungle, Thaïlande. 17.30 Météo
extrêmes : Trains de rêve en Afri-

18.05 Rome, l'empire suprême.
19.00 Robbie Coltrane.
19.30 Histoire parallèle.
20.15 Le Dessous des cartes.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine.
Par-delà les mots : le tourisme,
un village méconnu de Pisani.

21.40 Métropolis.
22.40 Electropopania. Faits troubles.

17.45 Samedi spe

22.35	Le Double Jeu de Cambridge. De Noelle Smith.	TM
23.00	Einstein. De Lazzare Iglesias [34].	Histoire
23.15	Holywood Night. O Primes de l'après. De George Firehammer.	TM
23.30	Chercheurs d'or. De Marc Simonon [14].	Festivals
0.25	L'Ené des Jeux. De Gloridan Maugs.	Ar
SÉRIES		
17.10	Chapeau melon et bottes de cuir. Éravage hôtel.	
17.30	Doris Day Show. Le dilemme. Une grande comédie.	
18.10	Amicalisme voyage. Voyage, millions de livres.	
18.55	Dharma et Greg. And Then in Laws Meet (v.o.).	
19.00	Robbie Coltrane. (v.o.).	

de « l'Aventure humaine » voya-
ge de l'Égypte au Pakistan, en pas-
sant par la Turquie et le Sénégal. Qu
pays où le soufisme (*sufi* en ar
issu de *suf*, la laine dont était
le simple vêtement porté par les
premiers adeptes) rassemble
très larges couches populaires
essentiellement constituée en cou-
tries — l'Égypte, le pays le plus
qué par le soufisme, n'en com-
pas moins des soufis — seize,
l'équivalent de quelque dix
lions de disciples, quand celle
Sénégalaise en représente plus
d'un tiers de la population —, ce
isme populaire combiné au
temps avec les mouvements le
prend le plus souvent appui su-
rituels fort éloignés de l'orthox
islamique.

17.45 Samedi sport.
18.00 Tiercé. En direct.
18.20 Rugby.
Angleterre-Pays de Galles.
18.50 100 enfants vers l'An 2000.
19.15 Force attaque... à Vars.
19.45 et 20.50 Tirage du Loto.
19.50 Image du jour : J.O. Nagano.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal.
Le Mémoré de la Coupe.
20.35 Image du jour : Tirage.
20.40 A cheval, Météo.
20.55 Faites la fête.
21.25 Du fer dans les épiards.
21.35 C'est sans non pay.
21.40 Journal, Météo.
1.15 Troisième mi-temps.

M 6

13.05 V.
14.10 Les Aventures fantastiques
de Tarzan.
15.00 Les Aventures de Brisco Co
16.05 Les Têtes Brûlées.
16.50 L'Enlèvement.
17.10 Chapeau melon et bottes
18.00 Amicalement vôtre.
19.10 Turbo.
19.45 Warning.
19.56 Les Six minutes, Météo.
20.10 Hot forme.
20.40 Ciné 6.
20.45 La Trilogie du samedi.
20.50 Le Caméléon, Jeu de piste.
21.45 Dark Skies. Le lapin blanc.
22.00 Profitez.
23.30 Sliders, les mondes parallèles.
O Un monde de giblets.
0.25 La Nuit de la comète.

RADIO

18.13 Expression

20.00	Lois et Clark. Blackout sur Métropolis.	Série C
20.30	Derrick. Assurance retraite. Un mort sans importance.	R
20.50	Le Caméléon. Jeu de piste.	
21.00	Angela, 15 ans. Un ange passe.	Canal Jim
21.30	The Visitor. Remède (v.a.).	Série C
21.45	Dark Sides, l'impossible vérité. Le lapin blanc.	
22.15	Brooklyn South. A Reverend Through it (v.a.).	Série C
22.40	Spectromania. Eaux troubles.	
22.40	Profiler. O.A l'Image des maîtres.	
23.20	Les agents très spéciaux. L'empoisonneur.	Canal Jim
23.30	Sliders. Les mondes parallèles. La route de zombies.	

Pour diverse et complexe qu'elle soit, cette doctrine mystique son ensemble - l'Irak du Irénée a été le berceau, avant qu'elle ne se répandît dans le monde islamique - repose sur l'idée du renoncement au monde, à la prière, le chant et la danse des derviches tourneurs est une des plus belles expressions, et sur celle de l'ascèse vers Dieu, à travers une série d'étapes progressives et de sacrifices donnés en grâce. On apprécie surtout que cette mystique, véhiculée par de grands penseurs

15.48 Concert pays.
16.13 Expression directe. FNSEA.
16.20 Questions pour un champion.
16.50 0,55 Du livre, un jour.
16.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 Météo, Météo des neiges.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.38 Le journal des J.O.
21.00 Une semaine au Salon.
21.05 Les films de Dominique Baron.
22.35 ► Rendez-vous avec le C.R.
Patrick Henry, un procès capital.
23.35 Météo, Soir 3.
0.00 Musique et Cie.

CANAL +

► En clair jusqu'à 14.00
13.50 Le journal de l'emploi.
13.35 Handball. En direct.

FRANCE-CULTURE

18.35 Profession spectateur.
20.00 Fiction. *Le Mal court*, de Jacques Audiard.

22.35 Opus. Jane Birkin *à* son service du chant.

0.05 Le Gai Savoir. Roger Lengliné philosophe des sciences.

FRANCE-MUSIQUE

18.01 Opéra. *Tristan et Isolde*, de Wagner donné en direct de l'Opéra Bastille à Paris, Wolfgang Schmidt (Tobias Schaubert) et Gabriele Schaubert.

23.07 Présenter la facture. Facteur des Russes. Autour de l'exposition du MIM des arts traditionnels populaires avec Florence Gextraux.

un 14.00 Tou
rti- 15.45 Basket M

0.20 La Rédac.
Des amies comme ça. Disney Channel

0.40 Star Trek, la nouvelle génération
Paternité (v.o.). Canal J

1.25 Seinfeld. Comme un poisson
dans l'eau (v.o.). Canal J

3.15 Spicy City.
Sex Drive (v.o.). Canal J

Abu Hamid Al-Ghazali, a rôle culturel considérable et culièrement influencé la poésie d'expression arabe, notamment à travers le corpus des poèmes satiriques, les *Zuhdiyyat*.

Valérie

14.00 Toulouse - Chambéry.
15.45 Basket NBA.
17.05 Les Superstars du catch.
► En clair jusqu'à 20.35
17.55 Décade pas Bunny.
18.50 Flash infos.
19.01 T.V. +.
20.00 Les Simpson.
20.30 Le journal du cinéma.

RADIO-CLASSIQUE
19.30 Intermezzo. Œuvres de Gluck, Tchaïkovski, Prokofiev.
20.40 Charles Lamoureux. Œuvres de Bach, Wagner, C. Lalo, Gounod, Saint-Saëns, Wagner.
22.40 Da Capo. Œuvres de Beethoven, Bartók

Bande-annonce

par Pierre Georges

LA FICTION, la réalité ? On ne s'y retrouve plus très bien. La guerre est annoncée, mais comme un grand jeu vidéo par les créateurs du temps. Demandez CNN, demandez CNN ! L'opération « Desert Thunder » saute. La chaîne de télévision américaine est fin prête. Puisse la guerre être terminée. En position d'images comme en position de tir. Bagdad folles !

CNN multiplie les spots d'annonce et les pages de publicité. Avis aux populations : nous y étions. Nous y serons. Les meilleurs, les plus près, les plus performants. Au cœur du volcan. Bagdad nights ! Ne manquez pas le début.

La fiction, la réalité ? On ne sait plus. Hollywood s'en mêle, mélange le tout, en des scénarios prémoniteurs. Sait-on, rapporte Claudine Molard, ce que la télévision irakienne vient de diffuser ces jours-ci ? La version originale, sans doute piratée, de *Wag the dog*. C'est un film, et bien de saison, ainsi que le raconte, en page 27, notre correspondant.

L'histoire est simple : un président aurait eu des gestes déplacés sur la personne d'une girl-scout. La presse s'y intéresse. Et les stratèges de la Maison Blanche, pour prévenir cette catastrophe annoncée, inventent une vraie-fausse guerre-éclair contre la méchante et terrifiante Albanie. Avec images truquées, reportages fabriqués, trépas-bidon et salut au drapeau.

Wag the dog, « secouez le chien », fut imaginé et réalisé avant l'affaire Lewinsky. Avant « Desert Thunder ». Donc, « tout ressemble avec... » Et pourtant c'est ce film-là que la télévision irakienne diffuse en grande urgence. En attendant Clinton. La fiction a rattrapé la

réalité. Avant que la réalité ne course la fiction. C'est proprement hallucinant. Le vrai, le faux, la guerre, le spectacle, la mort, le virtuel.

Cinq millions d'Américains ont vu *Wag the dog*. Ils seront beaucoup plus à voir « Desert Thunder », si la projection, car c'est aussi cela au fond, n'est pas déprogrammée en dernière minute. Enfants d'Irak ne bougez plus, c'est pour la télévision universelle et le taux d'Audimat. Dieu que la guerre sera jolée en direct live !

Fiction réalité. L'actualité est formidable. A Bagdad, l'embargo fait que la nourriture est rare. A New York, jeudi, on vend aux enchères les breloques des Windsor. Et les enchères lancées dans un grand tonnerre d'enchères : 30 000 dollars pour une boîte censée contenir des miettes du gâteau de mariage du duc et de la duchesse. Cela n'a rien à voir, bien sûr, avec cette prodigieuse indécence de l'actualité, entre deux mondes.

Fiction, réalité. A « J » moins quelques jours, une dépêche donne connaissance d'une étude de l'Unesco sur la violence à la télévision et sur ses effets sur les enfants. Cette étude, réalisée par l'université d'Utrecht aux Pays-Bas et par le mouvement scout mondial a porté sur 5 000 enfants de vingt-trois pays. Et elle conclut, pays riches, pays pauvres, qu'au village planétaire des enfants, la violence triomphe. Que leur horizon est peuplé de « véritables icônes mondiales ». Que 88 % des enfants interrogés connaissent Terminator-Schwarzenegger, le héros des temps présents. Et que se développe ainsi une « culture mondiale de l'agression ». Là encore, rien à voir. Sauf ce petit côté Terminator de l'actualité annoncée.

Non-lieu pour plusieurs élus PS dans le dossier Sages

LA CHAMBRE D'ACCUSATION de la cour d'appel de Rennes a rendu, jeudi 19 février, un non-lieu en faveur de plusieurs élus socialistes qui avaient été mis en examen par le conseiller Renaud Van Ruymbeke dans l'affaire de la Sages, officine de financement politique proche du PS. Ces élus sont Jean-Yves Le Drian, député et maire de Lorient (Morbihan) et tête de liste régionale en Bretagne, Jacques Floch, maire de Renz (Loire-Atlantique), Robert Chapuis, maire du Teil (Ardèche), ainsi qu'André Fougereux, ancien maire d'Ostwald (Bas-Rhin). Sont en revanche renvoyés devant le tribunal correctionnel le fondateur de la Sages, Michel Rey, ainsi que Gérard Letailleur, maire de Petit-Couronne (Seine-Maritime), et Guy Briantais, ancien maire de Courcouronnes (Essonne). L'ancien maire de Massy (Essonne), Claude Germon, est lui aussi renvoyé, du chef de trafic d'influence, pour des délits relatifs à des tractations entre sa municipalité, la Sages et la société de promotion immobilière Cogedim, dont l'ancien PDG, Michel Mauer, devra également comparaître.

DÉPÊCHES

■ **TUEUR EN SÉRIE** : le suspect interpellé à Londres dans le cadre de l'enquête sur le meurtrier en série de l'est parisien a été mis officiellement hors de cause par des analyses génétiques, jeudi 19 février.

■ **VINGTRAU** : six femmes de Vingrau (Pyrénées-Orientales) ont cessé, mercredi 18 février au soir, la grève de la faim qu'elles observaient depuis le 29 janvier pour protester contre l'exploitation d'une carrière de carbonate de calcium près de leur village par la société suisse Omya. Les « mères de Vingrau » ont cessé leur action après que le PDG d'Omya « a donné sa parole d'arrêter les travaux ».

■ **TERRORISME** : l'Algérien Djamel Loumici, coordonnateur présumé des réseaux islamistes en Europe, a été relaxé, jeudi 19 février, par le tribunal correctionnel de Paris, qui a considéré qu'il avait déjà été jugé et condamné à Paris pour les mêmes faits à cinq ans de prison en janvier 1997.

■ **ALGÉRIE** : un meeting « pour la paix et la démocratie en Algérie » est organisé, samedi 21 février à 14 heures, à la Mutualité à Paris à l'initiative du Front des forces socialistes (FFS). Hocine Ali Ahmed, le président du FFS, la journaliste Salima Ghezali, Patrick Baudouin, président de la Fédération internationale des droits de l'homme, Pierre Bourdieu ainsi que l'éditeur François Gêze y participeront.

■ Deux personnes ont été tuées et vingt-trois blessées dans l'explosion d'une bombe, vendredi 20 février dans la matinée près d'un marché à Alger, ont indiqué les services de sécurité.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LE MONDE

Cours relevés vendredi 20 février, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 16754,24 +0,84 +9,81

Hong Kong Index 10599,79 +0,18 -1,15

Tokyo Nikkei sur 3 mois

Ouvverture des places européennes

Cours au 2002 1902 fin 97

Paris CAC 40 3245,80 -0,15 -8,23

Amsterdam CBS 1021,13 +0,56 +11,76

Bruxelles 19529 +0,01 +16,20

Frankfurt Dax 30 4585,27 +0,06 +7,90

Ireland ISEQ 4784,25 +0,13 +18,02

Londres FT 100 5710,90 -0,13 +11,20

Madrid Iben 35 8556,01 -0,13 +15,20

Nikkei N10 30 28564 +0,11 +14,52

Zurich SMI 6930,20 -0,04 +10,93

Tirage du Monde daté vendredi 20 février : 524 601 exemplaires.

Le FBI arrête deux hommes transportant un produit assimilé à une arme biologique

L'un des deux individus interpellés à Las Vegas serait un ancien militant d'extrême droite

NEW YORK

de notre envoyée spéciale

On les attendait en Irak, voilà qu'ils apparaissent à Las Vegas. Les armes bactériologiques ont fait irruption, jeudi 19 février, dans le paysage médiatique américain par l'intermédiaire de l'arrestation par le FBI, dans cette grande ville du Nevada, de deux hommes accusés de transporter de dangereux agents biologiques et chimiques dans le coffre d'une voiture.

L'information a été aussitôt relayée sur toutes les chaînes de télévision du pays, au moment où les dirigeants américains sont lancés dans une grande campagne d'explication de leur politique irakienne. L'affaire, encore très floue jeudi soir, a fourni l'occasion de mettre l'accent sur les dangers des armes biologiques et chimiques, que Saddam Hussein est accusé de faire proliférer sur son territoire.

Les deux hommes, Larry Wayne Harris, âgé de quarante-six ans, domicilié dans l'Ohio, et William

Levitt, d'un an son aîné, un habitant de Las Vegas, ont été interpellés mercredi soir devant un centre médical où ils s'approprièrent, selon les enquêteurs, à faire analyser la substance qu'ils transportaient ou à se procurer du matériel de laboratoire.

Leur véhicule, une Mercedes, a été enveloppé dans du plastique, scellé et transporté dans une base aérienne proche, où des spécialistes du Pentagone sont venus l'examiner. Les résultats des tests menés afin d'identifier la substance en question, dont les médias américains avancent qu'il pourrait s'agir du bacille du charbon, ne sont pas encore connus. Selon l'acte d'accusation dressé, Larry Harris et William Levitt sont soupçonnés d'avoir « conspiré en vue de posséder un agent biologique et de l'en servir comme d'une arme ». Ils ont été interpellés sur dénonciation d'un individu qu'ils avaient, d'après le FBI, tenté d'associer à leurs travaux.

L'avocat de William Levitt a affirmé que son client était innocent et cherchait en réalité à mettre au point un vaccin contre le charbon. Larry Wayne Harris, pour sa part, est loin d'être un inconnu, tant du FBI que des médias : il se dit microbiologiste, spécialiste des armes biologiques, à propos desquelles il a publié un livre et réalisé une vidéos cassette. La semaine dernière, il était l'invité de l'une des chaînes de télévision de la chaîne ABC, Diane Sawyer, à laquelle il expliquait, dans le magazine « Prime Time Live », qu'il n'y avait rien de plus facile que de fabriquer le bacille du charbon.

PROJET D'ATTENTAT DÉMENTI

Barbu, le visage marqué de tics, il serait, selon les télévisions américaines, un ancien membre de Aryan Nation et de Christian Identity, deux organisations marginales d'extrême droite racistes et antisémites. En 1995, il a été condamné à dix-huit mois de mise

à l'épreuve pour avoir détourné des flacons contenant des germes de la peste bubonique.

Une information d'origine indéterminée faisant état de l'intention des deux hommes de commettre un attentat à l'arme bactériologique dans le métro de New York a été vigoureusement démentie par le maire de cette ville, Rudy Giuliani, qui a affirmé à la presse qu'« il n'y a eu absolument ni projet ni complot visant à attaquer le métro de New York ». De son côté, l'agent du FBI qui a annoncé l'arrestation des deux hommes à Las Vegas, Bobby Siller, a reconnu que « rien ne permettait d'indiquer ce qui pouvait être la cible » d'un éventuel attentat. De Bobby Siller au président Clinton, l'ensemble des responsables américains se sont surtout attachés à souligner que les autorités étaient intervenues au bon moment et avaient la situation parfaitement en main.

Sylvie Kauffmann

« Ambassadrice » de l'Unicef, un des rôles préférés d'Emmanuelle Béart

APPAREILS PHOTO et caméras au poing, les journalistes vietnamiens, venus guerrier, devant son hôtel, à Hanoi, l'actrice Emmanuelle Béart, « ambassadrice » du comité français pour l'Unicef, en tournée de dix jours dans l'ancienne Indochine, ont beaucoup hésité. C'était donc elle, Manon des sources, cette sauvageonne sans mascara, habillée d'une salopette crasseuse et d'un simple chapeau de paille ? C'était donc elle, la troublante héroïne d'*Une femme française* ? C'est la seule fois, durant sa visite au Vietnam, qu'elle a été reconnue comme vedette. Le reste du temps, elle a tenté de regarder, de comprendre, de recueillir les bribes de vie, toute cette « souffrance, sans larmes, sans cris », cette « urgence silencieuse » de l'ordinaire misère humaine.

Du 1^{er} au 11 février, elle a enchaîné sans relâche les visites de dispensaires ou de centres de nutrition pour nouveau-nés, l'inauguration d'un système d'adduction d'eau potable, les rencontres avec les responsables des programmes de micro-crédits pour les femmes, etc. Fastidieux marathon,

routine de l'humanitaire. Gouttes d'eau dans l'océan ? Elle s'insurge. « Chaque goutte d'eau est importante. C'est grâce à ces gouttes d'eau accumulées que le vase se remplit et que la fleur finit par s'élever. »

Au Vietnam, 22 % de la population, soit près de 7 millions de personnes, vit (avec moins de 6 francs par jour) au-dessous du seuil de pauvreté absolue. Les séquelles de la guerre sont visibles jusque dans le sol, truffé d'éclats d'obus ou de mines, ravagé par les défoliants de l'armée américaine. Les puits, les rivières, les étangs sont pollués. « Seulement 45 % de la population rurale a accès à l'eau potable. Mais tout le monde - ou presque - a l'électricité et la télévision, précise Emmanuelle Béart. Cela crée des frustrations terribles. Les gosses rêvent de partir. Et ils se retrouvent enfants des rues à Ho Chi Minh-Ville ou à Hanoi, livrés à la drogue, à la prostitution, aux violences de toute sorte. »

C'est en buvant le thé avec une vieille femme rencontrée par hasard qu'elle a compris la force du courage : « En écoutant porter cette femme de soixante-dix-huit ans de

sa vie quotidienne - son fils mort à la guerre, ses 7 dollars de pension mensuelle, le toit de sa bicoque qu'elle va essayer de réparer -, j'ai réalisé l'endurance de ces gens, une endurance inouïe, qui va au-delà de tout ce qu'on peut imaginer. »

Pourquoi, après une première « mission de terrain » en Mauritanie, il y a deux ans, avoir choisi l'ancienne Indochine ? « Peut-être parce que ce ne sont pas des pays à la mode ? », sourit Emmanuelle Béart. Le Vietnam n'est pas en guerre, il n'a aucune chance de faire de l'Audimat... « Celle que l'on avait vue, en 1996, aux côtés des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, à Paris, et que l'on croise, cet hiver, sur les affiches publicitaires de la maison Dior, ne craint pas les « brouillages » d'image. « Une fois qu'on a regardé la souffrance, dit-elle, on ne peut plus détourner le regard. Le pire, dans la vie, c'est l'immobilité. Et puis, ajoute-t-elle, l'œil mutin, ce n'est pas parce qu'on possède un sac de chez Dior qu'on doit ne plus bouger, vous ne pensez pas ? »

Catherine Simon

La « sale ambiance » du commissariat de Toulon en procès

TOULON

de notre correspondant

Deux policiers du commissariat central de Toulon comparaissent, jeudi 19 février, devant le tribunal correctionnel de Toulon pour dégradations et destruction de documents ayant porté atteinte à la liberté individuelle. Les débats étaient menés par le juge Claude Boulanger qui, en novembre 1996, avait condamné le groupe de rap NTM à six mois de prison dont trois fermes et six mois d'interdiction d'exercer leur métier pour « outrages par paroles ».

Le 2 juillet 1997, Christian Cotor, un Roumain âgé de vingt-trois ans, est arrêté à La Valette (près de Toulon) où il fait la manche. Il est interpellé par six fonctionnaires

de police et conduit au commissariat central pour contrôle d'identité. Mais, avant son transfert, l'un des gardiens de la paix, Bruno Garcia, maquille la photographie du passeport du jeune homme de moustaches et de ce qui ressemble fort à une croix gammée. Au commissariat, un des policiers détruit le titre de séjour provisoire de Christian Cotor avant de tenter d'obtenir son expulsion pour séjour illégal.

DES Z OU UNE CROIX GAMMÉE ?

Devant le tribunal, en l'absence de six des huit policiers (dont deux commissaires), témoins défilants à l'audience pour raisons de service, Bruno Garcia et son supérieur, Jean Ramonda, n'ont de

cesse de se contredire, de se renvoyer la responsabilité de cette exaction.

Le juge Boulanger essaie de comprendre pourquoi Garcia a « dessiné deux « Z » croisés sur la photo du passeport ». Et quand M^{re} Christine Ravaz, avocate de la victime, se risque à suggérer que ces deux lettres pourraient avoir la forme d'une croix gammée et demande au policier tagueur si ce graphisme peut être justifié par les idées politiques de son chef, M. Boulanger se fâche, « ne voit pas l'intérêt de la question », et refuse de « laisser déborder les débats », ordonnant leur suspension.

A la reprise, euphémismes et circonvolutions verbales font of-

fice d'arguments dès lors qu'il s'agit d'évoquer ce dessin, qui est relégué au second plan jusqu'au moment où l'avocat général, Pierre Cortes, reproche au président de « avoir omis de rendre hommage aux deux policiers pour le reste de leur carrière » avant de fastidier M^{re} Ravaz pour « avoir énoncé des contre-vérités juridiques » et de lancer : « Que n'importe quel soir s'il s'agit d'une croix gammée ou si ça y ressemble... » Pour le représentant du ministère public, le fait d'avoir réalisé ce graffiti est « un geste stupide ». Le procureur reproche « la malveillance » matérialisée par la destruction du titre de séjour et se montre déçu par l'attitude de Bruno Garcia pour lequel il a produit lui-même « un témoignage de satisfaction ».

Christian Cotor suit les débats dans une langue qui lui est étrangère. Le bâtonnier Jean-Martin Guisano, conseil de Jean Ramonda, estime lui que cette affaire est « une cabale médiatique » où « on vient casser du fil parce que c'est la mode » et ne comprend pas « pourquoi on parlerait de racisme envers Cotor, qui est roumain ».

Le procureur a requis un an d'interdiction d'exercer contre Jean Ramonda, qui a été rétrogradé par mesure disciplinaire, et deux ans de la même peine contre Bruno Garcia qui, à la suite d'une commission disciplinaire, a été révoqué mais continue d'exercer ses fonctions au commissariat central de Toulon. Parallèlement, dans sa plaidoirie sur la forme, M^{re} Marc Rivollet, avocat de Ramonda, n'aura pu retenir une sorte de ressentiment qui planait sur ces lieux feutrés : « Au sein du commissariat de Toulon, il y a une sale ambiance. »

Jugement mis en délibéré.

François Grosrichard

José Lenzini

L'agriculture de montagne « monte » à Paris

POUSQUÉ PARIS ne peut se déplacer à la montagne, la montagne vient bien volontiers à Paris. Tel est le sens du message qu'adresse le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) en installant, jusqu'au 22 février, dans quelques lieux fréquentés de la capitale, des fermes accueillantes, où le public, dans des parcs d'allot, de confitures et de coconnaillie, peut goûter aux merveilles des terroirs.

Le vœu du Jura a élu domicile dans les beaux quartiers du Trocadéro, celui de la ferme de Corse à Montmartre, et la ferme des Alpes, dans la grande salle d'échanges du RER à la station Auber, accueille les voyageurs au son des cors de bergers du Galibier et des clarinettes. Le Massif central trône dans le jardin du Luxembourg, mis à la disposition des paysans par la Haute Assemblée, propriétaire des lieux. Vice-président du Sénat, Jean Faure (Union

centriste, Isère) a d'ailleurs déclaré, jeudi : « Au Sénat, nous sommes les parlementaires les plus représentatifs et les plus fidèles du monde rural, agricole et montagnard. »

Sympathique « opération séduction » en lever de rideau du Salon de l'agriculture, qui débute le 1^{er} mars, cette initiative, parallèle à la progression de la « Caravane des pâturages de France » partie d'Auvergne le 14 février et attendue à Bruxelles le 23, vise à expliquer aux citadins - parfois oublieux - que l'agriculture de montagne, en raison de ses handicaps géographiques, est en droit d'attendre des soutiens spécifiques. « C'est un moment privilégié de connivence avec les Français », confie Joël Band-Graisset, de Haute-Savoie. La tonique présidente du CNJA, Christiane Lambert, refuse tout discours larmoyant : « Ce sont des messages d'espoir, pas des signaux plaintifs ou passésistes que les jeunes de ces ré-

gions veulent faire passer. Nous savons nous démarquer des politiques traditionnelles. Les jeunes de Tarentaise, de Lozère ou des Pyrénées sont des conquérants, pas des révoltés. »

C'est l'occasion aussi pour les nouvelles générations de paysans de démontrer que l'élevage à l'herbe - « la qualité est dans le pré », dit un slogan - et les produits d'appellation font bon ménage avec l'écologie bien comprise. « Nous sommes des producteurs d'environnement, et nous revendiquons d'être rémunérés comme tels. Cette agriculture-là n'est pas condamnée, elle est plébiscitée », a conclu Christiane Lambert. Un clin d'œil à Louis Le Pen, dont le projet de loi, en préparation, tente précisément d'imaginer un nouveau mariage entre produits, territoire et subventions.